

هكذا من العمل

Initiatives/Offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15185 - 7 F

MERCREDI 24 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Tandis que M. Delors propose un programme communautaire d'investissements

En organisant une réunion des belligérants le 29 novembre

Mobiliser l'Europe

L'EUROPE doit redoubler d'efforts pour intéresser l'opinion publique à la construction communautaire. Il lui faut, en particulier, oser se saisir à bras le corps du drame qu'est le chômage.

C'est une question de survie pour notre société, répète-t-on de plus en plus insistamment, Jacques Delors. Le président de la Commission européenne espère ainsi amener les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, qui se retrouveront les 10 et 11 décembre à Bruxelles, à se rallier à une stratégie de croissance et d'emploi dont les lignes directrices seraient définies à l'échelon européen.

Pour l'instant, Jacques Delors rencontre, auprès des ministres des finances, davantage de résistances que d'appuis : les grands argentiers réagissent à voir leur liberté d'action bridée. A l'évidence, l'intention de Jacques Delors est bien de s'adresser, par-dessus leur tête, au sens politique des chefs d'Etat et de gouvernements.

Le traité de Maastricht prévoit explicitement la mise en commun progressive, par les Douze, de leurs politiques économiques. C'est là une révolution encore mal perçue, mais dont M. Delors a compris qu'elle doit être mise en œuvre avec prudence, et réalisme si l'on veut éviter une réaction de rejet de la part des Etats nationaux.

Il lui faut ainsi privilégier certaines solutions : à la fois pour favoriser la reprise et améliorer la compétitivité de l'économie communautaire. C'est de ce double point de vue qu'il faut considérer les ambitieux programmes d'investissement en faveur des infrastructures dont la Commission s'apprête à proposer le lancement. Par une telle démarche, Jacques Delors sait qu'il va heurter les ministres des finances, lesquels, il y a un mois, refusaient d'accroître les crédits alloués à la modeste initiative européenne de croissance arrêtée par les Douze à Edimbourg.

Des mesures à moyen terme prendront le relais afin de consolider la croissance espérée. Elles permettraient d'ouvrir de nouveaux horizons sur le chemin de l'Union économique et monétaire (UEM), un objectif politique qui reste à l'ordre du jour.

Le débat auquel viennent de procéder les ministres des finances témoigne que les Douze sont prêts à examiner les moyens d'alléger les charges fiscales qui pèsent sur le coût du travail et, par conséquent, à rechercher d'autres voies pour financer le déficit de la Sécurité sociale.

M. Delors ne manque pas une occasion de souligner le caractère politique de sa démarche. L'opinion veut vérifier que l'Europe peut agir contre le chômage. Humiliée par l'impuissance de la Communauté dans l'ex-Yougoslavie, elle entend que, sur d'autres terrains, l'Union fasse preuve de plus de détermination. Le président de la Commission a tenu à le rappeler à l'intention du prochain Conseil européen.

M0147 - 1124 0 - 7,00 F

M. Balladur note « des signes de redressement » de l'économie

Devant les ministres des finances des Douze, M. Delors, président de la Commission de Bruxelles, a lancé, lundi 22 novembre, l'idée d'un programme communautaire d'investissements publics de près de 200 milliards de francs par an pendant cinq ans pour favoriser une croissance durable. En France, la situation économique donne « des signes de redressement de plus en plus remarquables », a estimé M. Balladur, le même jour, à l'occasion de l'examen au Sénat du projet de loi de finances de 1994. Le premier ministre a annoncé une nouvelle diminution de la cotisation patronale d'assurance-maladie.

Les fourmis des « petits prix »

Il y a des fourmis, tout le monde le sait, mais on ne les voit pas. Elles courent les soldes, font la chasse aux bonnes affaires, achètent chez Tati, se ruent chez les Hard discounters, marchandent... Les consommateurs sont devenus fous des petits prix. « Ils veulent tout pour rien », résume un directeur des achats désemparé.

Un à un, les divers commerces sont aspirés dans une spirale des prix descendant : partie de l'alimentation, elle a gagné le textile, la chaussure, les accessoires de mode avant de faire tache d'huile à la parfumerie, à la bijouterie, et à la restauration, puis de contaminer la décoration, la lunetterie et finalement... le livre. Jusqu'aux psychanalystes qui voient leur client discuter les tarifs ou la durée des traitements ! C'est la revanche du client : volait, infidèle, il surfe d'un magasin à l'autre, ne s'attachant plus à rien d'autre qu'aux étiquettes. Et les distri-

buteurs ont le plus grand mal à suivre un consommateur qui n'achète plus au même moment, ni au même endroit, ni les mêmes produits.

Pourquoi, en effet, acquiescer à prix fort un 24 décembre un cadeau que l'on trouvera deux jours plus tard soldé à Paris... et qui sera aussi bien offert le Jour de l'an ? Est-ce bien raisonnable de commander dès la sortie d'un catalogue de vente par correspondance un article qu'il sera possible de se faire livrer 20 % ou 25 % moins cher quelques semaines plus tard ? Il faut changer une housse de couette ? Attendez la saison du blanc, il y aura des affaires à faire !

FRANÇOISE VAYSSÉ
Lire la suite page 18

Les Douze tentent de relancer le processus de paix en Bosnie

L'Union européenne a invité les dirigeants politiques et militaires des trois communautés bosniaques ainsi que ceux de Serbie et de Croatie à une réunion le 29 novembre à Genève, à laquelle des représentants des Etats-Unis et de la Russie sont également conviés en tant qu'observateurs. Réunis, lundi 22 novembre, à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Douze espèrent ainsi obtenir de nouvelles garanties des belligérants sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie et faire redémarrer un processus de négociations en panne depuis trois mois.

L'enfer à Mostar

MOSTAR

de notre envoyé spécial

Si l'enfer existe sur terre, Mostar-Est y ressemble fort. Agé d'à peine vingt-huit ans, ce jeune Musulman n'en peut plus : « Que ceux qui ont protégé les Serbes et qui protègent les Croates leur donnent la bombe atomique ! Qu'ils fassent un Hiroshima sur Mostar, ce sera plus humain que de cette manière-là ».

Pour lui, le pire n'est pas la mort, mais cette agonie dans l'indifférence du monde qui, remarque-t-il, amène, « a bougé pour Dubrovnik, mais pas pour Mostar ». « Nous mourons tous », répète-t-il en hochant la tête. Mostar ressemble à ce point à l'enfer que, assiégés, affamés, bombardés depuis sept mois par leurs anciens alliés croates qui

contrôlent l'ouest de la capitale de l'Herzégovine, les quelque 50 000 Musulmans de la partie orientale de la ville semblent prêts à s'allier avec le diable : avec les Serbes, qu'ils ont combattus et qui tiennent les montagnes surplombant, à l'est, la vieille cité ottomane.

Etroite bande de terrain de quelques centaines de mètres de profondeur et quelques kilomètres de long sur la rive est de la rivière Neretva, composée de deux rues principales prises sous le feu permanent des tireurs isolés croates embusqués dans les immeubles de la ville nouvelle, constamment bombardée par l'artillerie croate postée sur les collines à l'ouest, la vieille ville contrôlée par les forces fidèles à Sarajevo est le théâtre d'un véritable jeu de massacre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 3

L'assistance aux sans-abri

Depuis une semaine, une vingtaine de personnes ont succombé en Europe, victimes de températures exceptionnellement basses en novembre. En Russie, où le nombre de sans-abri s'est considérablement accru ces dernières années, soins et répression se confondent parfois.

En France, sept morts provoqués par le froid ont été dénombrés en trois jours. Les autorités et les associations se mobilisent pour augmenter les capacités d'accueil et pour mieux informer les populations en détresse.

Lire pages 10 et 11

La cible islamiste de Charles Pasqua

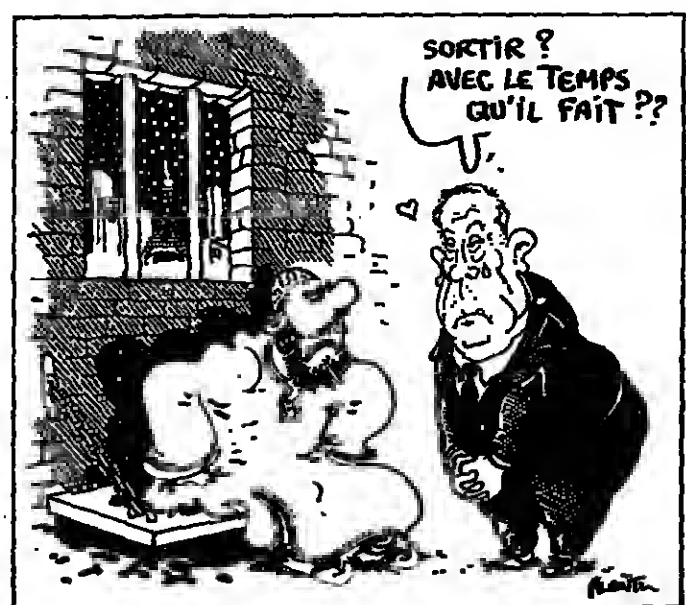
Tout en désignant un danger réel, le ministre de l'intérieur flatte la xénophobie ambiante

Charles Pasqua avait adopté, depuis son retour au gouvernement, un profil inattendu : celui d'un ministre « sécuritaire » qui rappelle les policiers au respect du droit ; celui d'un défenseur de l'ordre qui se préoccupe au moins autant d'aménager le territoire que de faire en sorte que les habitants s'y tiennent tranquilles ; celui d'un adversaire du traité de Maastricht qui invoque les accords de Schengen pour justifier un renouveau de souveraineté dans l'octroi de l'asile politique.

Mais M. Pasqua n'est pas homme à se laisser influencer dans un rôle. Choisissant lui-même, désormais, ceux qu'il décide de jouer, il se renouvelle dans celui de flanc-garde d'un premier ministre avec lequel il forme un duo trop complémentaire pour être fortuit.

La partition de M. Pasqua est d'accompagnement, non de mélodie. Il n'est que ministre d'Etat, et il n'est que le deuxième des ministres d'Etat (après Simone Veil). A côté d'Edouard Balladur, il occupe le créneau de la pureté idéologique, mais subtilement. A ceux qui accusaient le gouvernement de mollesse, le premier ministre peut répondre : « Pasqua ! » Quand il faut circonscrire les derniers bastions auxquels pourrait se heurter la majorité parlementaire - le président de la République, le Conseil constitutionnel -, le ministre de l'intérieur engage l'offensive. Quand il paraît opportun de montrer que l'Etat sait être intransigeant avec tel ou tel groupe suspect de comploter contre la sûreté publique, M. Pasqua donne de la voix et de la ralle. Il ne parle plus, comme il y a cinq ans, des « valeurs communes » qui uniraient les électeurs de l'extrême droite et ceux de la droite, mais il fait en sorte que ceux qui respectent ces « valeurs » ne se sentent pas nubiés par le gouvernement. M. Balladur lui en sait gré.

Depuis, le ministre de l'intérieur version 1993 a tiré, lui aussi, les leçons des erreurs commises par le gouvernement auquel il appartenait en 1986. L'air, républicain, quasi humanitaire, il restreint l'exercice du droit d'asile - pour ne pas devoir installer des « camps de concentration » où l'on parquerait les demandeurs le temps d'examiner leur dossier. Il épulse un imam exilé - au nom du respect de la laïcité. Il dénonce les empiétements du Conseil constitutionnel - en vertu du principe de la souveraineté populaire. Il place des militants kurdes en garde à vue - mais il convient que leur cause mérite la sympathie. Il ordonne des opérations de



police aux abords des mosquées - mais il n'a rien contre la pratique de la religion musulmane. Aiosi M. Pasqua flirte-t-il avec la xénophobie ambiante sans paraître aucunement l'encourager, bien au contraire : c'est pour la combattre qu'il veille à priver d'arguments ceux dont la spécialité est de désigner les étrangers, réels ou supposés, comme coupables de tous les maux.

Alors que M. Balladur ne peut faire davantage que d'envisager prudemment un « mieux » pour l'économie et d'annoncer des réformes « considérables » pour la période à venir, M. Pasqua s'emploie à contrôler le feu qui couve dans certains secteurs de la majorité, de peur qu'il ne commence à roussir les poils du gouvernement. Charles Millon est encore seul à regretter que le premier ministre ne se soit pas engagé sur la voie de décisions « plus audacieuses », tandis que René Moayoud égrène, de loin en loin, une petite musique sceptique et que Valéry Giscard d'Estaing - en ne participant

pas au vote sur la restriction du droit d'asile, par exemple - se rappelle, de loin en loin, au souvenir des siens.

Les sondages protègent toujours M. Balladur, mais il ne perd pas de vue, pour autant, la frustration de réformes dans les rangs de la droite. Il veille, surtout, sur un électoral dont les émotions, sait-on jamais ? pourraient se révéler difficiles à contrôler. Ainsi le premier ministre, après avoir donné des signes d'hésitation, a-t-il décidé de soumettre à l'examen des députés le projet de loi tendant à instituer une peine de perpétuité « réelle » pour les meurtriers d'enfant. Il n'a pas tardé, d'autre part, à manifester une attention au problème des sans domicile fixe, dont le sort pourrait rappeler aux Français qu'après bientôt huit mois de « changement », il en est pour qui rien n'a changé, sinon en pire.

PATRICK JARREAU

Lire la suite page 6

DÉBATS

LE COURRIER DU COMITÉ «APPEL À LA VIGILANCE»

«Enfin !», disent-ils...

L'historienne Arlette Farge, qui a signé l'appel à une Europe de la vigilance, a déposé les 500 lettres parvenues depuis le 13 juillet.

par Arlette Farge

ELLES ne sont pas forcément longues, ces cinq cents lettres de soutien et d'adhésion au comité «Appel à la vigilance», même si certaines s'accompagnent de commentaires personnels ou de documentation. Mais elles saisissent par le ton et le vocabulaire qui les rapprochent, au-delà des fonctions de leurs auteurs, des professions représentées, de la provenance géographique ou du sexe. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cette communauté de ton et d'expression n'est pas due à une relative homogénéité socio-professionnelle de celles et ceux qui apportent leur soutien. Ce sont en effet, en premier lieu, des universitaires, des personnes appartenant aux milieux artistiques, éditoriaux et littéraires; puis des responsables politiques de petites ou de grandes associations et, enfin, un grand nombre de professeurs de lycée, arrivant juste avant un groupe non négligeable de médecins et de psychiatres ou psychanalystes.

La communauté de ton vient du sentiment partagé qu'il est devenu nécessaire et urgent d'agir face aux multiples stratégies de légitimation de l'extrême droite. Ce sentiment paraît avoir été enfoui, depuis longtemps, en chacun mais entravé par la conscience de ne savoir que faire. Cette urgence s'exprime fortement en chaque lettre, comme si s'ouvrait soudain une porte qui on croyait fermée, comme si se trouvait soudain évacuée, dans l'intimité de chacun, une conviction qui ne demandait qu'à s'exprimer et à être relayée par des actes collectifs.

Le plus souvent, la lettre est manuscrite. Ce fait ne dépend pas de l'âge des correspondants, bien que les personnes plus âgées soient moins familières avec le maniement des ordinateurs. Car la lettre manuscrite est un «geste»: lire cet appel et prendre aussitôt la plume signifient pour beaucoup un engagement personnel sans détour ni hésitation. «Je signe des deux mains»: cette expression qui revient si souvent marque une approbation engageant le corps et l'esprit, l'intelligence et le cœur. Ces termes sont fréquemment employés parce que, à l'évidence, cet appel sollicite une forme d'adhésion spécifique où la raison se mêle à une perception sensible de la réalité sociale et politique et de ses perversions possibles.

L'élan et l'investissement des signataires reflètent leur vive préoccupation face à la banalisation des idées d'extrême droite, dans les médias comme sur les lieux de travail. L'inquiétude, voire l'anxiété (la plupart des lettres ont une véritable résonance émotionnelle) s'exprime

ment en un vocabulaire simple mais fort, où se disent la solidarité, l'espoir, le désir d'agir, l'envie d'établir en Europe un socle de réflexion et d'action qui permettrait de repousser toutes les formes de confusionnisme. Pour les uns, les plus nombreux, signer cet appel est un acte grave et solennel dont ils soulignent qu'ils le font avec respect. Quelques-uns recopient fidèlement les termes mêmes de l'engagement, tout en marquant qu'il s'agit là d'un acte important, comme sans doute ils n'ont pas eu l'occasion d'en accomplir depuis longtemps.

A cette gravité répond une autre attitude: la «complicité». Les lettres s'adressent au comité en termes de sympathie et de connivence: «amis vigilants», «amis», ou «chers amis» suivent le texte et précèdent les signatures. Ici, c'est comme si l'on retrouvait une communauté d'action et qu'on le reconnaissait avec soulagement. «Enfin !...» écrivent-ils. Cette expression est lourde de sens: la satisfaction de sortir de l'isolement, le réconfort de n'être plus seul à s'inquiéter d'un danger considéré comme imminent.

La citoyenneté apprise et vécue

Pour être complet sur le ton particulier de ces réponses, il faut encore mentionner deux attitudes. L'une est sûrement étonnée par les termes mêmes de l'appel et les noms des premiers signataires. L'autre, par les injonctions, dont certains de renom, et demandant un engagement quotidien concernant leur «pratique» plus ou moins usuelle (participation à des publications, à des émissions de radio ou de télévision, etc.), cet appel a exclu ceux dont la profession n'approche pas, peu ou prou, ces lieux particuliers. Ceux de professions dites non intellectuelles qui ont répondu à cet appel l'ont fait avec timidité. Ils s'interrogent même sur leur possibilité de participation: «Accepteriez-vous que je sois des vôtres? Je ne suis pas un intellectuel.» Il faut savoir reconnaître la une des limites de ce texte.

Par ailleurs — comment ne pas le souligner? — ce qui domine est bien le rejet de l'extrême droite et de ce qu'elle évoque comme réalités funestes et menaçantes. Le ton se crispe ou se relâche pour souligner qu'il s'agit d'un nouveau de lutte, rien ne pouvant en ce domaine être facilement acquis. Cela explique que la quasi-totalité des correspondants s'implique personnellement en proposant d'aider matériellement le comité, de lui donner bénévolement du temps, de mettre en place des antennes régionales ou des lieux de réflexion et de réunion ouverts au public, en France comme à l'étranger (8 % des signatures proviennent d'autres pays que la France).

A l'occasion de ces propositions, bien des préoccupations et des thèmes de réflexion sont évoqués. Ils peuvent montrer les

motifs éthiques et politiques qui sous-tendent cet engagement. Si cet appel fut remarqué, c'est d'abord parce qu'il rompt avec ce qui est considéré comme le laxisme des intellectuels, leur indifférence et leur participation à la «défiance de la raison». Il rompt de deux manières avec cette attitude: en soulignant des menaces qu'on ne repère pas toujours aisément, et en proposant de nouvelles pratiques sociales et intellectuelles. Les lettres soulignent ce double aspect et notent la richesse d'une attitude où «la science et le savoir seraient au service de la clarté».

Au fil des mailles, plusieurs thèmes sont indiqués. Les plus souvent retenus concernent la discussion ressassant la disparition de l'opposition entre gauche et droite, discours confus dont il est dit à quel point il est nocif et opère de graves glissements de sens et d'interprétation dans les propos les plus divers. D'autres évoquent le débat, toujours présent, sur la fin de l'histoire et s'interrogent sur l'éventuel repère d'une conscience historique. On parle encore, ici ou là, du nécessaire réajustement entre un militantisme souvent dépassé et une action nouvelle à inventer.

Une légère césure partage les signataires entre ceux, plus âgés — certains sont d'anciens déportés ou d'anciens résistants — qui privilégient avec solennité le devoir de mémoire et la transmission du passé et se sentent véritablement responsables de leur rôle de relais envers une société à venir, et ceux, plus jeunes, qui insistent sur les dispositions à prendre dans les lieux où ils se trouvent. Une phrase exprime avec justesse ce qui, en fait, doit relier les générations: «J'aimerais que mon passé soit une partie de votre avenir».

La présence majoritaire des milieux enseignants (en université ou en lycée) et des professions allant de la médecine à la psychologie, en passant par quelques éducateurs spécialisés et personnes travaillant dans le secteur paramédical, donne beaucoup d'importance aux lieux où se tiennent le savoir, la santé et l'éducation, lieux où doit s'exercer la vigilance et où tout doit être fait pour que le langage soit le plus net possible et le moins entaché d'ambiguïtés dangereuses. Les professeurs sont particulièrement sensibles au vocabulaire des

jeunes, à la banalisation des injures racistes ou des propos xénophobes qui leur semblent proférés en toute liberté et bonne conscience. L'école et l'université restent pour eux des modèles républicains, où le citoyen doit être défini, apprise et vécu.

Bien entendu, l'actualité fait irruption dans la plupart des courriers, qu'il s'agisse des loix concernant la cote de la nationalité (dont beaucoup regrettent qu'il n'ait pas été question dans l'appel), de l'exclusion et de la pauvreté, de l'innommable guerre qui se déroule en notre voisinage indifférent en ex-Yugoslavie ou encore de la confusion intellectuelle et visuelle entretenue sur nos écrans de télévision.

Il n'en reste pas moins qu'une série de questions se dessinent, qui pourraient fragmenter cette amorce de consensus (que d'aucuns considèrent d'ailleurs comme suspect, et que toute analyse de documents tend à accentuer). Quels sont les moyens de la vigilance demandée par cet appel, hormis ceux indiqués dans le texte? Ne faudrait-il pas engager un débat sur les formes de la liberté d'expression? Au fond, disent-ils, qu'est-ce que condamner? Et comment jouer, en démocratie, entre la nécessaire interdiction et le respect d'autrui?

Il ne faut pas oublier que l'accord des signataires, quelles que soient leurs interrogations, se fonde sur un refus de participer aux activités et aux manœuvres de légitimation de l'extrême droite. A l'intérieur de cet accord, une place est demandée pour une réflexion qui définisse mieux encore les fondements d'un tel refus, et propose des actions. A noter encore quelques informations significatives: en plus des «politiques», dont la présence a déjà été notée, il faut remarquer les signatures d'une douzaine de signataires de rangs importants (politiques, enseignants, journalistes), engagés dans la rédaction et la présence de quelques membres ou responsables du Parti communiste, ce qui reflète un des aspects du débat existant au sein de ce parti.

Les réponses envoyées au comité «Appel à la vigilance» forment un ensemble décisif et net. Elles marquent une volonté d'entrer au sein d'une communauté agissante et réfléchissante. L'interpellation est profonde, déterminée. Elle impressionne.

DIAGONALES

QUOI de neuf? La morale! Partout elle supplante la politique, dans les discours, les conversations, les livres. Au moins dix essais lui sont consacrés depuis un mois. La nouveauté, c'est que la recherche de valeurs ne fait plus l'objet de systèmes et de catalogues. L'heure est aux revues, aux programmes minimum, aux recettes de concorde. La faillite des utopies globales a rendu les théoriciens modestes et méfiants. A l'inverse de l'ambition nietzschéenne, nous voilà revenus en deçà du Bien et du Mal.

A suivre Alain Etchegoyen, c'est le responsable d'un églais de réapprendre (le Temps des responsables, Julliard). Pour Dominique Nogués, comment ne pas ne plus nous payer de grande motte (Alambic, propositions...). Ed. du Rocher. Michel Onfray, Prix Médicis 1993, se montre le plus téméraire en opposant au consensus des bons sentiments élitaires l'esthétique du condottiere et du dandy, pour qui le prochain se réduit à une poignée d'être choisis (le Sculpture de soi, Grasset).

Le pape, dont l'encyclique le Splendeur de la vérité (Meme/Plon) domine cet automne de réflexions morales, s'appuie, on s'en doute, sur des postulats opposés. Condamnant l'individualisme comme «négligeant l'idée de nature humaine» (art. 32), il pose en principe intangible que tous les hommes sont «égaux en dignité» (art. 52). Nombre d'hommes de terrain se situent dans cette tradition. Ainsi J.-F. Deniau (Ce que je crois, Grasset) et le général Morillon (Croire et oser), quand ils savent du naufrage des vieilles vertus — l'honneur, le courage, le service des opprimés et le respect de la parole donnée.

Le crédit dont jouissent ces témoins vient de ce qu'ils ont payé de leur personne. Le public a appris à douter des conseillers dont les propos ne sont pas gérés en actes. D'où la confiance qu'il a marquée, dans les années 80, à l'humanisme, dont il aurait volontiers fait une idéologie de rechange. Cette faveur a décliné ensuite, du fait de la captation du mouvement par les politiques, de l'expédition du Golfe, de la

En deçà du Bien et du Mal

guerre de Yougoslavie et des opérations de Somalie, qui ont pu faire apparaître les missions d'aide aux victimes comme des élixirs pour les États, et même comme complices des crimes qu'elles étaient censées combattre.

Un des Médécins sans frontières (dont le rapport d'activité paraît chez Hachette), Alain Destexhe, rappelle à point nommé que l'humanitaire est toujours aussi de malentendu (l'Humanitaire impossible, Armand Colin). Les créations d'hôpitaux ont servi de paravent aux conquêtes et à l'exploitation coloniales. La Croix-Rouge n'a que faiblement «humanisé» les carnages de 1914-1918 et de 1939-1945. Elle a semblé s'accommoder des totalitarismes nazi et stalinien. Les secours portés au tiers-monde n'ont pas empêché les conflits. L'accueil des réfugiés fait souvent le jeu des oppresseurs et des purificateurs ethniques.

En se cramponnant aux principes de l'urgence et de l'égalité des victimes, l'humanitaire se condamne à laisser entendre que tous les mécanismes qui produisent des victimes se valent, ce qui est évidemment faux. Il n'y a pas d'équivalence entre un séisme et le siège de Srebrenica. Les mots sont aussi plégés que les routes de Bosnie: parler des méfaits de l'hiver en même temps que des exactions de l'assaillement, c'est risquer d'assimiler ces dernières à une catastrophe naturelle. L'humanitaire a raison de combiner témoignage et assistance, mais il ne saurait désigner les fautes et leur refus son aide, sans sortir de son rôle et le compromettre.

Les acteurs du terrain bricolent donc toujours dans une certaine ambiguïté, à charge pour eux de veiller à ce que ni les politiques ni les médias n'en profitent. Est-ce à dire qu'ils doivent suivre leurs seuls élans du cœur et se passer de critères généraux? Samedi 20 novembre, les dirigeants du mouvement lyonnais Equilibre ont réfléchi tout haut, à Villeu-

JUSTICE

La tentation du talion

Déposée par Pierre Méhaignerie et présentée, le 17 novembre, aux sénateurs, la proposition de loi sur la «péripétie réelle» continue de soulever de vifs débats.

par Michel Sapin

AU-DELA de l'honneur, il y a la mort d'un enfant torturé, de Karine ou de Delphine. L'idée en est insupportable: que dire quand nuit et brouillard frappent ainsi des familles? Et pourtant, le devoir d'un responsable politique, même s'il est père de famille, est de tenter le langage de la raison. «Je garde des idées et donc j'ai déposé un projet de loi qui vise à enfermer de façon définitive toute personne ayant assassiné un mineur de moins de quinze ans avec viol, torture ou acte de barbarie».

Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, rien n'interdit aujourd'hui qu'un criminel condamné à la réclusion criminelle à perpétuité termine effectivement sa vie en enfermé. La plus vieille détention de France est un assasin d'enfant. Il y a aujourd'hui dans les prisons françaises des individus dont tout laisse à penser que les juges et les médecins ne les laisseront pas sortir. Et la président de la République a toujours refusé la grâce d'assassins d'enfant, hier comme aujourd'hui. Certes, les assassins d'enfant sont souvent des récidivistes, au sens où ces criminels ont déjà commis des crimes ou des délits sexuels. Mais aucun de ceux qui, au cours de ces dernières années, ont violé et tué un enfant n'avait été condamné auparavant pour ce crime-là.

Ce texte, s'il avait été en vigueur dans le passé, n'aurait empêché aucun des meurtriers d'enfant qui ont eu lieu. S'il est adopté, il empêchera aucun à l'avenir, sauf à croire que de tels maniaques peuvent être dissuadés par la crainte d'une sanction pénale. Toute personne ayant un peu étudié la sujet sait qu'il n'en est rien. En enfermant définitivement un assassin d'enfant, on peut être certain qu'il ne recommencera pas; on est sûr aussi de ne jamais le guérir. Quant aux gardiens de prison, comment pourront-ils s'assurer d'un prisonnier d'autant plus dangereux qu'il n'y a plus rien à

perdre, n'ayant plus rien à gagner?

En fait, ce projet fait preuve d'un singulier manque de courage. Comme à son objet principal était de décharger le garde des sceaux d'une responsabilité à l'évidence difficile, mais nécessaire, pour la reporter sur le seul président de la République, détenteur du droit de grâce! Il est difficile de contester un texte qui flétrit ainsi une opinion légitimement choquée par des crimes affreux. Mais e-t-on jamais fait une bonne justice en se laissant emporter par le fureur des passions? Ce projet assouvit le désir de vengeance symbolique que chacun ressent; mais il ne va rien dissuader ni éviter. C'est d'autant plus regrettable que, dans ce domaine, la prévention peut avoir des résultats, moins médiocres que la répression, mais bien réels.

Peine de sûreté de trente ans

Les juges d'application des peines doivent être particulièrement attentifs à l'évolution des délinquants sexuels. Les maniaques, exhibitionnistes et autres auteurs d'attentats à la pudeur ne sont, à l'évidence, pas tous de future violence et assésins d'enfant, mais c'est sans doute lors des premières manifestations de leur déséquilibre que des moyens médicaux et judiciaires supplémentaires peuvent permettre d'éviter une dérive criminelle. Un nouveau code pénal va entrer en vigueur en mars prochain, fruit du travail de nombreux ministres successifs et d'une discussion parlementaire exemplaire. Ce texte est dur pour les catégories de crimes particulièrement odieuses, puisqu'il introduit une peine de sûreté de trente ans.

Il eût été sage d'attendre l'entrée en vigueur de ce nouveau code, plutôt que de passer à la facilité d'un surcroît de violence symbolique pour répondre à la violence des crimes. Ce qui s'appelle justice, dans une démocratie, n'est pas pour but d'infliger aux criminels une peine à la mesure du supplice qu'ils font subir à leurs victimes. La tentation du talion est en chacun de nous, mais un État qui commèrerait à y céder manquerait à sa mission.

Michel Sapin est ancien ministre délégué à la justice.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DROGUE
LIBÉRALISER
OU RÉPRIMER ?

Face aux ravages provoqués par la drogue les États sont profondément divisés : doivent-ils légaliser l'usage des stupéfiants ou renforcer la répression des vendeurs et des consommateurs ?

A lire dans

Le Monde des
DÉBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
LE 10 DE CHAQUE MOIS

INTERNATIONAL

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Les Douze s'efforcent de relancer le processus de paix en Bosnie

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

Dans les milieux dirigeants européens, on ne parlait plus de la Bosnie - quand on en parlait encore - que comme d'un problème humanitaire : celui de populations totalement démunies sur lesquelles s'abat les rigueur d'un hiver précoce. L'initiative lancée lundi 22 novembre à Luxembourg par les ministres des affaires étrangères européens a le mérite de rappeler, comme le notait David Owen, que la catastrophe humanitaire qui frappe la Bosnie, ce n'est pas l'hiver, c'est la guerre.

L'Europe, ne sachant plus à quel plan se vouer depuis le rejet, par la partie musulmane, des dernières propositions de règlement présentées par les médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg, donnait l'impression depuis trois mois d'avoir politiquement renoncé. Elle s'est de nouveau saisie de la question lundi à Luxembourg, à la demande du ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, qui avait entraîné son homologue allemand Klaus Kinkel dans une démarche commune.

En ce qui concerne l'acheminement des secours en Bosnie, les Douze entendent demander, le 29 novembre à Genève, aux responsables militaires des trois communautés bosniaques, de Croatie et de Serbie, de confirmer solennellement les garanties qui ont été données il y a quelques jours à M. Ogata, président du Haut-Commissariat aux réfugiés, par les représentants politiques des belligérents et qui sont restées sans effet depuis. Ils se déclarent disposés à recourir à la force contre « les éléments

incontrôlés » qui, en violation de cet accord, s'opposeraient au passage des convois.

Il ne s'agit pas pour les Européens de déclencher une opération militaire en Bosnie - MM. Hurd et Juppé l'ont redit - mais de mettre en demeure les chefs militaires de contrôler leurs troupes et d'adopter une attitude plus résolue, dont la définition sur le terrain est laissée au jugement de la FORPRONU. Le commandement de cette dernière réclame, dans cette optique, quatre mille hommes supplémentaires pour protéger les principaux itinéraires des convois et le général Cot a demandé au secrétaire général de l'ONU que soient accélérées les procédures lui permettant de recourir à une protection aérienne.

Les Douze devraient pouvoir faire état la semaine prochaine des moyens supplémentaires, en hommes et en argent, qu'ils sont prêts à mettre en œuvre. Ils attendent également des belligérants des garanties qui permettront l'ouverture de l'aéroport de Tuzla aux vols humanitaires.

Les Musulmans au pied du mur

Sur le plan politique, les Douze vont inviter le 29 novembre les belligérants à se remettre à la table des négociations sur la base du schéma suivant : ils demanderont aux Serbes de consentir aux Musulmans de Bosnie des concessions territoriales supplémentaires (c'est cet aspect territorial que M. Izetbegovic, dans un premier temps, avait invoqué pour refuser le plan Owen-

Stoltenberg en septembre). On demandera aussi à Belgrade d'accepter, « comme première étape », un « modus vivendi » avec Zagreb pour la Krajina (région de Croatie occupée par des forces sécessionnistes serbes).

Selon M. Juppé, ce « modus vivendi », qui fait appel à la bonne volonté des Serbes comme des Croates, consisterait en un cessez-le-feu effectif, en un « retrait d'un certain nombre d'éléments armés » et en certaines mesures de « rétablissement de la confiance » portant notamment sur les communications entre les différentes régions de Croatie et d'approvisionnement. Les Douze s'engagent, dès que ces conditions seront effectivement remplies, à demander au conseil de sécurité une suspension « progressive et vérifiable » des sanctions économiques qui pèsent sur la Serbie et le Monténégro.

Aux Croates, les Douze demandent, outre les mesures d'apaisement relatives à la Krajina, de garantir un accès à la mer pour les Musulmans de Bosnie et de « respecter les accords conclus » parmi lesquels sans doute la délimitation de l'entité croate prévue par le plan Owen-Stoltenberg. On leur explique, dit M. Juppé, qu'il y a un lien entre la levée des sanctions et le règlement définitif du problème de la Krajina.

Aux Musulmans enfin, les Douze font valoir qu'ils appliquent leurs revendications territoriales et celle d'un accès à la mer et ils attendent, bien que cela reste implicite, que M. Izetbegovic accepte, moyennant cela, un règlement de paix.

La réunion du 29 novembre devrait,

dans ce schéma, déboucher sur la reprise des négociations sur la Bosnie et, si elles aboutissent, sur une suspension partielle et provisoire des sanctions, accompagnée d'un échecier. L'étape suivante serait, lors d'une nouvelle conférence à Londres, le règlement du problème croate et la troisième étape, celle d'un règlement définitif dans l'ex-Yougoslavie incluant le statut du Kosovo, du Sandjak et de la Voïvodine et accompagné d'une levée définitive des sanctions contre la Serbie.

Contre la démission

Nul n'oserait évidemment parler de l'entreprise pour être menée à bien jusqu'au bout. Il s'agit, disent les Douze, « de mettre les belligérants devant leurs responsabilités ». Cette phrase, bien que cela ne soit pas dit, s'adresse essentiellement en ce qui concerne la Bosnie, à la partie musulmane : pour peu que l'on obtienne des Serbes et des Croates ce qui leur est demandé, on prive en effet M. Izetbegovic des arguments en vertu desquels il avait refusé le plan de règlement Owen-Stoltenberg.

L'ambassadeur bosniaque auprès de l'ONU, Mohamed Sacirbey, qui faisait lui-même « les couloirs » à Luxembourg avait bien compris le message. Sans vouloir s'opposer à cette initiative, il déclarait à la presse que « le problème politique ne doit pas prendre le pas sur l'action humanitaire », ou encore que « le problème n'est pas seulement un pourcentage de territoire, mais la viabilité de la Bosnie ». Quant à

David Owen, il est probable que c'est les Musulmans qu'il visait lorsqu'il disait que « certains voudraient faire durer la guerre pendant l'hiver et lancer une grande offensive au printemps ».

C'est David Owen semble-t-il qui a plaidé pour que le levée des sanctions contre la Serbie - qu'il aurait même voulu, dit-on, plus radicale - soit utilisée comme levier pour relancer la négociation. Cette idée a dans un premier temps été mal accueillie à Washington. Mais après une conversation téléphonique avec Warren Christopher, Alain Juppé estimait que ces réserves américaines n'avaient été dues qu'à un « défaut d'information » et insistait sur le caractère progressif, conditionnel et automatiquement réversible de la mesure qu'il proposait.

On est évidemment très loin des grands principes qu'affichaient les Occidentaux au début du conflit et M. Juppé en convient. Il n'est plus question notamment d'intégrité territoriale de la Bosnie. Quant à celle de la Croatie, on envisage de la défendre « autant que possible », ce qui sous-entend que M. Tudjman aura à faire des concessions, même si on ne paraît pas croire, dans la délégation française, à une position intransigeante de M. Milosevic à propos des Serbes de Krajina. Mais du moins les Européens refusent-ils de baisser les bras. C'est, pour MM. Juppé et Kinkel, une victoire sur ceux qui, en France et ailleurs, n'envisageaient plus pour toute action que la menace d'un retrait de la FORPRONU au printemps, si rien entre temps n'avait changé.

CLAIRE TRÉAN

L'enfer à Mostar

Suite de la première page

Le bilan de ces sept mois de conflit serait de plus de 700 morts et 4 000 blessés du côté musulman, selon les autorités locales.

Mostar-Est est un Sarajevo en concentré. Ici, même les morts sont à l'étroit. Au centre-ville, les deux petits jardins publics transformés en cimetières minuscules débordent des tombes de victimes séculaires. On entrevoit à peine les visages des défunts. Les carcasses de voitures enroulées sur les trottoirs, les ordures envahissent la ville. Les vivants s'entassent dans les rares appartements encore habitables, dans les caves humides ou les garages des immeubles détruits. La moitié des bâtiments sont inutilisables, 80 % des autres sont endommagés ; la pluie s'infiltre par les toits crevés, le vent et le froid pénètrent par les fenêtres soufflées.

Ici, même les blessés doivent se serrer. Dans l'hôpital, improvisé dans un vieux dispensaire criblé de balles, des malades dorment sur des civières, sur des matelas posés à même le sol, dans des couloirs exigus. Sans même franchir de

porte, on se retrouve dans la salle d'opération, « à dix mètres des WC », fait remarquer un médecin. Au deuxième étage, les réserves de médicaments et de pansements prennent l'eau. Depuis sept mois, Mostar-Est n'a plus d'eau courante et trop peu à manger : un peu de pain et une mauvaise soupe par jour pour les civils, rien pour les combattants. Il n'y a pas non plus de place pour cultiver. Totalement encerclés « depuis » le 9 mai, les forces musulmanes ont réussi, fin juin, à ouvrir, au nord, un accès par la montagne, vers Jablanica, d'où des convois de chevaux ont amené médicaments et munitions.

« Trente grammes de vivres par jour »

Les habitants boivent l'eau sommairement désinfectée, pompée sous le feu des francs-tireurs dans la Neretva qui traverse la ville avant de se jeter, plus au sud, dans l'Adriatique. « Nous avons reçu trente grammes de nourriture par personne et par jour d'aide humanitaire depuis l'attaque croate du

9 mai. Nous sommes soumis à un embargo militaire et alimentaire. C'est scandaleux. Cinq personnes sont déjà mortes de faim, beaucoup des plus faibles vont mourir », tonne le maire de la ville musulmane, Smil Klarić. « Nous n'avons pas de logements, pas de vêtements, pas d'énergie pour chauffer, pas de couvertures, pas de nourriture, et le Haut-Commissariat aux réfugiés se plie à la volonté du HVO » (les forces croates de Bosnie), s'indigne M. Klarić.

Après avoir interdit toute aide de début mai à fin août, le HVO continue à retarder et harceler les convois pour Mostar-Est, dénonce à Zagreb Cédric Thornberry, le « numéro deux » de la Force de protection des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie. « Les Croates ont empêché la livraison de couvertures et de matériel pour l'hiver », reconnaît Peter Kessler, porte-parole du HCR. Il affirme cependant que, depuis une semaine, la situation s'améliore : 3 000 couvertures et 320 sacs de couchage ont été livrés.

Après avoir passé trois saisons en enfer, Mostar-Est redoute l'hiver, même s'il est plus dément ici qu'en Bosnie centrale. Comme Pasana, quarante-trois ans, expulsée par l'autre côté (croate) et qui n'a que ses vêtements d'été. « Je n'ai rien pour l'hiver et j'ai faim », dit-elle lasse, allongée dans le sous-sol d'un immeuble. Près de la moitié des 50 000 habitants sont des réfugiés démunis de tout. Le diesel qui alimente le groupe électrogène pour l'hôpital, la radio et la « prise de guerre » s'épuise. Chaque jour, l'électricité est plus sévèrement rationnée. « La situation est déjà critique et personne ne nous apporte une goutte de carburant », se plaint-on à la « présidence ».

« Accord à haut niveau » avec les Serbes

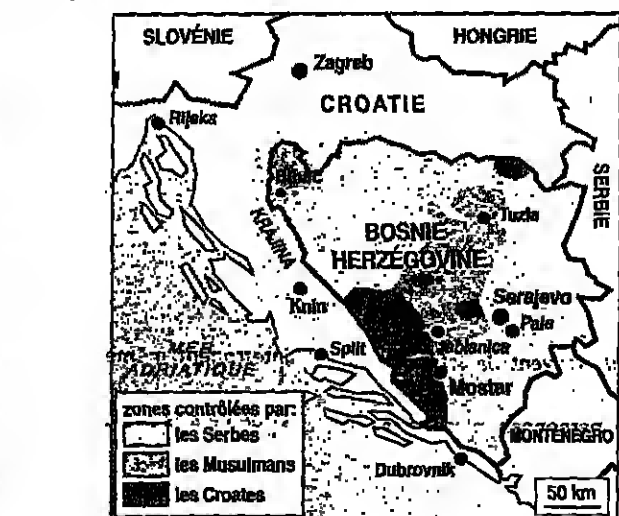
Pour les habitants de Mostar, le pire n'est pourtant ni la faim, ni la peur, ni le froid. La plus terrible des tortures est de voir leur vieille ville, ses mosquées historiques, ses maisons plus que centenaire détruites par les bombardements croates après avoir été offensés lors du conflit avec les Serbes. La destruction délibérée du Vieux Pont, symbole de la ville (le Monde du 16 novembre), est à leurs yeux l'ultime preuve que les Croates d'Herzégovine ont décidé de faire de cette cité, carrefour de civilisations, leur capitale « purement » croate.

En position critique, les Musulmans de Mostar-Est semblent tentés de se jeter dans les bras de leurs adversaires d'été, les Serbes, qui, remarque un habitant, « se font étrangement calmes » sur les hauteurs environnantes. Faute d'intervention extérieure (le président Alija Izetbegovic a demandé vainement que la ville soit déclarée « zone de sécurité » de l'ONU), la logique de la force et des alliances fait son chemin. « Les ennemis de mes ennemis sont mes amis », les forces serbes vendent déjà des armes à l'armée bosniaque, affirmant de bonnes sources occiden-

tales. Le chemin de terre, qui relie Mostar à Jablanica passerait, dit-on, à travers des zones serbes. Certains observateurs affirment même que l'artillerie serbe aiderait parfois les Musulmans en bombardant les positions croates.

Sans confirmer ni démentir, le maire de la ville dit, énigmatique : « Les Serbes ont finalement compris qu'ils étaient le plus grand ennemi de qui. Nous leur faisons plus confiance qu'aux Croates, poursuit M. Klarić. Le plus réaliste est de faire passer l'aide humanitaire par l'est, par les zones serbes. Nous avons un accord à haut niveau avec eux », révèle-t-il. Cette « entente locale », selon une source musulmane, serait en voie d'être approuvée par Sarajevo et Pale, la « capitale » des Serbes de Bosnie. « Les Croates ont détruit le Vieux Pont, les Serbes, eux, n'ont pas détruit les mosquées », continue le maire. « Ils les ont un peu endommagées », se reprend-il. « Très bientôt, quand les conditions de vie se seront améliorées ici, nous allons demander aux Serbes, à l'exception des criminels de guerre, de revenir. Nous n'avons jamais voulu leur départ », affirme encore le maire, qui souligne qu'en revanche, avec les Croates, « il n'y a plus de vie en commun possible ».

Sous couvert de l'anonymat, un haut responsable de Mostar va plus loin. Il parle ouvertement d'une alliance, même militaire, avec les Serbes, dans laquelle il voit la seule solution pour la survie de la ville assiégée mais aussi d'un « Etat bosniaque musulman pour l'instant enclavé au centre du pays. Les Serbes de Bosnie, comme les Musulmans, revendiquent un accès au littoral croate, souligne-t-il. Dans les milieux officiels à Zagreb, on



cauchemarde sur une telle alliance. Le président Franjo Tudjman a dénoncé à la mi-novembre « la déclaration du président Izetbegovic selon laquelle les territoires occupés par les Serbes pourraient être récupérés par des moyens politiques et d'autres [les territoires croates] par des moyens militaires ». S'en prenant aussi aux « revendications impérialistes des Serbes sur le sud de la Croatie », le président Tudjman a menacé à mi-mot d'intervenir directement et ouvertement en Bosnie. « Si les territoires habités par les Croates en Bosnie étaient en danger, ce qui mettrait en danger tout le sud de la Croatie, alors la Croatie devrait défendre non seulement ses intérêts historiques mais aussi stratégiques », a-t-il déclaré alors que l'armée de Zagreb soutient déjà le HVO.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lutter contre la faim malgré la peur

MOSTAR

de notre envoyé spécial

Ex-assistant régisseur dans le cinéma, Jean-Louis s'occupe le moindre détail. Il prépare avec précaution sa cassette-télicine dans l'entrepôt de son 38 tonnes, spécialement équipé d'une rampe courte « pour pouvoir faire rapidement demi-tour ». Il ajuste son gilet pare-balles, fait un dernier essai radio, vérifie ses laissez-passer. Il s'assure une nouvelle fois auprès des « casques bleus » espagnols que leurs blindés l'escorteront jusqu'à l'entrepôt, restaurant près de lui pendant le déchargement.

Avec Christian, le chef de la mission de l'AICF (Action internationale contre la faim), qui sera dans le cabinet - sans blindage - pour les trajets dangereux, il étudie une dernière fois les cartes, discutent de la hauteur d'un pont qui pourrait bloquer le véhicule. « Et dire qu'on est impatient d'y aller », s'amuse Jean-Louis. Après avoir attendu des jours durant les autorisations nécessaires, le premier convoi de l'organisation humanitaire française AICF doit partir, pour la partie est - musulmane - de Mostar, assiégée depuis sept mois par les forces croates. Le chauffeur de l'équipe de l'AICF sait que, pour la ville affamée, qui abrite près de cinquante mille personnes, dont neuf mille

enfants, un échec serait dramatique. Le camion blanc transporte 10 tonnes de lait pour trois mille huit cents enfants en bas âge et les femmes enceintes. « De quoi tenir un mois », calcule Christian.

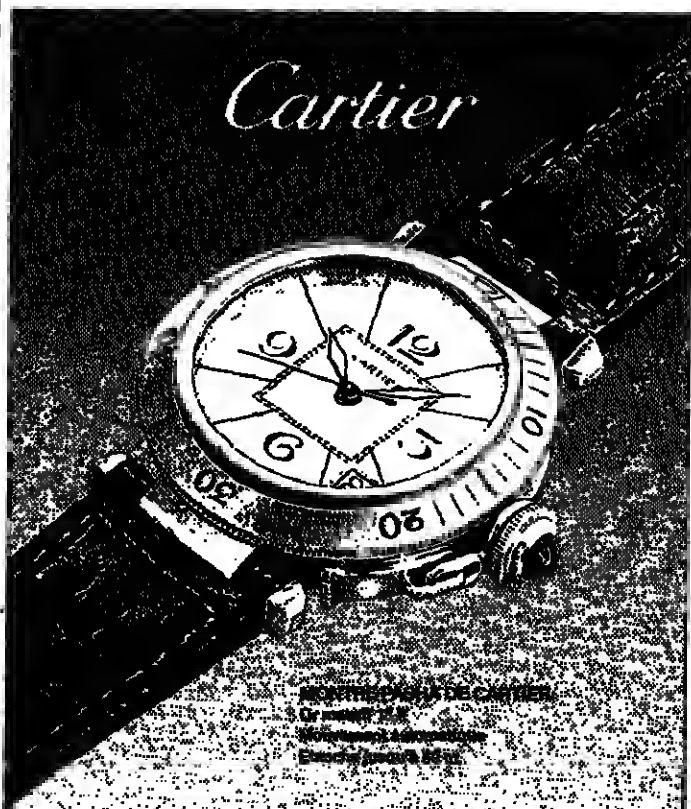
Le convoi quitte la zone croate. Dans les blindés, les soldats espagnols enlèvent le sûreté des mitrailleuses. Après le dernier barrage des forces croates, il accélère, traverse les lignes de front. On entend siffler les balles. Pour couvrir le bruit des combats, Jean-Louis a mis sa musique-télicine, une chanson du groupe Queen : « The Show Must Go On » (Le spectacle doit continuer). Dans la ville musulmane, des enfants affamés se jettent devant les blindés espagnols lancés à vive allure. Ils ne se retirent qu'au dernier moment. Le convoi arrive : le lait est déchargé dans l'entrepôt. Jean-Louis, qui ne s'est « pas fait piquer un carton » en un an de Bosnie, sait qu'il a eu de la chance. L'AICF, qui compte quinze permanents pour venir en aide aux plus vulnérables, a notamment vu l'un de ses camions détruit au mortier. Avant toute nouvelle livraison, Christian viendra s'assurer que la distribution a bien touché la population visée, comme l'exige la politique de l'association.

J.-B. N.

Trois enfants tués à Sarajevo

Trois enfants ont été tués et quatre autres blessés, lundi 22 novembre, à Sarajevo par un obus tiré depuis les lignes serbes, alors qu'ils faisaient de la luge, profitant des récentes chutes de neige sur la capitale bosniaque, a rapporté la radio locale.

Par ailleurs, les convois d'aide humanitaire à destination de la Bosnie centrale pourraient reprendre après une interruption de quatre semaines due au meurtre d'un chauffeur danois, a annoncé à Sarajevo un porte-parole du HCR. Cependant, les opérations de largage de vivres et de médicaments (une centaine de tonnes par nuit), menées depuis l'Allemagne par six avions américains, un appareil allemand et un français, se poursuivent. A l'approche de la Saint-Nicolas (le 6 décembre) et de Noël, des vêtements d'enfants et des jouets ont été ajoutés aux chargements parachutés sur la Bosnie. (AFP, Reuters.)



EUROPE

ITALIE

L'ex-Parti communiste et la droite cherchent à séduire les électeurs du centre pour le second tour des municipales

Les résultats définitifs du premier tour des élections municipales italiennes, établis lundi 22 novembre, ont confirmé que la PDS (ex-Parti communiste) est le principal vainqueur de la « course au centre » qui a marqué ces élections, devant la Ligue du Nord. Cette « course au centre » s'accélère dans la perspective du second tour, le dimanche 5 décembre.

ROME

de notre correspondante

Dans cette fébrile journée de comptes électoraux, lundi 22 novembre, on avait oublié les plus éclatants vaincus de ce premier tour des municipales : les sortites « sortie des urnes ». Crédités d'une marge d'erreur de 1 à 1,5 %, ces derniers avaient quelque peu faussé les calculs, dimanche soir, donnant, dès l'arrivée des premiers vrais résultats, des scores faussés à certains candidats. Parmi eux le candidat progressiste à Rome, Francesco Rutelli, qui se croyait tranquille avec une bonne dizaine de points d'avance sur son adversaire, le secrétaire du MSI (néofas-

ciste) Gianfranco Fini, et se retrouve au coude à coude avec 39,6 % contre 35,6 % pour M. Fini.

Revus souvent à la baisse pour les vainqueurs, les chiffres définitifs donnent ainsi : à Naples, 41,6 % à Antonio Bassolino (PDS, centre gauche) contre 31,1 % à Alessandra Mussolini (MSI); à Gènes, Adriano Sansa (soutenu notamment par le PDS) obtient 42,9 % et Enrico Serra (Ligue du Nord) 26,5 %; à Trieste, Riccardo Ily (PDS, Démocratie chrétienne) devance avec 39,9 % Giulio Stalfini, candidat de la Liga per Trieste (31,8 %). Enfin, à Venise, Massimo Cacciari (progressiste) est en tête avec 43,3 % devant Aldo Maricoda, de la Ligue, crédité de 26,5 %.

A peine fini ce long dépouillement, de nouveaux calculs sont venus agiter une classe politique qui vise dès à présent les législatives du printemps. Des élections anticipées qui paraissent inévitables, à présent que le Parlement, déjà largement discrédité par les affaires de corruption, ne représente guère le pays réel. On est passé de peu à côté d'une crise de gouvernement : que certains auraient voulu déclencher dans un réflexe suicidaire dans les rangs d'une Démocratie chrétienne frus-

trée et en colère – le sang-froid a prévalu. Le secrétaire de la DC, Mino Martinazzoli, grand vaincu de ce premier tour, reste pour l'instant à son poste. Ottaviano Del Turco, secrétaire d'un Parti socialiste (PSI) qui a perdu toute influence, pour ne pas dire toute existence, déclare quant à lui : « Je devrais m'en aller... », mais s'accroche encore un peu.

« Appelez-nous alliance progressiste »

Pour le reste, la course vers ce centre mythique et convoité qui fait tourner en rond les analystes s'est encore précipitée : le MSI, engagé dans une lutte cruciale, cherche à « arrondir » ses forces au centre et à accentuer sa « défascistation ». Mais avec qui s'allier au second tour ? Et Gianfranco Fini d'expliquer – tendant une perche à la Ligue : « Si dans le Sud le Centre n'y a plus que les ex-communistes et nous, Bossi, de quel côté seras-tu ? » Seul ennui : un vrai parti de droite est aussi un parti unitaire et national et la Ligue, malheureusement, en est loin.

Que pense d'ailleurs la Ligue ? « Le vrai centre c'est nous », affirme Umberto Bossi. Un autre « centre »,

plus inattendu et spectaculaire, se profile, paraît-il sous la houlette de Silvio Berlusconi, le patron de la Fininvest, « prêt à entrer en lice bientôt ». Mais quand, où, pourquoi ? On ne sait pas. Quant au « centre vainqueur » du PDS, ce pôle progressiste qui a marqué tous les combats du premier tour, il se précise. Achille Occhetto, le secrétaire du PDS, a déjà des discours d'homme d'Etat; Massimo D'Alema, son numéro deux, confie, lui, à la Stampa : « A présent, appelez-nous alliance progressiste... »

Et au milieu de toutes ces grandes manœuvres une petite pierre, discrète et inattendue, pour la construction du deuxième tour, vient d'être ajoutée par le président de l'Assemblée nationale française, Philippe Séguin, en visite à Rome. Se rappelant qu'il est aussi un historien, M. Séguin, qui a rencontré le président du Parlement italien, a prononcé un discours aux résolutions jacobines, et pour qui les napoléoniens, à Montecitorio, Conseil du cousin français aux Italiens, en plein apprentissage des subtilités du vote majoritaire : l'Europe a besoin d'une et non de plusieurs Italies. La vraie liberté passe par l'unité nationale.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

TURQUIE

M^{me} Ciller affronte ses premières difficultés

La première ministre turc Tansu Ciller a été réélue à la tête de son parti, samedi 20 novembre. Six mois après son arrivée au pouvoir, les ambitions réformatrices de M^{me} Ciller, qui incarnait un nouveau souffle dans la vie politique turque, se heurtent aux difficultés économiques et à la radicalisation du conflit avec les Kurdes.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'euphorie qui avait suivi l'arrivée au gouvernement de M^{me} Tansu Ciller s'est dissipée – mais sa réélection, moins de six mois plus tard, à la tête du Parti de la juste voie (DYP) constitue néanmoins une importante victoire. M^{me} Ciller a non seulement obtenu 1 045 des 1 074 voix, samedi 20 novembre, lors du congrès de son parti conservateur, mais elle est également parvenue à placer les candidats de son choix au conseil exécutif du parti. Des changements attendus au sein du cabinet des ministres. Le renouvellement du mandat de l'ambitieuse M^{me} Ciller tient sans doute plus à l'absence

d'autre candidat d'ouverture qu'à sa popularité au sein de son parti. Ses rivaux potentiels ont en effet choisi de s'abstenir en attendant les élections locales de mars prochain, qui pourraient modifier l'équilibre politique du pays.

Jusqu'à présent, contrairement à ses prédécesseurs qui menaient soigneusement leur base au sein du parti, M^{me} Ciller avait choisi d'écarter les « anciens » qui s'étaient opposés à son élection, pour former sa propre équipe. Ce qui lui a valu d'avoir à faire face non seulement à l'opposition traditionnelle des partis rivaux – notamment l'ANAP de M. Mesut Yilmaz, qui talonne le DYP dans les sondages – mais aussi à une opposition tout aussi coriace au sein même de son parti et dans les rangs du Parti populaire social-démocrate (SHP), le partenaire minoritaire de son gouvernement de coalition.

Mais cette fois-ci M^{me} Ciller semble avoir misé sur l'unité de son parti. Ses deux rivaux malchanceux de juin, les anciens ministres de l'Intérieur Ismet Sevinç et de l'Éducation Köksal Toptan, ont été élus à l'exécutif du parti sur la liste du premier ministre. Ses adversaires au sein du DYP – nombreux sont ceux qui pensent toujours que

M^{me} Ciller ne « fait pas le poids » – devront, à l'approche des élections, garder leurs doutes pour eux : toute attaque contre elle mettrait en jeu leur propre avenir.

Le poids croissant de l'armée

Il n'en reste pas moins que le premier ministre fait face à des difficultés immenses. Son esprit combatif n'a pas encore suffi à résoudre des problèmes trop longtemps négligés par ses prédécesseurs : la question kurde, le poids du secteur public et la situation économique en général. Les buts de M^{me} Ciller sont ambitieux. Professeur d'économie, elle a décidé d'accorder la priorité à l'assainissement du budget, fortement déficitaire malgré un taux de croissance (9 %) à faire pâlir d'envie la plupart des pays de l'OCDE. M^{me} Ciller a tenté avec enthousiasme de relancer les privatisations, au programme des gouvernements successifs depuis des années, mais qui avancent à tout petit pas. Celle des télécommunications – priorité de M^{me} Ciller – avait semblé quelques semaines en bonne voie. Mais ses adversaires ont obtenu de la Cour constitutionnelle l'annulation d'une loi qui lui permettait de la mener par décret.

Le premier ministre devra désormais emprunter la route longue – celle qui passe par l'Assemblée, où les opposants au principe même de la privatisation sont encore nombreux. En outre, une réforme fiscale est en cours qui, si elle est approuvée, devrait alléger le déficit (estimé à 9 milliards de dollars pour 1993). Mais des initiatives similaires de ses prédécesseurs avaient échoué.

Mais plus encore que l'économie, préoccupation majeure, c'est aujourd'hui la question kurde qui domine les discussions à Ankara. Longtemps ignoré, le problème a véritablement explosé pour atteindre finalement la conscience des politiciens et de la population, choqués par la menace que représente le PKK (séparatiste) pour l'autorité de l'État dans le Sud-Est anatolien.

La solution militaire, préconisée par l'armée – dont le poids sur la scène politique est de plus en plus visible – et par une fraction importante de politiciens conservateurs, est désormais la seule envisagée. M^{me} Ciller, portée par une vague de nationalisme turc qui pourrait s'avérer désastreuse pour le pays, a rapidement abandonné toute velléité de réforme sociale pour les Kurdes. La tension entre les deux communautés risque d'empirer : M^{me} Ciller a récemment augmenté les taux de TVA, qui touche tous les consommateurs, pour financer

sa campagne militaire contre le PKK.

M^{me} Ciller insiste sur l'importance de la démocratie, mais l'atmosphère n'est pas à la libéralisation : une nouvelle loi antiterroriste a été adoptée par la commission ad hoc du Parlement qui prévoit de lourdes peines non seulement pour les combattants du PKK, mais pour tous les sympathisants du mouvement. La presse est également visée par cette loi qui suggère jusqu'à cinq ans de prison ou 500 millions de livres (220 000 F) d'amende pour ceux qui « diffusent de la propagande écrite ou verbale ». M^{me} Ciller s'est également déclarée en faveur de la levée de l'immunité diplomatique de 17 parlementaires kurdes, élus légalement en novembre 1991, mais jugés trop proches du PKK.

Quelques voix s'élèvent cependant pour suggérer une approche politique, pour tenter de briser la spirale de la violence. Le patron turc (TUSIAD) s'est exprimé récemment dans ce sens par la voix de son dirigeant, Halis Kozil.

L'année à venir s'annonce difficile, pour M^{me} Ciller comme pour le pays tout entier. Les élections municipales de mars seront un test important qui pourrait déterminer le futur du premier ministre. Tansu Ciller représentait, au moment de son élection en juin dernier, les espoirs de nombreux Turcs. Elle n'a pas su les réaliser, mais sa popularité demeure élevée – malgré le désenchantement de l'élite intellectuelle –, notamment grâce à de fréquentes apparitions télévisées.

M^{me} Ciller a prouvé lors de ce congrès que sa capacité de survie politique avait été sous-estimée par ses adversaires. Il lui reste quatre mois pour convaincre les électeurs turcs de voter pour son parti aux élections municipales.

NICOLE POPE

A Moscou

Le chancelier Kohl appelle l'Occident à ne pas être trop exigeant à propos de la démocratie en Russie

MOSCOU

de notre correspondant

Quelques heures d'escalade à Moscou, retour de Chine, ont suffi au chancelier Kohl pour aller à l'essentiel : apporter à Boris Eltsine un soutien sans réserve de la part du principal interlocuteur occidental de la Russie après les États-Unis, et appuyer ce soutien de principe par un véritable cadeau électoral. Au nom de l'Union européenne, le chancelier allemand a en effet officiellement confirmé que le président russe serait l'invité des Douze le 9 décembre à Bruxelles, soit à trois jours du référendum sur la Constitution « étsinienne » et des élections législatives en Russie. Le président russe signera à cette occasion avec l'Europe des Douze un « accord de partenariat » commercial qui satisfait dans une large mesure les souhaits de la Russie.

Au terme de deux heures d'entretien avec M. Eltsine, le chancelier Kohl a fait ce qu'il avait fait avant lui le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher et le premier ministre français Edouard Balladur. « Je soutiens la politique de réformes de Boris Eltsine dirigée vers la construction d'un Etat de droit, la garantie d'un régime démocratique et une véritable économie de marché », a déclaré M. Kohl au cours d'une conférence de presse donnée à l'aéroport. Si le chancelier s'est malgré tout un peu distingué des dirigeants occidentaux qui l'ont précédé à Moscou depuis l'éclatement du Parlement le 4 octobre dernier, c'est en disant les choses plus clairement. En appelant à ne pas « mesurer quotidiennement et au milligramme près le caractère démocratique de telle ou telle décision du président russe », en demandant aux observateurs occidentaux « de ne pas transposer immédiatement leur manière de voir à la Russie ».

L'invitation à participer à un dîner des Douze, avant la signature d'un important accord commercial entre l'Union européenne et la Russie, rappelle à beaucoup d'égards le geste consensuel en faveur de Boris Eltsine en avril dernier. A la veille d'une autre échéance électorale (le référendum sur la confiance au président), un sommet américano-russe à Vancouver suivi d'une réunion des ministres du G7 à Tokyo avait permis d'annoncer une série de mesures d'aide économique à Moscou. Certes, l'accord de partenariat, qui sera signé à Bruxelles présente un caractère un peu différent : il fixe de manière précise les relations commerciales entre l'Union européenne et Moscou. En pratique, il permettra à la Russie de bénéficier d'un traite-

ment équivalent à celui qui est réservé aux membres du GATT, dont elle n'est pas encore membre. « Les Russes ont obtenu tout ce qu'ils voulaient », explique à ce propos un diplomate occidental, qui estime que l'accord n'est pas vraiment équilibré.

Décret restrictif sur les banques étrangères

Dans les négociations qui l'ont précédé, l'Allemagne a semble-t-il joué un rôle important pour vaincre les réticences de certains pays, en particulier la France, qu'inquiètent des dispositions rendant plus difficile le recours à la « clause de sauvegarde » – qui permet en cas de besoin de protéger certains secteurs du marché contre les importations extra-communautaires. Le vice-premier ministre russe chargé des relations extérieures, Alexandre Chokhiev, y a d'ailleurs fait discrètement allusion, expliquant que « la position constructive de l'Allemagne aiderait la Russie à dépasser les obstacles dressés par d'autres pays ».

Ce succès russe est d'autant plus appréciable qu'il intervient à un moment où la Russie elle-même ne cache pas son intention de recourir à une politique plus protectionniste et a entrepris de relever une série de droits de douane. « Le marché russe est en train de se fermer », affirme même un observateur spécialiste. Certains hommes d'affaires occidentaux font eux aussi état de difficultés, mais les plus déçus sont les banquiers : un récent décret présidentiel limite pour deux années supplémentaires l'activité des banques étrangères établies en Russie aux seules opérations avec les non-résidents – c'est-à-dire qu'il leur interdit en pratique de faire véritablement fructifier les « dépenses considérables qu'elles ont engagées pour s'installer. (L'exception reste les quelques banques, dont le Crédit lyonnais, autorisées à opérer avec des résidents russes avant le 15 novembre.) La surprise est d'autant plus amère que la décision a été prise à l'instigation des membres les plus « libéraux » du gouvernement (Egor Gaidar et le ministre des finances Fiodorov), qui accusaient naguère le Parlement « conservateur » d'avoir voulu restreindre les activités des banques étrangères. Ce retournement s'explique cependant sans mal, si l'on songe que les « démocrates » pro-étatsiens du Choix de la Russie ont besoin du soutien des prospectes banques russes pour financer leur campagne électorale, et que ce soutien d'est évidemment pas gratuit.

JAN KRAUZE

EN BREF

ESPAGNE : pramiar attantat visant directement un policier autonome basque. – Un sous-officier de la police autonome basque, actuellement suspendu, a été très grièvement blessé, lundi 22 novembre, à Bilbao (province de Biscaye). Cet attentat, qui constitue la première action terroriste directe à l'arme à feu perpétrée contre un membre de l'Ertzaintza, la police basque autonome, a été attribué à l'ETA par le vice-président du gouvernement basque, Fernando Suesca. – (AFP)

TCHÉCHÉQUIE : nouveaux attentats. – Des attentats à l'explosif ont endommagé, à l'aube du lundi 22 novembre, les ministères de l'Intérieur, de la Sécurité, le parquet et l'état-major de la capitale tchèque, sans faire de victimes, ont annoncé les autorités locales. Le mois dernier, des tirs de grenades avaient déjà visé les transformations de Grozny. Cette République caucasienne de la Fédération de Russie, qui a proclamé son indépendance, a connu des affrontements internes et vient de confirmer son refus de participer aux scrutins du 12 décembre organisés en Russie. – (AFP)

HONGRIE : nomination controversée à l'agence de presse MTL. – Le professeur de littérature Karoly Alexa, membre du comité directeur du Forum démocratique hongrois (MDF) du premier ministre Jozsef Antall, a été nommé, lundi 22 novembre, directeur de l'agence de presse MTL, malgré les protestations de l'opposition, qui met en cause son impartialité. Une vive polémique s'est développée ces derniers mois en Hongrie à propos de l'indépendance de la presse avant les élections législatives de 1994. – (Reuters, AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNIVAR

Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 16 décembre 1993 à 14 h 30 au 90 Bd Pasteur - 75015 Paris, pour délibérer sur la modification des Statuts.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le mardi 4 janvier 1994 à 15 heures, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le mardi 4 janvier 1994 à 15 h 30 au 90 Bd Pasteur - 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1992/1993.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle de Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

Vous copiez illicitement un logiciel pour un ami.
Celui-ci vous invite au restaurant.

n'est pas excellente en prison.
Profitez-en bien, la nourriture

Informez-vous au BSA : (1) 43 33 95 95

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Pour prévenir de nouveaux incidents

L'ONU accroît le contingent d'observateurs à la frontière koweïto-irakienne

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Déployé depuis avril 1991, le contingent de 300 observateurs - non armés - des Nations unies à la frontière koweïto-irakienne va être renforcé, au cours du mois de décembre, par un bataillon d'infanterie mécanisée du Bangladesh (environ 700 hommes). Déjà le 5 février dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU après une première série d'incidents, ce renforcement devait prendre effet alors que, pour la deuxième fois en une semaine, quelque 500 civils irakiens ont traversé la frontière pour protester contre les travaux entrepris par le Koweït.

Entériné par l'ONU le 27 mai, mais jamais accepté par Bagdad, le nouveau tracé de la frontière prive l'Irak d'une bande de terrain d'environ 600 mètres de profondeur sur laquelle se trouvent des fermes, une centaine d'habitations de la ville portuaire d'Um-Qasr, une partie de la piste d'aviation de cette même ville et deux quais. Pour éviter toute infiltration, le Koweït a entrepris depuis l'été le creusement d'une tranchée de près de 3 mètres de profondeur, sur les 200 kilomètres de sa frontière terrestre.

Depuis le début de novembre, plusieurs incidents ont opposé les irakiens aux Koweïtiens sous l'œil impuissant des observateurs de l'ONU. Les soldats bangladais, qui seront armés, pourront intervenir dans des conditions que l'ONU se refuse pour l'instant à préciser. La reconnaissance par Bagdad du nouveau tracé de sa frontière avec le Koweït est une des conditions posées par l'ONU pour une éventuelle levée des sanctions contre l'Irak.

Lundi 22 novembre, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a rencontré à New-York le secrétaire général de l'ONU et le président du Conseil de sécurité. Ses conversations politiques ont suivi à une semaine de discussions techniques entre l'UNSCOM (commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak) et une délégation irakienne conduite par le général Amer Rachid, directeur des pro-

grammes d'industrialisation militaire de l'Irak.

Ces discussions ont porté sur les questions relatives à l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak et sur le contrôle à long terme par l'ONU du désarmement de ce pays. L'UNSCOM avait fait état de progrès importants sur ce dossier, Bagdad ayant fourni une liste de ses fournisseurs d'armements à l'étranger. L'Irak, qui estime avoir satisfait la quasi-totalité des demandes de l'ONU en matière de désarmement, voudrait donc obtenir la levée de l'embargo pétrolier.

Mais l'ONU a renouvelé pour trois mois, jeudi dernier, l'ensemble des sanctions. Lors de ce vote, la France avait souhaité que l'Onu fixe précisément les conditions d'une levée partielle des sanctions pour permettre une reprise contrôlée des exportations de pétrole irakien (le Monde du 20 novembre).

Washington et Londres exigent toutefois, avant la levée des sanctions, l'application intégrale de toutes les résolutions de l'ONU, dont la 688 sur la protection des populations civiles. Une mission de l'ONU qui coïncidait dans le sud de l'Irak sur d'éventuels bombardements à l'arme chimique des habitants des marais, a indiqué lundi qu'elle n'avait pas recueilli de preuves évidentes à ce sujet.

Néanmoins, un récent rapport de Middle East Watch, organisation de défense des droits de l'homme, fait état d'une nouvelle vague d'exécutions massives, à la suite de dizaines d'arrestations en juillet et août derniers. Selon des voyageurs en provenance d'Irak, dix-sept corps, au moins, de personnes arrêtées ont été récemment rendus à leurs familles. De son côté, le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU, Max Van der Stoep, a accusé Bagdad, lundi, de pratiquer une politique économique discriminatoire et de mener des actions militaires contre les populations du Nord et du Sud.

FRANÇOISE CHIPAUX

Israël reconnaît avoir « liquidé » les auteurs de la tuerie de Munich en 1972

Israël a officiellement reconnu pour la première fois, lundi 22 novembre, avoir « organisé méthodiquement la liquidation » des Palestiniens auteurs présumés de la tuerie lors des Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972, onze athlètes israéliens avaient été tués.

Dans un témoignage qui avait été recueilli par la télévision israélienne, il y a un an et demi, et qui avait été alors censuré par l'armée, le général de réserve Aharon Yariv, à l'époque conseiller pour le terrorisme du premier ministre, Golda Meir, a indiqué que l'organisation Septembre noir, responsable de l'attentat de Munich, avait, en conséquence, « décidé de cesser ses actions contre des objectifs juifs et israéliens à l'étranger ».

« L'opération n'était pas limitée géographiquement. Nous les avons frappés là où ils se

trouvaient », a ajouté M. Yariv, aujourd'hui directeur du Centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv. Golda Meir donnait son feu vert pour chaque assassinat « au coup par coup », afin « d'éviter les erreurs et les complications sur le sol des Etats servants de théâtre à ces assassinats », a-t-il précisé. (AFP)

La Ligue arabe maintient le boycottage d'Israël. - Réuni lundi 22 novembre en session extraordinaire, le Conseil de la Ligue arabe a décidé de maintenir le boycottage d'Israël jusqu'au retrait des territoires occupés. « La décision du boycottage a été imposée pour des raisons précises », reconnaît le secrétaire général de la Ligue. « Lorsque ces raisons disparaîtront, le boycottage sera levé », a ajouté Esmat Abdel Meguid. (AFP)

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1992

Rapport sur les comptes de la Nation

L'ouvrage est composé de 30 fiches thématiques et de 5 chapitres :
• Vue d'ensemble de l'année 1992
• Les principaux résultats
• Dossiers : La crise du système monétaire européen en 1992.

Croissance, productivité et endettement des entreprises
• Analyses
• Chronologie de l'année 1992

De nombreux tableaux et graphiques illustrant les données économiques.



En vente dans les librairies et dans les directions régionales de l'INSEE.
Prix : 15 F (hors taxes). Format 19 x 24 cm. 200 pages. 150 F.

DIPLOMATIE

Les négociations sur le commerce international

Mickey Kantor et Sir Leon Brittan poursuivent leurs entretiens à Washington

Le représentant américain pour les négociations commerciales, Mickey Kantor, et son homologue européen, Sir Leon Brittan, devaient poursuivre, mardi 23 novembre à Washington, une nouvelle séance de pourparlers sur le Cycle de l'Uruguay. Elle pourrait se prolonger mercredi. Sir Leon, qui a eu lundi soir cinq heures d'entretiens avec M. Kantor, s'est trouvé face à des interlocuteurs renforcés dans leurs positions par les récents succès, politiques et diplomatiques, de l'administration Clinton.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est le 15 décembre que doivent être conclues les négociations du Cycle de l'Uruguay. L'administration Clinton aborde cette dernière ligne en position de force. Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des négociations commerciales, a en pour vis-à-vis un Mickey Kantor tout aussi déterminé. Les performances de l'administration, en faisant voter par le Congrès l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), conclu avec le Canada et le Mexique, le président Clinton a en quelque sorte levé l'administration de tout soupçon protectionniste et fait preuve de courage en allant à l'encontre de ses propres amis politiques.

Le succès obtenu lors de la réu-

nion, le week-end dernier à Seattle, du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) est, pour l'heure, plus politique qu'économique que concret. Mais les Etats-Unis ont tout de même marqué un point en entraînant à leurs côtés les pays d'une région qui représente 40 % du commerce mondial. Cela a son poids au moment des ultimes pourparlers sur le Cycle de l'Uruguay, même si la Chine ne fait pas partie du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) et même si les Etats-Unis ont, avec Pékin et Tokyo, des différends commerciaux qui valent bien ceux qui les opposent à l'Europe.

« Faire preuve de leadership »

Le président développe un discours de politique étrangère qui relève plus de la géo-économie que de la géopolitique et qui s'articule autour de deux propositions centrales : au lendemain de la guerre froide, c'est l'économie, et non la puissance militaire, qui déterminera les rapports de force ; et pour que l'économie des Etats-Unis soit forte, il faut ouvrir des marchés aux produits américains, seule manière de créer des emplois. Les signes du discours de politique étrangère changent, observe le New York Times : GATT, ALENA, CEAP remplacent OTAN, START, etc.

La date-butoir du 15 décembre est une petite victoire de l'admini-

stration. A l'origine dictée par des considérations de politique intérieure américaine, elle a finalement été retenue par les responsables du GATT. Pour mener la négociation du Cycle de l'Uruguay, l'administration dispose d'un large mandat que lui accorde le Congrès - le « fast track » (la « voie rapide ») - qui lui permet, à l'issue des pourparlers, de demander aux élus de se prononcer par « oui » ou par « non » sur l'ensemble. Le « fast track » prend fin à la mi-avril 1994. L'administration, qui est censée accorder une centaine de jours au Congrès pour examiner un dossier, doit donc présenter un projet aux élus d'ici au 15 décembre au soir. Même si, en fait, le Congrès, depuis sept ans que dure la négociation sur le Cycle de l'Uruguay, a toujours renouvelé le « fast track ».

Le principal obstacle reste le volet agricole, sur lequel des conversations secrètes américano-européennes ont eu lieu à la fin de la semaine passée à Bruxelles. Dans un entretien accordé lundi soir au correspondant de TF1 à Washington, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, s'est démenté : l'administration n'entend pas renégocier l'accord (ou pré-accord) de Blair House (l'ensemble agricole conclu il y a un an entre les Etats-Unis et la Commission et que la France rejette). « La France n'est pas la seule à avoir des décisions difficiles à prendre (...). C'est le moment de faire preuve de leadership », dit M. Christopher qui, dans le même souffle, rejette aussi la demande française (et

européenne) d'une exception culturelle pour l'audiovisuel, une dérogation que les Etats-Unis ont pourtant accordée au Canada dans le cadre de l'ALENA.

ALAIN FRACHON

En visite à Washington

Le président philippin soutient Bill Clinton à propos du GATT

Le président philippin Fidel Ramos a exprimé, lundi 22 novembre, au président Bill Clinton son appui très ferme à la position américaine dans les négociations du GATT sur la libéralisation du commerce mondial. MM. Clinton et Ramos se sont accordés pour « œuvrer ensemble encore plus étroitement afin d'obtenir la conclusion positive à la date fixée (d'ici au 15 décembre) du cycle de l'Uruguay ».

Au cours d'entretiens dominés par les questions commerciales et économiques, M. Ramos a également demandé « un meilleur accès au marché américain pour les exportations de produits philippins ». M. Ramos effectuait cette visite à la Maison blanche après avoir participé, les 19 et 20 novembre, à la réunion des leaders des pays membres du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) à Seattle, sur la côte nord-ouest des Etats-Unis. (AFP)

Malgré des réserves exprimées par les Britanniques

L'UEO veut renforcer ses liens avec l'Europe de l'Est

L'Union de l'Europe occidentale (UEO), organisation chargée de la politique commune de défense européenne, a décidé de renforcer ses liens avec les neuf pays d'Europe de l'Est qui ont déjà des accords d'association avec la Communauté.

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO, réunis lundi 22 novembre à Luxembourg, ont convenus d'étudier un « statut renforcé » pour ces pays : Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et les trois pays Baltes. Ce statut, qui devrait leur permettre de participer aux futures activités de l'UEO, est le

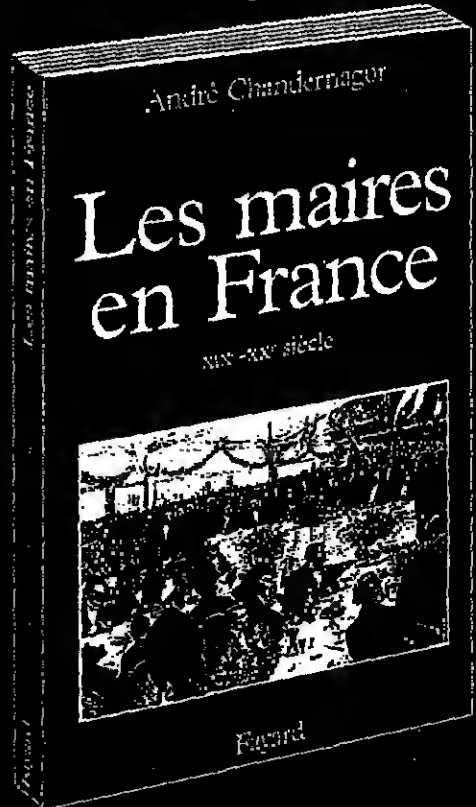
fruit d'un compromis. La France et l'Allemagne avaient en effet demandé à leurs partenaires une véritable « association » à l'UEO pour ces pays en commençant par la Pologne. Les Britanniques, soucieux de ne pas faire concurrence au « partenariat » que les Etats-Unis veulent proposer à ces pays lors du sommet de l'OTAN, le 10 janvier, ont exprimé certaines réserves.

L'Espagne a d'autre part fait savoir qu'elle annoncerait officiellement dans les prochaines semaines sa décision de participer à l'Eurocorps, qui comporte jusqu'à présent des troupes françaises, allemandes et belges.

LES MAIRES EN FRANCE

XIX^e - XX^e siècle

Histoire et sociologie d'une fonction



André Chanderneagor, ancien conseiller d'Etat, maire de Mortroux, dans la Creuse, de 1953 à 1977, député socialiste, pendant près d'un quart de siècle, de ce département dont il a présidé le conseil général, ancien président du Conseil régional du Limousin (1974-1981), ministre de 1981 à 1983, premier président de la Cour des comptes de 1983 à 1990, peut, à juste titre, se pencher sur l'histoire des maires « avec le regard du juriste et l'expérience du praticien de l'administration locale ».

André Lourens, Le Monde

ROSSIERS littéraires

NUMÉRO 2

L'œuvre d'art

Qu'est-ce qu'un artiste ? Qu'est-ce qu'une œuvre d'art ? A travers l'analyse des œuvres de Balzac, Proust et Rilke, les dossiers littéraires s'interrogent sur le processus qui précède la naissance d'une œuvre d'art et sur les motivations qui animent les artistes. Et au-delà : le vie des œuvres, et l'art aujourd'hui dans notre société.

La défense de la langue française

Amour et souci du français

La défense de la langue française suscite des controverses souvent passionnées, dès qu'il s'agit d'introduire de nouveaux mots venus d'ailleurs, ou de réformer l'orthographe. La langue doit vivre. Mais comment ? Les dossiers littéraires font le point sur les évolutions de la langue française, sur le langage, instrument de domination, ainsi que sur les éventuelles menaces qui pèsent sur le français.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 12 F

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi (éditions d'août à jeudi)
46-62-75-13

Le développement des mouvements islamistes

Liberté d'expression en Grande-Bretagne mais politique de visas draconienne

LONDRES

de notre correspondant

■ EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ALLEMAGNE. Pour prévenir une éventuelle agitation dans la communauté musulmane, le gouvernement britannique préfère adopter une attitude relativement souple à l'égard des islamistes. En Allemagne, les organisations et personnalités islamistes font l'objet d'une surveillance particulière mais la présence de quelques dirigeants est tolérée. Le gouvernement allemand se montre extrêmement plus sévère à l'égard des Kurdes de Turquie et envisage une interdiction du PKK.

■ EN FRANCE. L'islamisme est nettement désigné comme une menace par le gouvernement. Tout en dénonçant un danger réel, M. Pasqua flette les tendances xénophobes d'une partie de l'opinion.

A se fier aux apparences, Rached Ghannouchi ne donne pas l'impression d'être celui que le *Sunday Telegraph* décrit comme l'un des « trois leaders mondiaux du terrorisme islamique ». Le président du mouvement intégriste tunisien Ennahdha qui vit à Acton, dans un petit pavillon de la banlieue londonienne, ne semble pas diriger une redoutable organisation. La « bête noire » du régime tunisien, condamné en août 1992, à la prison à vie, n'est peut-être pas si « inféquentable », puisque le gouvernement britannique lui a accordé, en août dernier, le statut de réfugié politique.

Il n'empêche : le *Sunday Telegraph* rappelle récemment que ce petit homme barbu, habillé avec goût, lettré et modéré dans les propos qu'il tient ici, a commandité, entre autres actes terroristes, trois attentats, dans des

hôtels de Monastir et de Sousse, en août 1987, au cours desquels plusieurs touristes britanniques avaient été blessés. Aussi le journal a-t-il demandé au gouvernement de reconsidérer sa décision qui a d'autant plus choqué la Tunisie que ses relations avec la Grande-Bretagne sont excellentes, et qu'à l'occasion, elle accepte de transmettre des messages diplomatiques à la Libye.

M. Ghannouchi insiste sur l'attitude, selon lui, diamétralement opposée, en la matière, de Paris et de Londres. « La Grande-Bretagne comprend mieux le monde musulman que la France », assure-t-il, « elle a aussi davantage conscience de ses intérêts stratégiques dans le monde arabe. Elle traite le sujet de l'islamisme avec bien plus de rationalité et de sang-froid ».

M. Ghannouchi ne veut cependant pas convenir des choses avec le gouvernement français, d'autant qu'un militant d'Ennahdha, Salah Karkar, a été récemment assigné à résidence en Bretagne. Coïncidence, à son avis, de la récente visite de Charles Pasqua à Tunis, et des pressions exercées par les autorités locales sur le gouvernement français. Il s'agit donc, à l'en croire, d'une « opération de relations publiques ». Pour le président d'Ennahdha, la France n'a pas dépassé sa « psychotique à l'égard de l'Algérie : elle n'a pas accepté l'indépendance culturelle de ce pays ».

Ces propos recourent les commentaires d'autres responsables islamistes établis en Grande-Bretagne. L'antenne britannique de l'ex-Front islamique du salut (FIS) est, bien sûr, pas aussi « activiste » que la Fraternité algérienne en France (FAF), mais son « chef », qui se présente comme « Abdallah », ne s'embarrasse pas de précautions oratoires. Au nom de qui s'exprime-t-il ? « La Communauté algérienne de Grande-Bretagne » (ACB), ou le FIS ? « De toute façon, cela n'a pas d'importance, mettez-vous dans la tête que plus de 90 % des Algériens de France soutiennent le FIS. Vous pouvez mettre qui

vous voulez en prison, tuer qui vous voulez, des milliers d'Algériens sont prêts à prendre la relève ».

L'ACB, jusqu'alors assez discrète, avait organisé, il y a quelques mois, une manifestation devant l'ambassade de France. Ses tracts dénoncent le soutien apporté par la France et le « fasciste Charles Pasqua » à la « junte d'Alger ». « Abdallah » est intarissable à la fois pour stigmatiser la « honte » de la France pour justifier « le droit de se défendre » des musulmans, pour rappeler que le FIS a utilisé tous les moyens démocratiques pour se faire entendre en Algérie. A son avis, l'enlèvement des trois agents consulaires français n'est rien d'autre qu'un « complot franco-algérien » qui a justifié, après coup, une offensive anti-islamiste.

Les troubles anti-Rushdie

En réalité, les islamistes présents en Grande-Bretagne se gardent d'attirer l'attention des autorités britanniques, et entretiennent entre eux des relations épisodiques, notamment à l'occasion de conférences. Ce fut le cas lors d'un récent colloque organisé à Londres, sur le thème de « la Bosnie et l'environnement islamique global », et sous l'égide du « Parlement musulman » de Grande-Bretagne, une organisation musulmane plutôt radicale qui serait, dit-on, financée par l'Iran.

Les invités de marque, annués de Bosnie, d'Iran et du Liban, n'avaient pu obtenir un visa d'entrée. Ce qui illustre bien la politique du Foreign Office : grande liberté de parole à quelques islamistes qui bénéficient d'un statut de réfugié politique, mais politique draconienne s'agissant des conditions d'entrée et de séjour sur le territoire national. Les risques de « déborderement islamique » sont ainsi limités, et la réputation de la Grande-Bretagne en matière de droits de l'homme est maintenue, peu ou prou.



Les islamistes établis au Royaume-Uni se plaisent à souligner l'attitude, selon eux bienveillante, de la Grande-Bretagne. Au moment où la France se passionnait pour une nouvelle histoire de foudard islamique dans un collège de Nantua, la princesse Diaa, vêtue d'un voile, visitait une école islamique. Au moment où Charles Pasqua s'apprêtait à « persécuter » les militants de l'ex-FIS, le prince Charles prononçait un discours remarqué pour louer les vertus de tolérance de l'islam. Quelques jours plus tard, l'héritier de la Couronne recevait un traitement de faveur en Arabie saoudite où il venait à défendre notamment les intérêts de l'industrie britannique.

Au cours de la conférence sur la Bosnie - dont l'assistance a été invitée à cotiser au profit du « Fonds pour la guerre sainte de Bosnie » - Kalim Siddiqui, président du « parlement musulman », a dénoncé les pays occidentaux qui se font les complices de l'holocauste perpétré contre les musulmans, y compris pour celui qui se présente comme le chef de la communauté musulmane de Grande-Bretagne. « Chaque famille musulmane vivant en Europe et en Amérique du nord est maintenant en danger ». A l'en croire, depuis la fatwa lancée contre Salman Rushdie, le nombre des convertis à l'islam a été multi-

plié par quatre en Grande-Bretagne (entre 10 000 et 20 000 selon des sources indépendantes). Il en conclut que les *Versets sataniques*, qui a valu à son auteur une condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeini, auront été une « aide divine ».

Malgré tout, les journaux musulmans, comme *The Muslim News*, sont à l'image d'une communauté qui est, dans son ensemble, modérée et relativement bien intégrée. Des mouvements plus fondamentalistes existent - Hizb-ut-Tahrir, Morabitou ou Jamaas - mais ils recrutent surtout dans les milieux étudiants et leurs critiques visent les pays musulmans, indistinctement accusés de ne pas respecter les lois de l'islam.

Le Royaume-Uni compte entre 1 million et 1 million et demi de musulmans (3 millions, selon le « Parlement musulman »), et une brusque flambée de violence n'est pas imaginable. Après tout, c'est à Bradford, une ville qui compte une forte communauté musulmane, que des troubles « anti-Rushdie » ont commencé. Pour autant, la très grande majorité des musulmans de Grande-Bretagne ne partagent pas les thèses radicales de M. Siddiqui, et les 600 mosquées du pays ne retiennent d'aucun appel à la guerre sainte.

LAURENT ZECCHINI

La cible de Charles Pasqua

Suite de la première page

La menace islamiste s'ajoute aux facteurs de danger pour le gouvernement. Même s'ils n'ont pas de lien entre eux, l'assassinat d'un Français de passage au Caire, le 26 octobre dernier, et les enlèvements perpétrés en Algérie ne peuvent que renforcer l'inquiétude qu'inspirent les menées intégristes.

Le risque de terrorisme sur le territoire national paraît moins établi, et M. Pasqua le suggère d'ailleurs : qu'il ne l'affirme.

Dans ces conditions, l'idée que la France devrait « rétablir sa souveraineté » sur son propre sol, comme le ministre de l'Intérieur l'a déclaré le 21 novembre sur TF1, semble relever davantage de la démonstration de fermeté que d'une nécessité réelle.

La tentation de l'amalgame

Les activités du Parti des travailleurs kurdes (PKK), par exemple, dont vingt-quatre membres ont été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, ne génèrent pas, jusqu'à maintenant, les gouvernements. Les relations amicales des dirigeants du RPR avec les autorités turques pourraient expliquer, d'ailleurs, qu'une crainte réelle, l'opération menée contre ces militants.

Le gouvernement, en tout cas, malgré les dénégations de

CLÉS / Livres

L'islam dans le monde, de Paul Balta, La Découverte-le Monde, 1986.

L'islamisme au Maghreb, de François Burgat, Karthala, 1988.

L'islam et l'état dans le monde d'aujourd'hui, d'Olivier Carré, Presses universitaires de France, 1982. Du même auteur : *L'utopie islamique dans l'Orient arabe*, Fondation nationale des sciences politiques, 1991, et *L'islam laïque*, Armand Colin, 1993.

L'islamisme radical, de Bruno Etienne, Hachette, 1987. Du même auteur : *La France et l'islam*, Hachette, 1989.

Les Banlieues de l'islam, de Gilles Kepel, Seuil, 1987. Du même auteur : *Les Politiques de Dieu*, Seuil, 1993.

Le Langage politique de l'islam, de Bernard Lewis, Gallimard, 1988.

L'islam politique et croyance, de Maxime Rodinson, Fayard, 1993.

L'échec de l'islam politique, d'Olivier Roy, Seuil, 1992.

Une nouvelle « guerre des chefs » opposerait les groupes intégristes en Algérie

ALGER

de notre correspondant

Une nouvelle « guerre des chefs » islamistes aurait-elle commencé, si s'engageait et imputable, si elle annonçait le développement d'une « logique d'autodestruction ou sein de la muvneuse intégriste » ? Dans son édition du lundi 22 novembre, le quotidien francophone *El Watan* l'affirme.

Ce n'est pas la première fois que la presse locale fait état de telles dissensions. N'aurait-on pas déjà parlé de « guerre des chefs » à propos des règlements de comptes de l'automne 1992, qui s'étaient soldés par la reprise en main du Groupe islamique armé (GIA) par Abdelhak Layada - aujourd'hui en prison, mais que d'autres « émissaires » ont aussitôt relayé ?

A présent que le pouvoir intensifie ostensiblement la répression dans les milieux islamistes, multipliant les rafles dans les quartiers populaires d'Alger et des grandes villes de province, il se passe pas de semaine sans que la presse ne fasse des révélations sur les rivalités intestines des groupes intégristes, « pièces à conviction » à l'appui.

Hier, c'était un « message vidéo » de Saïd Makhloufi, chef islamiste oostoire, dont le quotidien de Constantine, *Ennahar*, affirme posséder une copie. Saïd Makhloufi y fustigeait ceux de ses comparses qui accepteraient de dialoguer avec le pouvoir, les traitant, par avance, de « renégats » et d'« opasins ». Pain béni pour ceux qui rêvent de voir la discordance affaiblir les rangs islamistes - quand bien même l'au-

thenticité de cette cassette vidéo ne semble guère établie.

Aujourd'hui, l'affaire se corse. Du « message », on serait passé aux actes. Citant des « sources proches des services de sécurité », les journalistes d'*El Watan* affirment qu'une « violente bataille » aurait opposé, en fin de semaine dernière, au sud-est d'Alger, « des groupes intégristes ». Un affrontement particulièrement rude et cruel, puisque « des centaines d'effluents mutilés à coups d'épée », auraient été retrouvés sur le « champ de bataille », situé à Cherarha, précise le journal. Selon les mêmes sources, trois autres « intégristes » auraient été récemment découverts « égarés », apparemment victimes de représailles internes, dans des banlieues d'Alger.

Manifestement bien informé, *El Watan* croit pouvoir désigner de nouvelles lignes de partage au sein de la mouvance islamiste. La première séparerait les chefs de « maquis », tous hostiles au dialogue avec le pouvoir, et les dirigeants en exil, comme Rabah Kébir, chargés de « vendre l'image du FIS à l'Occident » et tenant publiquement un discours politique plus souple. La seconde, plus grave, diviserait en Algérie même les différents groupes armés, qui se disputent le leadership de l'action terroriste - dont le célèbre GIA, actuellement dirigé par Djaffar El Afghaoui, et auquel a été attribué le récent enlèvement des trois agents consulaires français.

CATHERINE SIMON

Les autorités allemandes sont surtout préoccupées par les séparatistes kurdes

BONN

de notre envoyé spécial

« A l'heure actuelle, la situation en Allemagne est relativement tendue, et on ne peut pas, raisonnablement, envisager d'actions militaires de la part des islamistes », Udo Steinbach, directeur de l'Institut allemand de l'Orient à Hambourg, ne pense pas que les récents coups de filet en France puissent avoir un rapport - ou des conséquences - avec ce qui se passe en Allemagne, où les dirigeants de la communauté musulmane restent pour la plupart discrets, sachant qu'ils risquent d'avoir maille à partir avec les autorités locales dès lors qu'ils tiendront un discours public, politique ou religieux, trop musclé.

A cet égard, le service d'information fédéral et le ministère de l'Intérieur ne paraissent pas choqués de la présence en Allemagne du président de l'« Instance exécutive à l'étranger » de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Rabah Kébir s'est, en effet, réfugié en Allemagne en août 1992. Moins d'un an plus tard - en mai 1993 - il a été condamné à mort par contumace par la Cour spéciale d'Alger pour participation présumée, le 26 août 1992, à l'attentat dans l'aéroport d'Alger.

Arrêté, le 7 juin dernier, par la police allemande, Rabah Kébir a été incarcéré. Après trois mois de détention, la justice a estimé que les « preuves » fournies par les autorités algériennes étaient insuffisantes. Remis en liberté, il a déposé une demande de droit d'asile et vit, depuis, dans un « endroit secret » du Land de Rhénanie-Palatinat, d'où il réagit, lors d'entretiens téléphoniques, aux événements qui agitent son pays.

De source officielle, l'on indique

qu'il n'y a pas de politique systématique en matière de droit d'asile : chaque demande est examinée séparément « et, si le demandeur n'a pas commis d'actes criminels, il est toléré sur le sol allemand ». Il est clair, malgré tout, que certaines organisations ou personnalités de la mouvance intégriste font l'objet d'une surveillance particulière, puisqu'il existe au sein de l'administration un département spécial chargé de « l'extrémisme étranger ».

Le Khomeiny de Cologne

D'une façon générale, la montée de l'islamisme ne semble pas inquiéter outre mesure les autorités locales. L'islam n'est pas une religion nouvelle pour l'Allemagne : il est apparu, dans les années 60, avec l'arrivée des « Gastarbeiter » de Turquie. Cette communauté compte aujourd'hui, avec la deuxième génération, environ 1,8 million de personnes. Elle est principalement concentrée dans les régions de Munich, Francfort, Cologne, Aix-la-Chapelle ou Berlin, et dispose, dans le pays, de plusieurs centaines de mosquées.

Diverses études montrent que, seul, un petit groupe d'environ quarante mille âmes sympathise vraiment avec l'Iran et milite pour l'avènement de l'Elat islamique, tandis que pour l'immense majorité la religion n'est guère plus qu'une affaire de mots. A l'intérieur de cette communauté, 30 % des adultes disent fréquenter régulièrement la mosquée. Parmi les immigrants, de nombreux adversaires du régime laïc en place en Turquie se retrouvent dans le Parti de la prospérité, un mouvement islamiste d'opposition, modéré, qui a décroché plusieurs maires lors

des élections municipales, en décembre 1992, à Istanbul, et qui est autorisé en Allemagne.

Ces chiffres ne doivent pourtant pas faire croire que les Turcs « s'intègrent », comme les autorités le soutiennent. Ils vivent plutôt « à côté » de la société allemande. Les récents attentats xénophobes de Mölln et de Solingen, au cours desquels plusieurs familles ont trouvé la mort, en témoignent.

En réalité, les revendications, au sein de la communauté turque sont plus politiques que religieuses. Notamment parmi les quelque quatre cent mille Kurdes installés en Allemagne. Certes, il y a l'homme que la presse surnomme le « Khomeiny de Cologne », Cemaludin Kaplan, qui vit depuis des années en Allemagne et qui prédit à ses vingt mille sympathisants le renversement du régime d'Ankara, tout en condamnant son compatriote, l'écrivain Aziz Nesin, pour avoir traduit en turc les *Versets sataniques* de Salman Rushdie.

Mais ce sont surtout les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), d'obédience marxiste-léniniste, partisans de l'indépendance du Kurdistan, qui ne cessent de donner du fil à retordre au gouvernement : rackets, règlements de comptes politiques, assassinats, etc. Au point que lors d'une récente séance consacrée aux questions d'actualité au Bundestag, le gouvernement et l'opposition social-démocrate (SPD) - pour laquelle les méfaits de cette organisation sont « une atteinte à la tolérance et à la paix intérieure en Allemagne » - sont tombés d'accord pour examiner l'opportunité d'une interdiction du PKK en République fédérale.

ALAIN DEBOVE

Votre bu sans pa

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le lieu de l'assassinat de John Kennedy à Dallas devient un site historique national

La place Dealey, à Dallas, où a été assassiné John Fitzgerald Kennedy, a été officiellement consacrée site historique national, lundi 22 novembre, à l'occasion du trentième anniversaire de la mort du trente-cinquième président des États-Unis, Neddie Connally, veuve de l'ancien gouverneur du Texas John Connally, qui fut grièvement blessé dans l'attentat du 22 novembre 1963 alors qu'il se trouvait dans la limousine présidentielle, a déposé la plaque commémorative à Dallas.

À Washington, Evelyn Lincoln, qui fut la secrétaire particulière de John Kennedy, est allée fleurir la

tombe de l'ancien président au cimetière d'Arlington. Plusieurs membres de la famille, dont le sénateur Edward Kennedy du Massachusetts, et des amis s'y sont rendus un peu plus tard. À Dublin, Jean Kennedy Smith, sœur du président assassiné et ambassadrice des États-Unis en Irlande, a assisté à une messe anniversaire célébrée dans la cathédrale de la ville par le révérend Michael Kennedy, lui aussi apparenté à la famille de l'ancien président.

La municipalité de Berlin a fait fleurir la plaque apposée à l'hôtel de ville de Schöneberg, où John Kennedy avait lancé le 11 juin

1963 son fameux «Ich bin ein Berliner» («Je suis un Berlinois»). «Son nom est inextricablement lié à notre ville et à son histoire», a déclaré Eberhard Diepgen, bourgmestre de la ville.

Le président Bill Clinton s'est déclaré lundi «satisfait» des conclusions de l'enquête officielle, selon lesquelles Lee Harvey Oswald a agi seul pour tuer le président John Kennedy le 22 novembre 1963. M. Clinton s'est également dit «satisfait du travail des services secrets», chargés de sa protection. — (AP, Reuters, AFP)

(Lire également la chronique de Daniel Schneidermann, page 25)

Des républicains bloquent l'adoption au Sénat de la loi Brady. — Des républicains ont bloqué, lundi 22 novembre, dans la soirée, un vote au Sénat sur la proposition de loi Brady, qui vise à instaurer un délai de cinq jours lors de l'achat d'armes à feu (le Monde du 23 novembre). Cette manœuvre a eu lieu alors que les parlementaires s'affairaient à boucler les derniers grands dossiers en discussion et à terminer leur session avant la fête de Thanksgiving.

REPÈRES

CEI

Flambée des prix en Arménie et au Tadjikistan

Deux Républiques de la CEI, déjà sinistrées par les conflits armés ou elles sont impliquées, ont subi de plein fouet l'effondrement de la zone rouble, précipités la semaine dernière par la nouvelle politique restrictive de Moscou : en Arménie, où l'appartenance à l'Union nationale (le dard) a été promise avant la fin du mois — les prix de la viande et du fromage ont bondi en trois jours, sur les rares états restés ouverts, de 10 000 à 50 000 «anciens roubles» le kilo, pour un salaire moyen de moins de 10 000 roubles.

Le pain, subventionné et rationné, ne suffit pas à répondre à la flambée de la demande. Au Tadjikistan, porté à bout de bras par la Russie qui ne lui livre que des «vieux roubles», ceux-ci ont afflué de tous les autres États de la CEI : les bazars ont pratiquement fermé, lundi 22 novembre, les prix y augmentant d'heure en heure. «Seuls les soldats russes s'en sortent», s'indignait un tadjik à Douchanbé, car ils sont payés en roubles russes. Ces nouveaux roubles, les seuls ayant cours en Russie, s'échangeaient à 8 contre un «vieux rouble», lundi, à Douchanbé. Le dollar, qui vaut 1 200 roubles à Moscou, a bondi de 6 000 à 20 000 anciens roubles en Arménie et à 15 000 au Tadjikistan. — (AFP, Reuters)

NIGÉRIA

Le nouveau chef de l'Etat a rencontré M. Abiola

Après avoir remporté un premier succès en obtenant des syndicats la fin de la grève générale (la Monde du 23 novembre), le nouveau chef de l'Etat, le général Sani Abacha, a rencontré, lundi 22 novembre à Lagos, Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin qui a été annulée. Le milliardaire musulman s'était borné à déclarer, deux jours après l'arrivée au pouvoir du général Abacha, que ce qui venait de se passer était «l'expression de la volonté de Dieu». «Ce qui est en jeu désormais, c'est la paix et la stabilité du pays», avait-il ajouté, refusant ensuite de rompre son silence.

Le général Abacha a signé dimanche le décret portant création du «Conseil provisoire de gouvernement», qui défiera tous les pouvoirs exécutifs et législatifs, et dont la composition devrait être annoncée dans les jours prochains. Le mandat du général Abacha sera fixé par une conférence nationale qui aura lieu avant la fin de l'année, a-t-on appris lundi de sources militaires. — (AFP, Reuters)

MEXIQUE

Les conservateurs ont désigné leur candidat à la présidence

MEXICO

de notre correspondant

Dès le premier tour de scrutin, les quelque 8 000 délégués du Parti d'action nationale (PAN, conservateur) ont désigné, dimanche 21 novembre, leur candidat à l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 21 août 1994. Le choix de Diego Fernandez de Cevallos, un juriste âgé de cinquante-deux ans, confirme la stratégie du PAN en faveur d'une démocratisation «graduelle» du système politique mexicain.

Le candidat du PAN, membre de l'appareil du parti depuis vingt ans mais élu député seulement en 1991, a montré ses talents de négociateur au cours de récentes conversations avec le mouvement pour modifier la loi électorale dans un sens plus libéral. Certains secteurs de son parti lui reprochent cependant de ne pas avoir obtenu davantage et considèrent que la formation au pouvoir depuis soixante-quatre ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), bénéficie toujours de privilèges exorbitants (utilisation des ressources de l'Etat, contrôle des médias et de l'appareil élec-

tral) qui lui donnent une «capacité de fraude infinie».

Au cours de la convention du PAN, entamée le jour de la célébration de la révolution de 1910, les principaux orateurs ont rappelé que le gouvernement du président Carlos Salinas avait repris à son compte plusieurs éléments de leur programme, en particulier le rétablissement des relations entre l'Eglise et l'Etat, la privatisation des banques et la révision de la réforme agraire.

Soulignant que seul le PAN désignait son candidat à la présidence de la République dans le cadre d'un processus démocratique, M. Castillón, président du parti, a dénoncé le caractère «autoritaire» du PRI et de «son frère jumeau», le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), issu d'une scission de la formation au pouvoir. Le PRD a enfilé, le mois dernier, que Cuauhtémoc Cardenas serait de nouveau son candidat. En juillet 1988, celui-ci était arrivé en deuxième position mais avait refusé de reconnaître la victoire «frauduleuse» de M. Salinas, qui avait obtenu à peine plus de 50 % des suffrages.

BERTRAND DE LA GRANGE

Le Sénat a ratifié l'ALENA

Au terme de douze heures de débat, le Sénat mexicain a ratifié, lundi 22 novembre, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ce texte a été approuvé par cinquante-cinq sénateurs du Parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir) et un élu du Parti d'action nationale (conservateur). Les deux votes hostiles ont été émis par les sénateurs de centre gauche du Parti de la révolution démocratique (PRD),

qui ont vu dans l'ALENA un «pacte néo-colonial».

L'ALENA a déjà été ratifié par les Parlements des États-Unis et du Canada. Pour que l'accord trilatéral entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994, le gouvernement libéral canadien, issu des élections du 26 octobre, doit encore la promulguer. Il réclame au préalable des «éclaircissements» sur certains de ses aspects. — (AFP, AP)

EN BREF

AFGHANISTAN : l'ONU inquiète pour les droits de l'homme. — «De graves menaces continuent de peser sur le droit à la vie» en Afghanistan, comme en témoignent des massacres perpétrés l'hiver dernier au sud de Kaboul dans un secteur chiite, indique un rapport de la commission ad hoc de l'ONU, publié le lundi 22 novembre. Plus généralement, la situation des droits de l'homme est «faible d'être satisfaisante» dans le pays, poursuit ce texte, qui regrette que «des Afghans de toutes origines ethniques» aient été victimes d'atrocités durant les combats entre factions islamistes. — (AFP)

CAMBODGE : nouvelles attaques de Khmers rouges. — Entre 300 et 400 Khmers rouges ont attaqué des positions du gouvernement au nord du Cambodge, rapportait, lundi 22 novembre, le quotidien Reasmei Kampuchea, qui fait état de nombreux morts. Les combats ont eu lieu la semaine passée dans la province de Preah-Vihear, ajoute le journal, citant des sources militaires. Cinq offensives d'envergure et quatre escarmouches auraient visé les régions de Chom-Khan et Sangkum-Thmey, près de la Thaïlande. Le roi Norodom Sihanouk s'est dit prêt à accepter des Khmers rouges au gouvernement s'ils abandonnent les armes. — (AP, Reuters)

GUINÉE-ÉQUATORIALE : Paris et Madrid critiquent l'absence de pluralisme aux élections. — Selon des sources bien informées à Malabo, la participation aux élections législatives du dimanche 21 novembre, boycottées par trois des principaux partis d'opposition, «ne devrait pas excéder 30 %». Seuls des observateurs du Burkina, du Gabon et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont assisté à la scrutin, la France et l'Espagne ayant décidé de ne pas en envoyer, en raison «des conditions d'organisation du scrutin, qui privent les élections de leur caractère véritablement pluraliste», selon un communiqué conjoint publié à l'issue du septième sommet franco-espagnol. — (AFP)

Votre bureau sans papier

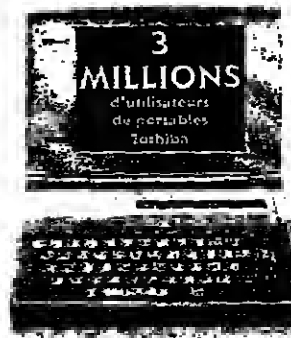


Un format A4



La bureautique traditionnelle utilise une quantité énorme de papier. Comme les ordinateurs de bureau ne se déplacent pas, on emporte avec soi les données imprimées. La solution Toshiba avec les portables T4600 et le dernier T4700: des performances d'ordinateur de bureau avec l'encombrement d'une feuille A4. Prenons par exemple le modèle T4700CT: avec son processeur Intel 5L enhanced 1486[™] DX2/50MHz, son écran couleur 9,5" à matrice active

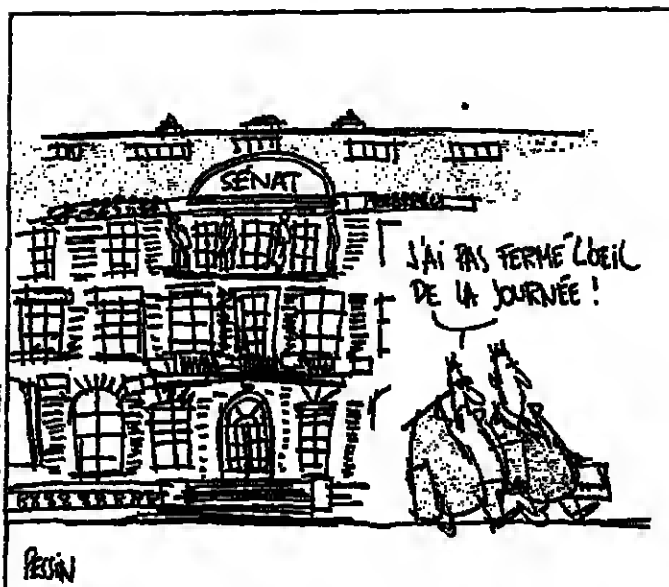
et son disque dur de 340 Mo, il a la puissance de plusieurs ordinateurs de bureau. Son panneau de contrôle QuickRead[™], ses touches de configuration instantanée et sa souris BallPoint[®] sans fil lui donnent une grande facilité d'utilisation. Glissez-le dans la Desk Station IV Toshiba et vous êtes connectés à vos périphériques et à votre réseau. Pour votre bureau sans papier, un format A4 suffit. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 47.28.29.29 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA
Micro-informatique • Fax • Copieurs

حزب العمل

L'embellie du Sénat



Le Sénat, c'est l'Assemblée nationale, mais avec une différence : les sénateurs ne sont pas élus par le peuple, mais par les collectivités territoriales. Ils ont donc une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

L'expérience du travail législatif

« Ici, nous n'avons pas connu de choc psychologique en mars 1993, constate Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, qui rassemble soixante-neuf sénateurs. Nous avons l'habitude d'être dans l'opposition face à une majorité de droite très forte, et notre combativité est

intacte, contrairement à celle de nos camarades de l'Assemblée. » « Nous ne sommes pas, nous, sous le poids d'une défaite écrasante, confirme Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne). Notre groupe est, aujourd'hui, plus important que celui de l'Assemblée. Il n'y a pas, chez nous, ce côté fin de règne et décadent. » « De plus, souligne M. Estier, il y a très peu d'anciens ministres parmi nous, ou alors ce sont ceux de la gauche. »

Moins perméables à la « culture de gouvernement », qui semble avoir émoussé certains réflexes de gauche parmi les députés socialistes, les sénateurs PS restent très attachés à la défense de leurs valeurs. Ils l'ont prouvé par leur très grande pugnacité à propos de la réforme du droit d'asile, concoctée par le gouvernement avec l'aval de l'Elysée, en votant contre, sans égard pour la majorité de droite.

A droite, c'est l'inverse. Par rapport à la Chambre « bleue » de l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale apparaît, elle, plus ouverte, moins « basiste ». « Il y a eu une inflation de députés, et l'inflation, on le sait bien, donne toujours des monnaies de moindre valeur », confie un centriste. En sept mois, le Sénat s'est défilé du rôle, qui était le sien depuis 1981, de tribune de l'opposition, lorsque celle-ci compensait son impuissance législative par un contrôle pointilleux des gouvernements. Il tend à redevenir le modérateur qu'il fut dans les années 70, à côté d'une Assemblée nationale dominée par les gaullistes et davantage contrainte de soutenir l'exécutif.

Elus au suffrage indirect, les sénateurs risquent moins de faire les frais de la versatilité des électeurs, et la droite n'a pas attendu 1993 pour être majoritaire dans cette Assemblée, puisqu'elle y régnait depuis des lustres. En outre, les neuf années de leur mandat, souvent renouvelé, permettent aux sénateurs qui en font l'effort d'acquiescer une connaissance approfondie des dossiers et du travail législatif. Ils ne se sont d'ailleurs pas privés, depuis mars, de corriger ostensiblement les copiers des ministres qu'ils jugeaient un peu bâclés.

Michel Giraud, ministre du travail, sur ses deux projets de loi relatifs à l'emploi, Edmond Alphandery, ministre de l'économie, sur l'autonomie de la Ban-

sance à l'égard du gouvernement. Le palais du Luxembourg peut d'autant plus retrouver son rôle de Chambre de réflexion que sa composition politique - paradoxalement, puisqu'il est élu au second degré - correspond mieux que celle de l'Assemblée nationale à la sociologie du pays. La droite y est plus centriste, plus modérée, et la gauche, socialiste et communiste, mieux représentée. Même les défaits qu'on lui prête - l'âge élevé de ses membres, la surreprésentation des élus ruraux et leur conservatisme légendaire - apparaissent comme des garde-fous face à la dureté de certains députés de droite.

L'image éculée d'un Sénat « Crédit agricole », cénacle du bon sens et conseil des sages, prend, aujourd'hui, davantage de valeur. Alors que les repères se brouillent, on retrouve, au palais du Luxembourg, les familles de pensée traditionnelles - la droite de toujours, les gaullistes, les démocrates-chrétiens, les radicaux... - représentées par des élus expérimentés et détachés, pour la plupart, du souci d'une carrière qu'ils ont déjà faite ou à laquelle ils ont renoncé.

Le Sénat est redevenu un lieu de véritable débat politique, aidé en cela par le renouvellement opportun de son président, en octobre 1992, lorsque M. Moory avait succédé à Alain Poher. Le parcours politique de l'actuel président, autodidacte, baron local, centriste hétérodoxe, conservateur et pourtant père du Futuroscope de Poitiers, correspond parfaitement à la triple image de provincialisme, d'expérience et d'indépendance que le Sénat veut donner de lui-même.

De cette embellie du Sénat, souvent méprisé ou raillé, on ne peut que se réjouir. « Au moins, aujourd'hui, le Sénat n'est pas critiqué, par principe, a priori, mais uniquement sur ce qui est critiquable », souligne-t-on à la direction de la communication du palais du Luxembourg, où l'on confie que l'on rencontre moins d'obstacles que dans le passé pour « vendre » la maison à l'extérieur.

Encore faut-il ne pas oublier que les sénateurs, tant par leur mode d'élection que par leur âge (supérieur à soixante ans en moyenne) et leur origine, ne peuvent pas prétendre, au même titre que les députés, à la représentation fidèle de la nation, même si la part du « troisième âge » tend à augmenter au sein de celle-ci. Les deux qualités essentielles - qu'on leur reconnaît aujourd'hui, l'expérience et le souci du débat politique, n'apparaissent peut-être en lumière que parce qu'elles manquent cruellement à l'Assemblée nationale.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

UNE CONJONCTION FAVORABLE. L'arrivée d'une majorité de droite écrasante et compréhensive de nombreux novices, à l'Assemblée nationale, rend au Sénat un rôle de modérateur qu'il ne jouait plus guère depuis 1981. La cohabitation « tranquille » dispense la majorité sénatoriale de soutenir inconditionnellement le gouvernement face au président de la République, comme elle l'avait fait entre 1986 et 1988. Les sénateurs socialistes, proportionnellement plus nombreux et moins accablés par la défaite que leurs camarades députés, remplissent avec entrain leur fonction d'opposition.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE. Edouard Balladur a profité, lundi 22 novembre, de l'ouverture de la session budgétaire, au Palais du Luxembourg, pour venir devant les sénateurs. Considérant que tous doivent participer à l'effort de redressement économique, « au moment où des signes de reprise apparaissent », le premier ministre a réaffirmé que « le gouvernement est prêt à écouter et à prendre en compte » les propositions sénatoriales d'amendement, « notamment pour que l'effort soit plus justement réparti ». Cette déclaration ne pouvait que satisfaire les sénateurs, qui ont dénoncé les dangers d'une ponction trop forte sur les collectivités locales.

Un président communicant...

René Monory a rarement été desservi par la chance. En succédant, le 2 octobre 1992, à la présidence du Sénat, le sénateur de la Vienne, ancien ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement de Jacques Chirac et pilier du CDS, est entré, par la même occasion, dans le cercle restreint des premiers rôles de la République. L'absence d'un chef de file incontesté à l'UDF lui permet, même, d'être régulièrement cité sur la liste des « présidents-bis » par ceux qui ne peuvent se résoudre à voir la confédération libérale et centriste représentée, pour l'élection majeure de la vie politique, par un homme appartenant au RPR. Edouard Balladur, quelles que soient ses effusions - véritables ou supposées - avec elle.

Officiellement, le président du Sénat n'est, bien sûr, candidat à rien. Cependant, le soin qu'il se met, chaque fois qu'il en a l'occasion, à rappeler qu'il n'est, de par ses fonctions, la responsabilité de la République en cas de vacance à sa présidence, montre qu'il ne lui déplairait pas de s'installer à l'Elysée, au moins, le temps d'un intérim.

Depuis son élection, M. Monory a engagé une vaste politique de communication, que traduit au premier chef le rapport relatif aux budgets des Assemblées parlementaires. Ce document fait état, sans autres précisions, de la création d'une ligne de crédits pour les frais de déplacement du président du Sénat, d'une hausse de 55,2 % des dépenses de relations publiques et d'information et d'une augmentation de 15,6 % des dépenses de relations avec les Parlements étrangers ou les assemblées parlementaires internationales. Parallèlement aux opérations lancées au Sénat, comme la venue d'Helmut Kohl, le 13 octobre dernier, le sénateur de la Vienne multiplie les commentaires et les apparitions médiatiques. Ce qui est bon pour M. Monory est bon pour le Sénat. Et vice versa.

G. P.

CLÉS/ Les sénateurs

Les élus des élus. Article 24 de la Constitution : « Le Sénat est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République. » Les trois cent vingt et un sénateurs sont élus, dans chaque département, par un collège électoral composé des députés, des conseillers régionaux élus dans le département, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux.

Un mandat de neuf ans. Les sénateurs disposent du mandat le plus long de la République : neuf ans. Leur Assemblée étant renouvelable par tiers, ils se trouvent répartis en trois séries. Série A : cent deux sénateurs, du département de l'Indre à celui de la Pyrénées-Orientales (à l'exception des départements de Paris et de l'île-de-France), renouvelables en 2001 ; série B : cent dix-neuf sénateurs, du département de l'Indre-et-Loire à celui de la Vienne, renouvelables en 2006 ; série C : cent dix-neuf sénateurs, du département de Paris et de la région, renouvelables en septembre 1995.

IMPÔTS : une commission chargée d'étudier l'ensemble des prélèvements. - Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a annoncé, lundi 22 novembre, lors de la présentation du projet de loi de finances pour 1994 au Sénat, que Bernard Ducamin, président de la section des finances du Conseil d'Etat, présidera une commission « chargée

d'étudier l'ensemble des prélèvements, tant fiscaux que sociaux, qui pèsent sur les revenus des ménages ». Cette commission, formée à la demande du premier ministre et « mise en place prochainement », comprendra aussi Robert Baccanier, ancien directeur général des impôts, et Raoul Briet, commissaire adjoint au plan.

Vous achetez un seul logiciel pour 10 postes. Vous économisez 35 000 F.

et allez directement en prison. Hélas non, vous payez jusqu'à 120 000 F d'amende

Informez-vous au BSA : (1) 43 33 95 95

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA POLITIQUE DE LA VILLE 1. Les enjeux

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 200 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce matériel).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

MONÉ J Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV MONÉ J sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 16 décembre 1993 à 10 heures au 90 Bd Pasteur - 75015 Paris, pour délibérer sur la modification des Statuts.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le mercredi 5 janvier 1994 à 14 h 30 au 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le mercredi 5 janvier 1994 à 15 heures au 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1992/1993.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle de Crédit Agricole.

SEGESPAR

هكذا من الأهل

POLITIQUE

et l'examen du projet de budget pour 1994

Edouard Balladur est prêt à rediscuter de l'effort imposé aux collectivités locales

Flattés de la présence du premier ministre, qui ne les avait pourtant pas attirés en masse lundi 22 novembre - ils étaient à peine une quarantaine à l'ouverture de la séance -, les sénateurs ont entendu Edouard Balladur leur annoncer que « la situation économique, qui était encore si sombre il y a quelques mois, donne des signes de redressement de plus en plus remarquables ». Du coup, le premier ministre a-t-il continué, « dans ces conditions, a-t-il dit, l'hypothèse de croissance de l'ordre de 1,4 %, sur laquelle est bâti le projet de loi de finances, paraît raisonnable ». Cependant, a-t-il continué, « seul un comportement positif des responsables politiques, économiques et sociaux permettra de déclencher, chez les entrepreneurs et chez les ménages, des attitudes qui soient moins empreintes de frilosité ».

M. Balladur a déclaré qu'il entend poursuivre la politique de réforme « menée activement depuis bientôt huit mois », en citant, notamment, la diminution du coût du travail pour les emplois les moins qualifiés. « Nous avons déjà baissé de 15 % les charges patronales sur les bas salaires, grâce aux mesures de budgétisation des cotisations familiales », a-t-il souligné. Il faut doubler cet effort d'ici cinq ans, par exemple en diminuant les cotisations patronales d'assurance-maladie étape après étape.

La compensation de la TVA

Annouçant que les « hypothèses relatives aux comptes de la Sécurité sociale pour les deux prochaines années sont plus maigres que celles que nous avions retenues il y a six mois », le premier ministre a affirmé que « les collectivités locales ne peuvent être écartées de cet effort de maîtrise des dépenses et de la fiscalité ». Toutefois, comme « l'attitude du gouvernement est marquée par une volonté de dialogue avec les collectivités territoriales », M. Balladur s'est dit prêt à envisager, pour 1994, des aménagements dans l'effort qui leur est demandé, puis à « stabiliser et fixer, dans un contrat d'objectifs pluriannuel, les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales », à la suite des conclusions que devra lui remettre, en mars prochain, la mission d'étude confiée sur le sujet à François Delafosse, conseiller-maître à la Cour des comptes (le Monde du 11 octobre dernier).

Ces déclarations ont déclenché des applaudissements, sur les bancs de la majorité, aussi vifs que l'avait été le tollé qui avait accueilli, au Sénat, l'annonce des efforts financiers demandés aux collectivités territoriales. Nicolas Sarkozy a emboîté le pas au premier ministre sur ce sujet cher au cœur des défenseurs des intérêts locaux qui sont les sénateurs. Tout en affirmant, lui aussi, que « seul ne pourra s'exonérer de l'effort », le ministre du budget a voulu relativiser celui qui était demandé aux collectivités locales, en précisant qu'il représentait

« moins de 1 % sur un total de 252 milliards de francs d'aides et de subventions diverses de l'Etat aux collectivités locales ». Sur les quatre points en litige, M. Sarkozy a fait, cependant, des ouvertures sensibles en direction des propositions émises par la commission des finances du Sénat, après avoir accepté, déjà, certains assouplissements à l'Assemblée nationale.

A propos du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le ministre a reconnu que la mesure initiale de réduction du taux de compensation était « contestable », parce qu'elle avait « un caractère rétroactif », qui constituait « une rupture de contrat ». Le gouvernement a déjà reporté la date d'application de la mesure du 1^{er} janvier 1994 au 1^{er} janvier 1996, mais M. Sarkozy a indiqué que la demande des sénateurs de la repousser au 1^{er} janvier 1997, pour ne pas pénaliser les investissements programmés pour 1994, sera étudiée « au cours du débat ».

Sur la dotation spéciale de logement pour les instituteurs, le ministre a précisé qu'il revient sur la suppression de l'indexation (qui représentait une économie de 95 millions de francs). A propos de la dotation globale de fonctionnement (DGF), il a indiqué que, pour 1994, il y a un « consensus pour indexer la DGF sur les prix », mais que, pour les années ultérieures, la question de savoir si l'indexation doit tenir compte ou non de la croissance peut être posée. « Le gouvernement engagera cette discussion avec beaucoup d'esprit d'ouverture », a-t-il assuré. Enfin, sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle, M. Sarkozy a affirmé que « le gouvernement est prêt à examiner toutes les solutions, à l'économie budgétaire inchangée, pour répartir l'incidence de la mesure entre les collectivités locales », tout en précisant que « l'incidence de la réforme sera plafonnée et ne pourra pas dépasser, pour chaque collectivité locale, plus de 2 % du montant des impôts directs locaux ».

M. Masseret (PS) : sur déficit « fictif »

Toutes ces précisions ne pouvaient que donner satisfaction aux différents orateurs, qui ont présenté des plaidoyers sur le rôle-moteur des collectivités locales dans l'économie nationale et tant qu'investisseurs (170 milliards de francs en 1993), en employeur (1,2 million d'employés, soit 5 % de l'effectif français) ou créateur d'emplois. Sur ce sujet, il n'y avait plus de climat politique, et Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, se montrait aussi convaincu que René Régnault (PS, Côtes-d'Armor) ou Faulestier Fost (PC, Seine-Saint-Denis).

En revanche, sur les autres aspects du budget, l'opposition traditionnelle droite-gauche est vite réapparue. M. Sarkozy avait pu s'éviter le mal d'exposer les vertus de son budget, sur la

maîtrise des dépenses, la remise en cause des services vides ou l'amorce de réforme de l'impôt sur le revenu, tant les porte-parole des groupes de la majorité - Joëlle de Rohan (Morbihan) pour le RPR, Xavier de Villepin (Francois établis hors de France) pour l'Union centriste, Ernest Carigny (Seine-Saint-Denis) pour le Rassemblement démocratique et européen, Marcel Locotte (Saône-et-Loire) pour les Républicains et Indépendants - ont trouvé ce projet de loi de finances « courageux, réaliste et porteur d'avenir ».

Plus critique à d'autres époques, le rapporteur général, Jean Arthuis (Un. centr., Mayenne), a affirmé son adhésion à un budget qui correspond, selon lui, à « une nouvelle idée de l'Etat, ambitieuse et rigoureuse », et il s'est montré indulgent sur l'utilisation peu orthodoxe des recettes de privatisation, affectées pour 50 milliards de francs au budget général, selon le principe : « à situation exceptionnelle, moyens exceptionnels ».

Seule la gauche a fait entendre « une autre musique », selon la formule de Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), en dénonçant un raisonnement « vicieux » par la comparaison du projet de budget pour 1994, non avec la loi de finances initiale de 1993, mais avec la loi de finances corrigée par le collectif de printemps. « En fait, on n'y verra clair qu'avec la loi de règlement, c'est-à-dire après l'élection présidentielle », a-t-il dit. D'ici là, vous aurez tout loisir de vous proclamer vertueux ! « Le déficit annoncé est fictif », a ajouté M. Masseret, puis « artificiellement réduit par le produit des privatisations ». Les communistes, par la voix de Robert Vizet (Essonne), ont expliqué que « tout est cédé aux impératifs de la rentabilité du capital ». « Avaliser votre projet de loi de finances », a affirmé M. Vizet, « serait hypothéquer l'avenir de la grande majorité de nos compatriotes au crédit de la minorité des détenteurs de capitaux ».

CLAIRE BLANDIN

REPÈRES

OPPOSITION

Le PS dénonce la méthode Balladur

Réagissant aux déclarations du premier ministre, le 21 novembre sur France 2, Lionel Jospin a déclaré, lundi 22 novembre, qu'Edouard Balladur était « passé maître dans l'art des généralités et qu'il ne va bien y avoir un moment où les Français cessent d'être sous hypnose ». « La question qu'il faut se poser, a expliqué l'ancien premier secrétaire du PS, est : est-ce que ce gouvernement et M. Balladur sont efficaces dans la lutte contre le problème principal de la société française, à savoir le chômage ? La réponse est non ».

Le même jour, Jean Glavany, porte-parole du PS, a comparé « le mode de gouvernement » de M. Balladur à celui de Raymond Barre de 1976 à 1981. « On nous annonce, comme par hasard, la fin du tunnel tous les six mois, a-t-il observé, et, chaque fois, on recule d'un an. Il y a une obsession à programmer les choses sur

cinq ans (...). Il y a probablement, dans tout cela, une tactique anti-chiracienne primaire... Demander du temps, c'est le lot de ceux qui ne peuvent offrir des résultats ».

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Jean-Louis Debré réplique à Robert Badinter

Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a été le seul dirigeant politique à réagir officiellement au point de vue de Robert Badinter, publié dans le Monde du 23 novembre, prenant la défense de l'institution qu'il préside.

Dans un communiqué, publié lundi 22 novembre, M. Debré « juge inadmissible que le président du Conseil constitutionnel commente, critique les propos du premier ministre et engage une polémique avec celui-ci ». « Cette attitude politique, voire politicienne, ne rehausse en rien le prestige du Conseil constitutionnel », estime le député de l'Eure.

RECTIFICATIFS. - Le groupe communiste du Sénat a voté contre le projet de révision constitutionnelle sur le droit d'asile, vendredi 19 novembre, lors de la réunion du Parlement en Congrès. Nous avions écrit par erreur, dans le Monde daté 21-22 novembre, qu'il s'était abstenu.

- Les conclusions de la commission mixte paritaire (CMP) Assemblée nationale - Sénat sur le projet

de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives ont été adoptées par le Sénat le 18 novembre, et non par le Parlement comme nous l'indiquions dans le Monde daté 21-22 novembre. Le texte ne sera considéré comme définitivement adopté que si l'Assemblée nationale approuve, mercredi 24 novembre, la version issue des travaux de la CMP.

Nouveau service Paris-New York 17h.

Paris-USA : plus de choix et plus d'espace.

que lors d'un voyage d'affaires, vous avez besoin de confort et de services de première importance à chaque étape de votre voyage.

En classe affaires "Ambassador", vous bénéficiez d'un espace optimum et d'un confort exceptionnel. Vous êtes assuré d'être servi au hublot ou côté couloir.

TWA dessert une centaine de destinations au départ de New York : autant d'opportunités de voyager dans le meilleur du confort.

Pour plus de renseignements sur nos nouveaux services, contactez votre agence de voyages, TWA au 49 19 20 00 et pour la région de Nice au numéro vert 05 29 19 49. 3615 TWA.

TWA

Le meilleur du confort.

René Le Guen est décédé

Membre du bureau politique du Parti communiste français depuis 1979, et ancien secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT, René Le Guen est décédé, lundi 22 novembre à Paris, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une fibrose pulmonaire. Il était membre du Conseil économique et social.

Originaire de Bretagne, où il était né le 13 décembre 1921, René Le Guen avait commencé sa carrière professionnelle comme officier mécanicien dans la marine marchande. Militant de la CGT depuis 1943, il était entré à Gex de France après la Libération. Il en fut administrateur de 1946 à 1980 et président de la Caisse centrale d'activités sociales de 1964 à 1982. A ce titre, il avait été l'un des principaux artisans, dans les années 50, de la pénétration de la CGT dans le milieu des ingénieurs, cadres et techniciens. De 1963 à 1982, il fut secrétaire général de l'UGICT-CGT. René Le Guen a exercé la même influence au sein du

Parti communiste, où il avait adhéré dès 1944. Dans le message qu'il a adressé à sa famille, le secrétaire général du PCF, Georges Marchais souligne qu'en mettant au service de son parti ses connaissances et son humanisme, René nous a permis de progresser de façon significative dans l'appréhension des progrès techniques et scientifiques et dans la compréhension des enjeux humains dont ils sont porteurs.

Elu au comité central du PCF en 1970, il était entré au bureau politique en mai 1979, au vingt-troisième congrès. Directeur de la revue *Avancées* et responsable du secteur de la recherche et de la technologie, René Le Guen était l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le dernier, intitulé *Services publics, une réponse pour l'avenir*, venait de paraître aux Editions sociales. En 1992, il avait adressé une mise en garde à son successeur à la tête de l'UGICT, Alain Obadia, membre du comité central du PCF, en regrettant que l'influence grandissante des cadres et des techniciens, au sein de l'organisation syndicale, ne remette en cause son « caractère de classe ». - J.L.S.]

حکومت افغانستان

La vague de froid et les intempéries

Informers les SDF sur les hébergements



suite d'un malaise. Deux sans-abris ont été vaincus par le froid à Saint-Quentin (Aisne), dans la nuit de dimanche à lundi, l'un dans des toilettes publiques, l'autre dans un immeuble désaffecté. A Pontcharra-sur-Turdine (Rhône), un handicapé de cinquante-sept ans, est tombé en fermant ses volets et est mort de froid sur le perron de sa maison.

Signaler les personnes dans la rue

La mobilisation des pouvoirs publics, des collectivités, des associations caritatives et des individus parvient, continue. Un aspect-clé de cette lutte est l'information. Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a exhorté, une nouvelle fois, les Français « à la solidarité qui consiste à signaler aux pouvoirs publics quand il y a des gens dans la rue ».

A Paris, la capacité d'accueil du centre Nicolas-Flamel (13^e) a été augmentée de cent places. Un service mobile d'alimentation assuré par le ministère de

la défense a été mis en place devant les stations de métro Saint-Martin et Champ-de-Mars. Le maire de Paris, Jacques Chirac a annoncé au Conseil de Paris lundi que, dans les établissements qui dépendent de la ville, les entrées des sans-domicile fixe (SDF) se feront jusqu'à une heure plus avancée, le soir, et les départs plus tard le matin.

Le préfet de police a demandé à la Maison de Nanterre (Hauts-de-Seine) d'accueillir « à toute heure » les sans-abris. Le centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Créteil (Val-de-Marne) sert des repas tous les soirs à partir de 18 heures dans les restaurants universitaires de Créteil, Saint-Maur, Champs-sur-Marne, Melun, Saint-Denis et Villemaire. Les 75 000 étudiants de la banlieue sont invités à aider bénévolement les sans-abris à trouver les services et les centres d'hébergement.

Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, a demandé, lundi au préfet de la région Alsace, d'ouvrir un bâtiment de

■ **TEMPÉRATURES.** La vague de froid qui a déferlé sur l'Europe, à l'exception de l'Espagne et du Portugal, a provoqué la mort d'une vingtaine de personnes depuis une semaine, dont sept en France. Préfectures, villes et associations conjuguent leurs efforts pour assurer l'accueil, l'hébergement, la nourriture et, si nécessaire, les soins aux sans-abris dont le nombre est estimé à 400 000 environ en France. Un des problèmes est la difficulté d'informer les sans-abris sur les moyens de secours qui leur sont proposés.

■ **ASSOCIATIONS.** Dans la lutte contre le froid, les associations du secteur sanitaire et social jouent un rôle de premier plan. Le Secours catholique (70 000 bénévoles) qui constate que « l'exclusion est devenue un phénomène de masse », crée 500 lits en plus du millier qu'il offre déjà pendant toute l'année. Le Secours populaire français a distribué, en 1992, près de 25 millions de paniers-repas. Edouard Balleud a déclaré, lundi 22 novembre, qu'il va s'assurer que la loi de 1901 « permet aux associations d'avoir les moyens juridiques, financiers et fiscaux de se développer ».

■ **PRÉFÉRENCE.** Le Front national demande, dans un communiqué, que « certains foyers SONACOTRA soient désormais réservés aux sans-domicile fixe et que des crédits nouveaux soient prévus pour aider les familles françaises dans la misère ». Il estime que « la récente vague de froid révèle (...) l'appauvrissement dramatique de beaucoup de nos compatriotes français victimes de la non-préférence nationale ».

L'Europe est saisie par le froid qui n'épargne que l'Espagne et le Portugal. En quelques jours, une vingtaine de personnes ont trouvé la mort. Le blizzard est probablement responsable de l'accident d'avion où 115 passagers et membres d'équipage ont péri, samedi 20 novembre, en Macédoine. La neige, poussée par un gros anticyclone dont l'épicentre se situe au-dessus de Saint-Petersbourg, est tombée sur Londres - ce qui n'était pas arrivé au mois de novembre depuis 1969 -, sur Paris, sur le nord de l'Italie, sur l'Autriche en abondance, sur Budapest, Zagreb...

En Russie, où le thermomètre est descendu à - 25° dans la capitale et jusqu'à - 50° en Sibirie orientale, des températures « aussi basses sur une durée aussi longue » représentent, selon Anatoli Iakoulev, porte-parole du service russe de météorologie, « un record pour la saison sur les 120 dernières années ».

Quatre nouveaux décès en France

En Roumanie, trois personnes ont été retrouvées mortes de froid, dimanche 21 novembre, sur des routes au sud du pays. Une nouvelle vague de froid était attendue, mardi, après un record de - 17° enregistré à Bucarest ces derniers jours. En Pologne, deux nouvelles victimes ont succombé pendant le week-end, après le décès, la semaine dernière, de deux hommes ivres.

Trois sans-abris ont été terrassés par le froid en Allemagne. Un convoi privé de vingt camions de ravitaillement à destination de Sarajevo a été bloqué par le froid. Une centaine de villages grecs sont coupés du monde en raison des intempéries, neige ou pluies.

Quatre décès dus au froid sont venus allonger, en France, la liste des trois victimes du week-end (le Monde du 23 novembre). A Gentilly (Val-de-Marne), un homme de soixante-cinq ans est mort lundi matin devant son domicile après s'être évanoui à la

Voyage chez les « BOMJI » de Moscou

Sans cesse menacés par la prison ou l'expulsion, des milliers de vagabonds et de clochards sans papiers tentent de survivre dans les rues de la capitale russe

MOSCOU

de notre envoyé spécial
« Vous savez, en fin de compte, nous faisons plus un travail d'assistants sociaux que de policiers », il n'exagère pas beaucoup, Guennadi Nikolaevitch. En cette fin de novembre, entouré de ses collaborateurs - tous des policiers en uniforme - ce colonel de 47 ans, responsable du centre d'accueil et d'orientation du nord de Moscou, tout près de la prison de Butyrka, reçoit les journalistes pour une journée portes ouvertes. Ici sont accueillis les « BOMJI » - littéralement : sans-domicile-fixe (Bez mesta prozhivaniya) - ramassés par les policiers dans les rues. « Vous écrivez que nous violons les droits de l'homme et je ne sais pas trop quoi en dire », s'insurge le colonel. Mais, combien de BOMJI seraient morts de froid si nous les avions laissés dehors ? »

« La chambre est bien chauffée »

Même si, en prévision de cette visite, les couloirs ont été nettoyés, les vitres réparées et les paillasses poussées, l'ensemble donne une grande impression de misère. Pourrait-il en être autrement ? Ici, au premier étage, dans cette « cellule » de moins de 20 mètres carrés, ils sont sept, couchés sur des matelas de fortune, à s'occuper de fumer des cigarettes au goût acre. « Il y a en trois qui dorment par terre, mais comme les chefs savent que vous allez venir, ils les ont envoyés à la visite médicale », lance Volodia. Torse nu, pantalons de jogging bleu, et l'inévitable tatouage sur le bras. A 38 ans, il porte sur sa peau grise, avec ses yeux vides et sa bouche amère, les signes que l'on rencontre chez tous les exclus - ceux qui, dans les métrés de Paris, une gare de Hambourg ou une soupe populaire de New-York, racontent toujours la même pauvre histoire avec les mêmes pauvres mots : la dérive, qui commence on ne sait jamais très bien pourquoi, les séjours en prison et l'errance quotidienne pour trouver de quoi se chauffer, se nourrir ou boire à en perdre conscience.

« Ici, on est bien traité », dit Volodia, on ne nous bat pas. « Y a-t-il parfois des bagarres entre vous ? Réponse : « Et pourquoi ? Il n'y a pas de riches, alors, nous n'avons rien à nous disputer. » Certes, la « kacha » (la bouillie) est très chère et les 300 grammes de pain journalier « biens durs »,

mais « la chambre est bien chauffée ». Comme les 105 occupants actuels du centre, Volodia a un seul espoir : qu'on lui retourne un document d'identité quelconque. Car, dans la Russie d'Eltsine, comme dans celle de Brejnev ou de Nicolas II, un homme sans papiers n'a guère d'existence : impossible de trouver un logement, de se faire embaucher. Et s'il est contrôlé à Moscou, on l'expédie « chez lui », parfois à des milliers de kilomètres de Moscou. « Avant, explique un policier, ils nous disaient tous qu'ils habitaient Vladimirsk, le plus loin possible : comme cela, ils rendaient le billet de train que l'État leur achetait et pouvaient vivre encore des mois. » Cette combinaison a fait son temps : les billets sont devenus inaccessibles.

Autre casse-tête : 80 % des personnes « recueillies » dans le centre ont fait de la prison ; or, dès qu'un délinquant est incarcéré, l'État lui confisque son appartement. « Alors, dit le colonel, quand ils sortent de prison, ils ne savent plus où aller. » Volodia, qui a passé deux ans sans les barreaux, se retrouve donc à la rue. « Avant », bien avant, mais il ne sait plus lui-même très bien quand, il habitait à Tcherepovets, en Ukraine. Par téléx, les policiers tentent d'y retrouver sa trace. Pour le moment, en pure perte. L'Ukraine étant indépendante, les recherches passent par les ambassades. « Cette personne ne nous intéresse pas : voilà ce

que nous répondent la plupart des diplomates quand nous leur demandons de nous aider à proposer de leurs ressortissants trouvés sans documents à Moscou », lance le colonel.

Passeport perdu

Il y a aussi les femmes. Le bâtiment qui les accueillait ayant été réquisitionné pour abriter les inculpés du putsch d'août 1991, elles sont maintenant là, au troisième étage du centre. « Moi je veux parler aux journalistes ! », dit Anastasia d'une voix éraillée. Lunettes foncées, teint violacé, cheveux en désordre - soixante ans ? - elle est incontestablement le « chef » de la chambre de huit femmes, assises sur leurs lits. Mais qui pourra comprendre son histoire, perpétuel aller-retour entre la prison et les gares de Moscou, son véritable domicile. Pourquoi est-elle allée en prison ? « La dernière fois où j'ai habité ? » interroge Anastasia, qui tient à préciser, en faisant mine de rechercher dans sa mémoire : « la route dernière fois... c'était pour un vol, mais la plupart du temps, c'est pour ivresse sur la voie publique. »

Olga, babouchka édentée et squelettique : elle aurait fui, selon la gardienne, un asile de vieillards, « mais nous ne savons

pas encore lequel, car elle ne veut pas parler ». Macha, presque jolies avec ses yeux verts, a vingt ans et déjà une longue histoire à raconter : un passeport « perdu », un ami en prison, un enfant placé ailleurs. Originaire de Mourmansk, elle se demande ce qui va lui arriver : « Lâ-bas, il fait - 40°C, je ne vois pas y aller comme ça ! », dit-elle en montrant sa pauvre robe. « Et mon enfant ? Et je ne sais plus si ma famille est encore à Mourmansk, si nous avons encore un appartement. »

« Avec eux, il est dur de savoir la vérité, non pas qu'ils mentent systématiquement, mais souvent, ils ne savent plus eux-mêmes où ils en sont », confie un gardien. Il parle de cet homme qui dit être âgé de quarante ans, alors qu'il a déjà passé... quarante-cinq ans de sa vie en prison. Sans le faire exprès, le colonel critique le but même de son travail - renvoyer les BOMJI hors de Moscou : « Ils reviendront toujours dans la capitale, dit-il, car c'est seulement là qu'ils peuvent vivre, trouver un petit travail, laver un lit ou balayer une cour. » En réalité, son centre ne devrait servir qu'à aider les sans-domicile-fixe à récupérer leurs papiers. « Après, conclut-il, il faudrait les envoyer dans d'autres centres, il faudrait des médecins, des psychologues, des infirmières pour s'occuper des enfants ». Oui, il faudrait...

JOSÉ-ALAIN FRAJON

Des « boutiques abbé Pierre » pour rompre la solitude

Inaugurée, mardi 23 novembre à Paris, par Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, la boutique de solidarité de la Fondation abbé Pierre, située 35, rue Bichat, dans la dixième arrondissement, fait partie des quinze établissements du même genre qui doivent être ouverts dans neuf régions de France avant la fin de l'année. Une convention nationale d'objectifs a été, en effet, signée au ministère de la Fondation, pour un montant d'un million de francs.

Les boutiques de solidarité ravivront, sur de larges créneaux horaires, les gens sans abri et les familles en difficulté.

Elles leur procurent une domiciliation, qui permet de recevoir du courrier et de déposer des affaires personnelles. Elles dispensent aussi des consultations médicales et une aide à la constitution de dossiers administratifs.

Ces établissements sont composés d'un bureau d'accueil, de douches, de toilettes, de locaux abritant un vestiaire, une lingerie (machines à laver et sèche-linge), un rangement pour bagages et un espace « patis déjeuners ». Ils sont conçus pour être des lieux « de parole et d'échange favorisant la rupture de la solitude grâce à un accueil et une écoute personnalisés ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNI-ASSOCIATIONS Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 16 décembre 1993 à 15 heures au 90 Bd Pasteur - 75015 Paris, pour délibérer sur la modification des Statuts. En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le mardi 4 janvier 1994 à 14 h 30, même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le jeudi 16 décembre 1993 à 15 h 30 au 90 Bd Pasteur - 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1992/1993. La distribution d'un dividende est prévue pour le 18 décembre 1993.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle de Crédit Agricole.

SEGESPAR

« Nettoyage » et racket

Si le ministère de l'Intérieur évalue à 30 000 le nombre des sans-abri à Moscou, Médecins sans frontières (MSF) avance le chiffre de 50 000 - soit deux fois plus qu'il y a deux ans. L'organisation humanitaire tente, en attendant souvent à la police, d'apporter les premiers secours aux « BOMJI » (les « sans-domicile-déterminés »). Beaucoup d'entre eux souffrent de tuberculose ou de graves maladies de peau. « Depuis début octobre, le maire de Moscou a pour objectif de retourner aux vieilles mesures de répression communiste pour régler le problème », ont dénoncé les responsables de MSF dans un rapport.

Le 3 novembre, un décret de Boris Eltsine autorise les forces de police à détenir pendant dix jours tous les vagabonds et les clochards pour, officiellement,

les soumettre à un examen médical et les conduire dans des « centres de réhabilitation sociale », qui n'existent pas.

En outre, les mesures contre les Caucasiens de Moscou continuent. Si la répression violente qui s'est abattue durant la période de l'état d'urgence sur les Arméniens, Géorgiens ou Arméniens (entraînant beaucoup de décès) a cessé, elle a fait place à un harcèlement administratif quotidien. Les citoyens des Républiques de l'ex-URSS - avec certaines exceptions - doivent maintenant se faire enregistrer dès leur arrivée à Moscou et payer une taxe quotidienne équivalant à 10 % du salaire mensuel moyen - 7 500 roubles (40 francs). Et les policiers ont obtenu toute latitude pour contrôler, y compris dans les logements privés, les éventuels contrevenants, punis

d'une taxe pouvant atteindre cinquante fois ce salaire moyen.

Si les marchands de fruits et légumes installés sur les marchés peuvent payer cette taxe, qu'ils l'incrustent dans leurs prix de vente, il en va tout différemment de dizaines de milliers de réfugiés totalement démunis. Le sort réservé aux Géorgiens chassés d'Abkhazie est particulièrement scandaleux. Déjà victimes d'un conflit dans lequel les Abkhazes ont été fortement soutenus par les Russes, les voilà aujourd'hui poursuivis par ce « nettoyage » moscovite. Boris Eltsine a annoncé la mise en place prochaine d'un système de visa pour tous les ressortissants de l'ex-URSS voulant se rendre en Russie - mais sans préciser si cela mettrait fin au « racket » opéré actuellement sur ces ressortissants.

J.-A. F.

SOCIÉTÉ

en Europe

de secours

susistance militaire, situé au centre ville et fermé depuis plusieurs années, pour y loger une quarantaine de demandeurs d'asile qui occupent un hangar désaffecté du port autonome de Strasbourg.

Dans l'entourage du maire, on fait valoir que la capacité actuelle d'accueil de la ville (600 lits) pour les SDF est tout juste suffisante et que, dans ces conditions, l'Etat doit également fournir un effort significatif. Ce dossier qui tourne à la polémique entre la municipalité socialiste et la préfecture a pour origine la demande du préfet invitant la mairie à accueillir les réfugiés dans ses sites d'hébergement.

« Squatt officiel » à Rennes

A la préfecture, on indique que les services de police ont dénombré seulement quatre personnes dans les locaux du port et que si le besoin s'en faisait sentir l'établissement militaire serait ouvert. Le préfet du Rhône a rappelé que l'Etat a prévu de financer des

nuits d'hôtel pour les hébergements d'urgence, au cas où les 1 536 places destinées aux sans-abris, se révéleraient insuffisantes.

A Rennes (Ille-et-Vilaine), la préfecture met à la disposition des SDF, un « squat officiel » dans un pavillon pour ceux qui ne veulent pas loger dans un centre.

A Toulon (Var), un bus sillonne la ville, la nuit, pour aller à la rencontre des sans-abris. A Marseille, le maire, Robert Vignaroux, a demandé à la population de « signaler les personnes en situation de détresse », car les structures d'accueil existent (1 200 nuitées au total) pour les SDF.

Enfin, l'union des organisations islamiques de France a donné, lundi après-midi, instruction à tous ses centres, dont les mosquées, d'accueillir et d'héberger les sans-abris. Elle invite ses adhérents à « fournir nourriture et couverture » durant cette période de froid.

C. V.

MÉDECINE

Après la publication du rapport Mattéi

Les chirurgiens défendent la nécessité des prélèvements de tissus sur les cadavres

Les responsables de l'association France-Tissus contestent la proposition contenue dans le rapport Mattéi sur la bioéthique (le Monde) du 18 novembre d'interdire, pour des raisons sanitaires, les prélèvements de tissus sur les cadavres. Ils estiment qu'une telle interdiction serait « catastrophique » et conduirait à multiplier la commercialisation par des sociétés privées de fragments du corps humain.

« A l'heure actuelle, les tissus sont prélevés et conservés dans des congélateurs installés dans les services hospitaliers dans des conditions mal édictées. L'industrie vient s'approprier lorsqu'elle en a besoin à la sortie des blocs opératoires. Il n'existe pas de listes des personnes pour lesquelles une indication de greffe de tissu est posée. Les prélèvements de tissus sur donneurs décédés semblent fréquents, qu'il s'agisse de greffer des patients ou de fournir l'industrie », écrit notamment le professeur Jean-François Mattéi dans le rapport remis au premier

ministre le 16 novembre. Il rappelle « les risques de contamination virale résultant des greffes de tissus prélevés sur des personnes vivantes, comme dans le cas de patients chez qui il faut implanter une prothèse de la tête du fémur ou chez qui de petits fragments doivent être prélevés, aucun problème ne se pose, nous a déclaré le professeur Dominique Poutou (CHU de Marseille), l'un des responsables de l'association France-Tissus.

Dans le cas de donneurs décédés, les tissus sont presque toujours obtenus dans le cas de prélèvements multi-organes. Nous pouvons dès lors disposer de manière indirecte de données sanitaires concernant ce type de matériel.

Des conséquences « catastrophiques » Pour le professeur Poutou, la proposition du professeur Mattéi, si elle devait être traduite dans la loi, aurait des conséquences « catastrophiques », car elle conduirait à l'arrêt définitif en France d'une activité chirurgicale importante. On compte, en France, dix-huit équipes hospitalières réalisant des prélèvements osseux. L'une des

banques les mieux structurées, celle que dirige, à Marseille, le professeur Gérard Cotte, président de France-Tissus, a déjà distribué près de 2 000 têtes fémorales à différentes équipes chirurgicales.

Cette controverse survient alors que le gouvernement a annoncé sa volonté de poursuivre une importante réforme des structures de l'activité des greffes (organes et tissus) visant à renforcer la tutelle des pouvoirs publics dans ce domaine marqué par plusieurs affaires retentissantes (1).

Selon les responsables de France-Tissus, interdire tout prélèvement de tissus sur cadavre conduirait inévitablement à faciliter l'installation en France de sociétés étrangères, américaines notamment, qui tirent profit de la commercialisation de fragments du corps humain.

JEAN-YVES NAU

(1) L'affaire dite « d'Amiens » (le Monde) du 17-18 mai 1992, par exemple, qui concernait le prélèvement dans des circonstances controversées de cellules sur le cadavre d'un adolescent vietnamite de faire l'objet d'un livre, rédigé par le père de la victime : les yeux de Christophe d'Alain Tassinari (Éditions du Rocher, 123 pages, 95 francs).

Les conditions d'accueil dans le plus grand foyer d'urgence de Paris

Une nuit à Nicolas-Flamel

Pourquoi nombre de Sans-domicile fixe rechignent-ils à rejoindre les « casiers de nuit » ? Après avoir partagé la vie des SDF pendant quatre mois, Hubert Prolongeau apporte un début de réponse dans un ouvrage qui vient de paraître (1).

Elle se situe au visage comme une bouffée de mauvais air. Gris, sombre, dissimulé par un mur en briques orné d'un drapau tricolore, la cour de « Nicolas-Flamel » abrite tous les soirs dans un brouhais engouffré plus d'une centaine de SDF. Mises près du perron en un magma bruisant, ils attendent. Il est 17 h 30. Le plus grand foyer d'urgence parisien ouvre ses portes.

A Nicolas-Flamel, on n'existe pas. Si, trois minutes. Le temps de donner ses papiers à l'entrée, dans le petit guichet d'un hall froid. Ensuite, chacun n'est plus que le numéro de son lit, inscrit sur une carte rose ou bleue, et qui, une fois « blousée blanche » (non donnée aux surveillants) en polissant la carte. Scotché aux murs, le règlement intérieur étale sur des papiers jaunis une litane de contraintes. La plus dure : cette obligation d'être rentré tous les soirs à 17 h 30 et de ne jamais passer une nuit dehors sous peine d'expulsion.

En face, l'immense salle du réfectoire ouvre ses portes. « Le 2003, à la douche ». Tous les deux jours, elle est obligatoire. Mais les serviettes ne sont pas prêtées, et il y a plusieurs chaises à attendre près des radiateurs, ou à remettre les habits qu'ils garderont mouillés toute la soirée.

Une odeur fétide

Les autres vont manger. Une longue queue de cheval sur les épaules, l'air de ne pas vouloir se mêler à ses nouveaux pairs, un nouveau inspecte les lieux d'un air inquiet. Chacun prend son plateau, ses couverts (ni couteau, ni fourchette), attaque sa purée-saucisse ou son poulet-petit pois. Un vague brouhais domine la salle, mais beaucoup mangent seuls, vite. Déjà, les premiers qui ont fini se lèvent. Il est 18 h 30. La soirée commence.

« On s'arrête, hein ? ». Frank est à la rue depuis huit mois. A Nicolas-Flamel depuis six. Il est l'un des derniers à quitter le réfectoire. Derrière lui, la blouse blanche ferme la porte. La seule grande pièce du foyer est inutilisable. Alors, ils s'assoient ailleurs. Vite, vite, ceux qui veulent regarder la télé se rapprochent du récepteur, situé au fond d'un vaste couloir. Les autres envahissent l'escalier, se font avec des chaises, près du radiateur, un

endroit où jurer aux cartes. Assis sous un néon, Paul, petit bonhomme silencieux vêtu d'un pull rouge trop grand se lance pour le troisième soir dans la lecture du tome I du Rouge et le Noir.

Dans les dortoirs, certains sont déjà couchés, noyés sous les couvertures pour éviter le lumbago qui ne sera guéri qu'à 20 h 30. Le long d'un immense couloir, des boxes de dix places s'alignent. A l'intérieur, cinq lits superposés, les uns sur les autres, presque les uns contre les autres, deux couvertures grises élimées, un traversin sans tête. Des vitres défilées montent à mesure de cloisons qui n'atteignent pas la plafond. Des douches et des lavabos se dressent par endroits, parfois souillés des vomissements de ceux qui ont trop bu. Au bout du couloir, en face des toilettes, Yazid roule un pétard. Quatre hommes tirent dessus. L'un d'eux chante le « Sahara » de Reggatta. Un autre raconte à un auditoire qui s'en moque ses conquêtes de la journée. Une odeur d'excréments monte des latrines : il n'y a pas de papier toilette, et les morceaux de l'équipe qui l'ont remplacé sont encore collés au mur.

La nuit est dominée par les ronflements. Parfois, une bagarre éclate. Pour rien, un pied écrasé, un mauvais rêve. Quelques insultes, parfois le bruit d'une gifle, et tout s'éteint à nouveau. Une odeur vaguement fétide règne, et se mélange aux restes de fumée.

« Debout tout le monde ». Le néon allumé éclaire dans la tête. Les yeux bleus, ils se regardent, avec l'impression qu'il ne s'est rien passé, que personne n'a dormi, à peine flotté dans un brouillard nauséux. Six heures du matin : il faut qu'à sept heures et demie, tout soit vide. Les hommes se lèvent. Pas un mot, mais des toux. De tous les côtés, raclements de gorge inintermittents, qu'on finit par succéder. « Vos gueules les tubards ». « Faites chier, allez mourir ailleurs ».

Armée d'un bout de fer avec lequel elle tape dans les pieds des lits encore occupés, une blouse blanche passe dans les boxes. Le petit déjeuner est autant un repas qu'un combat pour se réveiller. Dehors, il fait toujours nuit. Des frissons agitent ceux qui sortent, et remorquent vite le col de leurs blousons. Les premières cigarettes rougeolent aux mains. Et ceux qui ne tiennent pas la pette jusqu'au métro pour y dormir encore une heure ou deux s'enfourment dans le petit bistrot, deux cent mètres plus bas.

HUBERT PROLONGEAU

(1) Sans domicile fixe, par Hubert Prolongeau. Éditions Hachette. Collection Plaisir/Intervention, 220 p., 86 F.

Mon Matra et moi, on voit la vie comme ça.



NOUVEAU : « DÉDICACE »
TÉLÉPHONE SANS FIL
PLUS RÉPONDEUR :
LE COUPLE IDÉAL

ENFIN SUR LE MÊME APPAREIL TOUT CE QUE L'ATTENDAIS DU TÉLÉPHONE IDÉAL : LA LIBERTÉ DU SANS FIL ET LA FIDÉLITÉ DU RÉPONDEUR.

DÉDICACE
- PORTÉE 400 m
- HAUT-PARLEUR - 10 MÉMOIRES
- INTERPHONE BASE/COMBINE
- RÉPONDEUR ENREGISTREUR
- FONCTION « ÉCONOMISEUR »

LOOK 100

- PORTÉE 300 m

- ANTENNE SOUPLE

LOOK 200

- PORTÉE 300 m

- 10 MÉMOIRES

LOOK 300

- 10 MÉMOIRES

LOOK 400

- 10 MÉMOIRES

LOOK 500

- 10 MÉMOIRES

LOOK 600

- 10 MÉMOIRES

LOOK 700

- 10 MÉMOIRES

5 SEMAINES
POUR 2 PERSONNES
EN JAMAÏQUE
ET 1000 PLACES DE CINÉMA

A GAGNER

Un billet-jeu à gratter se trouve sur les emballages porteurs de la promotion. Pour être votre billet pour la Jamaïque.

MATRA
COMMUNICATION

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Les « soucis humanitaires » du procureur

La cour d'assises de la Côte-d'Or a poursuivi, lundi 22 novembre, l'examen des multiples expertises du dossier, alors que les avocats de la défense et de la partie civile ont durci leur combat.

DIJON

de notre envoyé spécial
« C'est vrai qu'il le croyait », admet M. Gérard Welzer, qui conçoit très bien que Jean-Marie Villemain ait été convaincu de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat de son fils Grégory. Mais l'avocat ajoute aussitôt : « C'est vrai qu'il se trompait. » Ces deux phrases pourraient constituer à elles seules un schéma de la plaidoirie de ce conseil de la famille Laroche. Cependant, la partie civile n'entend pas, à l'évidence, se limiter à la simple défense de la mémoire de Bernard Laroche. Depuis le début de l'audience, M. Welzer, Paul Prompt, Luc Montville et Thierry Moser semblent considérer que la défense de Bernard Laroche passe nécessairement par la mise en cause de Christine Villemain ; une mise en cause devenue de plus en plus acharnée, et qui ne se borne pas à la discussion des seuls éléments d'une enquête ayant abouti à un non-lieu. La reprise des charges balayées par la chambre d'accu-

tion de la Côte-d'Or suffirait pourtant dans cette bataille d'avocats, où la règle d'un jeu pervers consiste à lancer une accusation contre Christine Villemain aussitôt que la défense de son mari évoque la culpabilité de Bernard Laroche.

Mais la partie civile va plus loin et, aujourd'hui, M. Welzer ramène à l'année 1976 pour assurer que Christine n'aurait pas été fidèle à son fiancé Jean-Marie Villemain. Un coup bas, qui provoque la colère de Christine Villemain : « Depuis 1984, on me cherche un ement ! » Et, se tournant vers son mari : « Depuis que je connais Jean-Marie Villemain, je ne l'ai jamais trompé. » Elle veut prouver. Celui qui est à la barre se glorifie d'avoir bénéficié de ses faveurs n'a qu'à décrire une cicatrice qu'elle est la seule à connaître. D'un geste de la main, le président Olivier Ruysen arrête un débat navrant, que M. Robinet dénonce en criant que la partie civile « ramène la boue ».

D'autres cris lui répondent. L'audience est suspendue après que Jean-Marie Villemain ait lancé : « Ce qui a motivé mon geste, c'est toute cette boue. » Les jurés reviennent au dossier lorsque, dans la salle, résonne le nouveau enregistrement de la voix du corbeau : une voix qui ne cherche pas à se cacher lorsqu'un

enfant lui répond, mais qui prend une voix grave quand sa mère prend le téléphone. Et, comme dans un précédent enregistrement diffusé au début de l'audience, toute la salle a reconnu une voix de femme. Un constat que les experts font aussi en employant des mots techniques, quand ils ne sont pas paralysés par le surréalisme résultant de l'annulation d'une expertise. Le même surréalisme enveloppe les « expertises » faites au tout début de l'enquête.

Un profil psychologique du corbeau

Deux experts, que le juge Jean-Michel Lambert n'avait pas désignés par une ordonnance, ont eu en main la lettre du corbeau revendiquant l'assassinat de Grégory. Au cours d'une réunion tenue le 30 octobre 1984, l'un d'eux, Marie-Jeanne Berrychon-Sedoyne, a été laissée aller à donner un profil psychologique du corbeau : « C'est une écriture du niveau d'un contrefaçon. À l'audience, l'expert raconte : « Le juge Lambert et moi nous étions allés aux enquêtes : montrez-lui l'écriture de Laroche. » C'est annulé, il ne faut pas en parler, mais on en parle quand même. M. Welzer exulte : « Vous avez involontairement mis dans la tête des gens l'idée que c'était Bernard Laroche le corbeau. »

En face de lui, M. Henri-René Garaud a un sourire narquois. Cette expertise, il n'avait pas la possibilité de l'évoquer, mais, puisqu'on en parle, il la range dans la catégorie des éléments qui ont renforcé la conviction de son client. Une conviction qui est l'un des éléments d'une colère que personne n'ignore et surtout pas M. Jean-Jacques Lecomte, procureur de la République à Epinal au moment des faits. Le 6 mars 1985, soit dix-neuf jours avant le mort de Bernard Laroche, ses avocats ont écrit une lettre au magistrat du parquet, où les indigents très précisément les menaces pesant sur leur client. En outre, un article de *Paris-Match* évoquait ces mêmes menaces, mais, selon sa formule, M. Lecomte ne prend ses informations « que dans les services officiels ».

L'ancien procureur, devenu président de chambre à Basse-Terre, pratique volontiers la langue de bois, mais il devient franchement silencieux lorsqu'on lui demande pourquoi il n'a pas fait appel de la mise en liberté de Bernard Laroche. M. Lecomte commence par évoquer sa hiérarchie pour en expliquer longuement le rôle, puis il se ravise : « Le secret professionnel m'interdit de répondre à cette question. » Le président ne dit rien, alors que l'on voit mal

pourquoi les secrets du parquet seraient supérieurs à celui de l'instruction qui disparaît à l'audience. Surtout que, depuis le mois de septembre 1993, le législateur a fait en sorte que désormais toute intervention de la hiérarchie du parquet soit écrite et versée au dossier.

Les avocats reviennent sur la sécurité de Bernard Laroche. Mais M. Lecomte a une interprétation très étroite du code de procédure pénale : « Il n'entre pas dans les attributions du parquet de faire assurer la sécurité préventive des inculpés ; ce serait un excès de pouvoir. » Il n'est pas prévu par les textes que les militaires de la gendarmerie nationale soient gardes du corps. L'avocat général Jacques Kohne n'a pas eu le même regard sur les textes quand, il y a quelques jours, il a chargé des policiers d'assurer la sécurité de Muriel Bolle après que ses avocats eurent révélé qu'elle avait reçu des menaces par téléphone. M. Lecomte n'est pas pour autant resté inactif. Aussitôt après avoir été prévenu par les avocats de Bernard Laroche, il a pensé qu'il s'agissait d'une affaire qui regardait « la police administrative », il précise donc : « A titre humanitaire, j'ai saisi le préfet, avant de répéter : « par souci humanitaire ».

MAURICE PEYROT

SPORTS

Un entretien avec le coprésident du comité d'organisation du Mondial 1998

Michel Platini : « L'absence de la France en Amérique ne remet pas en cause l'organisation de la Coupe du monde de football »

Ancien capitaine et sélectionneur de l'équipe de France de football, Michel Platini, coprésident du comité d'organisation de la Coupe du monde 1998, estime, dans un entretien au *« Monde »*, que la défaite contre la Bulgarie et son élimination, le 17 novembre dernier, ne remettent pas en cause l'organisation de la Coupe du monde en France.

« De toutes les personnalités du football français, vous êtes le seul à n'avoir pas encore commenté l'élimination de l'équipe de France de la Coupe du monde 1994. Pourquoi ce silence ?

— On a beaucoup parlé après le match France-Bulgarie. J'ai jugé qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter mon commentaire. Mais j'ai entendu beaucoup de contre-vérités. Notamment cette histoire de « complot » auquel j'aurais participé pour nuire à Gérard Houllier. Cela n'a jamais existé. Les gens disent ce qu'ils veulent, cela fait partie du football. Mais il y a jamais eu le moindre complot.

« L'image de notre sport se dégrade »

— Pourtant, vous n'aviez pas hésité à évoquer publiquement le départ de Gérard Houllier, si l'équipe devait perdre contre la Bulgarie. Regrettez-vous cette déclaration ?

— Avant France-Bulgarie, je répondais à une question. On m'avait demandé ce qui devrait se passer en cas de défaite de l'équipe de France. J'avais dit que dans ce cas le sélectionneur devrait partir. Je ne le regrette pas ; c'est normal. Je serais parti si j'avais été à sa place. Je n'ai rien contre l'homme qui est derrière le sélectionneur. Gérard Houllier est un type bien. J'ai eu de très bons rapports avec lui pendant quatre ans. Mais le sélectionneur est un homme seul et il a un objectif. S'il n'est pas atteint, si cela ne marche pas, il doit céder sa place. Henri Michel avait été viré pour moins que ça : no match nul à Chypre.

— Comment avez-vous vécu la soirée de mercredi ?

— Mal. Cela fait un mois, depuis la défaite contre Israël, que je le vis très mal en tant que

passionné de football et ancien capitaine de l'équipe de France. Quand on se bat pendant quinze ans dans le monde entier pour défendre les couleurs du football français et que l'on voit perdre l'équipe chez soi contre Israël, on vit forcément mal cet événement. Le match contre la Bulgarie n'est qu'une péripétie finalement. La défaite contre Israël est le plus mauvais résultat de l'histoire du football français.

Il faut savoir que les répercussions d'un tel échec sont énormes. Le football intéresse tout le monde. Même si cela peut choquer certains économistes, on juge au moins autant la France à travers son équipe de foot qu'à travers son rôle dans les négociations du GATT. En Roumanie, en Bulgarie, ils ne connaissent pas les accords du GATT, mais ils savent que la France ne s'est pas qualifiée pour les États-Unis et que, eux, ils y vont.

— Pourquoi vous que cette élimination, après une série d'affaires, va mettre en difficulté l'organisation de la Coupe du monde 1998 ?

— Non. Cela va poser très peu de difficultés en ce qui concerne l'organisation de la Coupe du monde 1998 en elle-même. On a beaucoup d'opérations à lancer, des stades à construire et à réparer et cela s'effectuera par des tâches. La seule difficulté, c'est que l'image de notre sport se dégrade depuis quelques années, avec des affaires qui se succèdent. C'est un problème franco-français. Mais la crédibilité de la Coupe du monde est tout de même un peu tributaire du football français.

— La coupe d'organisation pourra-t-elle éviter les remous qui risquent de secouer les instances du football français ?

— Nous ne sommes pas au cœur du cyclone. La Coupe du monde 1998 est sortie d'une volonté politique, économique, journalistique et footballistique. Les deux coprésidents, Fernand Sastre et moi-même, avons été mis en place pour la France devenue une vitrine pendant quatre ans. Le souhait qui avait conduit à présenter une candidature pour la Coupe du monde 1998, c'est que la France sorte grandie de cette organisation. Nous avons toujours eu l'accord de tous les partenaires politiques, nous l'avons encore. Tout le monde avait intérêt à ce que l'on se qualifie pour les États-Unis,

mais l'absence de l'équipe de France en Amérique, ne remet pas en cause l'organisation de la Coupe du monde. Celle-ci est un projet beaucoup plus vaste, plus fédérateur à tous les niveaux.

« Redevenir sélectionneur ? C'est non »

— Cette élimination va-t-elle changer vos projets personnels ? Restez-vous impliqué dans l'avenir de la Coupe du monde ?

— Complètement. Je ne quitterai pas le comité d'organisation, à moins de commettre une faute grave dans l'exercice de mes fonctions. J'ai lu à droite et à gauche que l'on ferait appel à moi pour telle ou telle circonstance. Mais, mon but, c'est d'organiser la Coupe du monde 1998. Je me sens bien là. Et si vous voulez savoir si j'ai envie de redevenir sélectionneur, c'est non. Il n'en est pas question.

— Participerez-vous aux tables rondes sur le football français organisées par Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération, et Noël Le Graët, président de la LFP, qui vous y a conviés ?

— Je ne sais pas. J'ai participé à la commission Sastre il y a cinq ans. Cela n'a servi à rien. Il faut voir dans quel état d'esprit les présidents Fournet-Fayard et Le Graët ont organisé ces réunions. Il faut qu'il y ait une volonté d'aboutir, sinon cela servirait juste à se donner bonne conscience. Il faut rencontrer des gens — pas forcément dans des tables rondes — mais au moins qu'on sache ce qu'on fait et avec qui on le fait.

— Il faut donc des changements ?

— Je crois qu'on a intérêt à se ressaisir.

— Parallèlement au chantier de la construction de la Coupe du monde va s'ouvrir celui de la reconstruction de l'équipe de France. Est-ce qu'une bonne équipe nationale est importante pour la réussite d'une compétition ?

— Oui. Mais comment savoir déjà quels joueurs évolueront en 1998 ? C'est dans quatre ans. En 1978, j'avais joué ma première Coupe du monde après être arrivé dans l'équipe en 76. On ne m'avait pas prévu en 74, on ne

savait même pas que j'existais. Il est trop tôt pour définir une stratégie footballistique. Il y a le championnat d'Europe en 1996 et puis, certainement, une compétition à respecter au niveau de la sélection. Dans les critères de réussite d'une Coupe du monde, la part de l'équipe nationale est importante. Mais il y a aussi 180 pays, des milliers de téléspectateurs, 10 000 journalistes qui ne s'intéressent pas tous à l'équipe de France.

Notre objectif est donc de montrer au monde entier que la France est un pays accueillant. Le mode de sélection doit être commenté et présenté cette organisation. Comment va être le stade ? Est-ce que ça va être beau ? Est-ce que la population va être chaleureuse ? Est-ce que les journalistes vont pouvoir travailler ? Est-ce qu'il y aura une odeur de football dans toutes les villes de province ? Tant mieux si l'équipe va loin. Notre but n'est pas que l'équipe de France gagne la Coupe du monde. C'est que la France gagne le pari de l'organisation de la Coupe du monde.

« Nous resterons à neuf stades »

— Depuis un an qu'il existe, où en est le comité d'organisation ?

— Nous sommes en période d'organisation. L'équipe de direction d'une douzaine de personnes a été mise en place. Nous avons commencé à fixer les grands objectifs, à définir la politique à suivre pour les quatre ans qui viennent. Les gros chantiers se dessinent maintenant.

Ensuite, il y aura une montée en puissance quand nous commencerons à mettre en place les centres régionaux, le système de marketing. À l'approche de la Coupe du monde, nous serons une équipe de 150 à 250 personnes. Nous ne connaissons pas le chiffre exact, parce que nous attendons les États-Unis. Les liens avaient, quant à eux, fonctionné avec 400 personnes. Pour la première fois une Coupe du monde se déroulera dans une configuration à neuf stades, alors qu'avant, c'était toujours douze. Pour des raisons économiques, pour que l'État ne s'endette pas trop, nous resterons à neuf stades (1).

— Après le Grand Stade, vous semblez avoir des difficultés avec les stades en province. Où en êtes-vous ?

— Pour ces stades, il y a un problème financier. En 1990, la FIFA et le ministère des sports, par la loi Bredin, ont décidé de rendre obligatoires les places assises. Cela crée des charges importantes. Si on était resté dans la configuration des places debout, comme en 1984, il n'y aurait eu aucun problème. Il y aurait eu vingt demandes de villes candidates. Maintenant, nous demandons 40 000 places assises pour les stades de province. Les stades devront s'adapter de toute façon, avec ou sans Coupe du monde à cette loi Bredin : les villes ne l'ont pas toujours bien comprise. Les maires des dix villes candidates ont demandé une entrevue avec le premier ministre pour connaître le montant de leurs subventions. Quand ils le sauront, je pense que cela va aller plus vite. La seule difficulté, d'ordre géographique, c'est que nous n'avons pas de stade dans l'Est de la France, pour des raisons financières.

— Pourquoi ne pas s'en être tenu à ce que demande strictement le cahier des charges de la FIFA, à savoir 30 000 places minimum, alors que certains stades comme Bordeaux n'arriveront pas à 40 000 places ?

— Il fallait le dire en 1988, quand on a déposé le dossier de candidature. Six ou sept pays étaient intéressés par la Coupe du monde. Nous avons gagné avec un dossier à 40 000 places. Nous sommes maintenant tenus de respecter nos engagements. Entre les ministères des sports, du budget et nous, il faut que nous trouvions un consensus pour nous approcher le plus possible des 40 000. Si 2 000 places de plus coûtent trop cher, nous resterons à 38 000. Le Grand Stade régalé, c'est vrai que les stades de province représentent maintenant le morceau le plus difficile.

Propos recueillis par JÉRÔME FENOGLIO

(1) En dehors du cas du Grand stade de Saint-Denis, huit villes de province ont posé leur candidature pour l'accueil de la Coupe du monde 1998 : Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Lens et Nantes.

REPÈRES

ACCIDENT DE L'A 10

Maintien en détention du chauffeur polonais

La chauffeur polonais du dernier camion impliqué dans le carambolage de l'A 10 près de Mirambeau (Charente-Maritime) qui avait fait quinze morts le 10 novembre (*le Monde* du 13 novembre), a été maintenu en détention par le juge d'instruction de Saintes. Ce dernier a rendu sa décision le 22 novembre bien que le conseil général de Poitou ait donné toutes les garanties de représentation. De plus, selon le conseil, le chauffeur mis en examen pour homicides, blessures involontaires et défaut de maîtrise ne peut être mis en cause : son camion lourdement chargé et très faiblement motorisé était incapable de rouler vite en haut de la côte où il a percuté le quarante-neuf de voitures accidentées.

SANG CONTAMINÉ

Une enquête publique est ouverte au Canada

Une enquête publique sur la distribution, dans les années 80 au Canada, de produits sanguins contaminés par le virus du sida, a été ouverte lundi 22 novembre à Ottawa (Ontario). Cette enquête, décidée par l'ancien ministre canadien de la santé Mary Collins, devrait permettre de rendre plus efficace et sécuritaire le système canadien de distribution des produits sanguins. L'utilisation de produits sanguins non chauffés, entre 1981 et 1985, a entraîné la contamination par le virus du sida, à la suite de transfusions sanguines, de plus d'un million de Canadiens, dont huit cents hépatites, un quart d'entre eux étant décédés depuis. D'autre part, le Croix-Rouge canadienne a annoncé le même jour le rappel d'un produit sanguin fabriqué à partir de plasma fourni par la firme US Plasma impliqué dans le scandale du sang contaminé en Allemagne. — (AFP, Reuters)

MANIFESTATION

Cent cinquante-deux kurdes interpellés à Paris

Cent cinquante-deux manifestants kurdes ont été interpellés, lundi 22 novembre, à Paris, pour « vérification d'identité », alors qu'ils se regroupaient pour une manifestation interdite par la préfecture de police. Une dizaine d'entre eux se trouvaient en situation irrégulière. L'appel à manifester place de la République et dans le quartier de la porte Saint-Denis avait été lancé par la Fédération des associations kurdes (Yek-Kom) afin de protester contre la récente vague d'interpellations dans les milieux proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les personnes interpellées ont été relâchées dans la journée à l'exception d'un homme placé en garde à vue à la suite d'une échauffourée avec des policiers. Dans un communiqué diffusé lundi, le ministère de l'intérieur a rappelé qu'il n'y avait eu ni « excès de répression » ni « excès de répression » de la part des forces de l'ordre.

FISC

Le redressement d'impôts de M. Heidari annulé en appel

La première chambre de la cour administrative d'appel de Lyon a annulé par un arrêt du 20 septembre le redressement fiscal d'un montant de 432 559 210 F imposé à l'homme d'affaires iranien Hamad Heidari (*le Monde* du 28 septembre 1993). Le fisc réclamait à M. Heidari un supplément d'imposition portant sur des revenus non déclarés entre 1981 et 1984 (une commission sur une vente de matériel militaire, pour laquelle il est intervenu en tant qu'intermédiaire et des placements de capitaux mobiliers). Alors que le tribunal administratif avait rejeté, le 27 septembre 1991, la requête en annulation de M. Heidari, la cour d'appel est revenue sur la procédure utilisée. Elle a estimé qu'il y avait eu « erreur de procédure » et a annulé l'administration fiscale « ne donne aucune indication devant le juge de l'impôt sur la nature et le sérieux des soupçons d'infraction à cette législation qui aurait dû nécessairement pour légitimer une intervention administrative au domicile du contribuable et se borne à justifier la mise en œuvre de la procédure par les infractions qui ont été ultérieurement relevées ». — (Corresp.)

ILE-DE-FRANCE

Séance sociale au Conseil de Paris

Le conseiller municipal Edouard Balladur félicite le maire Jacques Chirac

ESSONNE

Un cœur pour Grigny Nouvelle étape pour la cité-dortoir qui veut réparer les erreurs du passé

Avec le grand projet urbain qu'elle vient de présenter, la commune de Grigny, dans l'Essonne, va obtenir «réparation», selon la formule de son maire, Claude Vazquez (PC), d'une erreur commise par les urbanistes et les aménageurs à l'époque où il fallait rapidement faire face à l'accroissement de la population de l'Île-de-France.

Son projet, débattu avec la population depuis 1991, a été retenu parmi les onze grands projets urbains arrêtés au plan national par le conseil interministériel sur la ville du 29 juillet dernier. «C'est une nouvelle étape qui doit nous permettre de reconstruire la ville, mais surtout d'apporter une solution à nos revendications pour le traitement de la vie sociale des Grignols», explique Claude Vazquez.

Grigny est devenue l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire : trois villes en une, des quartiers fermés sur eux-mêmes, une forte population mais peu d'emplois, une cité-dortoir avec des besoins en équipements auxquels ne peut pas faire face une municipalité ne disposant que de faibles ressources fiscales.

C'est au début des années 70 que le sort de la commune a basculé. Grigny n'est alors qu'un gros bourg de 3 000 habitants. En six ans, deux opérations immobilières de grande ampleur vont porter sa population à 26 000 habitants. Le béton se répand sans plan d'ensemble. Près de la partie ancienne du village, les tours de Grigny II - la plus importante copropriété de France avec 5 000 logements - font face à la Seine et dominent les plans d'eau réalisés sur d'anciennes carrières. Quelques centaines de mètres à l'ouest, de l'autre côté de l'autoroute du soleil, se dressent les petits immeubles situés

soléaux du quartier d'habitat social de la Grande Borne.

La réorganisation urbaine s'appuie sur la réalisation d'un vrai cœur de ville s'étendant de part et d'autre de l'autoroute. Ce ne sera pas un quartier de plus, mais le chaînon manquant pour assurer la liaison entre la Grande Borne et les autres bourgs de l'agglomération. Ce nouveau centre ville comprendra peu d'habitations (800 logements diversifiés), mais devra, en revanche, concentrer 200 000 m² d'activités ainsi que 30 000 m² de surface commerciale, dont un hypermarché en bordure de l'autoroute. Il sera agrémenté de vastes espaces verts et bénéficiera d'équipements, dont une gare située sur la future rocade reliant les villes nouvelles entre elles.

Pour réaliser ce programme, la commune a la chance de disposer de 60 hectares de terrain libre (agricoles pour la plupart). C'est l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP) qui sera l'aménageur et devra assurer l'équilibre financier de l'opération. Mais l'Etat lèvera le principal obstacle financier en apportant 50 millions de francs pour le partage foncier. L'Etat est également engagé à apporter 4,4 millions de francs de subvention pour la rénovation des trois établissements scolaires ainsi qu'à investir 60 des 110 millions de francs nécessaires à la construction d'un nouvel échangeur avec l'A6, indispensable pour la valorisation des activités économiques.

Dans les mois à venir, la commune devrait, par ailleurs, passer un contrat de ville regroupant les actions d'accompagnement social et économique pour les cinq prochaines années.

PATRICK DESAVIE

La séance du lundi 22 novembre du Conseil de Paris a été placée sous le signe des préoccupations sociales. Après avoir rappelé les efforts déployés par les personnels municipaux pour aider les sans-abri, Jacques Chirac a annoncé une opération de construction de 800 logements sociaux dans le dix-neuvième arrondissement.

Un premier ministre félicitant le maire de la ville, dont il est lui-même conseiller municipal, c'est le spectacle auquel ont assisté, lundi 22 novembre, les conseillers de Paris réunis pour leur séance mensuelle. Comme à l'accoutumée, Edouard Balladur était à son pupitre dès l'ouverture pour écouter Jacques Chirac exposer comment la capitale cette année «entend relever le défi de l'hiver».

Le maire a rappelé notamment que le nombre des lits mis à la disposition de ceux qui vivent dans la rue dépassera six mille (le Monde du 20 novembre). Il a précisé qu'en attendant la mise en place du SAMU social, le 15 décembre, les patrouilles automobiles des gardes des parcs et jardins proposeraient aux sans-abri en grande détresse de les conduire vers une «veille d'accueil», vers l'indivision de la Maison de Nuit ou dans un service d'urgence hospitalier.

A peine Jacques Chirac avait-il terminé qu'Edouard Balladur demandait à prendre la parole, ce qu'il n'avait jamais fait depuis qu'il est à Mairie. Il a évoqué l'effort de l'Etat (100 millions de francs pour créer 10 000 places supplémentaires en Île-de-France) et l'adoption du plan préca-

pauté. Puis il a rendu un hommage appuyé aux policiers, fonctionnaires de la ville et agents de la RATP qui participent à la campagne d'aide aux exclus.

Pour les associations, il s'est inquiété de savoir si la loi de 1901 leur donnait vraiment les moyens juridiques, financiers et fiscaux de se développer. Dans le cas contraire, la législation serait remise à l'étude. En conclusion, il a noté un satisfait à la Ville de Paris pour le travail de mobilisation et de coordination des énergies qu'elle accomplit. «Puis, à pas mesurés et serrant au passage quelques mains, il a gagné la sortie sous les applaudissements de la majorité municipale».

Consensus total

Mis d'excellente humeur par le coup de chapeau du premier ministre, le maire a alors écouté avec attention les remarques et propositions émises par l'opposition. «Toutes les idées doivent être étudiées, a-t-il dit, dans un esprit d'ouverture totale». Chacun a pu ainsi, dans la sérénité, écouter tel ou tel détail au programme d'aide aux sans-abri. Au nom du groupe socialiste, M^{me} Gisèle Stievenard a plaidé pour les avertisseurs que des architectes proposent d'installer dans les rues de la capitale (le Monde du 20 novembre).

Gisèle Moreau, pour les communistes, a demandé que la Ville crée une allocation spéciale pour les RMistes, comme elle l'a déjà fait pour les personnes âgées et handicapées ces dernières années. Sur les terrains de l'ancien hôpital Claude-Bernard, qui

appartiennent à la Ville, celle-ci ambitionne d'édifier un ensemble de six cents appartements. Ils bénéficieront de prêts locatifs aidés (PLA) pour la moitié d'entre eux, le reste étant constitué de logements dits intermédiaires.

Le chantier de la porte d'Aubervilliers (dix-neuvième), entre les boulevards des Maréchaux et le périphérique, devrait démarrer en 1994 et s'achever vers le milieu de l'année 1996. Des commerces, des équipements publics, des espaces verts desservis par une voirie nouvelle devraient transformer une friche urbaine, assez désolante, en un vrai quartier parisien.

En faisant approuver le principe de ce projet, Jacques Chirac entend signifier que la relance de la politique du logement, qu'il a annoncée voici quelques mois (le Monde du 26 juin), se concrétise sur le terrain. Il montre aussi que les longues négociations menées avec l'Etat pour obtenir la libération de terrains dans la capitale peuvent aboutir. Hervé de Charette (UDF-PR), ministre du logement, avait en effet choisi ce lundi 22 novembre pour annoncer que «21 hectares de terrains publics, appartenant à l'Etat, à la SNCF ou à la RATP, seront libérés sur sept sites pour la construction prochaine de logements sociaux».

Malheureusement, ces textes n'ont pas encore reçu leurs décrets d'application. La ville de Paris prend les devants. Désormais, elle n'accordera ses aides aux organismes HLM et Sociétés d'économie mixte que si leurs projets sont conformes à la législation. Les promoteurs privés ne se feront accorder des permis de construire que s'ils s'engagent par écrit à respecter les normes d'accessibilité. Une commission mixte - fonctionnaires, professionnels du bâtiment, représentants d'associations - examinera les dossiers litigieux et donnera un avis que la Ville promet de suivre.

Comme, décidément, cette séance du Conseil de Paris était placée sous le signe des préoccupations sociales, on y a évoqué encore la plus importante opération de construction de logements sociaux lancée dans la capitale au cours de ces dernières années. Sur les terrains de l'ancien hôpital Claude-Bernard, qui

MARC AMBROISE-RENDU

RECTIFICATIF : Théâtre de Versailles. - C'est par erreur que nous avons attribué, dans le Monde du 23 novembre, le nom de la Grande Mademoiselle au Théâtre rénové de Versailles. Il s'agit du «Théâtre Montanier» et non du «Théâtre Mnémosyne de Versailles».

REPÈRES

COMMERCE

Mobilisation à Epinay-sur-Seine

Face aux difficultés que rencontrent des artisans et commerçants d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), différents partenaires se sont mobilisés. L'agence de développement économique Epinay Dynamiques vient de signer avec la ville, l'Association des artisans et commerçants, la chambre de commerce et d'industrie de Paris-Seine-Saint-Denis et la chambre des métiers un protocole d'accord. Pour mener à bien les missions qu'ils se sont définies : réalisation d'un schéma directeur à vocation artisanale et commerciale, restructuration des centres commerciaux, des marchés non sédentaires, et appui individuel aux commerçants et artisans. Epinay Dynamiques et ses partenaires attendent beaucoup d'une subvention du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités artisanales et commerciales (FISAC).

ENVIRONNEMENT

Un parc du Val-de-Marne primé

La direction des espaces verts du département du Val-de-Marne et l'agence Ilex ont reçu le Trophée du paysage pour la première tranche des travaux du parc de la Plage bleue, à Valenton, au sud du département du Val-de-Marne. Créé en 1990, ce prix est attribué à une réalisation conçue par un paysagiste au début de carrière. Commencée en 1989, la première tranche des travaux du parc a été achevée en 1991. Elle s'étend sur 13 hectares dont plus d'un hectare de plan d'eau, souvenir d'une ancienne carrière. Elle comprend entre autres un mail planté d'arbres, et un espace sauvage, protégé du public sort d'escalade aux oiseaux migrateurs. Cette première tranche a coûté 35 millions de francs. La deuxième tranche, en cours, sera achevée en 1996. Elle concerne près de 18 hectares, dont plus de 6 hectares de plan d'eau.

FINANCES

Le conseil général du Val-d'Oise inquiet

Le conseil général du Val-d'Oise, présidé par Jean-Philippe Lachenaud (UDF), a adopté à l'unanimité une motion d'opposition contre le projet de budget pour 1994 présenté par le gouvernement.

La diminution de la dotation de l'Etat aux départements

entraînerait pour le Val-d'Oise une perte de recettes de l'ordre de 15 millions de francs qui risque d'entraîner une hausse des impôts locaux.

La motion refuse notamment «la réduction des compensations fiscales versées au titre des allègements de la taxe professionnelle» et la baisse prévue en 1996 «du taux de remboursement de la TVA sur les investissements effectués par les départements».

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir de mercredi 24 novembre.

ALADDIN. Film américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Jean-Henry D'Amboise, 1^{er} (36-65-70-63) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-65-75-55) ; UGC Normandie, 9^e (36-65-70-82) ; Gaumont Kinoparade, 15^e (43-06-50-60) ; 36-65-75-55 ; v.f. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; Rex Grand Rex, 2^e (42-36-53-53) ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-84-84) ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-65-75-55) ; UGC Normandie, 9^e (45-63-16-16) ; 36-65-70-82) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; 39-95-70-84) ; UGC Gobelins, 13^e (45-81-94-86) ; 36-65-70-45) ; Gaumont Alsace, 14^e (36-65-75-55) ; Miramar, 14^e (36-65-70-39) ; Gaumont Kinoparade, 15^e (43-06-50-60) ; 36-65-75-55) ; UGC Convention, 15^e (45-74-83-40) ; 36-65-70-47) ; Pathé Wexler, 18^e (36-65-20-22) ; La Gamba, 20^e (46-30-10-98) ; 36-65-71-44).

CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES. Film canadien de Mark Achbar, Peter Wintonick, Francis Miquet et Katherine Assaf, v.o. : L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).

FAUT-IL AIMER MATHILDE ? Film franco-belge d'Edwin Bailly : Gaumont Opéra, 2^e (36-65-75-55) ; Cîné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 6^e (44-07-20-48) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; 36-65-70-74) ; Les Montparnasse, 14^e (36-65-70-42).

FERDYDURKE. Film franco-britannique de Jerzy Skolimowski, v.o. : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-28) ; 36-65-70-87) ; Action

Christine, 6^e (43-28-11-30) ; 36-65-70-82) ; Gaumont Ambassade, 9^e (43-68-19-08) ; 36-65-75-75).

LE FILS DU REQUIN. Film franco-belge-luxembourgeois d'Agnès Merlet : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-65-75-55) ; Gaumont Opéra, 2^e (36-65-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9^e (43-68-19-08) ; 36-65-75-75) ; Gaumont Gobelins, 13^e (36-65-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-65-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79).

GRAND BONHEUR. Film français d'Hervé Le Roux : Europe Panthéon (ex-Réflex Panthéon), 5^e (43-54-15-04).

GUELWAAR. Film sénégalais-français d'Ousmane Sembène : Elysées Lincoln, 8^e (43-58-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

L'HONNEUR DE LA TRIBU. Film franco-algérien de Mahmoud Zemmouri : Epée de Bois, 6^e (43-37-57-47) ; Le Balzac, 8^e (45-81-10-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wexler II, 18^e (36-65-20-22).

MAUVAIS GARÇON. Film français de Jacques Brel : Cîné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Gaumont Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Gaumont Opéra France, 9^e (36-65-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13^e (36-65-75-55) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14^e (36-65-75-55) ; Gaumont Convention, 15^e (36-65-75-55) ; Pathé Clichy, 18^e (36-65-20-22).

LA PRÉDICTION. Film franco-russe d'Edgar Reznorov, v.o. : Relais Médias, 14^e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-58-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

TRAHIS. Film français de Radu Munteanu : Larine, 4^e (42-78-47-88) ; Gaumont Beaubourg, 3^e (42-78-47-88) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-58-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Big Deal

Annonceurs, publicitaires,
n'attendez pas le 25 décembre
pour mettre le paquet.

En deux mots, vous pouvez obtenir
8200 panneaux d'affichage pendant 7 jours,
entre le 1/12/93 et le 28/02/94, et toucher 30 millions
de Français pour 4,5 MF brut.
40.82.82.82.

مكتبة الشامل

Un entretien avec un expert de la prévention des catastrophes naturelles

Philippe Masure : « Nos sociétés sont de plus en plus vulnérables »

Chargé des risques naturels au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), Philippe Masure est membre du comité scientifique et technique des Nations unies pour la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (DIPCN). Il est aussi vice-président du comité français pour cette initiative décidée le 22 décembre 1989 par l'Assemblée générale de l'ONU. A ces divers titres, il participe aux nombreuses études et analyses comparatives sur ce sujet. Au long d'un entretien, il nous livre son diagnostic.

« Inondations à répétition en France après une longue période de sécheresse, ainsi qu'aux États-Unis, en Chine, au Bangladesh, tremblement de terre en Inde... 1993 semble avoir été une année particulièrement noire en matière de catastrophes naturelles... »

« Une année noire ? Souvenez-vous des années précédentes : cyclones tropicaux et inondations répétées au Bangladesh avec plusieurs centaines de milliers de victimes en 1991, tremblements de terre en Iran, en Californie, en Turquie, inondations désastreuses en Chine, éruption du volcan Pinatubo aux Philippines, nouvelles vagues de sécheresse et de famine en Afrique de l'Est... »

« Relativement moins exposé, notre pays n'est pas totalement à l'abri. Il y a eu, en 1993, des débordements de l'Ouvèze ont fait trente-quatre morts et plusieurs milliards de francs de dommages. Début 1990, 1 601 communes ont été sinistrées et les dommages ont atteint 9 milliards de francs lors des tempêtes du Nord et de l'Ouest. Le cyclone « Hugo » a dévasté la Guadeloupe en 1989. »

« Non, 1993 n'est pas une année particulière. Et les phénomènes climatiques qui ont été à l'origine des récentes catastrophes dans le sud-est de la France et en Corse font partie des variations cycliques que toute analyse de risques devrait intégrer dans des scénarios visant à prévoir des situations auxquelles les collectivités doivent se préparer. »

« Les dégâts sont souvent impressionnants. Quelle est l'évolution de l'impact de ces catastrophes naturelles ? »

« Les statistiques mondiales révèlent une tendance lourde très préoccupante. Le nombre de personnes affectées par les catastrophes s'est accru de 6 % par an au cours des trente dernières années : plus du triple du taux de croissance démographique ! Selon la compagnie d'assurances internationale Munich R&G, les pertes économiques dues aux catastrophes naturelles ont triplé des années 60 aux années 80. »

Des blocages au niveau local

« Depuis que la loi d'indemnisation des catastrophes naturelles (1982) est appliquée en France, on constate la même évolution. Si aucune action d'envergure n'est lancée, les dégâts aux biens des particuliers pourraient doubler en moyenne annuelle et dépasser les 10 milliards de francs d'ici à l'an 2000 dans notre pays. Et ces évaluations ne couvrent ni les dommages matériels supportés par le secteur public ou les coûts indirects liés à la diminution des capacités de production, aux pertes d'emplois et de revenus, à la désorganisation des services, à l'alourdissement de la dette publique... »



A Roaix, le pont arraché (25 septembre 1992)

« A quoi peut-on attribuer cette augmentation de la vulnérabilité ? »

« A deux facteurs intimement liés : la dégradation de l'environnement et la concentration urbaine incontrôlée, souvent exacerbée par la pression démographique et par les déficiences politiques et institutionnelles. Le véritable responsable, c'est l'homme. »

« La fréquence du débordement favorise les inondations, l'accélération de l'érosion et la disparition des terres agricoles, l'invasivité des réservoirs, la désertification. Le dépeuplement rural entraîne des effets comparables dus à l'abandon des ouvrages de drainage, de régulation hydraulique, ou d'aménagement des pentes qui favorisent les versants instables depuis des siècles. »

« L'abandon des campagnes s'accompagne d'une expansion urbaine considérable, en particulier dans le tiers-monde où les grandes villes doublent tous les dix ou quinze ans. En l'an 2000, la moitié de la population mondiale sera concentrée sur quelques pourcent de la surface des terres émergées de la planète, dans des sites qui font peu de cas de la fragilité et de l'instabilité de l'environnement physique. »

« Evidemment, ce phénomène est plus progressif et donc maîtrisable en France. Mais, si l'on note chez nous un net ralentissement de la croissance des grands centres, la population des villes de deuxième et troisième rang augmente beaucoup plus vite au voisinage des grandes métropoles. Ces nébuleuses urbaines s'organisent selon des axes privilégiés, dans des espaces ouverts où les réalités du milieu physique, et notamment ses limites écologiques, sont rarement prises en compte. Ignorance ? Négligence collective ? A 80 %, les permis de construire délivrés en zone inondable l'auraient été au cours de ces quarante dernières années. »

« La loi française ne prévoit-elle pas l'évaluation des risques pour les schémas d'aménagement ? »

« La loi du 13 juillet 1982 sur l'indemnisation des catastrophes naturelles a aussi un objectif de prévention. Elle prévoit l'établissement de plans d'exposition aux risques naturels prévisibles (PER) au niveau communal. Ces PER comprennent, en particulier, la délimitation des zones exposées, ainsi que des recommandations en matière d'occupation des sols »

et de techniques de prévention à mettre en œuvre. Une fois approuvés, ils sont opposables aux tiers. »

« Selon les estimations faites en 1983, dix mille communes environ sont concernées. Quatre mille d'entre elles devaient faire l'objet d'un PER au cours des dix premières années. En septembre 1993, 708 PER seulement avaient été présentés, dont 376 rendus publics et 282 approuvés. Le bilan est proprement catastrophique ! »

« Certes, cette procédure dirigée par l'Etat, avec le relais des préfets et l'implication directe des communes concernées, s'est révélée plus lourde que prévu. Agissant directement sur le foncier, les PER heurtent, en outre, de front de nombreux intérêts locaux. Mais le principal facteur de blocage a été l'insuffisance des financements destinés à l'étude et »

à la cartographie des risques. Pourtant, moins de 2 % prélevés sur les 4 milliards de primes d'assurances perçues chaque année au titre de la loi de 1982 suffiraient à résoudre le problème. »

« Pourtant, la France est souvent citée en exemple pour son approche de la gestion des risques naturels... »

« A l'instar des autres pays, la France a longtemps privilégié les mesures de protection à court terme, et notamment l'organisation des secours, confiés à la direction de la sécurité civile. Le mérite de notre pays est d'avoir affiché, il y a une dizaine d'années, sa volonté d'évaluation et de prévention, en créant notamment la délégation aux risques majeurs. »

« Pourtant, notre système présente des lacunes importantes. Les textes réglementaires restent très discrets sur l'établissement de scénarios de crise, la surveillance, l'alerte, et »

les plans communaux d'urgence. Mais le problème majeur est celui de l'application de la réglementation. Aux difficultés que connaît l'Etat avec les PER, il faut ajouter celles des maires à qui on ne donne pas toujours les moyens d'assurer leurs responsabilités. Pourquoi, par exemple, ne pas avoir attribué un rôle d'appui aux régions et aux départements ? »

« Quelles sont vos propositions ? »

« Il faut, bien sûr, combler toutes ces lacunes. Mais, au-delà, le temps est venu de recomposer et d'intégrer dans un cadre cohérent les multiples réflexions qui se sont développées au cours des vingt dernières années autour des concepts d'environnement et de développement. Pour cela, quatre règles fondamentales doivent nous guider. Le ministre de l'environnement s'est sienné les deux premières : penser globalement, agir localement. Le comité scientifique et technique de la DIPCN en ajoute deux autres : casser les cloisonnements, responsabiliser toutes les composantes de la société. »

« Penser globalement, c'est l'objet de la réflexion lancée par le gouvernement sur l'aménagement du territoire. Cela exige une double approche, socio-économique et environnementale. Menée au travers des PER, plans municipaux et départementaux d'environnement, schémas d'aménagement et de gestion des eaux, cette approche a été, jusqu'à présent, partielle ou sectorielle. »

« Agir localement, c'est aider les communes à s'organiser pour une véritable gestion des risques, avec la participation de la population et des principaux services concernés. Les analyses de risques, l'évaluation et la cartographie systématique des aléas, le développement des réseaux de surveillance et d'alerte devraient être confiés à un service public régionalisé, véritable support d'une connaissance collective et durable nécessaire aux prises de décision. »

« Cela n'exige-t-il pas une interdisciplinarité plus poussée »

que celle qui existe actuellement ? »

« Il est indispensable, effectivement, de casser les cloisonnements. D'abord au niveau scientifique, où la spécialisation de plus en plus étroite éloigne la science d'une demande sociale diverse, souvent mal formulée. Seule une approche pluridisciplinaire des problèmes, fondée sur une intégration des sciences de la nature, des sciences de l'ingénieur et des sciences humaines, permettra d'obtenir des réponses non réductrices aux problèmes de la prévention et, plus globalement, du développement. La science doit sortir de son enfermement. Les solutions sont multiples : créer un institut de prévention des risques, favoriser des groupements interdisciplinaires de recherche appliquée dans le cadre de grands programmes... »

« Le problème est le même au plan opérationnel et exige le rapprochement des organismes et des techniques concernés. Une meilleure intégration des moyens et des connaissances météorologiques, hydrologiques et géomorphologiques permettrait, par exemple, de mieux évaluer les risques de crues et de les gérer plus efficacement. »

« Il faut, enfin, mobiliser et responsabiliser tous les acteurs de la vie sociale. C'est la condition de réussite de toute stratégie de prévention. Pour cela, une véritable politique d'information sur les aléas naturels, les moyens de les prévenir et sur les comportements à adopter en période de crise est nécessaire. La solution pourrait passer par un service spécialisé rassemblant scientifiques, techniciens et professionnels de la communication. »

Il serait également souhaitable que l'éducation nationale intègre dans ses programmes les enseignements de base à une meilleure connaissance des risques et de la manière de les gérer. »

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

« Plutôt mourir noyés que partir »

Le gigantesque barrage en construction sur la rivière Narmada, en Inde, ne sera peut-être pas achevé tant les oppositions sont fortes

MANIBELLI
(Etat du Maharashtra)
de notre envoyé spécial

« **PLUTÔT mourir noyés que partir !** » Les quelques centaines de villageois de Manibelli ne sont plus qu'une poignée, mais une poignée d'irréductibles. Le jour où la rivière Narmada recouvrira leurs maisons, leurs champs, leur passé et jusqu'au souvenir de leurs vies, ils ne décamperont pas. A aucun prix. »

Qu'importe la police, le gouvernement et les autorités indiennes. Et qu'importe le barrage Sardar-Sarovar dont on devine, à quelques centaines de mètres en aval, les superstructures. Pourtant, la certitude est là : sous la pression du barrage, un jour, dans quelques mois, l'année prochaine, les eaux gonflées de la Narmada finiront par inonder champs et villages. »

Manibelli sera la première victime. Mais pas la dernière. Deux cent quarante-cinq villages seront engloutis, environ deux cent mille paysans déplacés et un million d'autres personnes affectées de près ou de loin. C'est en tout cas ce qu'affirment les adversaires de ce projet pharaonique porté sur les fonds baptismaux par le pandit Nehru dans les années 50. »

Le gigantesque « Sardar Sarovar » dont la construction a commencé il y a six ans et demi - n'est en effet que l'un des nombreux ouvrages prévus sur la rivière Narmada, un fleuve de 1 300 kilomètres qui coule d'est en ouest, depuis le cœur de l'Inde centrale jusqu'à la mer d'Arabie. Le projet prévoit la construction de 30 grands barrages, de 135 de taille moyenne et de 3 000 plus petits. Coût de l'opération : au moins 26 milliards de francs. But de la manœuvre : l'irrigation des zones arides de l'Etat du Gujarat et l'approvisionnement en électricité des Etats voisins du Madhya-Pradesh et du Maharashtra. »

Manibelli est encore sous le choc des inondations provoquées par la »

dernière mousson et par le barrage, dont le mur s'élève chaque jour un peu plus haut, provoquant une lente mais sûre montée des eaux. En juillet dernier, lors d'une descente « musclée » de la police locale, les forces de l'ordre ont « invité » les récalcitrants à quitter les lieux durant l'inondation. Aujourd'hui, les eaux ont baissé et seul le clocher du temple à moitié submergé affleure à la surface de la Narmada rappelle encore la crue de l'été. Au loin, « chez l'ennemi », un halo de lumière blafarde signale la proximité du barrage Sardar-Sarovar (le « barrage du chef »), nom donné en souvenir de Sardar Patel, le premier des ministres de l'intérieur de l'Inde indépendante. »

« Je suis venu de chez moi pour vivre à Manibelli car ce village est un symbole. » Baba Gangaram, soixante-dix ans, turban immaculé, courte barbe grise sur un visage de vieux fakir, est l'un de ces activistes qui se sont dressés contre l'indéfectible : « Ce sont nos maisons, nos terres, notre culture que le barrage emportera », tranche-t-il. »

La résistance s'est organisée

Comme bien d'autres hameaux en bordure de la Narmada, Manibelli est un village très étendu aux maisons de bambou et de bois, dispersées dans la forêt ou accolées à flanc de collines, en surplomb de eaux boueuses de la rivière. Ici vivent les Adivasis, autochtones de l'Inde préaryenne que la terminologie officielle désigne sous le nom de « populations tribales ». Ce sont eux qui feront en majorité les frais du projet Sardar-Sarovar. »

Sous la houlette d'une éminente sociologue de Bombay, Medha Patkar, la résistance s'est organisée depuis plusieurs années : le Narmada Bachao Andolan (NBA, Mouvement pour sauver la Narmada) est devenue l'organisation écologique indienne la plus médiatisée, et la charmante M^{me} Patkar a fait plus d'une fois la « une » de la presse »

indienne, menaçant, pour donner l'exemple, d'être la première personne à se laisser noyer. Selon la bonne vieille tradition gandhienne, elle a fait, l'été dernier, une grève de la faim de plusieurs jours. Sa détermination a payé puisque les autorités indiennes ont accepté de créer un comité pour « réviser » le projet. D'autres écologistes indiens, tel Ashish Kotari redoutent que le Sardar-Sarovar n'ait pour résultat « la fragmentation du Gujarat en des zones de prospérité pour les plus riches et d'appauvrissement encore un peu plus grand pour les autres régions de l'Etat. »

Deux philosophies s'affrontent

Tel c'est évidemment pas l'opinion des défenseurs du projet. M. Raja Gopal, responsable de la « réhabilitation des personnes déplacées », affirme : « Non seulement nous avons déjà les moyens de réinstaller les 4 300 personnes qui devront quitter le Gujarat, mais les Adivasis déplacés au Gujarat verront leurs conditions de vie améliorées. » Et d'ajouter : « Pour eux, c'est un véritable progrès ; le seul problème, c'est qu'ils ne s'en rendent pas compte... »

Les activistes du Mouvement pour sauver la Narmada ne sont cependant pas les seuls à s'être inquiétés de la faisabilité et des conséquences écologiques, économiques et sociales du projet Sardar-Sarovar : la Banque mondiale était jusqu'à cette année partie prenante et avait débouché un prêt de 450 millions de dollars. Réalisant que la construction des barrages se heurtait à une hostilité croissante en Inde - et dans le monde - la Banque a mandaté en 1992 une commission indépendante pour établir un rapport impartial. »

Les responsables de ce rapport - dit rapport Morse - s'y allèrent pas par quatre chemins. « Il serait plus sage que la Banque mondiale prenne du recul vis-à-vis du projet et le considère à nouveau (...). Nous pensons »

en effet que le projet Sardar-Sarovar comporte des vices de forme, écritent-ils dans leur recommandation. La réinstallation et la réinsertion des personnes déplacées sont impossibles dans les circonstances actuelles. Les impacts sur l'environnement n'ont pas fait l'objet d'études approfondies et appropriées. »

Résultat, la Banque mondiale a fini par poser de telles conditions au maintien de son aide que le gouvernement de New-Delhi n'a eu d'autre choix que de refuser le dernier décaissement du prêt. La « dignité » de l'Inde était en jeu ! Mais en décidant de se passer de la dernière tranche de 170 millions de dollars, New-Delhi s'est mis dans une position délicate : où trouver le reste de l'argent pour financer cette série de barrages que certains - les adversaires du Sardar-Sarovar - estiment pouvoir, in fine, approcher les 50 milliards de francs ?... »

Au-delà de la controverse entre partisans et adversaires du projet se sont deux philosophies qui s'affrontent. L'une est d'inspiration « néhruvienne » : elle croit qu'usines et barrages seront les « temples de l'Inde moderne », comme aimait à le rappeler Jawaharlal Nehru. Quitte, au nom du progrès, à sacrifier certains impératifs « culturels » et écologiques sur l'autel de la modernité. »

L'autre est gandhienne. Elle prêche un développement plus « intégré », plus respectueux des cultures locales et de l'environnement. « Nous refusons de subir les conséquences de l'impérialisme international en matière de développement », soulignent ainsi Medha Patkar, en se félicitant du retrait de la Banque mondiale. « Nous sommes allés protester à Bombay et à New-Delhi, mais personne ne nous écoute », remarquent les autochtones oubliés de Manibelli en répétant, rime, ce mot d'ordre qui finit par résonner comme un mantra aux pouvoirs magiques : « Plutôt mourir noyés que partir... »

BRUNO PHILIP

Vous piratez la dernière version d'un célèbre logiciel.

Payez la disquette : 5,85 F

de 25000 F, d'amende.
ainsi qu'un petit supplément

Informez-vous au BSA : (1) 43 33 95 95

SCIENCES • MÉDECINE

Histoires de famille

Nouveau venu dans l'arbre généalogique de l'homme, « Homo rudolfensis » sème la perplexité parmi les paléontologues

La recherche scientifique n'est généralement qu'un constant et chorégraphique va-et-vient entre l'expérience et la théorie. Parfois, les observations nouvelles confondent peu à peu la théorie. Plus souvent, l'accumulation des connaissances ne fait que rendre plus compliqué encore le tableau, déjà bien flou, brossé par les théoriciens.

Les chercheurs qui se penchent sur les origines de l'homme en font actuellement l'expérience. Après une vingtaine d'années de lentes et patientes recherches, ils pensaient avoir reconstitué - au moins grossièrement - notre arbre généalogique jusqu'à Lucy, notre plus ancienne aïeule connue. Mais la découverte de nouveaux ossements, et notamment celle d'une mâchoire d'humain vieille de 2,4 millions d'années au Malawi (Sud-Est africain), remet en cause ce bel édifice.

Les pauvres paléontologues sont, il est vrai, condamnés à n'avancer qu'à tâtons dans la connaissance de notre passé lointain. Ils ne disposent généralement que de vieux ossements pour tenter de reconstituer la vie de nos ancêtres. Les biologistes et les généticiens sont venus les épauler au début des années 80, en réussissant le tour de force de faire « parler » les traces infimes de protéines dans les fossiles. Parfois conflictuelle (le Monde du 25 mars 1992), cette coopération entre paléontologues et biologistes a néanmoins permis de placer quelques bornes sur lesquelles une quasi-unanimité est apparue peu à peu. On pense, ainsi, que la lignée des hominidés (la famille de primates dont nous sommes les derniers représentants) s'est détachée de celle des grands singes il y a environ huit millions d'années. L'événement se serait produit en Afrique, à l'est du fossé d'effondrement (rift), qui s'étend de l'Éthiopie au lac Victoria. Un changement cli-

matique ayant fait disparaître la forêt, ces « pré-australopitèques » auraient perdu l'habitude de grimper aux arbres et se seraient alors dressés sur leurs membres postérieurs. Une attitude qui leur permettait de guetter l'arrivée d'ennemis éventuels au-dessus des hautes herbes de la savane. Cette théorie développée par Yves Coppens, professeur au Collège de France, est aujourd'hui largement admise après avoir fait l'objet de quelques chaudes polémiques.

« Au début, tout était simple. »

Lucy, dont le squelette, vieux de quelque 3,5 millions d'années, fut découvert en 1974 par les Français Yves Coppens et Maurice Tebe et l'Américain Donald Johanson, faisait partie de ces premiers bipèdes. Que sont devenus ses descendants ?

A la suite d'un nouveau renforcement de la sécheresse, il y a environ 2,5 millions d'années, les premiers australopitèques ont dû « gracier » (dont Lucy) ont dû, pensent-ils, évoluer à nouveau pour s'adapter au milieu. Certains, restés végétariens, se sont habitués à mâcher des plantes plus fibreuses. Leurs dents et leurs mâchoires se sont développées, ils ont grandi, sont devenus plus robustes, mais leur cerveau n'a guère grossi. Ce sont les australopitèques robustes. D'autres, en revanche, ont varié leur menu, y faisant entrer de la viande. Leur mâchoire et leur visage sont restés plus fins, leur cerveau s'est développé beaucoup plus que leur taille ou leur musculature. On les a baptisés Homo habilis.

« Pour tout le monde, au début, tout était simple, explique Yves Coppens. Homo habilis avait donné naissance à Homo erectus, puis à Homo sapiens, notre ancêtre direct. Parallèlement, la lignée des australopitèques robustes s'était terminée en cul-de-sac. » Cette théorie était

renforcée par la répartition géographique des ossements découverts. Alors que les australopitèques robustes avaient essaimé jusqu'en Afrique du Sud, les restes d'Homo habilis n'ont été trouvés que dans le rift, près de leurs « ancêtres » australopitèques gracieux.

C'était compter sans Homo rudolfensis. Il apparaît pour la première fois il y a une vingtaine d'années, sous la forme d'un crâne (KNM-ER 1470 pour les experts), puis d'une mandibule, découverts tous deux sur le site de Koobi Fora, au Kenya, près de la frontière éthiopienne. Il fut d'abord considéré comme un Homo habilis. C'est Alexandre, un chercheur russe, qui imagina le premier, en 1986, de le baptiser rudolfensis, du nom du lac Rudolph, proche du lieu de sa découverte.

Sans grand succès, semble-t-il : « Les paléontologues admettent de nouveaux noms à tout bout de champ », constate Yves Coppens. Mais la thèse d'Alexandre reçoit très vite le soutien de Bernard Wood (département d'anatomie humaine et de biologie cellulaire, université de Liverpool, Grande-Bretagne). Selon lui, « les différences morphologiques sont suffisamment cohérentes pour en faire une espèce distincte. Il présente une face plus plate, plus large, une mandibule plus grosse, à l'énail plus épais... (1) ».

Récemment, une nouvelle découverte est venue renforcer la position d'Alexandre et de Wood. Une superbe mâchoire de rudolfensis (UR 501) mise au jour non plus au Kenya, mais beaucoup plus au sud : à Uraha, au bord du lac Malawi, et lui-même entre les sites du rift et ceux d'Afrique du Sud. Le rift et le ruban de lacs qui le prolonge jusqu'au Malawi constituaient probablement un couloir naturel pour les migrations d'animaux et d'homini- des entre l'est et le sud de l'Afrique. Le paléontologue allemand Friedemann Schrenk et son équipe internationale du Homioid Corridor

Research Project, découvreurs de la mâchoire UR 501, en sont tellement persuadés qu'ils y fouillent depuis 1983. Le type de faune dont les ossements ont été retrouvés sur le même site montre, selon eux, qu'Homo rudolfensis serait issu d'australopitèques gracieux d'Afrique de l'Est, tandis que son cousin habilis serait apparu plus tard, lors d'un retour vers l'est d'australopitèques yfrianus émigrés lors du premier changement climatique (2).

Comment les choses se sont-elles réellement passées ? « Les différences australopitèques ont longtemps coexisté avec les Homo habilis. Toutes les hypothèses sont donc envisageables. Je n'ai vraiment pas d'opinion pour l'instant », dit Yves Coppens. Il est possible, effectivement, qu'Homo habilis et rudolfensis aient tous deux de l'australopitèque issu de la même espèce, représentée par « deux extrêmes d'un même nuage » dont il faudrait alors identifier le corps. Mais rudolfensis présente aussi certaines ressemblances avec l'australopitèque robuste. En serait-il le descendant ? Cela signifierait que cette espèce ne se serait pas éteinte comme on le croyait.

Une autre question fondamentale se pose : qui, d'Habilis ou de rudolfensis, a donné naissance à Homo erectus, puis Homo sapiens ? « Nous descendons probablement d'Habilis, persiste à penser Yves Coppens. Mais peut-être aussi des deux, ce qui compliquerait pas mal le problème. » Ces deux « cousins » étaient-ils effectivement interféconds, susceptibles d'avoir une descendance commune ? Seule la génétique pourra, peut-être, trancher un jour la question.

J.-P. D.

(1) Nature du 27 février 1992.
(2) Nature du 28 octobre 1993.

La science en débat

VILLE, RESEAUX, ENVIRONNEMENT

Conférence
mercredi 1er décembre 1993 à 17h
La rue, espace de circulation, espace de vie
Bernard Landau, architecte voyer en chef de la Ville de Paris.
André Guillerme, directeur du laboratoire Théorie des mutations urbaines, CNRS, Institut français d'urbanisme, Marne-la-Vallée.
accès libre

cité des sciences et de l'industrie
30 avenue Corentin-Liart 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

USF ENFIN ! UN VÉRITABLE MBA AMÉRICAIN

• Accrédité AACSB (American Assembly of Collegiate Schools of Business)
• Délivré par USF, une des 20 plus grandes universités d'Etat
• Proposé en France par le groupe EDC, pour mieux vous aider

SANS QUITTER VOTRE ENTREPRISE

• Financiable par les budgets formation des entreprises (et par le FONGECIF ainsi que l'AFR)
• Programme de janvier 1994 à avril 95 (22 week-ends)
• Deux sessions résidentielles à Tampa (Florida) sur le campus de USF

SI VOUS AVEZ

• Une expérience réussie de l'encadrement
• Une formation supérieure
• Un anglais scolaire (cours de perfectionnement possible)

AGISSEZ POUR VOTRE AVENIR : COME & JOIN US !

Contactez-nous : MBA USF • Groupe EDC La Défense
49, galerie des Damiens • La Défense 1
92400 Courbevoie
Tél : (1) 47 73 63 41 • Fax : (1) 49 01 95 10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde et SPECTACLES

Praticiens de la résurrection

Médecins hospitaliers, cardiologues, spécialistes de la réanimation et de l'urgence s'associent pour limiter le nombre des victimes de mort subite

PEUT-ON lutter contre la fatalité ? Peut-on éviter une mort subite à quelque 50 000 adultes, en France, chaque année ? Des praticiens hospitaliers le croient, qui viennent de créer, mardi 16 novembre, la Ligne contre la mort subite (LMS) (1). Le but de cette association, présidée par le professeur Lékiefre (CHU de Lille), est d'informer le public, de former la profession et de promouvoir la recherche sur ces disparitions soudaines.

Selon la définition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la mort subite correspond à « un décès survenant dans les vingt-quatre heures après l'apparition des premiers symptômes (syncope, douleurs thoraciques, dyspnée aiguë, troubles du rythme cardiaque, attaque) ». En pratique, les cliniciens retiennent, pour qualifier la mort subite, un délai d'une heure, deux au maximum, entre l'apparition du premier symptôme et la constatation de la mort clinique et biologique. Il ne s'agit donc pas, contrairement à la façon dont on se l'imagine souvent, d'un décès brutal, suivant à quelques secondes ou minutes près une syncope par exemple.

Les troubles du rythme cardiaque, en particulier la fibrillation ventriculaire (tremblement des fibres musculaires du cœur), constituent la première cause de cette mortalité. Dans plus de la moitié des cas, l'athérosclérose coronaire, qui entraîne l'oblitération des artères coronaires, est à l'origine de la mort subite. Dans 70 % des cas, ces décès sont dus à un infarctus, récent ou ancien, et, dans 40 % à 45 % des cas, à une thrombose coronaire récente.

Les hommes sont plus touchés que les femmes (80 % contre 20 %) et l'âge moyen des victimes tourne autour de soixante ans. Les quadragénaires ne sont cependant pas à l'abri, lors d'un effort sportif notamment. Des facteurs de risque ont été décrits - la pres-

sion artérielle, la corpulence, le tabagisme, l'alcoolisme ou l'hypertrophie ventriculaire -, permettant de repérer les personnes les plus menacées. Des techniques de dépistage existent (l'électrocardiogramme, l'échographie, les isotoques), des moyens de prévenir les rechutes existent (mesures d'hygiène et diététiques, traitement médicamenteux, implantation d'un défibrillateur cardiaque (2)) mais, dans l'urgence, l'ignorance de certains gestes simples peut être fatale.

Des programmes de réanimation

A l'instar de ce qui est développé aux Etats-Unis, la Ligne contre la mort subite propose de mettre en place des programmes dits « de réanimation » au sein du corps médical, celui-ci étant ensuite chargé de diffuser l'information dans la population. La Ligne, qui devrait être « décentralisée en groupes régionaux » - composée de cardiologues, de réanimateurs, de spécialistes des urgences, de médecins généralistes, d'infirmières, de secouristes et d'enseignants -, entend, premièrement, « balayer devant sa porte » et former les médecins traitants et le personnel hospitalier aux techniques élémentaires de réanimation. La Ligne annonce qu'elle commencera cette formation en 1994 auprès des professionnels paramédicaux des hôpitaux et des cliniques de France, avec la collaboration des syndicats de médecins, des associations de formation continue, « votre de l'éducation nationale ». Des enseignements post-universitaires destinés aux praticiens devraient ainsi voir le jour.

L'éducation du grand public passe par l'apprentissage des notions élémentaires de secourisme, comme le massage cardiaque associé au bouche-à-bouche, qui ne nécessite « ni

entraînement ni force physique ». Aux Etats-Unis, soulignent les responsables de la LMS, les élèves sont informés dès l'école primaire de la façon dont fonctionne le cœur, des lieux où chercher secours et ils apprennent à l'école les premiers gestes de réanimation. Les pompiers sont impliqués dans des programmes éducatifs, auprès des adultes cette fois, et proposent dans les casernes des « cours du soir informels ». Résultat : les chances d'être réanimé sont de l'ordre de 20 % au plus dans certaines villes américaines, contre 5 % à 10 % en Europe.

La LMS en appelle aux « pouvoirs publics » pour combler le retard du pays en matière de prévention et d'innovations technologiques. Cette jeune association, qui sollicite pour son financement les particuliers et les industriels du secteur « à part égale », tout en se déclarant « indépendante de toute technologie ou de toute industrie », entend obtenir la généralisation des défibrillateurs semi-automatiques (3), qui « pourraient être manipulés par des secouristes ou des paramédicaux, d'autant que 30 % à 75 % des arrêts cardiaques se produisent hors des murs hospitaliers ». L'utilisation de ces appareils étant actuellement réservée aux seuls médecins, la LMS assure qu'elle « fera campagne pour la modification de la législation ».

L. F.

(1) Ligne contre la mort subite, 101, rue de Prony, 75017 Paris. Tél : (1) 40 78 63 00.

(2) Plus d'un million de personnes en France sont porteurs d'un défibrillateur cardiaque implantable (pacemakers). Le nombre des personnes à risques est estimé à 10 000.

(3) Les défibrillateurs semi-automatiques non miniaturisés dont disposent tous les SAMU pourraient être installés comme « bornes de secours » dans les rues des villes et représenter à ce titre, malgré leur faible coût (15 000 à 20 000 F l'appareil), un marché considérable.

SAA : TOUS LES VOLS ENFIN SANS ESCALE POUR L'AFRIQUE DU SUD

SAA vous propose les seuls vols Paris-Johannesburg sans escale au départ d'Orly-Sud et des liaisons quotidiennes depuis Londres au même tarif, un accueil et un service à la qualité légendaire, des tarifs spéciaux pour l'hébergement et les locations de voitures, des conditions exclusives réservées aux passagers de Première Classe et Classe Affaires.

SAA. Elue « meilleure compagnie pour l'Afrique » par les lecteurs du prestigieux « Travel Magazine » pour la cinquième année consécutive.

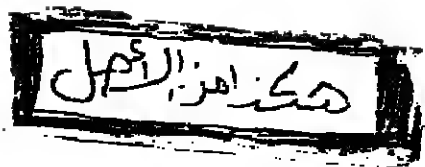
Pour en savoir plus, appelez votre Agent de Voyages ou South African Airways.

Paris-Orly	Mardi	SA 229	21h40	Dimanche	SA 229	21h40
Johannesburg	Mercredi	Départ	09h00	Lundi	Départ	09h00
		Arrivée			Arrivée	
Johannesburg	Lundi	SA 228	20h30	Samedi	SA 228	20h30
Paris-Orly	Mardi	Départ	06h15	Dimanche	Départ	06h15
		Arrivée			Arrivée	

Horaires modifiables sans préavis.

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 350, rue Saint-Honoré, 75001 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03



MUSIQUES

MADAME BUTTERFLY à l'Opéra-Bastille

Puccini épinglé

Après la soirée annulée par une grève le 17 novembre, après la représentation réservée à un auditoire d'invités le 19, vint enfin, lundi 22 novembre, la « vraie » première de *Madame Butterfly* de Puccini à l'Opéra-Bastille. Cela, au moins, y ressemblait puisqu'une bonne partie de la salle était, une fois encore, réservée aux membres hôte-liers de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (AROP). Curieuse, cette priorité donnée aux mécènes et aux opérations de relations publiques, quand le public, le vrai, patiente des heures, se presse aux caisses pour s'arracher les derniers fauteuils, et que le marché parallèle va bon train. Il reste heureusement dix représentations aux atermoiements pour tenter l'acrobate et dire : « La Butterfly de Robert Wilson, j'y étais. »

On connaît l'art du metteur en scène américain pour s'approprier toute œuvre fut-elle aussi réaliste, aussi tristement banale que ce Puccini de fait-divers colonialiste. On sait combien l'artiste, quitte à ce qu'on l'accuse de maniérisme, aime à procéder, aidé de ses équipes habituelles, eo plasticien, en inventeur de formes, de matières, d'objets, de

lumière, de visions entièrement recomposées qui forment un contrepoint à la musique.

Pour le Japon de Puccini, Wilson a pris grand soin de ne pas sombrer dans la laque et le jasm. Dans un décor de jardin zen, sur ces fonds laiteux dont il a le secret, il retrouve avec bonheur le dépouillement géométrique de ses installations des années 70, quand les grands crayonnés, le baroque rock (*The Black Rider*), l'extravagance orietaliste (*La Flûte enchantée*) n'avaient pas encore hrouillé les cartes du minimalisme. Allié à Heinrich Brunko pour les lumières, à Frida Parmeggiani pour les costumes, à Suzushi Hanayagi pour la chorégraphie, Wilson redevient le magicien des ciels et de la mer — ciels qui peuvent être rouges ou verts.

Un seul thème : le refoulement

Il fait houer comme des cygnes des personnages vêtus de kimonos si simples qu'on dirait des pagnes, des parchemins décorés, des handkerchiefs. Les japonais se distinguent des Américains que par d'infimes détails

vestimentaires. Tous sont hiératiques, tous miment de façon distraite les rares jeux de scène : pas de verre, pas de fleurs pour fêter le retour du séducteur ; un seul fauteuil, asymétrique, hicolore, réinventé à lui seul un Japon fantasmagique.

Et le tout petit monde des bourreaux et des victimes, posé sur le somptueux plateau comme les pièces d'un jeu d'échecs, vit ses passions à reculons, s'affronte de dos, se heurte sans se toucher. Tous sont nus par leurs propres durées, connectés comme les officiants d'un rituel connu d'eux seuls, communiquant par gestes rares et codés, oodulation des mains, doigts écartés, envol de manches, frémissements du col, bras déployés puis brusquement plaqués. Et ce lyrisme chorégraphique — cris gestuels — est perpétuellement cassé, coupé de longs moments d'immobilité. Wilson, au fond, n'exprime l'Extrême-Orient que par un seul thème : le refoulement.

Sous l'extrême sophistication de cet art cinétique bout, à grands flots, une musique colorée et sensuelle, une musique composée no marquerait comme toujours chez Puccini, avec de longs interludes orchestraux (*Butterfly*

n'a que deux ans de plus que *Pelléas*). Mais, si raffinée que soit l'utilisation des vents dans leurs registres graves, ou celle des percussions perlées, le musicien italien ne renonce pas à ses grosses ficelles, à ses leitmotivs aussi lisibles que des sous-titres, à toute une artillerie émotionnelle presque à contre-emploi pour un livret aussi dépouillé : on ne sait pas plus, au fond, de quoi meurt *Butterfly* qu'on ne le sait de *Mélasande*. De composition ? Ce qu'on ne peut nier, c'est que les raffinements wilsoniens épinglent cruellement les crudités pucciniennes. Ultime recherche, peut-être, de cette production immanable, la plus ambitieuse que l'Opéra-Bastille nous ait donnée.

A part quelques flottements dans le *fugato* du début, l'Orchestre de l'Opéra de Paris sait être précis sans rigueur, incandescent sans vulgarité. Son chef, Myung-Whun Chung, a évidemment plus d'affinités avec *Butterfly* qu'avec *le Vaisseau fantôme* de Wagner. Diana Soviero, qui fut naguère Manon Lescaut sur cette même scène (dans la *Manon* de Puccini), assumait parfaitement lors de cette deuxième représentation les contradictions de son rôle par rapport à la mise en scène :



Nicoletta Curjel at Diana Soviero

gestes retenus, accents musicaux tout instinctuels. La voix est helle, jamais forcée, toujours nuancée, ce qui compense un certain manque de puissance.

Nicoletta Curjel était aphone. Elle se contenta de mimer son rôle. C'était Anna Schaer qui chantait les réparties de Suzuki, cachée à droite puis à gauche de la scène, afin que le son soit à peu près convenablement localisé pour cette variante de karaoké. Mezzo magnifique : oo oubliait hien vite le stratagème. Du Pin-kertoo de Viatcheslav Polozov, du

Goro de Georges Gautier, rio à signaler que de favorable. Le timbre profond de William Stone (Sharpless) est ooble, trop peut-être pour ce personnage de vilain colonialiste, attendri par le malheur des petites femmes et préposé aux basses besognes.

ANNE REY

Opéra Bastille, prochaines représentations : les 24, 25, 27, 29, 30 novembre, les 2, 4, 6, 8 et 10 décembre, 19 h 30. De 60 F à 570 F. Place de la Bastille, Paris 12. Métro Bastille. Tél. : 44-73-13-00.

LE QUINZIÈME FESTIVAL MANCA à Nice

Présences virtuelles, sons voyageurs

NICE

de notre envoyé spécial

Le compositeur Terry Riley joue du piano dans un café de Santa Monica, en Californie. Lorsqu'il appuie sur une touche, la note sort, pure, à 8 000 kilomètres de là, dans un bar de nuit de Nice. D'où vient le son ? D'un autre piano, vide. Et pourtant, à Nice, les cordes frémissent, les touches bougent, les pédales dansent. Riley est présent : son visage apparaît au-dessus de l'instrument, en direct, sur un écran vidéo. Il hoche la tête, esquisse un sourire, suit son jeu. Drôle d'allure que ce Terry Riley. Sorte de gourou mystique, post-saïnte-huitième : longue barbe, baret ample, petites lunettes, chemise psychédélique. Il est un des grands de la musique contemporaine américaine.

Les Nigéris sont médusés : par la performance technique ou par la belle musique teintée de jazz ? En tout cas, le hrouhaha s'estompé dans le café bourré à craquer. On arrête de manger des mini-pizzas et de boire du punch. Quel son ! Chaque touche est commandée par un moteur. Le procédé autorise cent vingt-sept niveaux différents de pression sur le clavier. La musique voyage par une ligne téléphonique, mais elle est restituée directement sur l'autre clavier, sans parasitage technologique. A la fin, l'assistance applaudit Riley comme s'il était là. Son visage, sur l'écran vidéo, s'illumine. Les bis, il les reçoit sur la chie ouest américaine. En stéréo.

« Merci Santa Monica ! », lance au micro Michel Redolfi, compositeur et organisateur des MANCA (Musiques nouvelles, Nice Côte d'Azur). Le festival, qui a eu lieu du 9 au 21 novem-

bre (vingt-trois spectacles, quarante-sept artistes pour cette quinzième édition), portait cette année un sous-titre : « Hors limites ». Un nom qui va comme un gant à l'action de Redolfi, Luc Martinez et Michel Pascal, soo équipe du Centre international de recherche musicale (CIRM). Il faut les voir dans leur studio de l'avenue Jean-Médard à Nice collectionner des sons, les marier à d'autres. Sans perdre de vue le grand public. Ils ont aussi créé des environnements sonores pour des lieux de grande fréquentation comme l'Aquarium Nautica à Boulogne-sur-Mer. On doit aussi à Michel Redolfi les premiers concerts subaquatiques en 1981, aux Etats-Unis (la musique diffusée par haut-parleurs et écoutée dans l'eau).

Lieux ludiques et éthiques

Et maintenant les « Cafés électroniques ». L'idée est née en 1984, durant les Jeux olympiques de Los Angeles. Un couple de vidéastes californiens, Kit Gallo-way et Sherrie Rabinowitz, des « soixante-huitards allumés », veulent créer des espaces virtuels, en connectant par l'image deux lieux distincts. Le public assiste, trois fois par semaine, à une performance liant deux lieux, deux villes, deux pays. L'idée n'est pas neuve. En 1976, deux danseurs évoluant dans deux villes différentes ont créé une chorégraphie unique en se guidant d'après l'image filmée de l'autre. Carolyn Carlson a également dansé en « duo » avec sa propre image, filmée et projetée sur scène. Quinze villes ont été connectées lors de la Biennale de Venise, en 1986. De nombreuses écoles d'art sont reliées les unes aux autres. Beau-

coup de hars sont deveous, à l'occasion, des « Electronics Cafés ». Mais à ce jour, Santa Monica reste l'unique lieu permanent. Car la formule est chère : 12 000 francs en moyenne la soirée.

Tous les arts peuvent finir au Café. Surtout la musique : pourquoi ne pas faire jouer ensemble des musiciens dispersés aux quatre coins de la planète ? Produire des disques à distance ? « Au moment où les musiques actuelles ont de plus en plus de mal à vivre, que notre festival manque cruellement de moyens, l'« Electronic Café » peut être une solution, car il réunit des publics », explique Michel Redolfi. Mais les critiques s'accumulent à l'égard de l'aspect gadget de ces expériences : le public ne vient-il pas d'abord par curiosité, comme à « Jeux sans frontières » ? Les lourdeurs et approximations de la technique ne relèguent-elles pas souvent l'aspect créatif au second plan.

« C'est vrai, répond Dan Forester, responsable des « Electronics Cafés » pour l'Europe, mais nous en sommes aux balbutiements. Ce sont des lieux évidemment ludiques, mais aussi éthiques : voilà une autre façon d'être ensemble. On se demande en ce moment comment obtenir du plaisir sans que les corps soient ensemble, une question fondamentale avec le Sida ». Luc Martinez renchérit : « Les artistes doivent occuper ce terrain, sinon les techniciens avanceront seuls. »

Autre danger : les compositeurs aiment « faire joujou » avec les technologies, mais proposent-ils des compositions de qualité ? Le public a donné la réponse, ce soir-là à Nice : souvent « absent » et hruyant, il est recueilli devant les vrais artistes comme Terry

Riley ou en écoutant l'ouverture de Phil Glass, hève mais ému-

vant. Ce pape de la musique minimaliste répétitive américaine — cinquante ans, mais il en fait dix de moins — était l'invité de marque des MANCA. Low Symphony, interprété par l'Orchestre philharmonique de Nice, avait assuré l'ouverture ; un coocert en piano solo la clôture. « Les jeunes compositeurs ont accès à du matériel très sophistiqué et bon marché, affirme Phil Glass, ces inventions sont excitantes, mais elles ne résolvent pas le vrai problème : comment chacun peut-il faire accepter sa propre musique ? Je compose depuis l'âge de vingt et un ans. Et ce n'est qu'à quarante-cinq ans que j'ai commencé à gagner ma vie comme compositeur. »

Nouvelle génération plus libre

Phil Glass s'est battu pour établir « des passerelles avec toutes les formes artistiques : c'est l'avenir ». Concerts, opéras, musiques de films, travail avec des chorégraphes, danseurs, metteurs en scène, écrivains. Il a collaboré avec Allen Ginsberg, David Bowie ou Boh Wilson. Et il adapte en ce moment l'Orphée de Cocteau. L'époque, moins idéologique, plus ouverte, autorise ces aventures. « Comment me classer ? classique ? rock ? Je ne sais. Les chefs d'orchestre me regardent souvent d'un mauvais œil... La nouvelle génération sera plus libre. »

MICHEL GUERRIN

Centre international de recherche musicale (CIRM) : 33, avenue Jean-Médard, 06000 Nice. Tél. : 93-83-74-68.

EN BREF

GRAND PALAIS : annulation des expositions et manifestations. — La fermeture du Grand Palais à Paris (le Monde du 23 novembre) entraîne des bouleversements dans l'organisation des expositions et manifestations qui devaient y prendre place. Premières victimes, les expositions consacrées aux « Nabis » et à « l'Art au corps » sont fermées, alors qu'elles devaient rester respectivement ouvertes jusqu'au 31 et 24 janvier 1994 (le Monde du 23 novembre). Le ministère de la culture leur cherche des lieux d'accueil, éventuellement en province, afin de les présenter « en totalité ou partiellement ». D'autre part, le SIME (Salon international des musées et des expositions), qui devait ouvrir ses portes le 16 janvier, est annulé. Pour Henri Jobé-Duval dont la société organise le Salon du livre, Découverte (consacré aux jeunes galeries), le Saga (salon des arts graphiques), la Fiac (Foire internationale d'art contemporain) et Musicoira (un salon consacré à la musique classique et traditionnelle), cette fermeture est « une catastrophe », qui le contraindra à licencier du personnel s'il ne trouve pas un lieu adéquat pour organiser ces cinq manifestations. M. Jobé-Duval souligne, d'autre part, la « perte de toutes les retombées économiques indirectes liées à [ses] salons ».

Les étudiants relogés provisoirement à Vanves. — Quatre mille étudiants de la Sorbonne (Paris-IV) avaient, jusqu'à présent, leurs cours au Grand Palais. Ces étudiants (et leurs professeurs) d'études germaniques et scandinaves, d'études slaves et d'italico et roumain, vont être provisoirement accueillis — à partir de lundi 29 novembre — dans les locaux du Centre national d'enseignement à distance (CNED), à Nanterre (Hauts-de-Seine). Mais la présidence de Paris-IV espère pouvoir réintégrer, d'ici une quinzaine de jours, les locaux du Grand Palais, à l'exception de la bibliothèque, installée dans l'une des zones à risque du bâtiment.

PRÉCISION : l'inauguration du Grand Louvre. — Ce sont au total 106 000 personnes qui ont visité gratuitement le Musée du Louvre à Paris, les samedi 20 et dimanche 21 novembre, à l'occasion des deux journées inaugurales (le Monde du 23 novembre). D'autre part, et contrairement à une information erronée diffusée par certains organes de presse au cours du week-end, il n'y a pas eu d'alerte à la bombe pendant ces deux jours. En revanche, les salles étant saturées, la direction du musée a été contrainte d'empêcher, pour des raisons de sécurité, l'accès au musée, samedi à partir de 22 heures et dimanche à partir de 16 h 45.

Orchestre Philharmonique de Radio France

Vendredi 26 novembre, 20h30
Salle Pleyel

Wagner Tannhäuser (Ouverture et Bacchanale)
Mozart Concerto pour piano n°9 « Jeunehomme »
Strauss Une Vie de héros

Elisabeth Leonskaja, piano
Marek Janowski, direction

Location 42 30 15 16

Ecoutez voir



PREMIÈRES - 50 %
les 23, 24, 25 NOV.
ANTOINE 42 08 77 71

le nouveau spectacle de

Charlotte de Turckheim

"MA JOURNÉE A MOI"

LOCATION OUVERTE

Jusqu'au 1er décembre

Léopardue

LA PRESSE
"C'est beau, simple
et ténébreux
à la fois. Jean Bois
joue avec dérision
et nous fait pleurer
avec délectation"

FABIENNE PASCAUD TELÉRAMA

"...Deux heures follement déroutantes.
Chic!"

ODILE QUIROT LE NOUVEL OBSERVATEUR

d'après la Dame aux
Camélias de Dumas fils

Texte et mise en scène
Jean Bois

46 55 43 45

THÉÂTRE 71
MALAKOFF

à 2 minutes du métro Malakoff-Plateau de Vanves

CULTURE

THÉÂTRE

LE RENARD DU NORD
au Théâtre Ouvert

Cavalcade
métaphysique

An commencement, le spectateur est saisi, debout, dans une sorte d'antichambre du théâtre, par un court divertissement présenté par l'un ou l'autre des membres de la troupe réunie par Robert Cantarella pour la création à Paris du *Renard du Nord*, pièce d'une jeune femme, Noëlle Renaude. Ce soir-là, l'auteur lui (elle)-même disait quelques pages du *Primum*, une commande publique rédigée cette année, qui met en scène un arbre et une poignée de salariés dans une PME de la Z.I. Pignone... On l'on découvre une langue, vive, précise, décidée à dire le vrai avec une fantaisie, une liberté de ton assez rare dans les champs du théâtre contemporain.

Impression aussitôt confirmée dans la petite salle, conviviale, du Théâtre Ouvert, centre dramatique national de création. Comme son nom l'indique, là, c'est un « vrai » spectacle qui est présenté. D'emblée, le décor d'Antoine Dervaux - franc-tireur de la scénographie dont on peut vérifier les talents ces jours-ci au Théâtre de la Ville présente un spectacle Agota Kristof tonitruant - accroche le regard, juxtaposition virtuose dans un espace minuscule d'un jardin public, d'un appartement bourgeois, d'une rue et d'une forêt, simplement figurés par une demi-sphère, quelques rideaux et une poignée de blocs de polystyrène... De la rue au jardin, de l'appartement à la forêt se joue la comédie de la fuite, le drame de la privation de parole, celle de Maxime Fnyard (Christophe Brault) adolescent abandonné par son père (Jack-Malak), combattant des rings et le nom de « Renard du Nord », harcelé par sa mère (Eveline Liria) et trahi par une jeune fille qui ne l'aime pas assez (Emmanuelle Monsu). Sur sa route, Maxime croise les héros pathétiques d'un vaudeville sauvage, M. et M. Kuhn (Bruno Sermonne et Florence Giorgetti), leur ami Otto (Serge Riaboukine) et leur bonne Josette (Elisabeth Vitali). Au carrefour de ces courses folles, de ces passions dépitées, de ces incompréhensions multiformes, un drôle d'ange noir, dragueur philosophe, Angelo (Maxime Leroux).

L'Amour est une espèce menacée

Le *Renard du Nord* aborde aux rives d'aujourd'hui avec une lucidité assurée. En 52 pages, souvent brillantes, Noëlle Renaude s'empare de nous sans ménagement, avec un humour habilement mêlé de cruauté. La famille en ressort brisée mais Noëlle Renaude en conçoit sûrement du regret. L'Amour est une espèce menacée, menacée surtout par l'inconstance et le repli sur soi. Chaque scène est traversée par une réelle compassion de l'auteur pour ses personnages. Noëlle Renaude nous fait éprouver, comprendre, partager le point de vue de chacun d'eux. En ce sens, elle est incontestablement un auteur de théâtre, de la famille, mais avec une autre énergie et une malice de femme, de Philippe Minyana.

Un auteur pour les acteurs aussi, qui prennent manifestement beaucoup de plaisir à endosser les frasses de leurs personnages. Il faut dire qu'ils sont dirigés avec vigueur par Robert Cantarella qui, s'il n'évite pas toujours un certain maniérisme - c'est le défaut de ses qualités -, les conduit au plus près de la nervosité du texte. Au bout du compte, ce spectacle est un précipité de théâtre dont on sort essouffé et heureux.

OLIVIER SCHMITT
Théâtre Ouvert, 4 bis, Cité Véro, Paris (18). Métro : Blanche. Du mardi au samedi 20 h 30. Samedi à 18 heures. Tél. : 42-82-59-49. 75 F et 100 F. Jusqu'au 11 décembre. Le texte de la pièce est paru, en 1991 aux Éditions Théâtrales, 52 p., 68 F.

DANSE

CATHERINE DIVERRÈS au Théâtre de la Ville

Goya invité chez Dostoïevski

L'un naît quand l'autre meurt. Dostoïevski (1821-1881) et Goya (1746-1828), un écrivain et un peintre qui se sont affrontés au divin comme au démoniaque. Ils ont inspiré à la chorégraphe Catherine Diverrés un tourbillon de questions, qu'elle livre dans sa création *Ces pous-sières*. En préambule, elle écrit : « En ces jours où le bien prend l'ascendance sur le beau, où l'éthique valide l'œuvre et le message prime, rappelons que l'art se place en dehors des lois, qu'il est une expérience d'absolu liberté, et que l'artiste s'élève à l'état criminel. » Une déclaration d'intention qui sonne comme une déclaration de guerre.

Le héros de *Crime et châtiment*, Raskolnikov, archétype du meurtrier, est au cœur de la pièce. Tuer ou ne pas tuer, voilà la question. Goya, lui, est convoqué pour donner de la chair à cette philosophie existentielle : scènes de bourgeois au bordel, procession de pénitents, fusade mise en scène. Avec un coloris inné, la chorégraphe file des plumes de Sibérie à la voix trépidante de La Argentina. Il lui suf-

fit de deux planches, d'un podium tournant, de quelques costumes (Cidalia da Costa), de lumières (Dominique Bruguière), pour créer sa géographie littéraire et picturale, dont Jean Haas est le scénographe, et Heinz Holliger le musicien pour une très grande partie.

Alchimie
des couleurs

Catherine Diverrés est persuadée de la fragilité de la danse. Elle ne voudrait pas la montrer d'un bout à l'autre d'un spectacle. Elle choisit donc de la traiter comme une matière précieuse, la faisant vivre sous des traits d'emprunt : ceux du mimodrame, ou de l'illustration pure et simple. Des hommes abattent des arbres, des femmes luttent contre le froid, un Espagnol monte à cheval. C'est au prix de cette dissimulation que la danse peut exister. Les séquences mimées sont soutenues, parfois, par un récitant qui lit des phrases-clés du roman de Dostoïevski.

Bernardo Montet-Raskolnikov étonné, tombant, dérapant, au bord de la folie, et l'opposition du héros

et de son double (merveilleux Thierry Bae) séduit par sa dissymétrie complexe. Mais la danse quelquefois se fait mystère : ainsi le premier solo de Katja Fleig. En costume d'Espagnole, elle saute, les jambes repliées en arrière, les bras au ciel. Cette gestuelle est reprise, plus loin, par Catherine Diverrés, qui l'amplifie de tours sur elle-même et de grands mouvements de bras. C'est superbe.

Il y a aussi d'autres moments forts sur la voix de Lou Reed : un trio d'hommes en blanc, un solo de la chorégraphe, suivi d'un duo qu'elle danse avec Bernardo Montet. Les corps sont traversés d'imperceptibles signes, évoquant, ici, la corrida, là, la poursuite amoureuse. A travers cette lanterne magique hispano-russe, les personnages s'estompent. Seuls demeurent le labyrinthe de cette danse de sang et de mort, l'alchimie des couleurs et des illusions visuelles. Catherine Diverrés esquisse les contours de sa peur et de sa colère face à l'uniformisation des pensées et des jugements. Une interrogation, émouvante, orgueilleuse aussi,

hante sa chorégraphie : « Aurai-je assez de force pour changer le cours de la danse ? » Elle s'y emploie, depuis dix ans, avec une énergie désespérée. Depuis *Instance*, chorégraphie de 1983, devenue une légende de la danse contemporaine française. Sans oublier *l'Arbre des Éléances* (1986), *le Printemps* (1988), *Concertino* (1990), *Tauride* (1992)...

La chorégraphe a créé *Ces pous-sières*, en avant-première, au Quart de Brest, à l'issue d'une résidence de création. Elle postule, aujourd'hui, à la direction du Centre chorégraphique de Rennes, où elle prendrait la succession de Gigi Cauleman. La réponse des élus est attendue dans les jours qui viennent.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Ces pous-sières*, de Catherine Diverrés, les 23, 24, 25, et 27, 28 h 30. Théâtre de la Ville, place du Châtelet, 75004 Paris. Métro Châtelet ou RER Châtelet-Les Halles. Tél. : 42-74-22-77. Prix des places : 90 F et 140 F. Également, le 7 janvier 1994, au Grand Théâtre de Limoges.

CINÉMA

CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES, de Mark Achbar et Peter Wintonick

La guerre de Noam

Il y a, depuis le début des années 60, un phénomène Chomsky. Il y a également, désormais, un phénomène Chomsky. Le documentaire des deux cinéastes américains, malgré ses 2 h 45 (divisés en deux parties, le *Contrôle de la pensée dans une société démocratique* et *Activer le désaccord*), a obtenu un succès inattendu dans les quelques cinquante festivals où il a été présenté, et dans les pays où il a été diffusé, en salles ou à la télévision.

Après avoir suivi et filmé durant plus de cinq ans celui que le *New York Times* appelle « le plus important intellectuel vivant », Achbar et Wintonick ont tiré de l'énorme matériel accumulé bien plus que le portrait d'un chercheur engagé : un document de réflexion, qui porte souvent à sourire et parfois à

piquer de franches colères. Toutes les questions actuelles autour de la manipulation des médias, le rôle des images et des mots dans la vie politique, la place et la liberté de manœuvre des intellectuels y sont posées.

En plus des documents d'archives (images d'actualité, déclarations d'hommes politiques, séquences plus anciennes dans lesquelles apparaissent Chomsky, dont l'extrait d'un débat avec Michel Foucault en 1971), le film montre le professeur du MIT exposant ses idées et son travail quotidien dans son bureau transformé en observatoire permanent des médias, relié à des dizaines de correspondants de par le monde. Il est chaleureux, d'une ironie mordante, toujours clair : c'est un régal de l'écouter.

Sa thèse principale : « La com-

munication est aux démocraties ce que la force est aux dictatures. » Contre cette emprise dont il collectionne les manifestations, deux armes : la « contre-communication » : les réseaux indépendants, underground, etc. - qu'il utilise pour imprimer, la vidéo, le film ou les réseaux informatiques ; et la prise de parole publique, la sienne au premier chef.

Mais la partie la plus spectaculaire du film consiste en extraits des innombrables conférences, débats, émissions de télévision auxquelles Chomsky participe en Amérique, en Europe et au Japon. Son engagement public remonte à l'intervention américaine au Vietnam : il était à l'époque en nombreuse et prestigieuse compagnie. Depuis, la plupart des autres intellectuels sont retournés à leurs chères études. Lui a continué, attirant l'attention sur les massacres perpétrés par les Khmers rouges quand la gauche occidentale se fermait encore les yeux, intervenant aussi bien à propos de la très médiatique guerre du Golfe qu'au sujet des atrocités commises par l'armée indonésienne dans l'île de Timor oriental, avec l'indifférence complice des grandes puissances et des grands médias.

Les pièges
du show-biz

Chomsky s'empare également sur l'affaire, qui fit grand bruit en France lorsqu'un de ses textes en faveur de la liberté d'expression fut utilisé, sans son accord, en préface à un livre du révisionniste Robert Faurisson. Il ne se fait pas faute d'expliquer au passage les maux de la presse et des intellectuels français, qui lui avaient refusé la possibilité de s'en expliquer (1).

Il existe deux Noam Chomsky : l'un des grandes sommités de la linguistique mondiale, et le militant. Il a toujours refusé d'établir un lien entre ces deux activités (2). C'est dommage : nul doute que l'expert en langage aurait des conseils à donner à l'orateur. En effet, le film montre bien, au corps défendant de son « héros », comment la machine médiatique récupère ce farouche opposant, en le forçant à jouer selon ses règles à elle, comment il est obligé de se plier aux discours dominants, aux simplismes et aux mensonges du spectacle de l'information, au moment même où il les dénonce.

Le résultat est ambigu, et la construction du film n'y est pas étrangère : en cherchant la présentation la plus attrayante, les réalisateurs ont renoncé à la chronologie, et donc à la possibilité de percevoir une évolution de la posture de Chomsky. Au risque de le présenter comme figé dans les conceptions des années 60, quand les complots de la CIA et des manitous du complexe militaro-industriel expliquaient tout.

Comment Chomsky le combattant se débat dans les pièges mouvants du show-biz, cette leçon-là vaut pour quiconque se mêle d'intervenir en public sur les mécanismes sociaux. Elle est, fût-ce involontairement, magistralement administrée par le film.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Noam Chomsky s'était déjà exprimé sur cette « affaire » en publiant ses textes, repris par les médias français, dans *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, paru aux Amis de Spinoza.

(2) Du moins jusqu'à une date récente. *Langue linguistique politique : dialogue avec Nelson Ronai* (Flammarion, 1992) entretient du côté de l'auteur, un passage entre recherche et action politique.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecine, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation à la gestion en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1994 :

du 16 Mars au 18 Mars 1994

Date limite de dépôt des dossiers de candidature :

31 Janvier 1994

Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions - B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.30.00

ESSEC - Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CU de Versailles - Val d'Yvelines, membre de la Fesic.

J.-M. F.

CONCERTS

MERCREDI 24, VENDREDI 26
LUNDI 29 NOV. 12 h 45

THÉÂTRE du CHATELET

MIDIS MUSICAUX

les 24 et 26 : TRIO FONTENAY

le 24 : BEETHOVEN

le 26 : HAYDN, DVORAK

ELENA

le 29 : BASHKIROVA

SCHUMANN

(p.e. Valade, E. Ribet)

JEUDI 25 NOV. 20 h

OPÉRA BASTILLE

STUDIO

Philippe BARRET,

Sylvie Barret, piano

Brahms - Strauss - Lully - Massenet

VENDREDI 26 NOV. 20 h 30

THÉÂTRE du CHATELET

Ensemble Intercontemporain

dir. : SIMON RATTLE

MESSIAH, CHOSTAKOVITCH

(p.e. Valade)

VEND. 26, MARDI 30 NOV. 19 h 30

OPÉRA de LULLY

Dir. : RENÉ JACOBS

José van Dam

Ann Panagoulas

Harry Nicoll

Mise en scène :

Gilbert Deflo

Places 60 à 670 F

Tél. loc. : 49-52-50-50

(p.e. Valade, O.A. D. et C.)

DIMANCHE 28 NOV. 11 h 30

THÉÂTRE du CHATELET

Solistes de l'E.I.C.

DEBUSSY, STRAVINSKY

(p.e. Valade)

LUNDI 29 NOV. 20 h 30

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES

J. ROZE productions

BRIGITTE

INGERER

Beethoven, Chopin

MARDI 30 NOV.

MERCREDI 1^{er} DÉC. 20 h 30

SALLE PLEYEL (Kléber)

ORCHESTRE et CHORALE

KUENTZ

MOZART

LA FLUTE

ENCHANTÉE

Mise en scène

Alexandre STEVENSON

Distribution internationale

MERCREDI 1^{er} DÉC. 20 h 30

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES

ANATOL UGORSKI,

piano

SCHUMANN, BEETHOVEN,

STRAVINSKY

(p.e. Valade, Werner)

LUNDI 6 DÉC. 20 h 30

SALLE GAVEAU

« Lunds musicaux »

Elizabeth

VIDAL

Susan Mancoff piano

Philippe Bernold/Flute

L'Europe des Mélodies

Tél. loc. : 49-53-05-07

DIMANCHE 12 DÉC. 21 h

PLEYEL 45-61-06-30

RADU

LUPU

Schubert

Sonate D 566

4 Impromptus D 935

Sonate D 850

PIANO ****

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

هكذا من العمل

ECONOMIE

Sous surveillance de ses créanciers depuis deux ans

Le Kenya espère en l'aide occidentale

Au moment où se tenait la réunion du groupe consultatif des bailleurs de fonds du Kenya, les lundi 22 et mardi 23 novembre à Paris, personne ne pouvait prévoir si elle s'achèverait sur un succès pour Nairobi, en clair une reprise de l'aide économique (1 milliard de dollars par an en moyenne, soit près de 6 milliards de francs), gelée depuis novembre 1991, faute de réformes économiques et politiques profondes de la part du président Daniel arap Moi.

NAIROBI
de notre correspondant

Le gel de l'aide ne devait durer que six mois. En réalité, l'assainissement de l'économie kenyane n'ayant pas été mis en œuvre, les pays donateurs l'ont prolongé. Résultat, en deux ans, le Kenya a

perdu environ 800 millions de dollars, dont 85 % en support à la balance des paiements. Et quels projets de développement ont été suspendus.

Recommandée par le FMI (Fonds monétaire international), la libéralisation progressive des taux de change et la dévaluation du shilling, la monnaie nationale, ont été obtenues sans trop de difficultés. En revanche, la lutte contre la corruption s'est avérée autrement difficile. Quelques succès néanmoins ont été enregistrés puisque, à l'approche de la réunion de Paris, le directeur de la Banque centrale du Kenya et celui des Postes et télécommunications ont « offert leur démission ». Au cours de ces derniers mois, le gouvernement a également fermé plusieurs banques politiques, utilisées par des responsables pour emprunter des millions de dollars à la banque centrale, sans aucun contrôle. La

seule banque politique qui subsiste est la Transnational Bank. Incapable d'imposer sa fermeture face à des actionnaires trop puissants, le gouvernement a préféré s'engager à la redresser. Enfin, la semaine dernière, le président Moi a annoncé la nomination du nouveau patron de la brigade anticorruption, créée il y a plus de six mois, mais qui n'a jamais fait parler d'elle depuis.

« Nous avons saisi les demandes des donateurs : ils n'ont plus de raison de nous refuser leur assistance », assure, confiant, Musalia Mudavadi, le ministre kenyan des finances, qui conduira sa délégation à Paris.

L'arrogance des autorités

De son côté, l'opposition fait montre de prudence. Elle estime que le gouvernement n'a pas fait la preuve de sa volonté de changement. « On leur a forcé la main,

dit l'avocat Paul Muite. Et ils pourraient bien utiliser toutes sortes d'artifices pour revenir à la case départ. » « Ces réformes sont-elles suffisantes ? », s'interroge Maina Kiai, directeur de la Commission des droits de l'homme du Kenya, qui estime que « tant que le président n'est pas tenu de répondre de ses décisions devant le Parlement, la reprise de l'aide est dangereuse pour le pays ». Critiquant le Japon et l'Allemagne, qui ont déjà décidé de reprendre leur soutien à la balance des paiements du Kenya, M. Kiai prédit qu'une levée inconditionnelle des sanctions renforcera probablement les autorités dans leur « arrogance ». « On risque d'assister à une nouvelle vague de répression contre les dissidents et à un retour de la corruption. »

Reste à savoir ce que décideront les donateurs. Si le Japon et l'Allemagne paraissent partisans de la reprise, les Etats-Unis, la Grande-

Bretagne et la France hésitent tandis que les Scandinaves sont réticents et montrent du doigt les affrontements ethniques (d'une ampleur rarement vue au Kenya) qui se poursuivent depuis deux ans sans que le gouvernement y mette fin. Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), près d'un million de personnes y ont trouvé la mort et 250 000 habitants ont fui les zones de conflit.

De leur côté, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international semblent bien disposés malgré les ratés des réformes économiques : les privatisations tardent à se mettre en place, la libéralisation du secteur céréalier n'a pas été clairement engagée, les responsables soupçonnés de corruption n'ont pas été limogés, ni même condamnés. C'est le cas notamment du vice-président, le

professeur George Saitoti, écarté de son poste de ministre des finances mais qui a conservé son influence sur les affaires économiques.

Devant ce bilan contrasté, les donateurs pourraient opter pour un compromis en acceptant de verser les sommes bloquées depuis deux ans, tout en posant de strictes conditions à l'octroi de nouvelles aides pour l'exercice 1993-1994. Il est vrai que les pays créanciers du Kenya ne peuvent espérer être remboursés que si les donateurs font un geste. Le Kenya, étranglé par la pression de ses bailleurs de fonds (on s'attend à une croissance du PNB proche de zéro pour 1993), a suspendu le service de sa dette à la mi-1992 et doit aujourd'hui près de 700 millions de dollars d'arriérés.

J. H.

Sur fond de conflits tribaux

NAIROBI
de notre correspondant

Les tensions ethniques ont atteint aujourd'hui un niveau inconnu au Kenya, et les autorités n'ont rien fait pour empêcher les troubles, qui ont fait 1 500 morts et 300 000 déplacés en deux ans. Telles sont, en substance, les conclusions d'un rapport d'Africa Watch - organisation de défense des droits de la personne basée à New-York - que le gouvernement a dénoncé, mardi 18 novembre, dans un communiqué officiel. Dans un autre rapport, élaboré avec la collaboration des autorités kényanes, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a évalué à près d'un million le nombre de victimes des affrontements, et à 250 000 le nombre de personnes déplacées.

Le PNUD se propose de lancer, avec les autorités kényanes, un programme d'un montant de 20 millions de dollars pour réintégrer les déplacés, en précisant que « la question de la sécurité est essentielle à la réussite de ce plan » et qu'un « engagement décisif des autorités kényanes au plus haut échelon » est indispensable.

Les auteurs du rapport remarquent que de nombreux déplacés souhaitent que ce programme d'assistance ne soit pas géré par le seul gouvernement, comme le laissait entendre il y a quelques jours le président. Daniel arap Moi a effectivement suggéré aux organisations humanitaires de faire transférer leurs secours par l'administration provinciale de la vallée du Rift.

Nomades contre paysans

Pour les déplacés, le gouvernement est responsable des violences ethniques, qui éclatent généralement, comme le mois dernier dans la région d'Enosapukia (vallée du Rift), à la suite de quelques distorsions ministérielles contre les « étrangers ». Le quotidien The Nation annonçait, encore, le 13 novembre, que des centaines de résidents nomades fuyaient la région de Narok, à la suite d'un ultimatum des responsables locaux qui leur avaient ordonné de quitter la région.

Ces affrontements opposent les peuples de la vallée du Rift - traditionnellement nomades - les Massais et surtout les Kalenjins (la tribu du président Moi) aux paysans kikuyu. Après l'indépendance, ceux-ci avaient émigré vers des terres vierges, encouragés par le président Jomo Kenyatta - un kikuyu - qui cherchait à éradiquer toutes les victimes des expropriations de l'époque coloniale. D'autres ont pris pied sur les terres nomades pour échapper à la surpopulation du « kikuyuland ».

Le régime actuel n'avait

jamais remis en cause ces migrations intérieures, avant l'instauration du multipartisme, introduit à contrecoeur par le chef de l'Etat en décembre 1991. Ce changement a fait resurgir le vieux débat sur le *mejimboisme* (féodalisme, en swahili), réclamé par plusieurs ministres dans le but « de protéger les tribus minoritaires, notamment face aux puissants Kikuyus » (environ 30 % de la population).

Attaques de commissariats

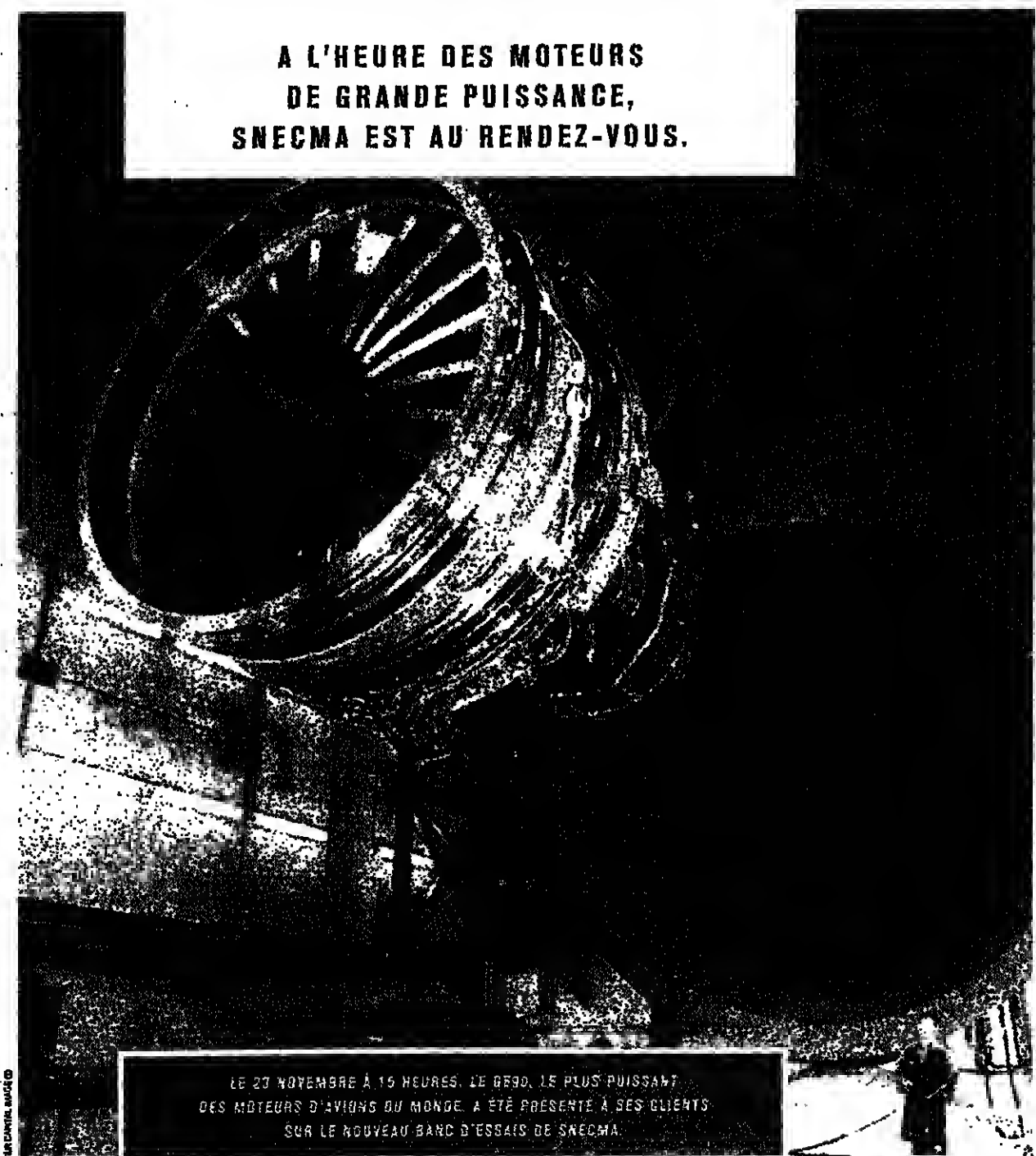
Pour Sharif Nassir, le patron à Mombasa de la KANU (parti au pouvoir) et l'un des plus fameux thuriféraires du régime, « seul le *mejimboisme* peut résoudre la question territoriale et ramener la paix ». L'avocat James Drenge, un des responsables du parti d'opposition Ford-Kenya, estime pour sa part que le fédéralisme provoquerait le déplacement de millions de personnes et l'éclatement du pays. Les opposants se disent d'ailleurs convaincus que ces troubles ethniques ont été fomentés par le pouvoir, pour prouver que le président a eu raison d'affirmer que le multipartisme entraînerait la résurgence du tribalisme.

Africa Watch a demandé aux pays donateurs de maintenir le gel de leur aide, décidé en novembre 1991, aussi longtemps que les autorités kényanes n'auront pas pris « de mesures décisives pour mettre fin à la violence et réinstaller les déplacés ». Il paraît évident qu'en annonçant un plan d'assistance avant la réunion, les 22 et 23 novembre à Paris, du groupe consultatif des donateurs, les dirigeants kényans ont cherché à prouver aux occidentaux leurs bonnes intentions.

« Meis attendre deux ans avant de se décider à secourir ses propres citoyens, c'est tout de même terriblement long », remarque l'éditorialiste de The Nation. D'autant que la communauté kikuyu (qui a voté en quasi-totalité pour l'opposition aux élections de décembre 1992) supporte de moins en moins la répression. Dans la région de Nakuru, les kikuyu, deux attaques de commissariats ont eu lieu à la fin du mois d'octobre, dans le but de s'emparer d'armes à feu.

Le pouvoir a rapidement réagi, en arrêtant une dizaine de personnalités kikuyus, dont certaines sont impliquées, selon l'hebdomadaire Weekly Review, dans la renaissance de la GEMA (Kikuyu, Embu and Meru Association), un groupe tribal très actif au moment de l'indépendance, qui reproche aujourd'hui à l'opposition kikuyu d'avoir divisé le tribu pour des ambitions personnelles. Ce qui, il est vrai, a grandement profité au président Moi.

JEAN HELENE



C'est à Villaroche, sur le banc construit spécialement par Snecma pour recevoir le GE90, que ce dernier a atteint une poussée supérieure à 100 000 livres lors de ses premiers essais. Soit une puissance équivalente à 6 TGV. Conçu, produit et mis au point en partenariat par General Electric, Snecma, IHI et Fiat Avio, le GE90 équipera les avions gros porteurs comme le Boeing 777 dès 1995. Les compagnies aériennes du monde entier peuvent compter sur lui. Au cœur de ce programme, Snecma réaffirme sa confiance dans l'avenir et démontre tout le potentiel de ses équipes et de son outil industriel.

sneema
LES MOTEURS DU CIEL

Pour freiner la chute des cours

L'OPEP cherche des alliés parmi les autres producteurs de pétrole

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis à Vienne depuis le mardi 23 novembre, vont tenter une nouvelle fois d'enrayer la chute des prix du baril. En septembre, après cinq jours de débats tendus, ils étaient parvenus à un accord pour limiter leur production, mais leur initiative n'a eu aucun effet sur les cours, qui sont tombés à leur plus bas niveau depuis juillet 1990. Ne pouvant plus influencer seul sur les prix comme dans les années 70 et pendant une partie des années 80, les dirigeants du cartel tentent d'associer à leur démarche les autres producteurs.

Octobre 1973. Dix jours après le début de la guerre du Kippour, réunis à Koweït, les membres de l'OPEP décident de fixer eux-mêmes le prix officiel du brut, arrêté jusqu'à présent par les compagnies pétrolières. Ils augmentent alors brutalement le coût du baril de 70 % le poussant de 3 à 5,12 dollars. Rien de plus facile : il suffit de créer la rareté en limitant l'extraction pour faire flamber les prix. Fin décembre, sous impulsion de Téhéran, un doublement des tarifs porte le brut à 11,6 dollars. Cette stratégie de fermeture du robinet réussit pendant des années.

Surpris et mis à mal par ce premier choc pétrolier, les pays consommateurs vont réagir en limitant leurs besoins, tout en recherchant d'autres sources d'énergie, et en développant la recherche pétrolière ailleurs que dans les pays du cartel. Conséquence : en l'espace de vingt ans, la tendance s'est totalement inversée : la rareté a succédé à l'abondance. Le coût des puits pétroliers est devenu trop important comparé à une demande mondiale réduite en raison de la crise économique. Tant et si bien qu'aujourd'hui, ce déséquilibre a ramené le prix du baril en termes réels à sa valeur de 1973. Ce mouvement de balancier fait même redouter un contre-choc (le Monde daté 24-25 octobre).

Consentants de ce risque pour leurs revenus, les pays de l'OPEP, qui représentent environ 40 % de la production mondiale, tentent depuis près de deux ans d'enrayer la chute des cours. Leur objectif est de faire remonter les prix aux alentours de 21 dollars le baril. Vœux pieux : après être tombé à 15,20 dollars le 10 novembre, son

plus bas niveau depuis juillet 1990, le cours du brut, pétrole de référence en mer, se négocie à 15,80 dollars. La tendance est la même pour les autres qualités d'huiles.

En attendant l'Irak

La décision de l'OPEP, en septembre de limiter pour six mois sa production à 24,5 millions de barils/jour n'a eu aucun effet sur le marché, puisque dans le même moment, l'extraction s'est poursuivie au même rythme dans certains pays non membres du cartel et s'est même intensifiée en mer du Nord. Selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les pays de l'OPEP ont ramené leur production en octobre à 24,65 millions de barils/jour contre 24,82 millions en septembre, et se sont rapprochés de leur objectif fixé pour les six prochains mois. Dans le même temps, la mise en exploitation de nouveaux champs en mer du Nord a porté le débit de 4,42 millions à 4,76 millions de barils/jour.

Face à ce constat et sachant que,

selon les premières estimations de l'AIE, la demande mondiale ne devrait progresser l'année prochaine que d'environ 1 %, les dirigeants de l'OPEP souhaitent convaincre les autres producteurs de réduire leur débit. « Nous avons essayé de lancer des appels en direction des indépendants, à la Norvège et au Royaume-Uni, en vue d'adopter une attitude plus positive, mais jusqu'ici, ils n'ont pas été entendus », déplore à la mi-novembre Jean Ping, le ministre gabonais de l'énergie et président de l'OPEP. De son côté, le secrétaire général de l'organisation, le Dr Subroto, a envoyé une lettre aux autorités norvégiennes leur demandant de « participer aux efforts effectués par les autres pays » afin de « soutenir le très, très bas prix actuel du pétrole ».

Le cartel se retrouve donc seul à vouloir agir, même si une rencontre avec certains pays exportateurs non membres de son organisation est prévue début décembre au Yémen. Se déroulant deux mois à peine après le précédent sommet, la rencontre de Vienne s'annonce « difficile », selon M. Ping, surtout

si elle doit déboucher sur de nouvelles diminutions importantes de quotas qui pourraient osciller entre 3 et 5 %. Les dernières discussions en septembre avaient déjà été laborieuses, l'Arabie saoudite acceptant finalement de maintenir sa production à 8 millions de barils/jour, alors que ses deux grands rivaux, le Koweït et l'Iran, étaient autorisés à augmenter leurs débits. L'attitude du principal producteur sera à nouveau déterminante.

Dans l'hypothèse où un accord serait finalement signé, les douze (1) ne seront pas au bout de leur peine. Ils vont être confrontés à un autre problème dans les mois à venir : le retour sur la scène internationale d'un de leurs membres, l'Irak qui pourrait, sous le contrôle de l'ONU, reprendre ses exportations. Un retour annoncé qui pèse depuis longtemps sur les cours.

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Les douze membres de l'OPEP sont l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Iran, l'Irak, le Venezuela, l'Algérie, la Libye, le Nigeria, le Gabon et l'Indonésie.

En proposant une procédure d'arbitrage

Bill Clinton met fin à la grève d'American Airlines

Bill Clinton a obtenu, lundi 22 novembre, un arrêt de la grève des personnels qui perturbait, depuis le jeudi 18, l'activité d'American Airlines, la principale compagnie aérienne aux Etats-Unis. Contactés au téléphone par M. Clinton, le patron d'American et le président du syndicat ont accepté le processus d'arbitrage proposé.

NEW-YORK de notre correspondant

Les conflits sociaux dans le transport aérien ne laissent décidément plus aucun pouvoir politique indifférent. Lundi 22 novembre, le président américain lui-même est intervenu, directement et avec succès, pour mettre fin à la grève qui paralysait, depuis le 18 novembre, la principale compagnie aérienne des Etats-Unis, American Airlines. M. Clinton se distingue ainsi de ses

prédécesseurs à la Maison Blanche. Même au plus fort de la grève des pilotes d'United Airlines, en 1985, Ronald Reagan n'était pas intervenu. Ce dernier avait d'ailleurs pas hésité à licencier des milliers de contrôleurs aériens en grève.

Jeudi 18 novembre, le syndicat des personnels navigants (représentant 21 000 personnes) d'American Airlines avait lancé une grève pour une durée de onze jours pour protester contre le nouveau contrat imposé aux salariés par la direction depuis le 1^{er} octobre. Le désaccord avec la direction portait sur les salaires, les effectifs, les horaires de travail et le financement de l'assistance médicale. Largement suivie, la grève perturbait considérablement depuis cinq jours l'activité de la compagnie et menaçait de provoquer dans les aéroports américains une gigantesque pagaille : la dernière semaine de novembre est, à cause des vacances de Thanksgiving, l'une des plus actives de l'année. Faute de personnel navigant,

un grand nombre d'avions avaient dû voler sans passagers, d'autres restant cloués au sol. Le tiers seulement du service avait pu être assuré dimanche.

Entre la direction - un patron de choc, Robert Crandall, sans état d'âme, soumis à une concurrence très vive et prêt à désinvestir si le transport aérien ne devient pas rentable - et des personnels très mobilisés, la tension montait. Défaillante pendant trois ans, American Airlines espérait redevenir bénéficiaire cette année. La grève allait, selon M. Crandall, faire retomber la compagnie dans le rouge. Tout en confirmant sa détermination à réduire les coûts - en supprimant des emplois - M. Crandall annonçait son intention d'embaucher du personnel rapidement licencié et de licencier les grévistes.

Une intervention politiquement judicieuse

Face à ce blocage, Bill Clinton a jugé qu'il devait intervenir dans ce conflit social, pourtant purement privé. American Airlines est cotée à la Bourse de Wall Street. Interrompant son entretien avec le président des Philippines, le président américain a téléphoné personnellement, à leur grande surprise, à Robert Crandall ainsi qu'à Denise Hedges, la présidente du syndicat des personnels navigants. « J'ai parlé aux deux parties », a expliqué M. Clinton, « ils sont d'accord pour mettre fin à la grève et se retrouver tout de suite autour d'une table de négociation ». Ils seront aidés par une procédure d'arbitrage. Tous les vœux vont reprendre immédiatement, a enfin annoncé le président. « Je crois que cet accord représente un pas important pour tous les Américains », a commenté Bill Clinton, « pour les familles qui vont pouvoir se réunir à l'occasion des vacances, pour les personnels qui vont retrouver leur emploi et pour American Airlines qui va de nouveau pouvoir servir le public ».

L'intervention de Bill Clinton est politiquement très judicieuse. Elle permet au président démocrate de renouer le contact avec les syndicats après les affrontements très durs qu'il avait eus avec eux pendant le débat sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Son intervention réussie sera sans doute aussi appréciée par l'opinion, qui commençait à s'inquiéter du désordre dans les aéroports pendant les fêtes de Thanksgiving. Elle est de la part du démocrate Bill Clinton un signal en direction des patrons, un peu trop tentés, selon la Maison Blanche, de résoudre leurs problèmes en diminuant les salaires de leurs personnels ou en supprimant des emplois.

ERIK IZRAELWICZ

REPÈRES

GRÈVES

Le 23 novembre à EDF-GDF...

Quatre syndicats (CGT, CFDT, CFTC et FO) ont appelé à la grève, mardi 23 novembre, les 144 000 agents d'EDF-GDF afin d'alerter les usagers sur les risques induits par les projets de dérégulation européenne du système électrique et gazier. Les personnels sont invités à participer à une manifestation nationale à Paris. Cette initiative intervient deux jours avant le débat parlementaire sur l'énergie, prévu pour le 25 novembre à l'Assemblée nationale, au cours duquel le ministre de l'Industrie, devant présenter ses « orientations sur la politique énergétique ».

Les syndicats s'inquiètent de ce que « les projets actuels », tant au niveau européen que du point de vue du gouvernement, « portent en eux une remise en cause des fondamentaux du service public : indépendance énergétique, pérennité tarifaire, vente au prix de revient ». Quant au vote du Parlement européen, intervenu le 17 novembre et optant en faveur d'une remise en cause partielle des monopoles du gaz et de l'électricité, les syndicats estiment qu'« il ne change rien sur le fond » (le Monde du 19 novembre). Le texte adopté à Strasbourg « ne comporte aucune garantie susceptible d'éviter à terme une remise en cause complète » des monopoles de production, d'importation et d'exportation d'EDF-GDF et même de celui de la distribution via la mise en place d'un système d'accès des tiers aux réseaux.

... le 24 novembre

à Air Inter (stewards et hôtesses)...

Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) d'Air Inter a annoncé, lundi 22 novembre, qu'il avait lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le mercredi 24 novembre. La direction a confirmé avoir reçu le préavis et affirmé que la totalité des vols seraient cependant assurés en faisant appel, dans la mesure des besoins, à des équipages extérieurs par le biais de l'affrètement, comme pour les grèves précédentes. Le SNPNC, qui affirme « regrouper la majorité des hôtesses et stewards » de la compagnie, déclare s'inscrire « dans le cadre de l'action en cours menée par l'intersyndicale d'Air Inter ».

SOCIAL

Pour diminuer le coût du travail

M. Balladur veut réduire la cotisation patronale d'assurance-maladie

« Nous avons déjà baissé de 15 % les charges patronales sur les bas salaires. Il faudra doubler cet effort d'ici cinq ans, en diminuant les cotisations d'assurance-maladie étape après étape », a annoncé Edouard Balladur lors de l'examen par les sénateurs du projet de loi de finances 1994.

Cette prise de position du premier ministre vise à prolonger la démarche engagée depuis le 1^{er} juillet avec l'exonération de cotisations patronales d'allocations familiales sur les rémunérations inférieures à 1,2 fois le SMIC. Transférer vers le budget le financement d'une partie des dépenses de sécurité sociale vise à réduire le coût du travail et, donc, à faciliter l'emploi non qualifié. En effet, c'est d'abord sur les rémunérations les plus modestes que cet allègement doit intervenir.

... et le 26 novembre à la SNCM

Les marins de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) ont déposé le 22 novembre un préavis de grève pour vendredi 26 novembre, afin de protester contre « une mesure expérimentale » visant à supprimer, cet hiver, les car-ferris sur la desserte Marseille-Bastia, a-t-on appris auprès du syndicat CGT des marins de Marseille. « Cette mesure équivaut à une remise en cause d'un service public de qualité, mettant en danger les emplois dans l'entreprise », a affirmé Jean-Paul Israël, secrétaire général du syndicat.

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Nouvelles manifestations à Paris et en province

A quelques jours de la réunion de la commission paritaire patronat-syndicats au sein de l'UNEDIC, prévue pour le jeudi 25 novembre à Paris, les professionnels du spectacle multiplient les initiatives pour dénoncer les menaces qui pèsent sur leur système d'assurance-chômage. Depuis le dimanche 21 au soir, l'Opéra-Comique, à Paris, est occupé par plusieurs dizaines d'intermittents qui ont pris possession de la salle Favart jour et nuit à l'appel de la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle-CGT. A Lyon, une centaine de professionnels sont rassemblés depuis dimanche après-midi dans plusieurs salles du Musée des Beaux-Arts, au palais Saint-Pierre, en cours de rénovation. Cette action, qui doit durer jusqu'au 25 novembre, a été lancée par la Coordination lyonnaise des professionnels du spectacle (CLYPS), rejointe lundi par la CGT. Plusieurs dizaines de professionnels du syndicat CGT du spectacle de Bretagne ont manifesté lundi après-midi à Rennes (Ile-et-Vilaine).

Les intermittents réclament « le retrait du projet du CNPF, qui vise à exclure la moitié des quelque trente mille intermittents de l'assurance chômage (UNEDIC) ». Ils réclament non seulement l'accord, « qui prévoit un relèvement du seuil de 507 à 676 heures de travail effectif pour bénéficier du chômage », mais aussi qu'un moratoire de deux ans soit mis en place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NOUS EMETTONS DEUX EMPRUNTS.

Notre action connaît chaque jour de nouveaux développements.

Aider au développement est une action chaque jour nouvelle. C'est la mission de la Caisse Française de Développement (ex-CCCE) dans soixante-trois pays et dans les départements et territoires d'outre-mer, où elle finance des projets productifs publics et privés, créateurs de ressources et d'emplois.

Quarante agences sont sur le terrain pour analyser, suivre les projets et la bonne affectation des fonds.

C'est pour se donner les moyens d'être encore plus présente, que la Caisse Française de Développement émet aujourd'hui deux emprunts.

Les émissions domestiques de la CFD sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.



CAISSE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Vous piratez un super logiciel de jeu pour votre fils. Il est très heureux.

Vous êtes beaucoup moins heureux.

Informez-vous au BSA : (1) 43 33 95 95

ECONOMIE

FINANCES

Paradoxes boursiers
Coup de froid
sur les places européennes

Pour la seconde fois en quinze jours, un sérieux coup de froid a glacé les places boursières européennes, touchant plus particulièrement Paris, qui a abandonné 2,92 % à l'origine de ce nouveau tour d'air - un paradoxe dont les marchés financiers sont coutumiers - de meilleures statistiques américaines. Elles confirment la reprise outre-Atlantique et ont provoqué une nette remontée des taux longs, qui, par un effet mécanique, a fait chuter les marchés d'actions.

Aux yeux des spécialistes, la reprise pourrait accentuer les pressions inflationnistes, qui ne pourraient être jugulées qu'avec...

Nouvelle panne
informatique
à la Bourse de Paris

Une énième panne informatique n'a pas permis un déroulement normal des cotations lundi 22 novembre à la Bourse de Paris. Les transactions ont eu pour conséquence de débuter à 13 h 30 au lieu de 10 heures.

Selon la Société des Bourses françaises (SBF), la création d'un nouveau compartiment de cotation pour recevoir à partir du 24 novembre le titre de la société Rhône-Poulenc, privatisée, serait à l'origine de la panne du logiciel de la Bourse de Paris. La SBF a mené des travaux pendant le week-end pour créer ce nouveau compartiment. L'ensemble des systèmes de marché a dû pendant cette période être déconnecté, précise la SBF. Lors de la reconnexion et malgré les tests de simulation effectués pendant le week-end, une "panne" du logiciel a entraîné l'arrêt des cotations de Bourse et le marché a été détecté, ne permettant pas l'ouverture du marché.

une augmentation du loyer de l'argent. Alors qu'en Europe continentale la tendance générale est à la baisse des taux, cette tension sur les taux américains fait craindre que la désescalade entreprise ne soit, si ce n'est stoppée, du moins largement freinée.

D'autres facteurs ont également contribué à cette baisse généralisée. La stabilité de la masse monétaire M3 en Allemagne pour le mois d'octobre - alors que les analystes prévoyaient une contraction - a nettement pesé sur Francfort, qui a perdu 2,3 %. Dans l'attente de la publication du budget de 30 novembre, le London Stock Exchange a abandonné 1,2 %.

A Milan, même tendance au lendemain de la déroute électoral des partis du centre, notamment au profit des néo-communistes et de l'extrême droite. La Bourse italienne a perdu 4,92 %. Amsterdam et Bruxelles ont également terminé la journée sur un repli sensible, cédant respectivement 1,7 % et 2,07 %.

Cela étant, les autres places internationales ont également payé leur tribut à la baisse : le manque de visibilité de l'économie japonaise a fait plonger l'indice Nikkei de 3,1 %, et Wall Street avait vu ses pertes se réduire in extremis sur la fin de la séance, en raison principalement d'une vague d'achats informatiques.

F. Bn

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions : dimanche-jour)
46-62-75-13

COMMUNICATION

La concurrence dans le secteur de la télévision à l'heure des satellites

Les « bouquets » de chaînes se multiplient en Europe

En prévision d'une concurrence accrue dans le secteur de la télévision en Europe, les opérateurs s'empilent à multiplier les « bouquets » de chaînes.

Une floraison de «bouquets», de la musique, des histoires : si l'on prenait les industriels de la télévision au mot, l'avenir semblerait bucolique... Mais ce vocabulaire camoufle une guerre de positions acharnée pour le contrôle des futures chaînes par satellite ou par câble en Europe, dans laquelle les dernières annonces émanant de la CLT luxembourgeoise et de la chaîne musicale francophone MCM.

Un «bouquet», c'est un ensemble de chaînes complémentaires, proposées simultanément, afin de renforcer leur attraction globale, et donc déclencher la spirale de l'abonnement ou des abonnements. C'est cette stratégie qui a fait le succès du satellite Astra, avec le «bouquet» britannique Sky B et ceux des chaînes allemandes, c'est celle que tente Telecom 2 (et Canalsatellite) ou Eutelsat (et son futur Hot Bird) (le Monde du 7 octobre).

Dans l'immédiat, tous les «bouquets» possibles (satellites ou câbles) pour ces bouquets sont quasiment pleins.

Mais l'événement, entre 1995 et 1997, de la compression numérique, devrait libérer de nouvelles capacités de diffusion et permettre une nouvelle floraison, ardoisée non plus autour des vecteurs techniques, mais des offres de programmes. C'est cette perspective qu'anticipent les opérateurs, en annonçant leurs projets. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, par exemple, va relancer sa chaîne RTL-TV, l'accompagner d'un autre programme rapidement, et préparer la création à terme de «bouquets» francophones et germanophones. Bientôt diffusée sur satellite, RTL-TV va élargir son audience (actuellement, plus de 1,5 million de personnes la captent en Lorraine et sur le câble). Elle va aussi rénover et agrandir sa grille de programmes, en émettant dès 8 heures. La matinée visera un public féminin à travers revues de presse, magazines, des bulletins d'informations rythmeront la journée, et une dose d'interactivité sera introduite avec le choix du film de fin de soirée par Minitel.

RTL-TV va également proposer aux câblo-opérateurs d'être le support de décrochages locaux, à coûts réduits. Elle veut ainsi devenir la «première chaîne de proximité nationale». Avec la place libérée sur le «bus» hertzien (1) par RTL-TV, la CLT pourrait lancer rapidement un autre programme dédoublé vers le câble, amorcé du futur bouquet en gestion. Ce bouquet à vocation européenne «fera

appel à de nouvelles techniques de programmation comme l'interactivité», explique le directeur délégué de l'activité télévisée francophone, Jean Stock, sans déviller ni son calendrier ni son choix de satellite. Et pour ne pas partir à la bataille sans munitions, la CLT vient de procéder à une augmentation de capital.

Ratisser
un public plus large

Sur un autre front plus spécialisé, celui de la musique, c'est la chaîne francophone MCM/Euro-musique qui veut déployer ses divisions et faire éclore plusieurs «boutins».

Contrôlée par les câblo-opérateurs et les principaux éditeurs de disques en France, MCM va étudier le lancement, dès la fin 1994, d'un bouquet de quatre chaînes musicales, consacrées chacune à un thème : classique et lyrique, chanson française, jazz, variété internationale. Ce type de spécialisation, déjà expérimenté en radio, permet aux éditeurs de mieux valoriser leur catalogue (et pas seulement les rubriques), à la chaîne de ratisser un public plus large que les adolescents, et d'espérer vendre ce service à terme. De plus, des chaînes aussi ciblées sont plus facilement exportables que des «généralistes» de la musique comme MCM (qui fait déjà partie du «bouquet» de

Canalsatellite). Pour MCM et son président, Frédéric Vinzia, il s'agit clairement de «positionner MCM là où ne l'attendait pas», et de développer sa marque face à sa grande concurrente, l'anglophone MTV, qui dispose déjà d'un réseau mondial. Si ses études sont positives, MCM pourrait d'ailleurs démanteler son offensive thématique sur le câble, dès que de nouveaux canaux y seront disponibles d'ici un an environ.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Le «bus» hertzien est un réseau qui relie par faisceaux d'ondes les principales villes françaises et alimente les réseaux câblés.

En marge des discussions sur l'exception culturelle

Des intellectuels s'inquiètent du projet
de l'AFP de «produire plus en anglais»

Une pétition vient d'être adressée au gouvernement par une cinquantaine de personnalités françaises et étrangères afin de protester contre la décision de Lionel Fleury, président-directeur général de l'Agence France Presse, annoncée, il y a quelques semaines, de «produire plus en anglais».

Alors que l'Agence France Presse (AFP) diffuse déjà environ 15 % de ses dépêches dans la langue de Byron et de Mickey, son PDG, Lionel Fleury, ayant observé le déclin de la francophonie, estimait, dans un récent bulletin interne intitulé «Adapt or Die!» («Adapte-toi ou meurs»), que l'AFP, «pour garder son rôle d'agence mondiale» devait «répondre aux besoins de ses clients étrangers, médias ou non médias, en produisant plus et mieux en anglais». Pmr, justifier sa décision, il invoquait «l'absence de français dans les véhicules majeurs : cinéma, chant ou télévision».

Ce texte, circulant parmi les délégués francophones au sommet de Maurice, le mois dernier, avait suscité une profonde stupéfaction alors que les quarante-sept pays représentés venaient d'adopter à l'unanimité le principe de l'«exception culturelle» dans les échanges commerciaux et d'obtenir l'engagement politique de la délégation française que Paris veillerait désormais un peu mieux au maintien des positions internationales du français. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali,

présent à Maurice, avait applaudi, exhortant même publiquement la francophonie à rester «subversive».

Si nul ne semble contester la nécessité d'un service en anglais et en d'autres langues étrangères à l'AFP, beaucoup de francophones, y compris au sein même de ce qui est la seule grande agence de presse de langue française au monde, sont adonnés par les arguments «définitifs» de M. Fleury. Car même si le français recule dans certaines régions (Europe occidentale) ou certains domaines (sciences), il n'a jamais été autant parlé et étudié hors de France, tandis qu'à chaque sommet francophone de nouveaux Etats font acte de candidature au cercle francophone, les derniers en date étant l'Arménie et la Moldavie.

La réaction du président
de l'agence

Les intellectuels signataires de la pétition intitulée «Capituler ou vivre?» - parmi lesquels les écrivains Philippe Sollers, Pierre Vidal-Naquet, Virgil Tanase, Antoine Maillet et Cavanna, les anciens ministres Michel Jobert et Jack Ralite, les chanteurs Jean Ferrat et Yves Duteil, le président de l'Académie des sciences morales et politiques, Pierre Chaunu, etc. (1) - estiment que les arguments invoqués par M. Fleury relèvent «très largement de la désinformation» et s'apparentent «à une sorte de méthode Coué à l'envers».

«Etrange raisonnement, poursuivent les signataires (que de dire,

nous avons des concurrents tenaces, donc nous devons leur céder! Comme si les viticulteurs disaient : les marchands de whisky sont puissants, donc arrachons nos vignes et faisons du whisky. Ou comme si les producteurs européens disaient : Spielberg fait un tabac, donc plus un sou à Berri, Godard, Wenders.»

La pétition conclut : «Quelque temps après le sommet francophone de Maurice où a été proclamé urbi et orbi le contraire (de ce que dit M. Fleury), c'est une politique de Gribouille qui est prônée par une agence ayant une mission de service public, par un PDG qui ne peut être élu qu'avec l'aval de l'Etat. Qu'en pensent le président de la République et le gouvernement? Qu'en pensent les Français?»

Lionel Fleury nous a indiqué, mardi 23 novembre, que «le développement du service en anglais ne se fera pas au détriment du volume des dépêches en français». «Actuellement, nous diffusons environ 1 million de mots par jour dans 600 000 mots en français, 150 000 mots en anglais et le reste en cinq autres langues, dont l'espagnol, l'arabe, etc., nous a précisé le président de l'agence. L'AFP est et continuera d'être une agence mondiale francophone mais elle continuera aussi d'essayer de gagner des clients sur les autres marchés.»

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Renseignements auprès de Dominique Galles ou Dominique Nogues. Tél. : 40-71-04-74. Télécopie : 40-71-04-69.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Caisse Française de Développement
émet deux emprunts garantis par l'Etat.

Emprunt 6 % novembre 1993.

Montant : F 1.000.000.000.
Prix de souscription : 100,29 %, soit F 5.014,50 par obligation.
Date de jouissance : le 6 décembre 1993.
Date de règlement : le 6 décembre 1993.
Durée : 10 ans.
Intérêt annuel : 6 %, soit F 300 par obligation payable le 6 décembre de chaque année à partir de la première fois le 6 décembre 1994.
Taux de rendement actuariel au règlement : 5,96 %.
Amortissement normal : au pair, in fine, le 6 décembre 2003.
Amortissement anticipé : possible par rachat au Bourse, OPA et OPE.
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Emprunt 7,50 % novembre 1993, assimilable aux emprunts mai/juillet 1993.

Montant : F 300.000.000.
Prix de souscription : 114,956 %, soit F 5.747,80 par obligation, dont F 5.548,50 représentant le prix d'émission et F 199,30 représentant le coupon couru.
Date de jouissance : le 26 mai 1993.
Date de règlement : le 6 décembre 1993.
Durée : 14 ans et 171 jours.
Intérêt annuel : 7,50 %, soit F 375 par obligation payable le 26 mai de chaque année à partir de la première fois le 26 mai 1994.
Taux de rendement actuariel au règlement : 6,32 %.
Amortissement normal : au pair, in fine, le 26 mai 2008.
Amortissement anticipé : possible par rachat au Bourse, OPA et OPE.
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'opération (jus C08 n° 93-583 du 17 novembre 1993) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Française de Développement, Cité du Batto, 35-37, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS, et après des états financiers chargés du paiement, BALO du 22 novembre 1993.



CAISSE CENTRALE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Enfin Paru !

Le 1^{er} Dictionnaire
Encyclopédique
de la Finance

- 1.920 pages pour l'outil maniable et complet que vous attendez...
- 3.334 termes et sigles expliqués avec précision (et traduits pour la plupart en 4 langues)
- 275 experts financiers ont contribué à sa rédaction

Dans le même volume :
Le Quid de la Finance*

- Une présentation des principaux établissements bancaires, industriels et commerciaux.
- Un tableau comparatif des profits de 170 entreprises et des grands macro-économiques de 170 pays.
- Les ventes financières du Traité de Maastricht.
- Des extraits de 15 Rapports Officiels sur la Finance

Bon de commande à renvoyer avec le règlement à :

Les Éditions de la Finance - 50, rue de Valenciennes - 75011 Paris Cedex 01
Tél. : 01 47 33 47 47 - Fax : 01 47 33 47 48

☐ Je commande exemplaires (à) au prix de 1 355 F TTC et joins le chèque correspondant à l'ordre de GESPERSI

Nom _____ Prénom _____
Etablissement _____ Fonction _____
Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____
Téléphone _____ Télécopie _____

(1) - 5 % pour le deuxième exemplaire, - 10 % pour le troisième. Au-delà nous consulter.

Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 8,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,01 % (2082,92)

Comptant <small>(selection)</small>	Sicav <small>(selection)</small> 22 novembre
--	---

VALEURS	% du vote	% du compte	VALEURS	Cours maje.	Dernier cours	VALEURS	Cours maje.	Dernier cours	VALEURS	Cours maje.	Dernier cours	VALEURS	Emis-ions Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emis-ions Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emis-ions Francs incl.	Rachet net
---------	--------------	----------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	---------------------------	---------------	---------	---------------------------	---------------	---------	---------------------------	---------------

[illegible]

Arbel 2	396	391	410	410	Eonick	1263,77	1228,38	Natio. Eparg. Valeurs...	529,72	515,54	St. Street DAT Plus	8732,08	12073,19
Reims 2	396	391	520	525	Egipser	1166,93	1131,51	Natio-Fran Index	1136,70	1130,70	Strategic Actions	150,38	152,25
Reims 2	396	391	152	152	Ercr. Caennais	202,37	202,65	Natio-Fran	1444,15	1444,43	Strategic Randomness	1678,57	1623,00

Marché des Changes	Marché libre de l'or	LA BOURSE SUR MINTEL	Matif (Marché à terme international de France)
--------------------	----------------------	----------------------	---

CARNET

Décès

M^{me} veuve Henry BERGEROL,
née France Robert,

s'est éteinte à Paris, dans sa soixante-dix-neuvième année, le 22 novembre 1993.

De la part de sa famille,
à l'intention de ceux qui l'ont aimée.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 novembre, à 10 heures, en l'église de Souillac (Lot).

M. Gabriel GARNIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
conservateur en chef honoraire
de la bibliothèque
de la faculté des sciences d'Orsay,

est décédé le 20 novembre 1993, dans
sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité.

De la part des familles Garnier,
Hausfater, Scibillotte, Caudwell et
Eckert.

1, allée du Danemark,
91300 Massy.

Les familles Missir et Salladar,
annoncent avec tristesse la mort de

Charles James MISSIR,
né à Smyrne, le 30 octobre 1911,
mort à Paris, le 7 novembre 1993.

R.I.P.

— Gilles Renaudin,
Marie-France et François Binot,
Didier et Bernadette Renaudin,
Hugues et Christiane Renaudin,
Marie-Laure et Jacques Bonnetot,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ont la peine de faire part du décès de

M. Christian RENAUDIN,
dans sa quatre-vingt-deuxième année,
le lundi 22 novembre 1993.

La messe d'enterrement sera célébrée
le mercredi 24 novembre, à 10 h 30, en
l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est,
Boulogne (Hauts-de-Seine), sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

JOURNAL OFFICIEL

publiés au Journal officiel daté
22-23 novembre 1993 :

UN ARRÊTÉ du 3 novembre
1993 fixant le modèle du carnet
de paternité.

UNE CIRCULAIRE du
28 octobre 1993 relative aux
modalités d'application de la loi
n° 93-122 du 29 janvier 1993 à la
publicité financière dans la presse
écrite.



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01
36.15 Code A3T puis OSP sur MINTEL

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de CRETEIL (94)
9 DÉCEMBRE à 9 h 30
STUDIO A SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)
13, bd des Vilières, 40/42, av. de la Baume, 1^{er} et 2^e ét. Entr. 1 Pce
kitch., s. de bns. WC, Placard. Au sous-sol CAVES ET BOX.
M. à P. 80 000 F. S'adresser à M^{me} TH. MAGLO, AVOCAT
4, allée Tolson-d'Or, 94 CRETEIL. Tél. :
49-80-13-80 mais ext. 9 h 30/12 h. V. spt. 12 DÉCEMBRE de 10 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS
le JEUDI 9 DÉCEMBRE 1993, à 14 h 30 - EN UN LOT
Dans le bâtiment A, au rez-de-chaussée, porte face droite
PARTIE DE LOCAL D'HABITATION
à aménager comp. une MEZZANINE - Cave dans le bât. B au sous-sol
44, rue des Cordelières - PARIS 13^e
Mise à prix : 300 000 F
S'adr. à Maître ANDRÉS, avocat, 7, rue Marbeuf, PARIS-8^e. Tél. :
40-70-17-73. A tous avocats près le tribunal de grande instance de Paris.

Vente aux enchères publiques, au Trib. de grande instance de Tours
le MARDI 14 DÉCEMBRE 1993, à 14 heures
ENS. IMMOB. à JOUÉ-LES-TOURS (L. et L.)
(Périphérie immédiate de TOURS)
comp. BATEMENT à us. industriel av. atelier, bureaux, hall de réception,
d'une superf. bâtie de 1 800 m² env. - Ses dépendances : aires de stationnement,
dégagement, espaces verts. Cad. sect. AE n° 640 au lieu-dit « Châtea
Gaillard » pour 65 a. 07 ca. - Formant le lot 34 du lotissement dénommé
« LOTISSEMENT ZONE INDUSTRIELLE CHATEAU GAILLARD »
MISE A PRIX : 1 500 000 F
S'adr. à M^{me} Jean et Yves PONSBEURRE. Tél. (16) 47-30-63-59.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS
le JEUDI 9 DÉCEMBRE 1993, à 14 h 30 - EN UN LOT
Au rez-de-chaussée porte à gauche
APARTEMENT de 2 PPales
comp. Hall d'entrée, séjour, cuisine, chambre, plac., baign., wc
Au 2^e sous-sol cave n° 24, et EMP. PARKING n° 13
Dans un ensemble immobilier à PARIS-19^e
58-60, rue Botzaris et 6-8, rue du Tunnel
Mise à prix : 400 000 F
S'adr. à Maître DEVOS-CAMPY, avocat à la Cour, 37, av. de Suffren à
PARIS-7^e. Tél. : 45-67-96-84 (unq. de 10 h à 12 h). - M^{me} VESINI-CAM-
PACHY, avocat, 212 bis, Bd St-Germain, 75007 PARIS. Tél. : 45-44-03-73.
A tous avocats près le tribunal de grande instance de Paris.

M. Adalbert Vitalys,
M. Abnan Kiliç et M^{me} Claude Vita-
lyos-Kiliç
et leur fils Stéphane,
M^{me} Dominique Vitalys,
M. et M^{me} Jean-Pierre Lichtmann,
M^{me} Monique Baucheau,
M^{me} Laurence Lala,
M. Alain Lichtmann,
M. Jean-Marc Lichtmann,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne VITALYOS,
née Langeat,
survenue le 14 novembre 1993, dans sa
soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale au crématorium de Vil-
letaneuse (Seine-Saint-Denis).

2, villa Montcalm,
75018 Paris.

[A Adalbert Vitalys, son mari, qui créa le mo-
deste studio des photographes en 1951 et qui fut
récompensé en 1977 par son départ à la retraite,
le 30 juin 1977, la famille et ses anciens colla-
gues du monde photographique lui rendent un
dernier hommage.]

Remerciements

— Orléans.

M^{me} Michèle Dachary,
son épouse,
Sophie et Stéphane Aeger,
Mathieu Dachary,
Stéphane Dachary,
ses enfants,
Alicia et Félix,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Lucien Dachary,
leurs enfants et petits-enfants,
très sensibles aux nombreux témoi-
gnages d'amitié reçus lors du décès de

M. Antoine DACHARY,
remercient très sincèrement tous ceux
qui les accompagnent.

Messes anniversaires

Raymond BOURGINE,
sénateur de Paris,
fondateur du groupe Valmonde,
nous quittait le 29 novembre 1990.

Une messe du souvenir sera célébrée
mercredi 1^{er} décembre 1993, à
18 heures, en l'église de la Madeleine,
Paris-8^e.

Ceux qui l'ont connu, admiré, aimé
témoignent, par leur présence ou leur
pensée, leur fidélité à son œuvre.

Anniversaires

— Le 24 novembre 1992, disparais-
sait

Georgette CHAMBOREDON.

Que ceux qui l'ont connue, aimée se
souviennent.

Son mari,
Ses enfants.

Semaine de la bonté

Cas n° 42. — M^{me} N. e
soixante et onze ans. Souf-
frait d'un handicap congénital
depuis son enfance, elle
ne se déplace qu'en fauteuil
roulant. Elle utilise pour sortir
une voiturette à pédales.
Mais, fatiguée, elle ne peut
plus utiliser ce transport. Il lui
faudrait acquiescer un tricycle
électrique. Le coût de cet
appareil est élevé. La Caisse
primaire d'assurance maladie
n'assure pas la totalité du
remboursement. Une aide de
3 000 F permettrait à M^{me} N.
d'obtenir ce véhicule qui lui
servirait de son isolement.

► Les dons sont à adresser à
la Semaine de la bonté,
4, place Saint-Germain-des-
Prés, 75006 Paris. CCP
Paris 4 52 X ou chèques
bancaires. Tél. : (1)
45-44-15-81.

Conférences

— Conférence : « Révélation infante
et éducation des enfants », avec Bernard
Bare, François Laplanche, Charles
Mogil, mercredi 24 novembre 1993, à
20 h 30, à l'Alliance israélite univer-
selle, 45, rue La Bruyère, Paris-9^e.
Tél. : 42-80-35-00 (P.A.F.).

— La tentation du suicide, confé-
rence-débat avec A. Dumas, théologien,
A. Houzau, pasteur, et P. Guiraud,
président de SOS-Suicide Plein Paris,
mercredi 24 novembre 1993, à 20 h 30,
au temple de l'Etoile, 54, avenue de la
Grande-Armée, Paris-17^e. Entrée libre.

Communications diverses

— L'association, reconnue d'utilité
publique, les Ailes brisées, pour l'en-
traide au profit des familles des mem-
bres des personnels navigants de l'aéro-
nautique civile et militaire et des
parachutistes tombés en service aérien,
vous invite à sa vente annuelle au pro-
fit de ses œuvres.

Cette manifestation, placée sous le
patronage des plus hautes autorités,
aura lieu le mardi 30 novembre 1993,
de 17 heures à 20 heures, et les mer-
credi 1^{er}, jeudi 2 et vendredi 3 décem-
bre, de 14 heures à 20 heures, dans les
salons de l'Hôtel George-V, 31, avenue
George-V, Paris-8^e.

Soutenances de thèses

— Christophe Blangie : « Au service
de Condé et de la religion, le chevalier
de Thodias (1616-1672), une biogra-
phie du premier jurat », Bordeaux
pendant l'Oratoire, samedi 27 novem-
bre 1993, à 9 heures, EHESS, 54, bou-
levard Raspail, salle 524.

— Danielle Konopacki Miot sou-
tiendra sa thèse de doctorat, intitulée
« Contribution à l'histoire du structur-
alisme européen : les formalistes russes
(1914-1929) », le samedi 27 novembre
1993, à 14 h 30, à l'université Paris-
VIII, 2, rue de la Liberté, Saint-Denis,
salle H 101. La soutenance sera suivie
d'un pot amical, bâtiment G, 4^e étage.

CARNET DU MONDE

15, rue Falguière,
75001 Paris 16

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Téléphones : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

300 F pour les annonces de 100 F

Commercialisation diverses : 105 F

Thèses étudiants : 60 F

Les lignes de capitales grises sont

calculées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Languevin, gérant

directeur de la publication

Bruno Prévost

directeur de la rédaction

Jacques Gallo

directeur de la gestion

Manuel Lascaris

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Beld

adjoints au directeur

de la rédaction

Thomas Bernard

Bernard Le Gendre

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs :

Hélène Baudouin (1944-1989)

Jacques Favre (1989-1992)

André Laurens (1992-1993)

André Fontaine (1993-1993)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, rue Falguière

75001 PARIS CEDEX 16

Tél. : (1) 40-65-29-25

Tél. : 40-65-29-26

ADMINISTRATION :

2, place de la République

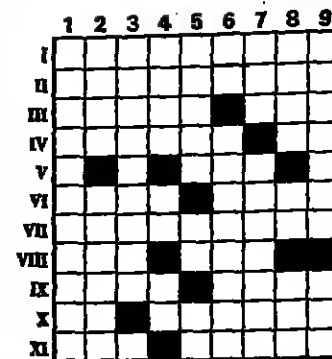
75002 PARIS CEDEX

Tél. : (1) 40-65-29-25

Tél. : 40-65-29-26

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6177



HORIZONTALEMENT

1. S'ils sont solides, ce n'est
pas gratuit. — 2. Bien enflammé.
— 3. Son pour le parler. Tra-
verse plusieurs lacs. — 4. Est
orné de greppes. Note. —
5. Chaine. — 6. Américain, n'est
pas général. Jaune dans les
marais. — 7. Qualifie une pièce
qu'on trouve sur le champ. —
VIII. Qui ne répond plus. Nourrice
pour un dieu. — IX. Etre bien
ouvert. Peut faire pâlir une étoile.
— X. Un métal dur. Un danger en
mer. — XI. Peut se mettre en
pièce. Pas de très bon goût.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilé à une

maladie des artères. —
2. Comme le table quand on
repart de zéro. Enverra des
fleurs. — 3. Comme le mauvais
pensé. — 4. Partie de l'œil. Un
spectacle complet. Note. —
5. Gros, avant le carême. Parti-
cipe. Un métal mou. — 6. Prépo-
sition. Le cultivar, c'est une
façon de se faire des cheveux. —
7. Fit l'Innocent. Où l'on peut
trouver du charme. — 8. Rénait
autrefois. Pronom. On sort pour
le prendre. — 9. Est formée de
deux feuillets. Une bonne presse.

Solution du problème n° 6176

Horizontalement

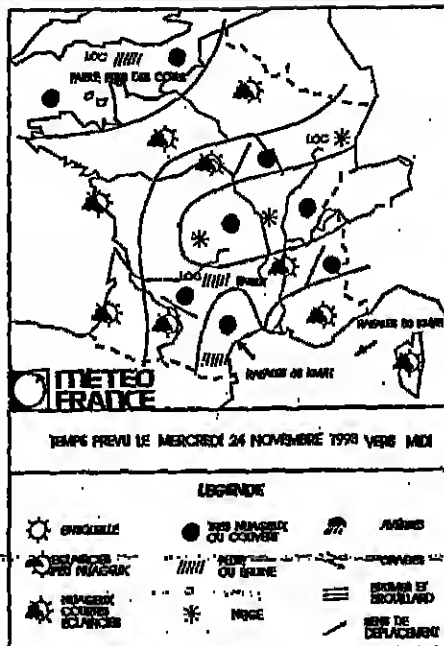
I. Angulaire. — II. Tartuffes. —
III. Ris. Cl. Ut. — IV. Intermes. —
V. Ile. Pel. — VI. Elfe. Foi. —
VII. Selge. — VIII. Raisonné. —
IX. Sôné. Stop. — X. Ost. Isout.
— XI. Saluée.

Verticalement

1. Atrides. Sou. — 2. Nain.
Lares. — 3. Gratifiants. — 4. Ut.
Élégie. — 5. Lucra. As. II. —
6. Afin. Ocu. — 7. If. Épointée.
— 8. Réusé. Noue. — 9. Est.
Sept.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES

maximas - minimas

FRANCE

ALGER	16/3
BARCELONE	17/1
BORDEAUX	16/8
BREST	15/2
CAEN	10/0
CHERBOURG	14/4
CLERMONT-FERR.	0/-12
DIJON	11/9
GENÈVE	14/2
LILLE	12/5
LIMOGES	11/7
LYON	11/0
MAIRIE	11/6
NANCY	10/6
NANTES	14/5
NICE	13/6
PARIS-MONTS	12/6
PAU	11/1
PERPIGNAN	11/5
POINTE-A-PITRE	32/24
RENNES	11/4
ST-ETIENNE	10/8
STRASBOURG	11/7
TOULOUSE	16/2
TOURS	21/7

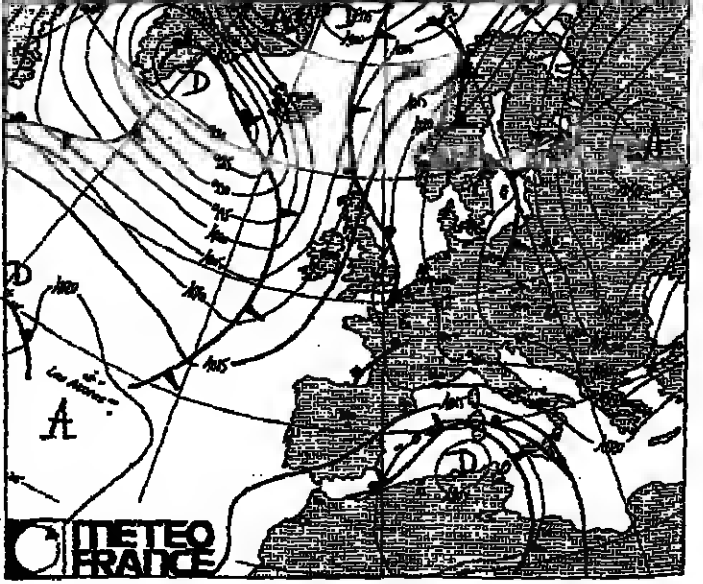
ÉTRANGER

ALGER	20/14
AMSTERDAM	13/7
ATHÈNES	16/11
BANGKOK	32/24
BARCELONE	12/8
BELGRADE	11/0
BELLEVILLE	11/4
BRUXELLES	11/1
COPENHAGUE	11/1
DJIBOUTI	27/20
GENÈVE	14/4
HAÏPHONG	14/7
JERUSALEM	21/10
LE CAIRE	28/16
LISSONNE	12/9
LONDRES	11/4
LOS ANGELES	22/14
LUXEMBOURG	12/8
MAURITIA	11/6
MARRAKECH	17/11
MEXICO	22/9
MILAN	11/1
MONTREAL	10/1
MOSCOW	14/7
NAGASAKI	22/11
NEW-DELI	17/7
NEW-YORK	14/8
PAKISTAN	11/1
PARIS-MONTS	12/6
RIO-DE-JANEIRO	11/1
ROMA	14/2
SEVILLE	19/8
SINGAPOUR	32/26
STOCKHOLM	11/1
SYDNEY	30/16
TOKYO	19/8
TUNIS	17/4
VARSOVIE	11/1
VENISE	11/1
VIENNE	11/1

Valeurs indiquées en degrés Celsius
le 23-11-1993 à 18 heures TUC et le
24-11-1993 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné,
c'est-à-dire pour la France : heure
locale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



Le Monde ARTS et SPECTACLES

PROCYON

DÉBATS

Diagonales : « En deçà du Bien et du Mal », per Bertrand Poirot-Delpech (page 2).

INTERNATIONAL

Les résultats définitifs du premier tour des élections municipales en Italie ont confirmé, lundi 22 novembre, la victoire du PDS (ex-Parti communiste). Pour le second tour, dimanche 5 décembre, les candidats s'efforcent de séduire les électeurs du centre (page 4).

POLITIQUE

L'isolement du président de la République et la faiblesse de la gauche dispensent le Sénat de toute complaisance à l'égard du gouvernement. Le Palais du Luxembourg, présidé depuis le 2 octobre 1992 par René Monory, sénateur de la Vienne, retrouve ainsi son rôle de Chambre de réflexion et son rôle de modérateur (page 81).

SOCIÉTÉ

Coprésident du comité d'organisation de la Coupe du monde de football en France en 1998, Michel Platini estime que, plus qu'une victoire de la France, c'est la réussite de l'organisation du Mondial qui importe (page 12).

CULTURE

L'Américain Robert Wilson a mis en scène *Madame Butterfly*, de Puccini à l'Opéra-Bastille (page 16).

ÉCONOMIE

La proposition de loi sur les entreprises en difficulté, qui est soumise aux parlementaires le 23 et le 24 novembre, devrait satisfaire les banques. Ce texte redonne toute leur valeur aux « sûretés » (hypothèques, nantissements, privilèges, etc.), dont les établissements de crédit sont bénéficiaires (page 18).

L'intervention personnelle du président américain Bill Clinton auprès des syndicats et de la direction d'American Airlines a permis de mettre fin à la grève qui paralysait, depuis le 18 novembre, l'activité de la principale compagnie aérienne aux Etats-Unis (page 20).

COMMUNICATION

Pour s'assurer du contrôle des futures chaînes de télévision par satellite ou par câble en Europe, les opérateurs multiplient les «bouquets» de chaînes complémentaires et spécialisées (page 21).

Services

Abonnements.....	III
Annonces classées	22
Cartes.....	24
Marchés financiers.....	22-23
Météorologie	24
Muts croisés.....	24
Radio-télévision	25

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3617 LMDOC

36 20 04.44

Domain

Arts et spectacles

La quinzième édition des Transmusicales de Rennes réunit, en décembre, toutes les facettes du rock. Également : la réédition de l'intégrale des enregistrements CBS et RCA du pianiste Vladimir Horowitz.

Ca numéro comporte un cahier
« Initiatives »
folios 1 à XIV

Le numéro du « Monde »
daté mardi 23 novembre 1993
a été tiré à 497 026 exemplaires

JACQUES ISNARD

L'Interallié, dernier des grands prix de l'automne, a été décerné, mardi 23 novembre, à Jean-Pierre Dufreigne pour le *Dernier Amour d'Aramis*, publié chez Grasset. Agé de cinquante et un ans, Jean-Pierre Dufreigne, est rédacteur en chef à l'Express.

Un avant-goût des menaces potentielles

La France, pour l'instant, est entrée en méditation. Elle ne se tait pas, comme les multiples interventions d'élus ou d'experts militaires sur la place publique en témoignent. Néanmoins, le gouvernement renvoie systématiquement toute initiative au printemps 1994, au plus tôt. D'ici là, il aura mis un point final au Livre blanc sur la défense, qu'il entend rédiger en partant du travail de la commission présidée par Marcoux Long. Puis, il devra se voir tirer des conclusions, avec la participation militaria, qui couvre les années 1995-2000 et qui est, en dernier ressort, le seul document législatif sur lequel il engage sa responsabilité.

Par avance, le ministre de la défense s'est opposé à des parlementaires de l'actuelle majorité qui ont souhaité débattre de la programmation après l'élection d'un nouveau président de la République en 1995. Selon M. Léotard, il n'est plus possible de lanterner : les armées, pour leurs missions et pour l'organisation qui en découle, et les industriels de l'armement, pour leurs activités, ont besoin de connaître au plus vite les choix de la France pour sa sécurité.

En attendant, les élus de la Nation devraient avoir un avant-gard du Livre blanc et des six scénarios que le rapport d'étape de la commission Long a retenus et qui sont censés justifier une intervention des forces françaises. Ces différentes hypothèses vont de la menace appliquée directement sur un département ou un territoire d'outre-mer jusqu'à une variété de menaces (appelant la tension Est-Ouest) qui s'en prendraient aux intérêts vitaux ou fondamentaux de la France, en passant par des scénarios de destruction des richesses nées avec l'explosion du terrorisme clandestin d'Etat et avec la prolifération des armements dits de destruction massive (nucléaire, balistique, chimique) exploités par des puissances régionales, ou encore la menace tous azimuts causée par l'instabilité chronique dans les « zones grises », là où un Etat a cessé de pouvoir exercer sa pleine souveraineté.

De ces dangers multiformes et souvent diffus, qui engendrent, par surprise, des conflagrations entre

**Jamais un
Macintosh
ne vous a
fait une
telle offre.**

ECRAN COULEUR MATRICE ACTIVE
13 990 F ht

Macintosh Powerbook 180 C
Offre réservée étudiants / enseignants,
valable pour paiement comptant.
écran couleur matrice active 4/160 Mo.
13 990 F ht. 16 592 F ttc.

Il y a des propositions auxquelles il est difficile de résister : 13 990 Fht le Powerbook 180 C avec écran couleur à matrice active, c'est l'offre exceptionnelle - et limitée - que vous fait IC.

1er distributeur Apple d'Europe avec plus de 50 000 Macintosh installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IS

IC NIMAROUNG PARIS 6m (1) 44 76 26 - IC VEDONNE PARIS km (1) 42 85 90 90 - IC MIGNO VALLEY PARIS 15m (1) 40 58 00 00 - IC MARSHALLER 91 57 25 05
IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 06 62 - IC LYON 3m 78 62 38 38 - IC AIX EN PROVENCE 42 58 28 05 - IC AVIGNON 9m 37 22 22

LEURS GRANDES ENTREPRISES
EXPERTS EN
COMMUNICATION
RENDEZ-VOUS
DERNIÈRE PAGE
HEWLETT
PACKARD

هكنا من الدول

• Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 •

Le Monde

INITIATIVES

L'Europe sociale en expérimentation

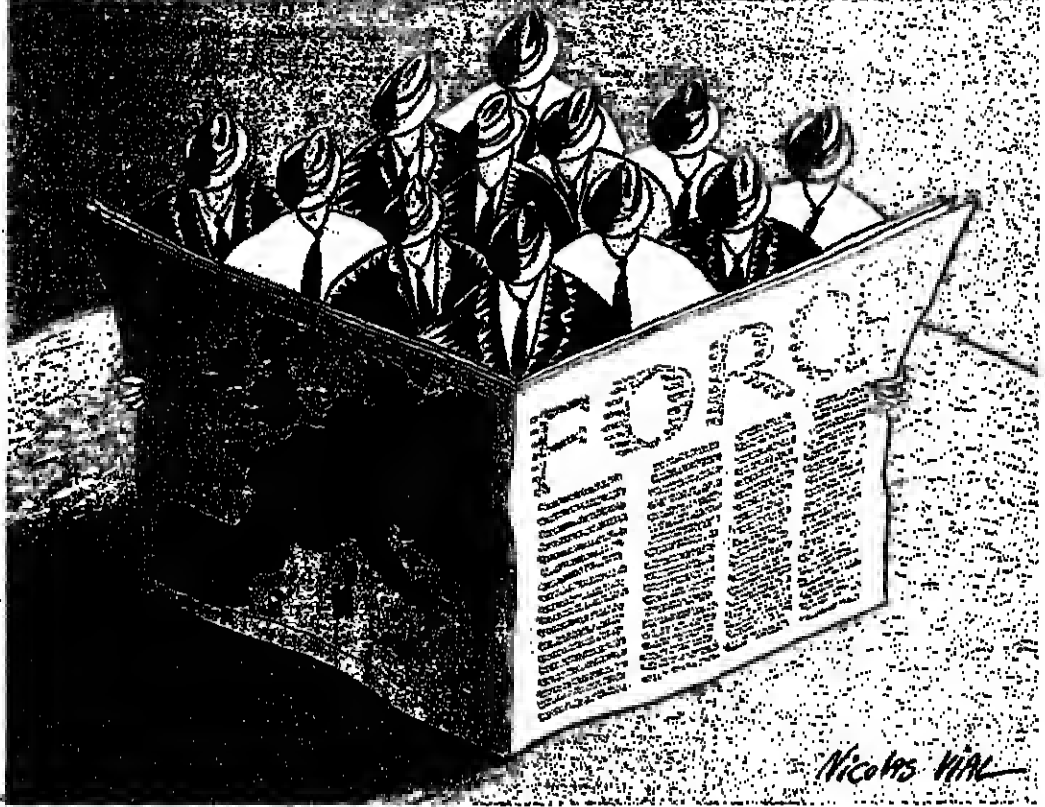
Autour du programme FORCE, les partenaires sociaux découvrent le travail en commun. Par-delà les anciennes frontières

ELÉMENTS d'appréciation à l'appui - souvent négatifs malheureusement, comme a pu le démontrer le triste dossier Hoover - il est devenu naturel de douter de l'Europe sociale, ce complément indispensable à la construction du marché unique. Plus grave, l'hypothèse de son existence, voire de son avènement futur, est tenue pour hautement improbable, à mesure que se développent un euro-scepticisme, lui-même alimenté par les déconvenues surgies depuis Maastricht et la crise.

Qu'ils en aient conscience ou non, les dirigeants politiques ont mis une sourdine sur ce sujet, pourtant essentiel à l'adhésion des peuples. Il y a maintenant des lustres que François Mitterrand ne répète plus que « l'Europe sera sociale ou ne sera pas ». Peu suspect de manquer d'attention sur ce point, Jacques Delors s'est cependant fait discret, peut-être gêné par les difficultés grandissantes de l'Union européenne, et, quoi qu'il en dise, entravé par les résistances britanniques, particulièrement sensibles dès que l'on aborde de tels thèmes. Ce n'est pas tout à fait un hasard si le Livre blanc, qui devait initialement être présenté au sommet européen du 29 octobre, a vu sa publication remise à plus tard. Et si, formellement, le président de la Commission en fait un document d'orientation, certes, mais avant tout personnel.

De même, il suffit de voir avec quelle lenteur sont enregistrés des progrès sociaux en vue de l'harmonisation européenne pour qu'il soit clair, aux yeux de tous, que la dynamique n'est pas de ce côté. L'adoption de directives a toujours été laborieuse, que ce soit pour le travail de nuit ou, plus récemment, contre le travail des enfants. A chaque fois, observées à l'aune de la réglementation française, les avancées ont paru modestes et, parfois, infimes.

Raison de plus, dans ce contexte, pour se satisfaire des résultats obtenus dans le cadre du programme FORCE (Formation continue en Europe), l'un de ceux qui, en dépit du caractère volontiers rébarbatif des thèmes abordés, permet encore d'espérer. Au moins, dans ce cas précis, peut-on croire aux prémices d'une construction européenne. Et, qui plus est, souhaitée par l'ensemble des partenaires sociaux, organisations patronales et syndicales confondues, qui se sont fréquemment associées pour l'élaboration de projets communs.



Et abli à partir des travaux réalisés par des experts nationaux, dont Jean-Marie Luttringer et Jacques Lorjot pour la France, un rapport final a pu être rédigé qui fait le point sur les politiques contractuelles dans le domaine de la formation professionnelle continue. Essentiel pour la suite, ce document devrait permettre le rapprochement des procédures ou faciliter leur mise en cohérence, sachant que, d'un pays à l'autre, l'émigration de la contractualisation, notamment sur ces questions, constitue un fait majeur, pour l'évolution sociale, depuis une bonne vingtaine d'années. Par exemple, la loi de 1971, dite loi Delors, a extraordinairement enrichi la vie conventionnelle en France ; ce dont se félicitent tous les partenaires sociaux et le CNPF en premier lieu, qui, fort de cette expérience justifiée, s'oppose à certaines des visées gouvernementales contenues dans la loi quinquennale préparée par Michel Giraud, ministre du travail.

Mais l'intérêt de FORCE va bien au-delà de cette simple restitution, coordonnée, des pratiques. Membres du comité FORCE à titre d'observateurs, douze partenaires sociaux participent à la gestion et à l'orientation du programme. Ils en sont des acteurs directs, parce qu'ils sont destinataires des actions

transnationales proposées, mais également parce qu'ils s'impliquent dans la réalisation des mesures d'accompagnement mises en place. D'ailleurs, 92 projets ont été contractés ou coordonnés par eux, en 1991 et 1992, sur un total de 421. Or, encore, 398 partenaires sociaux sont présents, à un niveau ou à un autre, dans 187 des projets actuellement en cours de réalisation.

Avec le temps, l'attrait s'est confirmé. En 1991, 97 projets émanaient d'eux, et 32 avaient été acceptés. En 1992, 111 ont été présentés, et 60 ont été sélectionnés. D'une année sur l'autre, hormis pour le Luxembourg et le Portugal, un mouvement global d'augmentation s'est manifesté dans tous les pays. Même la Grande-Bretagne participe à cet essor, qui trouve sans doute là le moyen de rétablir les conditions d'un dialogue social difficile au plan national.

Quant à leur contenu, les projets démontrent aussi leur utilité, et se regroupent en trois grands types : ceux qui mettent en avant le dialogue social et visent à

définir la problématique de la négociation collective, ceux qui privilégient la formation dans le souci d'élaborer des méthodes correspondant à des besoins, et ceux, enfin, dits « sectoriels », qui intéressent une activité ou une branche professionnelle désireuse d'évaluer et de prévoir des qualifications spécifiques. Ces derniers, en raison du contexte économique, représentent une part croissante du programme FORCE, puisqu'ils sont passés de 31 % à 48 % de 1991 à 1992 dans la répartition d'ensemble des projets.

Pourquoi s'en étonner ? Cela témoigne de la nécessité de disposer de moyens de formation adaptés aux besoins réels des entreprises. Cela signifie aussi que les partenaires sociaux concentrent leurs efforts sur l'analyse des besoins en qualification, ou lien avec les mutations en cours. Et c'est tant mieux s'ils trouvent un appui dans le programme FORCE. Surtout si, *in fine*, cela a pour conséquence de faire naître un début d'Europe sociale.

Alain Lebaube

- La France source d'inspiration
L'atout négociations collectives
par Alain Beuve-Méry
- Difficiles convergences
Contacts avec le Portugal
par Catherine Leroy
- La mobilité des salariés
Développer la libre circulation
par Olivier Piot
- L'Italie à la recherche
d'un modèle
Trop d'initiatives non coordonnées
par Liliane Delwasse
- L'union par la formation
Un manuel pour structurer les actions
par Francine Aizicovici

LIRE AUSSI

- EMPLOI
□ Du chômage partiel au licenciement
- FORMATION
□ Un paquebot de verre et de béton
- MANAGEMENT
□ Le choc des cultures
- TRIBUNE
□ Réduction du temps de travail : le retour

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

EXPERTS EN

TÉLÉCOMMUNICATIONS,

RENDEZ-VOUS

EN DERNIÈRE PAGE.

 **HEWLETT
PACKARD**

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA *Master of Business Administration for International Management*

- Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE *of Business Administration for International Management*

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
- Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie - AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

دکتر احمد الزامل

II Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 •

INITIATIVES

DOSSIER • L'Europe sociale en expérimentation

La France source d'inspiration

Depuis les années 70, la négociation collective a structuré notre système de formation continue

VERSANT français d'un programme européen de plus grande envergure qui consiste à établir une photographie de l'état des lieux de la formation professionnelle dans les douze pays de la Communauté, le rapport rédigé en 1992 par Jacques Rojot et Jean-Marie Luttringer (1) présente les points saillants de la formation professionnelle en France.

Afin de donner un peu de corps à l'Europe sociale, après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, la Commission de Bruxelles a décidé de lancer cette initiative, dans le cadre du programme FORCE. Douze monographies ont été produites, et un document de synthèse a été élaboré, sous les

auspices de Roger Blanpain, professeur à l'Université de Louvain, et auteur du rapport belge.

Clauses obligatoires

Conçu à des fins « plus opérationnelles que théoriques », l'étude des points transposables d'un pays à l'autre et favoriser les échanges européens en diffusant les accords contractuels novateurs, le rapport Rojot et Luttringer sur le modèle français de formation professionnelle continue a, semble-t-il, retenu l'attention de nos partenaires européens, notamment des

pays du Sud (Italie, Espagne, Portugal). Depuis le début des années 70, la France, contrairement à ce qu'elle a fait pour son système d'enseignement général, a développé un système de formation professionnelle continue, centré sur la négociation collective entre les partenaires sociaux.

Par l'accord national interprofessionnel sur la formation et le perfectionnement professionnels du 9 juillet 1970, renouvelé vingt ans après par celui du 3 juillet 1991, patronat et syndicats ont affirmé leur volonté d'agir de concert dans ce domaine. La formation permanente est désormais considérée comme une garantie sociale et fait partie des clauses

obligatoires des conventions collectives susceptibles d'extension. La méthode de la négociation nationale interprofessionnelle, pour fixer à la fois le cadre et les enjeux, a fait école. Des accords spécifiques sont intervenus tant dans le secteur agricole que dans celui du travail temporaire ou des hôpitaux, qui n'étaient pas concernés de prime abord.

Un enjeu stratégique

L'obligation faite aux partenaires sociaux par la loi de 1984 de renégocier tous les cinq ans par

branche a, à la fois créé une dynamique et privilégié un traitement des problèmes d'emploi et de formation, de manière anticipée et préventive.

Talon d'Achille du système, à cause de son origine pour moitié fiscale (40 milliards de francs proviennent de la taxe professionnelle payée par les entreprises et 40 milliards du budget de l'Etat), la manne recueillie en faveur de la formation professionnelle atteint néanmoins une masse critique suffisante pour devenir un enjeu stratégique. Cette somme, reconduite d'une année sur l'autre, a permis une professionnalisation de l'offre, en matière de formation permanente.

A l'instigation des pouvoirs publics, le bilan de la production négociée sur vingt ans en France quoique modeste n'est pas négligeable, notamment avec la création des certificats de qualification. La formation en alternance représente le champ d'innovation majeur dans les branches. Au niveau européen, c'est l'approche par branche qui semble la plus judicieuse.

Alain Beau-Méry

(1) Respectivement professeur à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, et professeur-associé à l'université Paris-X, Nanterre.

Difficiles convergences

La CFTD et l'UGT portugaise collaborent pour mieux préparer l'Europe sociale

AU DÉPART il devait s'agir d'un échange d'experts syndicaux de la formation continue entre la CFTD et l'UGT portugaise. Thème de recherche : la négociation collective de la formation professionnelle dans les deux pays. Il ne s'agissait pas de se renfermer sur les systèmes des deux partenaires.

Ce travail bilatéral devait permettre de se comprendre, d'étudier les systèmes de références des uns et des autres, de rechercher les convergences possibles afin qu'un jour il soit possible d'entamer, sans trop de difficultés, des négociations sur la formation au niveau européen, conformément aux objectifs de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Mais les idées sont souvent plus faciles à coucher sur le papier qu'à mettre en application. Après un an de travail, l'opération se révèle difficile à monter. Impossible de trouver dans les deux pays des experts syndicaux suffisamment disponibles pour aller passer un mois chacun dans le pays de l'autre. Faut-il pour autant abandonner l'idée ? Les responsables du programme FORCE se montrent sensibles à deux arguments : d'une part, si l'idée est difficilement réalisable dans sa forme première, elle n'est pas forcément mauvaise sur le fond. Ensuite, il existe bien peu de projets montés par les partenaires sociaux, il serait dommage de ne pas encourager les volontés qui se manifestent.

Prendre des personnes concernées

La CFTD et l'UGT ont obtenu l'autorisation de transformer le programme initial d'échange en un séminaire plus court, une semaine, mais rassemblant plus de participants, six à huit syndicalistes de

chaque pays, permanents ou militants, spécialistes de la formation professionnelle au niveau confédéral, fédéral ou territorial. Bref, souligne la CFTD, « des gens en position de négocier la formation professionnelle à tous les niveaux ». Pas inintéressant, après tout, de prendre des personnes directement concernées.

Le séminaire devait avoir lieu courant décembre à Paris. Plusieurs grands thèmes ont d'ores et déjà été déterminés. En premier lieu, la présentation des dispositifs législatifs et conventionnels de la formation dans les deux pays, avec notamment la place des partenaires sociaux dans la production normative et dans la régulation des systèmes ou les rôles respectifs de l'interprofessionnel et du professionnel dans la négociation sur la formation. La présentation comparée du dispositif de consultation et de négociation au niveau de l'entreprise et de la branche, illustrée par l'étude de cas concrets, tels que le fonctionnement d'un fonds d'assurance formation ou d'un organisme de formation de branche, devrait occuper, aussi, une bonne place.

Au niveau territorial, les compétences des différents collectivités et structures administratives seront passées au crible (rôle des COREP, comités régionaux de l'emploi et de la formation, ou des COPIRE, comités paritaires interprofessionnels régionaux de l'emploi et de la formation...). Des réalisations concernant des populations cibles seront également passées en revue, comme les dispositifs d'alternance pour les jeunes. Plus largement, un état des lieux des politiques et programmes communautaires d'éducation et de formation sera dressé. Enfin une table ronde sera consacrée aux objectifs des partenaires sociaux dans les deux pays pour les années à venir, leurs attentes à l'égard de l'Europe et leurs souhaits de coopération transnationale.

Certes, la formule du séminaire, avec ses thèmes bien définis, est plus classique que celle de l'échange d'expert. Sera-t-elle pour autant moins efficace ? Lorsque l'on sait que les relations interpersonnelles qui s'établissent entre les participants dans les groupes de travail se poursuivent dans le temps et sont très productives, on peut penser que cette manifestation permettra de faire progresser l'Europe de la formation.

Catherine Leroy

CERTIFICAT EN DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Formation professionnelle bilingue (anglais-français) dans les domaines du droit commercial international, droit français des affaires et droit communautaire... pour ceux qui travaillent déjà au sein d'un service juridique d'entreprise ou d'un cabinet d'avocats internationaux, ou ceux qui désirent percer dans ce domaine.

SESSIONS D'INFO GRATUITE MARDI 7 DEC. à 18 h 30 ou JEUDI 9 DEC. à 12 h 30. RÉSERVEZ UNE PLACE.

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formations permanentes

Tél. : 45-51-64-58

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La mobilité des salariés

Une expérience destinée aux syndicalistes des services publics britanniques et français



« La construction de l'Europe ne pourra pas se faire sans les salariés. C'est à nous d'apporter des réponses nouvelles à la situation nouvelle qui se prépare. »

Secrétaire de l'Union syndicale départementale CGT des services publics du Nord, Gilbert Dussart est depuis plus d'un an chargé de la coordination d'un vaste travail : élaborer une formation destinée à préparer des syndicalistes européens aux nouvelles règles de la « liberté de circulation et de la mobilité des salariés en Europe ». Limité dans l'immédiat au cadre de la fonction publique, à partir d'une comparaison entre la France et la Grande-Bretagne, le projet - dont les travaux ne sont pas encore achevés - pourrait ensuite être élargi à d'autres catégories de salariés européens.

C'est à partir d'une expérience développée dans le cadre d'un autre programme de Bruxelles - COMETT (1) - que la CGT propose, en septembre 1992, son projet pilote : « La collaboration que nous avons eue sur le projet COMETT (1) avec nos partenaires syndicaux britanniques du NALGO (National and Local Government Officers Association, syndicat des services publics) a été très fructueuse, souligne Gilbert Dussart. Elle nous a convaincu qu'en matière de libre circulation des agents publics, nous pouvions également travailler ensemble pour élaborer un outil de formation adapté aux besoins exprimés par nos militants. »

Bruxelles accepte la copie déposée par la CGT dans le cadre du programme FORCE. Outre un partenariat avec les syndicalistes britanniques du NALGO, le projet prévoit d'associer divers universitaires et chercheurs. Un comité de pilotage est créé à l'automne 1992. Aux universités d'outre-Manche (Londres, Oxford et Brighton) sont associés des universitaires français de l'INRETS (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité), de l'Institut des sciences

du travail de Villeneuve-d'Ascq et de l'université des sciences et technologies de Lille.

Au total, cinq modules ont été définis : « Connaître les institutions européennes et leur fonctionnement », d'abord, afin de présenter les conditions dans lesquelles naissent les directives conduisant à l'existence des droits sociaux européens. « Étudier les droits européens des salariés : examen de la charte sociale et du chapitre social du traité de Maastricht », ensuite suivi d'un troisième module concernant les « Droits nationaux des agents des services publics ». Le cadre juridique précis, le quatrième module fixe l'espace dans lequel les salariés circuleront : « L'aménagement du territoire, l'urbanisation et les compétences territoriales ». Enfin, sous l'intitulé « L'évolution des compétences et des qualifications », la formation devrait s'achever sur un bilan des conséquences pour l'emploi des agents publics.

Objectif des différents modules ? Permettre d'abord aux universitaires de dresser un état des lieux comparatif entre les deux pays : « En ce qui concerne les droits nationaux des agents publics, il est important de présenter les deux systèmes (britannique et français), précise Gérard Marcou, professeur de droit public à l'université Lille-II. Au plan juridique, par exemple, les agents publics britanniques ont des statuts conventionnels définis par des conventions collectives. Autre caractéristique : ils sont organisés au niveau local avec un niveau technique souvent très qualifié. » Résultat : en cas de mobilité, quelles seront les adaptations possibles pour les professions et les carrières des agents ?

La formation permettra ensuite aux syndicalistes de comparer leurs positions et de préciser les conditions de rapprochements possibles. « Il s'agit de cerner ce que représente l'Europe sociale, précise Pierre-Yves Verkindt, direc-

teur de l'Institut des sciences du travail à l'université de Lille-II. L'accord sur la politique sociale annexé au traité de Maastricht prévoit des opportunités nouvelles en matière de négociations collectives. »

Surtout, chacun des modules sera l'occasion - sous forme expérimentale, à partir de janvier 1994 - de former des stagiaires syndicalistes en offrant la possibilité aux deux organisations syndicales d'affiner leurs revendications : « Il nous revient à nous, syndicalistes, de poser clairement les problèmes

que pourront rencontrer les agents, souligne Gilbert Dussart, notamment en ce qui concerne la protection sociale, la retraite ou le déroulement de carrière. Il est important de pouvoir discuter de ces questions avec nos partenaires britanniques sur la base d'outils nouveaux fournis par les chercheurs. »

Olivier Piot

(1) COMETT : programme communautaire de formation aux nouvelles technologies.

LE TEMPS DES EXCLUSIONS

En France comme dans le reste de l'Europe, prolongation de la crise et extension du chômage précipitent des millions de personnes dans la pauvreté et l'exclusion.

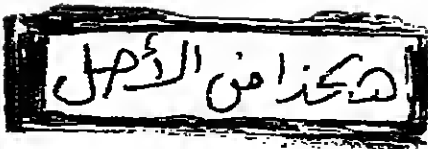
Le nouveau numéro de *Manière de voir* présente les dossiers complets sur le fort montant des inégalités et sur les tentatives d'atténuation.

Au sommaire :

Un crime social, par Ignacio Ramonet. La fabrique des exclus, par Denis Clerc. Quartiers défigurés, par Agnès Sini. Ces immigrés, si coupables, si vulnérables, par Alain Gresh. Mur de la honte sur le détroit de Gibraltar, par Juan Goytisolo. L'Allemagne malade de ses étrangers, par Brigitte Pätzold. Jours d'angoisse en banlieue, une nouvelle d'Amir Koroğlu, etc.

100 pages, 42 F chez tous les marchands de journaux.

Manière de voir (abonnement) 12 F par an (hors taxes).



INITIATIVES

Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 • 111

DOSSIER • L'Europe sociale en expérimentation

L'Italie à la recherche d'un modèle

L'absence d'un système organisé permet des initiatives nombreuses des entreprises et des régions

« C'EST une réflexion commune à laquelle nous sommes livrés afin de cheminer ensemble vers une harmonisation des pratiques européennes. Il ne faudrait surtout pas croire que nos amis italiens ont simplement pris le parti de recopier le modèle français. Nous aussi nous sommes posés beaucoup de questions sur nos méthodes. » C'est ainsi que l'on résume à la CFDT un travail effectué à la demande de la Cofindustria, homologue italien du CNPF. Les participants étaient, d'un côté la Cofindustria et trois syndicats transalpins le CISL, le CGIL et l'UIL, de l'autre le CNPF et la CFDT.

La formation professionnelle en Italie est reconnue par la Constitution depuis 1945. Mais elle relève depuis 1972 de la compétence des régions, ce qui comporte des avantages mais aussi des inconvénients. Exemple : les diplômes locaux ne sont pas reconnus d'une région à l'autre, ce qui constitue un frein à la mobilité. Les Italiens souhaitent introduire une validation des diplômes professionnels sur le plan national. Autre difficulté : les modes de financement ne sont pas les mêmes suivant les régions. Le ministère du travail gère le Fonds pour la formation professionnelle des travailleurs. Il décide de l'attribution des fonds à chaque région. Mais celles-ci les gèrent de façon autonome. La moitié est attribuée au Mezzogiorno.

L'exemple de Fiat

Quoté au Fonds social européen (FSE), près de 20 % de ses crédits sont consacrés à l'Italie et vont principalement à Sud. Cette-ci se retrouve dans une situation paradoxale : dispose de trop d'argent compte tenu de ses faibles capacités formatives. L'Italie a consacré en tout, en 1990, 4 000 milliards de lires à la formation professionnelle.

Depuis 1971, la pratique française dans le secteur de la formation professionnelle est de favoriser les accords entre partenaires sociaux. Puis la loi reprend les dispositions. C'est cette pratique qui manque le plus aux Italiens. L'écoulement des compétences fait que ni les partenaires sociaux ni le pouvoir central n'ont la possibilité de piloter quoi que ce soit.

La formation se résume souvent, en Italie, à une adaptation des salariés aux besoins créés par les nouvelles technologies. Elle dépend



essentiellement de la taille de l'entreprise. Faute d'organismes de formation consistants, les plus grandes firmes ont créé de véritables filiales gérées comme des centres de profit et destinées à leurs salariés, mais aussi à ceux d'autres entreprises. Fiat bénéficie ainsi d'un véritable centre de formation digne du niveau national qui a fait l'admiration des visiteurs français.

Tout est laissé aux initiatives professionnelles et locales. Dans certaines branches comme le bâtiment, la métallurgie et la chimie, les syndicats interviennent. Dans d'autres pas du tout. Les conventions collectives sont parfois à l'origine d'acquisitions. 500 000 jeunes, de 15 ans à 29 ans, bénéficient du Contrat formation emploi, proche de nos stages en alternance. Les partenaires sociaux sont impliqués dans l'apprentissage : durée et contenu en sont fixés par négociations directes. Mais, seuls l'artisanat et le commerce sont concernés. 560 000 jeunes, soit 76 % des actifs de 14 ans à 19 ans, étaient, en 1990, sous statut d'apprentissage.

L'absence d'un système structuré permet le développement d'initiatives nombreuses. La formation en Italie est apparue aux Français multiforme et variée puisque les acteurs économiques ont toute latitude pour innover. Le résultat est là. En dix ans, de 1980 à 1990, le nombre de salariés en formation a doublé en Italie.

A l'issue des travaux d'expert, les Italiens ont signé, en juillet 1993, un accord interprofessionnel qui s'inspire fortement du modèle français. Ils s'apprêtent à mettre sur pied un observatoire national des pratiques de formation. L'accord mentionne également la nécessité d'une analyse des besoins en qualification suivant les branches professionnelles et souhaite implanter des structures plus légères dans les régions. Actuellement, c'est auprès des Espagnols que les Italiens recherchent des méthodes pour améliorer leur formation professionnelle.

Liliane Delmas

L'union par la formation

Un manuel des syndicats européens pour l'élaboration de stratégies communes

FACE à la dégradation de l'emploi et aux licenciements, la négociation de la formation continue passe souvent au second plan des préoccupations des syndicalistes. Or se former apparaît comme une nécessité pour les salariés dans la perspective d'un reclassement interne ou externe. C'est en tout cas la conviction des partenaires du projet « Manuel pour les représentants syndicaux concernant la nécessité de négocier la formation continue au niveau de l'entreprise » mené dans le cadre du programme FORCE.

Gérer les différences

Cette brochure résulte des travaux coordonnés par l'ABVV, la branche flamande de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), qui réunissait autour d'elle des représentants des syndicats danois (LO), irlandais (ICTU) et néerlandais (FNV) auxquels se sont joints des centres de formation attachés à certains d'entre eux, ainsi que l'Académie syndicale européenne, un institut de formation qui dépend de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Ce manuel rappelle brièvement l'état du droit à la formation continue dans chacun des pays participants et propose une stratégie à employer par les délégués syndicaux dans le cadre de la négociation d'un plan de formation dans chaque entreprise, en insistant sur l'attention à porter aux groupes les plus fragiles tels que « les femmes, les migrants, les personnes de plus de quarante ans, les moins valides, les jeunes », souligne Jan Amel, le coordonnateur de l'ABVV.

Un premier projet centré sur le secteur des services avait été réalisé l'an passé à l'initiative de la branche francophone de la FGTB, en coopération avec des syndicalistes de France, de Grèce, du Portugal et d'Italie.

La prochaine étape en 1994 aura pour but de présenter tous ces tra-

voux à l'ensemble des syndicats de tous les autres pays représentés au sein de la CES et donnera lieu à la réalisation d'un manuel commun. Des modules nationaux et transnationaux devraient être élaborés à l'intention des syndicalistes.

Si les représentants des pays réunis autour de l'ABVV partageaient la volonté de développer la formation continue, ils ont également dû affronter leurs différences de moyens et d'approches. En Irlande, par exemple, « la formation continue n'est pas inscrite dans le droit », explique Jan Amel. Au Danemark, les syndicats ont leurs propres centres de formation professionnelle, en informatique, par exemple, subventionnés par l'Etat. Les salariés peuvent suivre des stages d'un an qu'ils payent eux-mêmes grâce à une indemnisation qu'ils perçoivent. En Belgique, il existe un dispositif de promotion sociale de dix jours par an et un congé éducatif payé par l'employeur, qui peut atteindre 240 heures par an. Les Pays-Bas ont un système semblable au nôtre.

« Une base de réflexion »

Sur le plan idéologique aussi les positions sont parfois opposées. Les syndicats danois et hollandais adoptent une démarche proche de la cogestion tandis que l'ABVV s'y refuse.

De même, pour les Danois, c'est à l'Etat de financer la formation, tandis que pour l'ABVV, c'est à l'employeur de le faire. « Le patron doit prendre ses responsabilités au lieu de se décharger sur les pouvoirs publics de tout ce qui est coûteux et non rentable à court terme », estime Jan Amel.

Ces oppositions de fond ne semblent toutefois pas avoir entravé la bonne marche du projet. « C'est un manuel ouvert, une base de réflexion qui doit se prolonger au niveau de chaque entreprise. Et nous sommes convaincus que nos différences peuvent nous renforcer. Le projet a aussi pour but d'inciter les délégués à élaborer une stratégie commune dans la perspective des futurs comités d'entreprise européens. L'idée que les frontières permettent d'opposer les travailleurs des différents pays reste très présente, comme on l'a vu dans l'affaire Hoover. Par le biais de la formation continue qui est très proche des besoins des salariés, on fera peut-être un pas vers une Europe sociale. »

Francine Alzcoovici

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 208.808F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
ISSN : 0395-2037
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-85-11. Microfilms : (1) 40-85-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-80-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avies
3 mois	536 F	572 F	794 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - postage) published daily by 100 rue de la République, 10001 Paris, France. Second class postage paid at Cleveland, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1111, Cleveland, N.Y. 10913 - 1311.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 280 USA

Changements d'adresse détaillés en provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cinq ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin
Isabelle Taillat

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régis Europe SA

Le Monde
TELEMATIQUE

Composées 36-15 - Tapez LE MONDE
Le Monde - Département
36-17 LAMOC ou 36-28-04-56

Imprimerie
du « Monde »
12, C. M. Ombres
94852 IVRY CEDEX

LE TEMPS
DES EXCLUSIONS

Manière de voir

Bonne nouvelle :
votre entreprise
peut en avoir
une gracieuse
nos stylos
et les autres
à la fin
de l'année.
Appelez vite le
1 26 71 8 11

CROSS
DEPUIS 1840
INSTRUMENTS A ECRIVE
GERMAINE AVE

هنا نحن

Le Monde EDITIONS

Le bilan économique
des années Mitterrand
(1981-1994)

Sous la direction d'Alain Gélédan

Nouvelle édition

De Mauroy à Balladur, en passant par Fabius, Chirac, Rocard, Cresson et Bérégovoy, ce livre retrace le film de la vie économique des treize dernières années découpées en fonction de la durée des gouvernements. Il a été réalisé à partir d'articles de journalistes du Monde par Alain Gélédan, professeur de sciences économiques et sociales. Enrichi de graphiques et d'un index, ce dossier propose une véritable leçon d'économie politique, alliant l'histoire à l'actualité.

288 pages, 85 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique,
pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (tousjours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Le Monde EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS 1945
WILLIAM HORSLEY ET ROGER BUCKLEY

Traduit de l'anglais par Dominique DUDOUBLE

Cinquante ans après son effondrement, le Japon s'impose aujourd'hui comme la superpuissance mondiale. Nippon raconte l'histoire de cette réussite exceptionnelle, qui a aussi sa part d'ombre... indispensable pour comprendre la mentalité actuelle du Japon. Nippon, c'est aussi une série de 4 documents en 2 cassettes vidéo. Une coproduction BBC-LMK Images. De Peter Pagnamenta et Roland-Pierre Paringaux.

Cassette 1
Première époque : L'empire résisté. De 1945 aux années 60.
Deuxième époque : Le retour en force. 1964-1980.
Cassette 2
Troisième époque : L'empire ressuscité. Le Japon des années 80.
Quatrième époque : L'archipel du futur. Le Japon aujourd'hui.

BON DE COMMANDE

Remplir et envoyer au : Service à l'ordre du Monde, éditeur
15, rue Fabry, 75013 Paris

Prix unitaire	Quantité	Prix total
Le livre	125 F	
Les vidéos		
cassette 1	99 F	
cassette 2	99 F	
cassettes 1 & 2	180 F	
Le livre et les vidéos	269 F	

Total de la commande
franco de port

Nom Prénom

Adresse

INITIATIVES EXPERIENCES

EMPLOI

Du chômage partiel au licenciement

Selon un rapport, ce dispositif d'aide ponctuelle aux entreprises connaît des dérives

Comment les entreprises utilisent-elles le chômage partiel ? Cette mesure, destinée à les aider à faire face à des difficultés exceptionnelles, permet-elle d'éviter des licenciements, abjectif prévu dans sa définition légale ? A la demande de la délégation à l'emploi, des chercheurs du Séminaire d'économie du travail (SET-METIS, un groupe associant des équipes du CNRS et de l'université Paris-I) tentent d'y répondre dans une étude baptisée « Les recours des entreprises au chômage partiel ».

Face au développement de ce dispositif, la question se pose. En 1991, près de 31 millions d'heures ont été indemnisées par l'Etat à ce titre pour un montant d'environ 470 millions de francs, 44 millions d'heures en 1992 (environ 800 millions de francs) et pour 1993 on devrait atteindre un record historique avoisinant les 70 millions d'heures (1,5 milliard de francs). C'est la quatrième fois depuis la création de cette formule, en 1951, que le chômage connaît une explosion, après les pics des années 1974-1975, 1981-1982, et en 1984. Il intervient aujourd'hui en quasi-totalité dans l'industrie et se concentre dans les grands établissements et les régions industrielles, à commencer par le Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, la Haute-Normandie et l'Île-de-France.

Les chercheurs ont enquêté auprès de vingt-six entreprises du Nord valenciennois et de Seine-Saint-Denis, un échantillon non représentatif de l'appareil de production, soulignent-ils. L'étude dégage trois logiques d'utilisation de cette mesure.

La première est la « gestion du temps d'activité et de travail », le but étant d'ajuster le temps de travail rémunéré au moindre coût et au plus près du volume de la demande. Mais cet usage outrepassé « très largement » les dispositions régle-

mentaires, constate l'étude. Les dérives se retrouvent particulièrement dans les entreprises les plus utilisatrices du chômage partiel (automobile, construction mécanique et textile-habillement) qui tendent alors à devenir un « dispositif permanent de flexibilité ».

Une autre tendance permet, selon cette enquête, d'identifier une « véritable logique de préservation de la cohésion sociale » interne. Presque toutes les entreprises figurant dans l'échantillon appliquaient, en effet, le chômage partiel à l'ensemble de l'unité. Mais on sait aussi que ce n'est pas toujours le cas dans toutes les entreprises françaises.

Enfin, troisième logique, le chômage partiel apparaît comme « le dernier instrument de flexibilité », après épuisement de tous les autres (modulation des horaires, suppression des heures supplémentaires, arrêt de l'intérim et des contrats à durée déterminée), ce qui, selon l'étude, illustre l'existence de « sureffectifs de nature structurelle », risquant de déboucher tôt ou tard sur des licenciements.

La méthode du « juste à temps »

Les chercheurs ont également repéré plusieurs déterminants au recours au chômage partiel, tels que la sensibilité aux fluctuations conjoncturelles, la dépendance à un ou quelques gros clients, le déclin d'une activité ou la forte concurrence qui l'affecte. Les entreprises ayant un exercice saisonnier l'utilisent de façon régulière et récurrente.

Or, les variations d'activités saisonnières n'entraînent pas dans le cadre légal du dispositif et pourraient conduire à un refus de l'administration du travail, qui délivre les autorisations ouvrant

droit à l'indemnisation de l'Etat et à l'exonération des charges patronales. L'organisation du travail figure aussi parmi les déterminants, notamment lorsqu'elle fonctionne selon la méthode du « juste à temps », ce qui favorise un usage ponctuel mais fréquent du chômage partiel. Dans les organisations plus anciennes, sur machines ou chaînes de montage, c'est un instrument permanent qui élargit « la plage de fluctuation du travail qu'autorisent les heures supplémentaires ».

Enfin, dans les entreprises qui ont déjà procédé à d'importants plans sociaux, le chômage partiel « peut s'imposer comme le seul instrument ne mettant pas en péril la viabilité » de l'entreprise.

En fin de compte, le chômage partiel remplit-il bien sa mission ? Non, affirment les chercheurs, qui observent que les renforcements successifs de l'indemnisation par l'Etat (en 1991, 10 francs de l'heure, puis 12 et 18 francs, et depuis le 1^{er} juillet 1993, 22 francs) destinés à développer le chômage partiel en substitution aux licenciements, risquent d'aller à l'encontre du but recherché en induisant des effets pervers.

Ainsi, dans certaines entreprises, « loin d'éviter les licenciements, le dispositif permet d'en attendre la venue et peut même en faciliter la préparation ».

C'est, pour des sociétés en situation économique dramatique, un moyen de renflouer leurs caisses par la réduction de la masse salariale et de prendre le temps d'élaborer un plan social », précise Mathieu Béraud, l'un des chercheurs. A cette échéance, la trésorerie pourra alors supporter les frais liés aux licenciements. L'effet psychologique sur les salariés est aussi à prendre en compte. En multipliant les heures chômées et les discours sur la mauvaise santé de l'entreprise, l'annonce des licenciements finit par apparaître comme une fatalité dans l'esprit du personnel. Fina-

lement, selon l'étude, divers résultats confirment bien que le chômage partiel ne permet pas d'éviter les licenciements. Si l'inspection du travail arrive à une telle conclusion à l'issue de son enquête préalable, qui reste toutefois assez superficielle, elle devrait, en application des textes, refuser son autorisation. Mais cette décision n'est pas facile à prendre : « Les employeurs font du chantage en disant : Soit vous m'accordez du chômage partiel, soit je licencie tout le monde », indique un inspecteur du travail qui, dans une telle situation, préfère encore donner son accord, mais en négociant à la baisse le nombre d'heures indemnisables. Celui-ci signale également des cas de fraude, certes marginaux. Un thème que le rapport n'aborde pas. Quelquefois, l'administration s'aperçoit ainsi, après coup, que des salariés mis en chômage partiel étaient en réalité en arrêt de maladie ou en congés payés, ou bien que des embauches avaient été réalisées au même moment que la demande d'heures indemnisées. Un employeur récidiviste, qui s'était ensuite vu refuser une autorisation, est allé jusqu'à attaquer l'administration en justice. Un autre était passé outre le refus de l'inspection du travail. « Dans ce cas, il n'y a pas de procès verbal, souligne cet inspecteur du travail. Nous transmettons alors le dossier à l'URSSAF, qui peut réclamer les charges patronales dont l'employeur s'est exonéré de lui-même ».

Dernière conclusion importante du rapport : le chômage partiel se banalise dans le cadre d'une gestion quotidienne de la flexibilité. Ce qui, là encore, paraît bien loin de l'esprit du dispositif. Dès lors, faut-il l'admettre et en tirer toutes les conséquences ou bien corriger les pratiques ?

F. A

FORMATION

Un paquebot de verre et de béton

La ville de Nice a inauguré un lycée hôtelier ultramoderne d'une capacité de 1 200 places

A peine nommé, au début de novembre, Pierre Ferrari, le recteur de l'académie de Nice, a reçu un superbe cadeau du conseil régional et de la ville : le nouveau lycée régional hôtelier et de tourisme de Nice, Paul-Angier (1). A son avis, « le plus bel ensemble de formation hôtelière de France, voire, l'un des plus beaux lycées d'Europe » et, « certainement », par la gamme et le niveau de ses équipements, « le plus moderne et le plus technologique ». Un enthousiasme justifié.

Situé au cœur du quartier d'affaires de l'Aéropolis, face à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, l'établissement, d'une capacité de mille deux cents places, est, à tous égards, le plus important des vingt lycées construits, depuis 1986, par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de son « Plan lycées réussite ». Coût : 193,6 millions de francs (dont 124,8 millions de francs financés par la région et 68,7 millions de francs par la ville de Nice) pour une surface de planchers de 23 000 mètres carrés, soit plus du double de celle de l'ancien lycée de la rue de France qui avait, lui-même, succédé à la première école hôtelière de Nice créée, en 1914, sur la Promenade des Anglais.

Les deux architectes rochelois, Pierre Pacault et Jacques Collin, lauréats du concours lancé par le maître d'ouvrage, l'ont conçu comme un paquebot de verre et de béton, à double étrave - reliée l'une à l'autre par des ponts et passerelles - haut de six étages. Le programme de ce « vaisseau » nicois : trente-cinq salles de classe, onze cuisines et quatre pâtisseries, trois restaurants, huit chambres

d'hôtes, ainsi qu'un ensemble de salles ou locaux spécialisés et un internat de cent cinquante-quatre lits. L'établissement se distingue, surtout, par son équipement haut de gamme qui représente, à lui seul, une dépense de 20 millions de francs. Deux mus traditionnels, plaques « coupe de feu », à gaz ou électriques, plaques vitrocéramiques à foyers radiants, à induction ou thermiques, fours mixtes, cuisinières à vapeur : le matériel des cuisines réunit, en particulier, tous les types d'équipement de cuisson adaptés aux besoins pédagogiques - y compris les plus innovants que ne possèdent pas encore les plus grands hôtels.

Vue panoramique

Quant au restaurant d'application, de cent cinquante couverts, son service et ses menus rivalisent avec ceux des meilleures tables de la Côte d'Azur. Installé au dernier étage du bâtiment, dans une tour de 250 mètres carrés, avec une vue panoramique sur la mer et une piste de danse, c'est la véritable vitrine du savoir-faire des élèves en fin d'études.

Le nouveau lycée hôtelier de Nice, qui reçoit, également, des salariés en formation continue, a accueilli, à la rentrée, sept cent soixante-treize élèves (dont deux cents en section tourisme) auxquels s'ajoutent les effectifs d'un centre de formation des apprentis de deux cents élèves. Comme la vingtaine d'autres lycées hôteliers existant en France, il offre un cycle d'enseignement court (BEP), un

second cycle (bac technologique) et un cycle d'enseignement supérieur (BTS) complétés par une « mention » de sommellerie et trois formations d'initiative locale (cuisine végétarienne, traiteur-organisateur de banquets et pâtisserie). Les taux de réussite aux examens auxquels il prépare figurent parmi les plus élevés au plan national. En 1992 : 60% seulement pour le BEP de cuisine mais 100% pour celui de restauration, de 81 à 96% pour les anciens brevets de technicien (remplacés par le bac technologique) et, respectivement 70 et 95% pour les BTS de tourisme et d'hôtellerie.

Malgré les ressources d'une région où le tourisme (39 milliards de francs de chiffre d'affaires) représente 10% de l'emploi salarié et non salarié, le placement des élèves est devenu, toutefois, plus aléatoire. « Comme toutes les industries de main d'œuvre, l'hôtellerie a beaucoup souffert de la crise », explique Claude Hébert, le proviseur du lycée. Depuis deux ans, les offres d'emploi reçues par l'école ont fortement diminué et les retards à l'embauche se sont amplifiés. Si le placement des élèves de BEP est, en général, assuré, fut-ce pour des emplois saisonniers, les difficultés sont plus importantes au niveau des BTS. Plus que jamais, la mobilité est une nécessité de cette profession ».

Le conseil régional, en accord avec les professionnels et les autorités académiques, s'est prononcé, à cet égard, pour une ouverture accrue sur « l'international ». A la rentrée 1993, l'une des deux classes de seconde a déjà été transformée en section européenne de langue allemande. La création d'un

centre international du tourisme, destiné à la formation de dirigeants de grands hôtels - l'équivalent français de la célèbre école de Lausanne - est également en discussion dans le cadre de la préparation du XI^e Plan.

Guy Porte

(1) PDG du Negresco et créateur de nombreux hôtels dans le monde, Paul Angier est une grande figure de l'hôtellerie de la Côte d'Azur. Il a également présidé, pendant de nombreuses années, le comité économique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

ECHO

Le travail : quel avenir ?

« Sciences Po formation, et le journal Le Monde organisent le 8 décembre 1993 à l'Hôtel Lutetia, à Paris, un débat sur le thème : « Le travail : quel avenir ? ». Au programme, deux tables rondes, l'une le matin, intitulée : « Quelle place pour le travail ? » ; l'autre l'après-midi, intitulée : « Libéralisme ou protectionnisme ? » ; avec notamment pour intervenants : Jean-Claude Casanova ; Bernard Perret ; Hubert Bouchet ; Robert Boyer ; Jean-Baptiste de Foucauld ; Gilbert Hyvernard ; Pierre Rosarvallon ; Pascal Salin ; Jean-Marcel Jeanneney ; Michel Davy de Virville ; Pierre Garcia ; Luc Guyau ; René Rémond.

► Renseignements et inscriptions : Institut d'études politiques de Paris, service formation continue, 215, boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Tél. : 46-44-48-17/46-49-51-84.

MANAGEMENT

Le choc des cultures

La fusion est un art difficile. Les ratés sont fréquents

Faisant suite aux acquisitions et aux OPA, les fusions, c'est-à-dire l'intégration et l'unification en un seul groupe de deux entreprises distinctes (ou plus), entraînent les salariés en zone de turbulence matérielle et psychologique. « Les turbulences sont particulièrement fortes lorsque les entreprises sont de taille comparable et sur le même créneau », remarque Jacques Dardaï, ancien président du laboratoire Bristol-Meyers (qui a fusionné avec Squibb) et également auteur de *Vivre une fusion d'entreprises en vainqueur* (1).

Dans ce cas, la fusion fait voler en éclats les règles du jeu social de chaque entreprise. Elle se traduit par un regroupement des équipes, souvent sur un même lieu géographique, par la suppression des fonctions qui font double emploi, par l'uniformisation des grilles hiérarchiques et des modes de rémunération, etc. Mais, avant tout, il faut apprendre à travailler avec l'AUTRE (entreprise) sur de nouvelles bases culturelles.



Mœurs bizarres

Que de traumatismes en perspective au sein des différentes parties en présence ! Car, dans l'entreprise, les comportements individuels sont cimentés par des valeurs et des façons de faire collectives. Du jour au lendemain, tous ces repères, parfois inconscients, disparaissent. Cha-

que va devoir côtoyer dans son quotidien des « sauvages » aux mœurs bizarres n'utilisant même pas le même langage. Autant de différences, souvent jugées choquantes, qui conduisent les salariés de chaque entreprise à se regarder en chiens de faloire ; chacun campant sur ses habitudes et ses acquis ; chacun voulant imposer sa loi, forcément la meilleure.

Dès lors, comment réussir une fusion ? Psychologie, méthode (le

Monde du 1^{er} septembre) et doigté de la part de la direction générale et des ressources humaines sont les conditions pour réussir. Mais, au-delà de ces exigences, les recettes miracles n'existent pas. Et les derniers gadgets à la mode pour faire passer la pilule ont montré leurs limites. « Dans tous les cas de figure, la réussite de la fusion suppose réciprocité, échange, complémentarité des traits de caractère et des points forts », estime Jacques Dardaï. En fait, il s'agit de créer

les synergies culturelles pour que chacun s'y retrouve et se sente valorisé.

Vainqueur perdant

Pour Henri Grégoire, directeur des ressources humaines du groupe d'assurances Axa, il ne faut jamais mixer les cultures d'origine sans si elles sont antagonistes. Pour lui,

l'idéal est d'arriver à promouvoir une double nationalité comme aux Etats-Unis, où de multiples populations se sentent américaines tout en gardant des traits importants de leur culture d'origine : chinoise, italienne...

Dans les faits, rien n'est plus difficile. La culture de la maison mère, celle du vainqueur, a souvent tendance à l'emporter sur l'autre, celle du perdant. Entériner cette situation est un mauvais calcul. Au premier pépin sérieux, la « sous-culture » sortira de l'ombre, comme le diable de sa boîte. Car les responsables ne sont jamais assurés que les cultures vont se marier et non rester collées en strates superposées, au risque de créer de réels dysfonctionnements internes.

L'éclatement du bloc communautaire n'a pas fait ressurgir des différences culturelles que l'on croyait appartenir à un passé révolu ? Le processus de fusion culturelle prend donc bien plus de temps que le rapprochement juridique lui-même.

Le groupe Axa, dont l'histoire est celle d'une succession de fusions-absorptions, en sait quelque chose. Au fil des ans, les Mutuelles unies ont absorbé Dronot (1981), Providence SA (1986), les Assurances du groupe de Paris (1989). La fusion a commencé à se mettre en place avec l'arrivée de Providence SA. En présence de trois sociétés équivalentes de moyenne envergure travaillant sur les mêmes marchés, sans différence notable, l'autonomie des entités ne se justifiait plus. Pour éviter de créer une grande usine, la direction décide alors de fusionner les deux sociétés et de les redécouper en trois entités distinctes de taille moyenne selon une logique clientèle : Axa Assurance, le généraliste, Uni-Europe pour le courtage, une troisième société pour les autres formes de distribution. Objectif « managérial » : fédérer les valeurs des anciennes entreprises autour de la « culture groupe » que la direction entendait insuffler : décentralisation, responsabilité et participation. Pourtant, Axa a été confronté à divers obstacles dus au brassage culturel, s'illustrant parfaitement dans la constitution de la société Uni-Europe.

Sous la responsabilité du management des Mutuelles unies, les compétences nécessaires ont été piochées dans le vivier humain des trois anciennes sociétés pour constituer le pôle courtage. Après un premier mouvement d'enthousiasme de quelques mois, issu de la fusion des fichiers et de la mise en place de nouvelles procédures, la déstabilisation générale s'installe. En fait, l'appartenance au nouveau groupe n'a pas résisté aux différences culturelles, et certains comportements culturels anciens ont refait surface. La direction des ressources humaines doit alors mettre en place une batterie d'actions de communication interne et externe pour consolider la nouvelle identité. Mais l'entrée en piste des AGR, soit deux cents personnes de plus à fondre dans le moule, fragilise l'édifice encore instable ; elle entraîne de nouveaux changements d'équipes et un déménagement.

Sectes culturelles

Consolidée par l'arrivée de jeunes recrues favorisant une culture homogène, l'identité groupe a, au fil du temps, pris corps. Mais la page des difficultés n'est pas définitivement tournée. La crise a réveillé de vieux démons. Alors que l'embauche a été stoppée, certains anciens, se sentant menacés, se tournent à nouveau vers les valeurs sécurisantes du passé et se regroupent en « sectes » de même origine culturelle.

Finalement, pour réussir une fusion il faut sans doute jeter les bases d'un nouveau monde durable pour que les salariés concernés n'aient pas envie de se raccrocher à leur ancienne culture. Sans pour

autant faire abstraction de leur passé. Un exercice de funambule, au cœur de toutes les formes de changement...

Catherine Lévi

(1) *Vivre une fusion d'entreprises en vainqueur*, de Jacques Dardaï, Publi-Union, 137 pages, janvier 1993.

Intégrer sans casser

LORSQUE les sociétés conservent leur autonomie opérationnelle, les risques de rejet de la « greffe groupe » sont tout aussi grands que lors de la disparition complète des sociétés fusionnées. En effet, dans ce cas, chaque société peut chercher à faire perdurer son autonomie et sa culture, voire refuser de communiquer avec la maison mère ou encore s'ériger en baronnie. D'où l'importance de susciter des centres d'intérêt communs et d'apprendre à travailler ensemble.

Pour créer des synergies, la direction de Matra-Hachette travaille dans ce sens. « Malgré la diversité des métiers, nous souhaitons que les salariés des deux entreprises partagent des valeurs culturelles communes dont le centre est l'innovation », met en avant Thierry Funck-Brentano, directeur de la communication et des ressources humaines. Le multimédia, projet commun, vient donner corps à cette philosophie. Ainsi, les responsables des deux sociétés associées à la démarche conjuguent leurs savoir-faire : la technologie pour Metra, l'édition et la communication pour Hachette. Mais le plus difficile consiste certainement à faire travailler le top management des deux sociétés ensemble, chacun, jusqu'alors, fonctionnant en solo. Aussi, depuis peu, les patrons des différentes filiales se réunissent en comités de direction. Lors des séances de travail, chacun peut apporter son éclairage sur l'expérience de l'autre. De la défense à l'automobile en passant par le livre ou l'audiovisuel, on imagine que les échanges ne doivent pas manquer de sel... En tout cas, s'est opéré un véritable décloisonnement des connaissances comme des pratiques.

Meis, attention, pour Thierry Funck-Brentano, il ne s'agit pas pour autant de « casser » l'identité des entreprises, car leur pérennité culturelle est au cœur de la survie du groupe. L'équilibre n'est pas facile à trouver...

C. L.

Réduction du temps de travail : le retour

par Jacques Rigaudiat

A LORS qu'il paraissait mort et enterré dans notre pays depuis 1982 et l'échec du passage aux trente-neuf heures, le thème de la réduction du temps de travail semble devoir revenir sur le devant de la scène publique.

Même s'il est tardif et n'intervient qu'une fois une nouvelle « crête » — celle des trois millions de chômeurs — passée, on ne peut que se réjouir d'un tel retour.

Reste à savoir si, tels qu'ils apparaissent actuellement, les termes du débat sont bien posés et si, au-delà des effets de mode et de la démagogie, on saura tirer les leçons du passé pour donner vie au processus de réduction significative, décentralisée et collective du temps de travail, qui est seul à même de nous permettre de lutter efficacement contre l'inevitable montée du chômage.

Les données du problème sont bien connues : face à la croissance de la population active, et compte tenu de l'évolution de la productivité du travail, il faut une croissance de l'ordre de 3,5 % par an pour commencer à grignoter le chômage. C'est là, on le sait, un rythme d'évolution qu'il est très difficile d'atteindre de manière durable.

Autant dire que, sauf changement drastique de notre politique de l'emploi, la probabilité est forte pour que le chômage ne recule pas, voire pour qu'il continue de croître.

Face à ce danger, et une fois refusée la tentation libérale d'une réduction forte et généralisée du coût du travail, et écarté le risque d'une société dualisée peu ou prou inspirée de l'exemple américain, reste une troisième voie : celle de la réduction du temps de travail.

Or, bien que simple dans l'énoncé de son principe, la réussite d'une telle politique suppose une alchimie délicate.

De ce point de vue, deux écueils doivent d'emblée être évités. Il faut tout d'abord abandonner l'idée d'une action centrée sur la diminution de la durée légale : à l'usage (1936 et 1982), ce type d'intervention s'est révélé inefficace pour créer durablement des emplois.

Parce que les entreprises, mises devant le fait accompli, cherchent alors à compenser les surcoûts liés à une réduction qu'elles subissent plutôt qu'elles ne l'organisent, le résultat final est un travail de durée certes réduite mais aussi plus intense. Au total, l'effet sur l'emploi est rapidement égal à zéro.

C'est une victoire à la Pyrrhus et cela décribilitise pour longtemps toute politique de réduction du temps de travail.

A l'inverse, la confiance excessive dans la seule négociation entre partenaires sociaux voue, sauf circonstances particulières, à l'immobilisme.

C'est ce que l'on constate en France depuis un peu plus de dix années.

Au mieux, on voit alors quelques entreprises « exemplaires » montrer le chemin ; c'est utile, mais totalement inadéquat à l'ampleur du problème.

Si les voies exclusivement autoritaire ou contractuelle sont vouées à l'échec, que faire ? La réponse tient en peu de mots : faire jouer à l'Etat son rôle, tout son rôle, qui n'est pas que de contraindre et de punir, mais aussi d'inciter.

Il faut que chacun d'entre nous, salarié comme chef d'entreprise, trouve son intérêt dans une réduction du temps de travail, ce qui n'est pas le cas actuellement. C'est à cet objectif, « internaliser les externalités », que l'Etat devrait s'attacher.

Pour cela, je propose que trois types de mesures soient adoptées :

— La première consiste en une réforme du régime juridique de la durée du travail, cela sans modification de la durée légale.

Ainsi, le régime hérité de 1936 serait maintenu, et avec lui la durée hebdomadaire de trente-neuf heures, mais le recours aux heures supplémentaires serait rendu plus difficile et renchééri.

SIMULTANÉMENT, un autre régime serait mis en place. S'appuyant sur les lois « Delebarre » et « Séguin », autorisant la modulation au cours de l'année, il serait toutefois réservé aux seuls cas d'horaires significativement réduits.

Les entreprises auraient ainsi le choix entre le maintien des durées actuelles, avec des heures supplémentaires d'un accès plus difficile, et la possibilité d'une annualisation, dès lors qu'il y a réduction collectivement négociée des horaires ;

— La seconde mesure repose sur une modulation des cotisations sociales en fonction de la durée du travail.

S'il est vrai que la réduction du temps de travail permet de combattre le chômage, alors il est légitime que ceux qui participent à cette lutte y soient incités, et que, symétriquement, ceux qui pratiquent des horaires excessifs soient pénalisés.

Des allègements de charges sociales patronales et salariales, financés par des majorations frappant les durées longues, seraient ainsi consentis au bénéfice des horaires réduits ;

— Enfin, troisième et dernier élément du dispositif : une subvention à la réduction du temps de travail.

Si réduire le temps de travail c'est diminuer le chômage, c'est, par conséquent, aussi en réduire le coût. Réduire le temps de travail, c'est améliorer les finances publiques.

L'Etat doit anticiper ce gain et le mettre à la disposition de ceux qui en sont à l'origine.

L'ensemble du dispositif est autofinancé : les crédits nécessaires aux subventions sont trouvés dans les économies réalisées par les finances publiques du fait de la diminution induite du chômage.

Deux mécanismes sont ici à distinguer.

Dans le premier, il s'agit de préserver les emplois qui, sans cela, seraient perdus du fait des licenciements économiques. Une mesure de réduction du temps de travail serait rendue obligatoire dans les plans sociaux, une allocation temporaire inspirée du chômage partiel permettant de compenser les pertes de salaire.

Le second vise, quant à lui, à soutenir la création d'emplois : pour toute heure de réduction du temps de travail une subvention serait ainsi accordée, dès lors, du moins, que la durée d'utilisation des équipements est maintenue ou augmentée.

Compte tenu du « coût du chômage » que l'on peut estimer à près de 120 000 francs par an, cela correspond à une subvention de 65 francs par heure libérée et par semaine, ce qui assure une compensation salariale totale jusqu'à 1,9 fois la valeur actuelle du SMIC.

Cela correspond très exactement au vœu récemment exprimé sur ce sujet par le chef de l'Etat, de ne pas voir les rémunérations inférieures à 1 000 francs par mois être amputées dans leur pouvoir d'achat.

En développant un cadre réglementaire adapté et en mettant en place des dispositions financières incitatives à une forte réduction du temps de travail, l'Etat ouvrirait ainsi véritablement la voie à des négociations qui auraient quelque chance d'aboutir.

La question de la compensation salariale n'étant plus, grâce aux compensations financières, ni édicte nationalement, ni taboue, on peut alors espérer déboucher sur le processus, décentralisé mais général, de réduction significative du temps de travail sans lequel la lutte contre le chômage n'est qu'une vaine chimère.

► Jacques Rigaudiat est ancien conseiller social de Michel Rocard à Matignon et vient de publier *Réduire le temps de travail* aux éditions Syros-Alternatives économiques.

COURS D'AMERICAIN EN DECEMBRE

OFFREZ-VOUS UN CADEAU DE NOEL !

- cours de langue générale
- grammaire et rédaction
- anglais commercial
- conversation à thèmes
- prise de parole en public
- atelier dramatique
- aussi : préparation aux examens TOEFL & GMAT

Test de niveau gratuit et sans rendez-vous.

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Tél. : 47-20-44-99

مكتبة النهر

VI Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 •

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

Conseiller Technique "Insertion"



Conseil Général
Territoire de Belfort

Votre mission : • Aider à la conception des politiques d'insertion du département • Suivre et évaluer l'application des dispositifs mis en place • Veiller à la coordination des différents acteurs concernés.

Votre profil : • Expérience dans le domaine de l'action sociale (RMI - Logement - Formation ou Entreprises d'insertion) • Excellentes qualités d'animation de groupes de réflexion • Capacité à analyser des

problèmes complexes et à élaborer puis formaliser des propositions d'amélioration.

Ce poste est ouvert à des cadres A de la fonction publique territoriale ou à des candidats de formation supérieure (Bac + 5 souhaitable) connaissant bien les problèmes d'insertion et d'organisation du travail social. Salaire 160 à 200 KF.

Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. MM1193F à notre conseil RH PARTNERS, 14 rue du Dr Fréry, 90000 BELFORT et consultez la définition de fonction sur le 3617 RHPARTNERS.

RH PARTNERS

OFFRE D'EMPLOI POUR UN POSTE DE CHEF DE PROJET A LA CPAM DU VAL-D'OISE

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise, organisme chargé au niveau départemental du service des prestations et de la gestion de l'Assurance Maladie, recrute UN CHEF DE PROJET, RESPONSABLE DE LA CONDUITE ET DU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DU RISQUE.

- Vous avez entre 25 et 40 ans.
- Vous avez, dans le cadre de vos expériences professionnelles antérieures, fait vos preuves dans le domaine de la conduite de projets, notamment informatiques.

- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur et d'une maîtrise en informatique ou en gestion.

Nous vous offrons un emploi doté d'une rémunération d'environ 215 KF brut par an.

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE ACCOMPAGNÉE D'UN CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ, AVANT LE 10 DÉCEMBRE 1993, A :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise
2, rue des Chauffeurs, 95017 CERGY-PONTOISE, CEDEX.

(à l'attention de M. Alain Bry, directeur des ressources humaines.)

une collectivité dynamique - plus d'un million d'habitants

RECHERCHE SON

DIRECTEUR DES INTERVENTIONS CULTURELLES, ASSOCIATIVES ET SPORTIVES

Le Direction des Interventions Culturelles, Associatives et Sportives a pour mission de soutenir, conforter et promouvoir l'ensemble des actions que mènent les partenaires publics et privés dans les secteurs de la culture, du sport et de la jeunesse. Elle gère également de grandes installations sportives et des équipements culturels.

Placé sous l'autorité d'un Directeur Général Adjoint, vous participez à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle des politiques départementales en matière culturelle, sportive et associative. Vous dirigez, animez et coordonnez l'activité des services de la Direction, pour laquelle vous disposez d'un budget d'environ 189 MF et encadrez 122 agents.

Administrateur titulaire de la fonction publique (Etat, Fonction publique territoriale, Ville de Paris) ou membre d'un corps de même niveau de recrutement, vous avez une expérience indispensable de Direction dans laquelle vous avez démontré vos qualités d'adaptation et d'organisation et un sens aigu des relations humaines.

POSTE A POURVOIR AU 1^{er} JANVIER 1994

Candidature manuscrite, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Division des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Hôtel du Département - Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX

LE MONDE DES CADRES

ANNONCE RÉSERVÉE À UN PROFESSIONNEL DE L'INNOVATION SOCIALE

Professionnel de l'innovation sociale, vous êtes à l'écoute de tout ce qui se passe dans ce domaine, avez plusieurs idées par jour, savez les mettre en forme, argumentez vos recommandations tout en sachant pertinemment qu'une sur dix sera retenue et que, lorsqu'une de vos propositions arrivera en phase de mise en place, elle vous échappera en grande partie.

Nous sommes un groupe financier de premier plan, dont la structure RH est reconnue pour son professionnalisme et sa politique sociale ambitieuse.

Pour nous rejoindre et réussir dans cette mission évolutive il vous faudra associer une formation supérieure solide de type Sciences Po + 3^e cycle en droit à une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction RH.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à BSA Conseil, 2 place André Malroux, 75001 Paris à qui nous avons confié cette mission (confidentialité assurée).

RESPONSABLE MARKETING AFRIQUE

H/F

Au 1^{er} plan international dans le domaine des services et de la restauration, SODEXHO avec 50000 collaborateurs représente l'alliance de la qualité, de l'action et d'une ambition... être partout la référence dans les services qu'elle offre. Au sein de notre filiale Gestion de Bases Via, vous exercerez une fonction très élargie.

En collaboration avec le Directeur de Zone Afrique, vous ferez évoluer les contrats existants en proposant de nouveaux services innovants. Vous saurez détecter les nouveaux besoins du client, réaliser l'offre commerciale la plus adaptée et la mettre en place sur le terrain.

Vous définirez aussi, sur de nouveaux pays, les besoins en terme de nouveaux services. De formation supérieure Bac + 4, vous êtes bilingue anglais et connaissez idéalement une seconde langue. Vous avez déjà participé à l'élaboration et à la négociation d'offres commerciales. Mobile et adaptable, curieux(e) et dynamique, vous aimez le travail en équipe.

Votre pragmatisme et votre personnalité affirmée vous feront évoluer. Poste basé à Saint-Quentin en Yvelines nécessitant une grande disponibilité pour des déplacements fréquents en Afrique. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM327MAR à Gilles SEUTAT, SODEXHO, BP 67 78185 Saint-Quentin en Yvelines cedex.

Sodexho
sauvegarde un monde de différences



CONSULTANT

LE MONDE DES CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

SUCCURSALE d'une PREMIÈRE BANQUE INTERNATIONALE

recherche

RESPONSABLE du DÉPARTEMENT COMMERCIAL

(1 000 000 F)

Vous êtes directement rattaché(e) à notre direction générale. votre mission consiste à développer nos activités commerciales avec les grandes entreprises françaises de premier rang.

Le haut niveau de rémunération proposée doit être le reflet de :

- Votre réelle expérience et de vos performances en tant que « Marketing Officer » et/ou directeur d'un département commercial.

- Vos connaissances de la situation des grands marchés industriels et des entreprises qui les composent.

- Votre habileté à manier les instruments financiers comme les aspects légaux des opérations, et en particulier :

- L'excellence du réseau de relations que vous avez réussi à vous construire au sein des premières grandes entreprises françaises.

La taille significative de nos opérations est à l'image de celle de nos clients, privés ou publics. Les analyses de crédit qui permettent de les autoriser se doivent d'être complètes afin d'obtenir les autorisations nécessaires de notre siège.

L'encadrement de votre équipe, 2/3 « marketing officers », fait aussi partie intégrante de votre mission. Avec l'approbation du directeur général de notre succursale, vous déciderez de votre stratégie comme de votre équipe.

Agé(e) de 40-45 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC ou équivalent), votre anglais est à votre image, professionnel.

AUDITEUR INTERNE

(350 000 F)

Vous êtes directement rattaché(e) à notre direction générale, votre mission consiste à assurer l'intégrité de l'audit interne de notre succursale.

Vous serez principalement en charge de :

- vérifier la réalité et l'exactitude de nos actifs et de nos opérations.

- vous assurer que nos opérations, notre organisation ainsi que notre système de procédures internes :

• sont conformes aux exigences des réglementations et lois en vigueur, ainsi qu'à nos propres règles internes, fixées par notre siège et notre direction,

• fonctionnent efficacement et inmanquablement,

- durant la bonne exécution de ces travaux, examiner et proposer toute amélioration au sein de l'organisation de notre Succursale et/ou de notre système de procédures internes.

Vous êtes un(e) vrai(e) professionnel(e) dans votre domaine, vous avez un intérêt particulier pour les opérations de marché, en plus d'une bonne expérience des crédits et du « retail banking ». Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, votre anglais est opérationnel.

OPÉRATEUR JUNIOR MARCHÉ MONÉTAIRE

Au sein d'une équipe dynamique opérant sur l'ensemble des marchés, avec le bénéfice d'un nom exceptionnel, votre mission consistera, dans un premier temps, à opérer sur les marchés monétaires, francs et devises.

Vous êtes âgé(e) de 25 ans et vous disposez d'une première expérience sur les marchés monétaires.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous réf. : 8696.

Le Monde Publicité, 15-17, rue du Col-P-Avia, 75902 Paris Cedex 15

a ttaché de presse

une mission d'envoyeur. Vous y guiderez notre Direction Générale et prendrez en charge l'ensemble de nos relations presse et "multi média". De formation supérieure (EFAP...), vous possédez impérativement une expérience identique de 3 ans minimum, acquise si possible dans l'hôtellerie ou une société de services haut de gamme. Vous connaissez parfaitement l'univers des médias. Votre mot majeur

Groupe hôtelier de prestige, nous proposons à un

résidera dans votre agence relationnelle et votre grande capacité d'adaptation. Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects de la communication, tant orale qu'écrite. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 383 à COME NIQUE 59254, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BELLEVILLE CÉDEX, qui transmettra.

DERMATOLOGIE

ALLER DE L'AVANT DANS UN GROUPE QUI S'EN DONNE LES MOYENS VOUS SÉDUIT ? GALDERMA, LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE À LA POINTE DE LA DERMATOLOGIE, FILIALE DE NESTLÉ ET DE L'ORÉAL, VOUS PROPOSE DE REJOINDRE SON TOUT NOUVEAU SITE DE PRODUCTION "HIGH TECH" IMPLANTÉ PRÈS D'ANNECY, EN HAUTE-SAVOIE.

RESPONSABLE LOGISTIQUE EXPORT

LE SENS DE L'ORGANISATION DANS LA PEAU

EXPORT, MOBILE ET PARFAITEMENT ANGLOPHONE, VOUS ASSUREREZ LA COHÉRENCE ENTRE LES PRÉVISIONS DES VENTES ET LES COMMANDES, EN RELATION PERMANENTE AVEC L'USINE, LE SIÈGE À LEVALLOIS ET NOS CLIENTS DU MONDE ENTIER. VOUS PARTICIPEREZ À LA COORDINATION DES ACTIONS ENTRE LE PLANNING, LA PRODUCTION ET LE STOCK POUR LES COMMANDES, LA PRÉPARATION ET L'EMBALLAGE. VOUS SUPERVISEREZ ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU SERVICE CLIENTS EXPORT ET CELLE DES LIVRAISONS.

APRÈS 6 À 8 MOIS DE FORMATION À LEVALLOIS, CE POSTE SERA BASÉ EN HAUTE-SAVOIE. VOS PERFORMANCES VOUS OUVRIRONT DE RÉELLES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION AU SEIN DE NOS STRUCTURES EN PLEINE EXPANSION.

ALORS, POUR VIVRE UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE HAUTEMENT QUALITATIVE, MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE S/RÉF. L0E À GALDERMA - 20, AV. ANDRÉ MALRAUX - 92300 LEVALLOIS-PERRET CÉDEX.

GALDERMA

OBJECTIF NUMERO 1 : DEVENIR NUMERO 1

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Pour construire le futur, il faut de l'imagination...

Siris Partenaires conjugue projection dans la futur et pragmatisme sur le terrain. Côte à côte avec nos clients - de grandes entreprises performantes dans le secteur concurrentiel - nous les amenons à anticiper leur évolution et à définir leur entreprise telle qu'elle devra être demain.

Pour traduire le futur en termes de besoins - et non de moyens - nos collaborateurs ont donc une mission globale : percevoir ce que sera demain et lancer la mise en œuvre du projet construit à partir de l'analyse du présent. Ils interviennent dans tous les domaines : gestion, production, organisation, relations sociales... pour faire adhérer l'ensemble de l'entreprise à des objectifs ambitieux et à forte dynamique.

Aujourd'hui, vous vous sentez "la moelle" pour occuper un poste de responsabilité. De formation supérieure (bac + 5), pragmatique et concret, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse développé, une réelle aptitude à anticiper et à communiquer avec, en plus, un enthousiasme indéfectible. La maîtrise d'une langue étrangère est indispensable.

Pour rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature à Siris Partenaires S.A., 50 rue Marcel-Dassault, 92100 Boulogne.

... et plus !

SIRIS

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CRÉDIT

AGRICOLE A CREE

CREDIT AGRICOLE

CONSULTANTS

POUR EXPORTER

SON SAVOIR-

FAIRE DANS LES

METIERS

BANCAIRES EN

EUROPE DE L'EST.

CONSULTANT

PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AGRICOLE EN EUROPE DE L'EST.

Crédit Agricole Consultants propose aux banques de ces pays des activités de conseil, d'assistance technique et de formation, fondées sur l'expertise de la première banque française par le montant du bilan et celui des résultats.

Vous êtes un expert des métiers de la banque, rejoignez son équipe de consultants permanents

De niveau bac + 5 (grande école de commerce ou université), vous justifiez d'une expérience professionnelle de haut niveau d'au moins 10 ans dans le domaine bancaire et financier et, notamment, en qualité de consultant pour le compte de, ou au sein d'organisations internationales spécialisées (Banque Mondiale, CEE...).

Vous êtes bilingue français-anglais et disponible pour de fréquentes missions en Europe de l'Est.

La maîtrise d'une langue d'Europe Centrale ou Orientale, de préférence le russe ou le polonais, sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 07/05-93 à Chantal Tardivon - Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - 83, boulevard Pasteur - 75015 Paris.



Directeur

BOURGOGNE TECHNOLOGIES

a pour objectif de promouvoir par des opérations de transfert le Développement Technologique et la Recherche dans les entreprises de la région.

Chargé de gérer l'ensemble des activités, vous êtes le garant du bon respect de la politique générale définie par le Conseil d'Administration.

Vous êtes l'interface entre les industriels et les différents organismes publics et privés et répondez ainsi aux besoins des entreprises de façon optimale.

Vous animez une équipe de Conseillers et d'ingénieurs.

De formation scientifique dans le domaine des Sciences de la Matière, Bac + 5 minimum, de type ingénieur, vous justifiez d'une expérience industrielle

de 10 à 15 ans avec une responsabilité d'encadrement et de gestion. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et connaissez le milieu scientifique.

Dynamique, adaptable et diplomate, vous possédez des aptitudes relationnelles élevées. Votre forte curiosité d'esprit et votre esprit critique vous amènent à explorer des domaines nouveaux.

Poste basé à DIJON (21).

Envoyez CV + photo + lettre sous réf. BG1193C à

Nathalie PETRIE, RH PARTNERS, 29 bis rue de l'Arquebuse, 21000 DIJON

et consultez la définition de fonction sur Minitel 3617 RHPARTNERS.

RH PARTNERS

مركز العمل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Etablissement financier filiale d'une banque étrangère de premier plan recherche **GESTIONNAIRE DE BACK-OFFICE**

Intégré(e) au sein de l'équipe back-office futures et options et en contact étroit avec le front-office, vous êtes associé(e) au contrôle des opérations de marchés, aux relations administratives avec la clientèle et les chambres de compensation ainsi qu'à la gestion des comptabilités auxiliaires de marché.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous êtes débutant(e) ou vous avez acquis une toute première expérience dans un environnement riche en relations clientèle qui a démontré votre sens du service, vos qualités de communication et d'adaptation ainsi que votre esprit d'équipe.

Nous attendons également que votre implication vous permette de faire évoluer rapidement les responsabilités que nous vous confierons. La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV sous référence CAB/3058.

FAIRWAY Horizon Financier
27, rue Marbeuf 75008 PARIS

FAIRWAY
H O R I Z O N



Intégrez une équipe de Juristes de haut niveau

JURISTE D'AFFAIRES

Au sein de notre Direction des Engagements (Département du Crédit National des Entreprises), vous aurez à gérer un portefeuille de situations concernant nos clients composés de grandes entreprises nationales ou internationales :

- une expérience de gestion et participation à l'instruction de dossiers de financement à moyen et long terme,
- une maîtrise de la gestion de prêt et gestion juridique des opérations, participation au montage de syndications internationales,
- une connaissance au point de vue des financements conjoints avec des entreprises étrangères, notamment allemands et anglais.

Vous devez être titulaire d'une formation juridique supérieure (Maîtrise, DEA, DESS...) et posséder une maîtrise de la langue allemande, associée à une connaissance de la langue anglaise et d'une très bonne connaissance de l'économie.

- une expérience de 3 à 5 ans dans une banque ou une grande entreprise,
- un esprit rigoureux, un sens de l'initiative, et des aptitudes de travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et indication de votre rémunération actuelle au Crédit National - Département des Ressources Humaines - 45, rue Saint-Dominique 75000 PARIS.

Adjoint de notre DRH

opérationnel, rigoureux et relationnel

ESC ou Universitaire

Lorraine

Plus d'un milliard de francs de CA, près de deux mille collaborateurs, notre entreprise qui se situe dans le secteur de la distribution, n'a pas cessé de se développer depuis le début du siècle. Il est à souligner que la crise actuelle ne nous affecte pas... nos résultats restent en croissance. Situés dans cette Lorraine qui est proche du Luxembourg, notre ambition est d'être à la dimension du défi européen. En parfaite osmose avec notre DRH dont vous êtes l'indispensable bras droit, c'est à vous que revient la coordination administrative. De la paie au bilan social en passant par tous les aspects concrets du quotidien vous êtes celui vers qui tout converge et avec qui tout problème devient solution. Créatif et évolutif, si vous estimez que votre expérience fait de vous l'homme compétent que nous attendons, rencontrons-nous vite. Vous habitez notre belle région chargée d'histoire et forte de son futur où il fait bon vivre pour ceux qui ont choisi l'authenticité.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous la réf. 6021/M.

ADRIAN VINIV

31/33 rue de la Baume, 75008 Paris

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 267.734 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P., ce sont aussi de prestigieuses filiales - Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte - et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Le Centre d'Observation Economique (23 personnes) est un centre de conjoncture nationale et internationale. Concepteur d'un certain nombre de baromètres, il apprécie et analyse la situation économique présente et élabore des prévisions à court-moyen terme. Il recherche un(e)

Macro-Economiste (C.D.D. de 3 ans)

Intégré(e) à la division conjoncture et prévision, vous analysez et suivez la conjoncture de l'investissement.

Diplômé(e) d'études supérieures en économie ou économétrie (3ème cycle universitaire ou équivalent), vous justifiez d'une expérience de trois à cinq ans à un poste similaire.

Votre esprit de synthèse et vos aptitudes rédactionnelles sont des atouts pour réussir dans ce poste.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence ALM11396 à la C.C.I.P. - DRH, 8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LA POSTE

DIRECTION DU COURRIER RECRUTE INGÉNIEUR DE PRODUCTION FONCTIONS

La direction du courrier recherche pour son activité messagerie un ingénieur de production. Vous serez chargé de définir l'ingénierie globale des centres de traitement propres à cette activité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de chacun des centres, vous aurez en charge, avec le concours de nos services techniques :

- la définition de l'organisation industrielle,
- le choix des équipements,
- le suivi des installations.

QUALIFICATION

Ingénieur diplômé arts et métiers, INSA ou équivalent, disposant d'une première expérience (3 à 5 ans) acquise dans le domaine de l'organisation et la gestion de production, et/ou la logistique.

Autonomie dans la conduite des projets, esprit d'initiative et d'innovation, sens aigu du contact, des relations humaines et de la communication, sont des qualités indispensables pour réussir dans ce projet.

Le poste est situé à Boulogne-Billancourt.

Sous réf. : 8694.

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

L'un des leaders mondiaux dans le domaine de la technologie de pointe : instrumentation scientifique, lasers scanners, etc... recherche pour sa filiale française (150 MF - 45 personnes) en recherche

Directeur Administratif et Financier

Les ULIS (91) 380 KF ± (+ voiture)

Au-delà de la coordination et de la gestion complète de plusieurs petites entités et "Business Units", bilans, suivi budgétaire, cash, reporting mensuel, stocks, Personnel et paies MIS (AS 400), pour lesquelles vous êtes aidé d'une équipe compétente vous devez optimiser les structures et les procédures internes, mais surtout être une force de proposition et de conseil auprès des "line managers", de la Direction Générale et Financière Groupe (USA et SUED) dont vous êtes l'interface permanente.

Position "stratégique" pour un candidat bilingue anglais. A 33/35 ans, diplômé ESC - DECF vous avez acquis de solides compétences techniques et informatiques, en cabinet mais surtout en entreprises anglo-saxonnes. Vous possédez les qualités de rigueur, d'autonomie et de discernement nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV s/réf. M/294 ARCOS & PARTNERS, 29, rue de Méromont, 75008 PARIS.

ARCOS

**Le Monde
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Auditeurs
bancaires

JCDecaux

DA

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**Deloitte Touche
Tohmatsu**

Pour faire face à la croissance de nos activités dans le domaine de l'audit bancaire et financier, nous souhaitons renforcer nos équipes par des

Auditeurs bancaires

Vous êtes issu d'une grande école IX, Mines, Ponts, HEC, ESCP, ESSEC, vous avez entre 25 et 30 ans et une expérience de 3 à 5 ans soit dans un cabinet d'audit international soit dans une banque.

Après votre intégration, nous vous formerons, selon votre expérience, à notre méthodologie d'audit ou à la spécialisation bancaire. Vous intervenirez chez des clients prestigieux français ou étrangers. Votre carrière pourra se dérouler au sein de notre firme internationale.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. AB1, à Deloitte Touche Tohmatsu, Direction des Ressources Humaines, BP 136, 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex. Nous vous assurons de notre discrétion.

Cabinet d'avocats anglo-saxon de premier plan
recherche un

Collaborateur en Droit des Affaires

Paris

Au sein de ce cabinet anglo-saxon se développant en France, vous intégrerez une équipe de juristes anglais et français et interviendrez dans l'ensemble des dossiers intéressant le cabinet (acquisitions, restructurations, financement international, droit bancaire etc...).

Agé de 27/30 ans, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en droit français des affaires que vous souhaitez valoriser dans une structure offrant des opportunités pour un candidat de valeur. La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Contacter Dominique Montabrie au (1) 47.57.24.24 ou adresser lettre + CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. DM9383MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

JCDecaux

Depuis 30 ans, nous avons équipé de mobilier urbain plus de 750 Villes d'Europe, avec succès, tant auprès des élus, des annonceurs que des usagers. Nous avons fondé notre réputation sur la qualité de nos produits et de nos prestations. Aujourd'hui, dans le cadre de notre développement nous recherchons un

JURISTE DROIT PUBLIC

Spécialiste de la législation des Collectivités Locales, doté d'une solide expérience en entreprise ou dans une Administration Publique, vous serez au sein de notre Direction des Affaires Juridiques, le support de nos Agences Régionales pour la mise en œuvre et le suivi de nos relations contractuelles avec nos clients. A ce titre, vous rencontrerez les décideurs locaux sur le terrain.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac+4/5, IEP, DESS, DEA droit public...), vous possédez une forte culture générale, 3 à 5 ans d'expérience et surtout beaucoup de talent. Si cette mission vous motive, si vous maîtrisez une ou deux langues étrangères et si vous avez intégré la mobilité géographique dans votre démarche professionnelle, venez partager cette passion du service qui unit l'ensemble des collaborateurs JCDecaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence FI 350 à JCDecaux - Direction des Ressources Humaines - BP11 - 78373 PLAISIR CEDEX.

JCDecaux

Nous sommes une organisation internationale oeuvrant dans le secteur éducatif et de la recherche, reconnue et financée par différents Etats (170 MF de budget environ). Nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur des Programmes de Formation et de l'Enseignement Audiovisuel

Paris

250/300 KF

Rattaché au Directeur du Bureau Europe, vous avez pour mission de définir, mettre en œuvre et effectuer le suivi d'un ensemble de programmes internationaux de formation. Vous assurez d'autre part la direction des services de bourses et de l'enseignement audiovisuel ; vous négociez des contrats avec des partenaires universitaires et privés.

Encadrant une équipe d'une dizaine de personnes, vos responsabilités vous conduisent également à concevoir et rédiger des documents de politique générale en matière de formation.

Agé de 40 ans environ, de formation supérieure (agrégation, doctorat, etc.), vous justifiez d'une expérience significative dans la Fonction Publique et/ou l'Education Nationale qui vous permet d'appréhender parfaitement les politiques et structures universitaires. La connaissance de l'Audiovisuel est vivement appréciée.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à LBW 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. SR967MO qui transmettra.

Pour améliorer sa compétitivité sur son métier,

recherche un RESPONSABLE SYSTÈME D'INFORMATION

Ce chef de division, rattaché à la DIRECTION DU COURRIER, sera dans un premier temps chargé de coordonner les maîtrises d'ouvrage des grands projets informatiques concernant le métier du courrier.

Rapidement, il devrait également orienter et conduire plus particulièrement le projet système d'information industrielle étroitement lié à la gestion industrielle et aux réorganisations en cours.

Ce poste, à pourvoir rapidement, situé à Boulogne-Billancourt, conviendrait à un Ingénieur Grande École, ayant une expérience de 5 ans comme chef de projet sur des systèmes d'information et de gestion de la production.

Pour ce manager, ayant un sens aigu de la communication et de la négociation, une expérience dans une entreprise industrielle en réseau serait un « plus ».

Lettre et CV à transmettre sous la référence 8885.

LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Col.-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15.

Directeur financier

MUNICH EXCELLENT SALAIRE

■ LA SOCIÉTÉ : Filiale industrielle (CA 300 MF) d'un groupe français de premier plan dans le secteur mécanique de pointe.

■ LE POSTE : Bras droit du Directeur Général, vous l'aidez à améliorer l'efficacité et la rentabilité de l'entreprise. Vous prenez en charge plus particulièrement le contrôle de gestion industriel et commercial, le reporting, les budgets, la comptabilité générale, la trésorerie et les systèmes informatiques (8 personnes).

■ LE CANDIDAT : Jeune et réactif, fort d'une expérience d'au moins 7 ans en contrôle financier industriel et ayant déjà travaillé en Allemagne, vous recherchez un groupe dynamique où la fonction finance est véritablement mise en valeur.

■ Merci de contacter notre conseil Ivor Alex au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 1573/IAM à NORMAN PARSONS - 6, rue Paul Baudry - 75008 Paris.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

Société de gestion d'assurances aviation et spatiale
recherche son

Directeur Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Général et animant une équipe de huit personnes, vous intervenirez principalement sur la gestion des sinistres. Vous êtes également le conseiller juridique de la société et assurez les commerciaux depuis l'élaboration, la négociation des contrats français et internationaux avec les tiers jusqu'à leur suivi.

Agé de 30/35 ans, diplômé d'un DEA, DESS, etc... vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins cinq ans du droit des assurances. Une pratique courante de l'anglais écrite et orale est indispensable.

Rigoureux, vous avez le goût du travail en équipe et souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles au sein d'une structure souple et évolutive.

Contacter Christophe Duchetier au (1) 47.57.24.24, ou adresser CV + lettre de motivation + photo + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret cedex, sous réf. CD9424MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

حکومت الرشید

X Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 •

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

INGENIEUR CONSEIL

Pour le Service des Etudes Industrielles de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Au sein de notre équipe d'Ingénieurs Conseils, vous prendrez en charge des missions d'études et de diagnostics concernant tous les aspects de l'entreprise : techniques, commerciaux, économiques, financiers et humains. Vous développerez des contacts de haut niveau auprès d'entreprises diversifiées tant en France qu'à l'étranger.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez suivi une formation complémentaire à la finance ou à la gestion. Vous bénéficiez d'une expérience opérationnelle significative de cinq ans environ dans le secteur industriel. Aisance relationnelle, capacité de jugement et qualités rédactionnelles sont indispensables pour réussir dans cette fonction. La maîtrise de l'anglais est un atout.

Cette première affectation, d'une durée de quatre à cinq ans, vous permettra d'évoluer vers d'autres fonctions au sein des différentes Directions de la Banque.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous référence INCO, à Chantal MARIA - Société Générale - Service du Recrutement 7, rue Canmartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

100 personnes, 7,7 milliards
A, nous sommes l'un des
premiers groupes de service
avant dans les domaines de
financement.

Responsable comptable (réf. 1)

Dix années d'expérience à ce poste, dont 2 à 3 dans un groupe décentralisé, ont fait de vous un authentique professionnel. Vous êtes d'abord la référence technique (bilan, compte de résultat, reporting, consolidation, fiscalité) que nous attendons, mais vous êtes aussi l'homme ou la femme capable d'impulser notre dynamique de progrès avec nos 6 Directeurs Administratifs de région et leurs 70 collaborateurs.

Analyste de gestion (réf. 2)

En charge de l'interface gestion technique/comptabilité/informatique, vous coordonnerez nos analyses techniques et vous optimiserez nos tableaux de bord techniques. De plus, dans le cadre de notre nouveau schéma directeur informatique, vous assurerez la cohérence de la gestion technique avec l'ensemble des applications informatiques. Une formation Sup. de Co., 5 ans d'expérience de contrôleur de gestion et une bonne connaissance de la fiscalité sont indispensables.

Contrôleur de gestion (réf. 3)

Le suivi comptabilité générale et comptabilité analytique vous a rendu familier de la mise en place d'outils (tableaux de bord) et d'analyse d'écarts. Une formation Sup. de Co. et 5 ans d'expérience ainsi qu'une bonne maîtrise des outils informatiques (EXCEL et systèmes de gestion) sont nécessaires. Mais votre atout est une sensibilité certaine à la technique, alliée à un sens affirmé du dialogue.

Comptable (réf. 4)

Votre rigueur, votre organisation, votre sens du travail en équipe et votre formation BTS comptabilité + au moins 2 ans d'expérience font de vous le professionnel que nous recherchons pour superviser nos comptabilités auxiliaires, fournisseurs, clients et immobilisations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) en précisant sur l'enveloppe le poste choisi et la référence JONCTION, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

Directeur Financier (Allemand courant)

PAYS DE LOIRE 400 KF ±

Rattaché au Directeur Général de la filiale, vous prenez en charge la direction financière comprenant la supervision et l'animation :

- du contrôle de gestion industriel,
- du service comptable,
- du service informatique.

Vous encadrez une équipe de 10 personnes.

Agé d'environ 36 ans, de formation Grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une expérience au sein d'un cabinet d'audit ou de conseil en organisation complétée par une expérience en entreprise en environnement industriel.

Ce poste nécessite le sens du respect des délais et des procédures Groupe ainsi qu'une grande capacité de travail et une forte personnalité afin de jouer un rôle de conseil au niveau local.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 882 LM à Pierre-Guillaume DAY NICHOLSON INTERNATIONAL Search and Selection Consultants 126, rue Réaumur - 75002 PARIS.



Royaume Uni - Belgique - Pays-Bas - Espagne - Italie - Allemagne - Pologne - République Tchèque - Turquie



Nous sommes une Société d'Édition professionnelle de 1er plan, spécialisée en droit de l'entreprise : fiscal, social, affaires. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

Juriste confirmé(e) Rédacteur droit communautaire

Notre activité éditoriale en droit communautaire se développe et se diversifie (mémento, jurisprudence).

Directement rattaché au Directeur des rédactions, vous serez responsable de :

- la conduite rédactionnelle de notre mémento de droit communautaire,
- la rédaction des articles ayant trait aux principes généraux,
- la coordination des diverses activités rédactionnelles en droit communautaire,
- l'interface avec les rédactions spécialisées auprès desquelles vous assurerez, en outre, un rôle de conseil et de formateur en droit communautaire.

Agé de 35 ans environ, de formation 3ème cycle en droit communautaire (DEA), vous justifiez de 7 ans ou moins d'expérience de praticien en Entreprise, Cabinet ou Institution, qui vous confère une très bonne connaissance du milieu juridique communautaire.

Vous conjuguez aptitudes rédactionnelles, sens de la communication et des initiatives, qui vous permettront de participer avec nous au développement d'une activité riche de promesses.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2661 à UN des TROIS Ressources Humaines - 31, rue Chapital - 75009 PARIS.

Conseil en dynamique Humaine

Notre groupe est l'un des acteurs industriels majeurs dans les biens d'équipement ; nous recherchons actuellement un

Chef de mission Audit interne

Lyon

■ Professionnel de l'audit, vous avez une solide formation supérieure (de gestion ou d'ingénieur + 3^{ème} cycle de gestion) complétée par trois années d'expérience de l'audit interne dans une entreprise industrielle ou de l'audit externe, en cabinet.

■ Directement rattaché au responsable de l'audit, vous intégrerez une équipe de 7 personnes dont la mission de conseil et de suivi est essentielle.

■ Dans ce cadre, vous serez amené à effectuer des déplacements fréquents sur nos différents sites.

■ Rigoureux et très impliqué, vous parlez impérativement l'anglais et l'allemand pour évoluer dans un contexte international.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 234 à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75005 Paris, qui transmettra.

de : Marie-Hélène Bergman - Réf. à rappeler : MIMI 713

à : Un auditeur confirmé, 30 ans environ, DESCF ou mémorialiste, ayant une expérience de cinq à six saisons dans un cabinet d'audit et/ou d'expertise réputé pour ses méthodes, et souhaitant rejoindre un cabinet à taille humaine et aux exigences de qualité élevées.

obj : CHEF DE MISSION AUDIT - Paris - ± 340 KF

Un cabinet de renom, ayant une clientèle diversifiée (PME/PMI à prestigieux groupes cotés), recherche un chef de mission confirmé pour son département audit. Il prendra la responsabilité de missions variées (audit légal et contractuel, missions spéciales...).

Un candidat pragmatique, adaptable, apte à gérer ses dossiers de façon autonome aura de réelles perspectives d'évolution. L'expérience du secteur industriel est indispensable, une bonne pratique de la consolidation serait un plus.

DEPARTEMENT FINANCE

33, rue Crémieux 75012 Paris - Tél : (1) 44 75 52 00 - Fax : (1) 44 75 52 01

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

■ Notre entreprise se positionne parmi les tous premiers acteurs du secteur tertiaire et, pour étoffer sa Direction de l'Audit, elle cherche à s'adjoindre les compétences de deux :

Auditeurs Comptables

■ Vous serez chargés de réaliser des missions d'audit comptable au sein du groupe et de ses réseaux de distribution, dans ce cadre vous serez amenés à vous déplacer fréquemment sur la France entière.

■ De formation école de commerce ou universitaire si possible complétée d'un diplôme comptable, vous avez 1 à 3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise. La réussite dans ce poste, qui vous permettra de développer une excellente connaissance de notre entreprise, vous ouvrira des perspectives d'évolution motivantes.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 46508 Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

Pour un produit "pas comme les autres"

CHEF DE PRODUIT

Le produit que fabrique le Groupe est étonnant. C'est une grande marque alimentaire, mais il est aussi utilisé pour l'énergie. Il entre dans la composition de nombreux produits. Dans les nombreux domaines d'application de ce produit, nous sommes particulièrement exportateurs.

Si vous êtes tenté par un prospectus original concernant l'usage de ce produit à la grande distribution, à l'agriculture, à l'industrie, à l'énergie comme à l'équipement, nous vous invitons à nous adresser.

Quand un profil classique de chef de produit, 3 à 5 ans d'expérience dans le marketing, les contacts grand public, qualités d'innovation, de contact, de négociation, nous recherchons une personne moins classique dans l'univers du marketing, inventive et ténacité. Comme vous le voyez, nous recherchons un produit "pas tout à fait comme les autres".

La connaissance de l'anglais est un atout, celle de l'allemand est un plus.

Poste basé à Paris, France.



7, rue d'Alsace
75016 Paris

Alcatel Cuivre, filiale d'Alcatel Câble, bénéficie d'une avance technologique qui la place parmi les leaders européens de la transformation du cuivre (fils de cuivre tréfilés et émaillés). Pour soutenir notre expansion, nous recherchons 2 jeunes cadres :

COMMERCIAUX EXPORT

Après une formation à nos produits, ils prendront en charge un portefeuille de clientèle et animeront nos agents et distributeurs sur la zone géographique qui leur sera confiée.

Diplômé de l'enseignement supérieur, dynamique et déterminé, vous êtes passionné par la vente et l'export dans un environnement technique. Une première expérience dans ce domaine est souhaitable et la disponibilité pour des déplacements fréquents nécessaire.

Vous parlez couramment anglais et si possible une troisième langue européenne. Le poste est basé à une centaine de kilomètres au nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous réf. 46524, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Ingénieur Ventes Systèmes

Région Est

Nous sommes : le leader européen de l'édition graphique des documents industriels, en expansion constante, filiale d'un grand groupe américain.

Votre profil : Professionnel de la vente, preuves à l'appui, ayant travaillé de préférence dans les domaines suivants : CAO/DAO, Informatique et/ou bureautique, vous avez 30 ans environ, une formation supérieure, 3 à 5 ans d'expérience qui vous ont permis d'affirmer votre envergure commerciale et votre talent de négociateur.

Vos qualités : autonome, rigoureux et tenace.

Pour ce poste basé à Strasbourg, la connaissance du tissu économique et social régional est souhaitable.

Votre mission : Développer, conseiller et fidéliser une clientèle de grandes entreprises, administrations, PME-PMI et distributeurs de la région Est.

Nous vous offrons : • une équipe dynamisée par le succès qui soit encourager la performance • une rémunération motivante : fixe élevée + primes + voiture + frais • formation produits de haut niveau.

Pour un premier contact, adressez votre dossier ou faxez les points-clés de votre CV sous réf. 3227/M à notre conseil : ALTEREGO - Olivier Cruchet - 3 rue du Cirque - 75008 Paris. Fax : 16 (1) 40 74 04 12.



Le GROUPE INTERNATIONAL PARKER BATH COMPANY Ltd, un des leaders mondiaux dans le design, la fabrication, la commercialisation de matériels sanitaires et d'hygiène à équipements spécifiques destinés aux centres de soins, hôpitaux, maisons de repos, pour sa jeune filiale française PARKER BATH FRANCE, recherche un :

GENERAL MANAGER / PATRON DE CENTRE DE PROFIT

Rattaché au Directeur Expon du Groupe qui est également le gérant de la filiale française, vous êtes le manager permanent de cette filiale, responsable de : APPLICATIONS DES STRATEGIES MARKETING/COMMERCIALES du Groupe sur le marché français. DEVELOPPEMENT DES VENTES, ACTIONS MARKETING, ANIMATION D'UNE PETITE EQUIPE COMMERCIALE, SERVICE APRES-VENTE.

HOMME DE TERRAIN RESPONSABLE, ANIMATEUR A FORT CHARISME, vous êtes également un GESTIONNAIRE capable de "tenir en main" les fonctions administrative/financière et comptable de la Société. Vous êtes un véritable patron de Centre de Profit, de profil Commercial/Marketing qui sait communiquer et assurer un reporting efficace. Agé de 35 ans environ, de formation supérieure commerciale, vous pouvez justifier d'une réelle réussite commerciale/marketing et de management général d'un centre de profit (Start-up ou jeune société commerciale) commercialisant des matériels "haut gamme" (Ex : Qualité Label ISO 9002) en continue innovation auprès d'une clientèle exigeante (Collectivités, Hôpitaux, Maisons de repos, Maisons de retraite, Cliniques...). Il est impératif que vous soyez TOTALEMENT BILINGUE FRANCAIS/ANGLAIS.

DISPONIBILITE REQUISE : JANVIER 1994. Poste basé à 7 km de l'aéroport Roissy/Charles de Gaulle dans l'environnement duquel vous devez résider (Paris-Nord de Paris).

Veuillez adresser votre dossier de candidature en anglais (CV, photo et références) sous la réf. RP 253 à :



Conseil en ressources humaines, 4, place Félix Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12

Directeur du marketing

Leader en Europe, l'Institut Textile de France est un centre technique industriel de référence. Il a pour vocation la promotion du progrès technique dans l'industrie textile et les industries utilisatrices de matériaux textiles. Pour renforcer notre positionnement, nous créons la fonction de Directeur du Marketing.

La mission : en étroite collaboration avec la Direction Générale, vous créez la cellule marketing-communication, concevez la stratégie marketing, mettez en place les actions de communication et définissez la politique commerciale. En véritable généraliste de la fonction, vous animez l'équipe en place, coordonnez les activités de promotion et contribuez activement au développement de la gamme de nos produits et services. Vous serez basé à Lyon et

appelé à vous déplacer fréquemment dans les différentes Directions Régionales.

Il est exigé : Agé de 35 ans environ, votre formation supérieure (type HEC, Science Po... ou ingénieur + 3^e cycle marketing) enrichie d'une expérience en milieu industriel d'au moins 5 ans vous ont préparé à occuper une fonction très polyvalente.

Il est offert : Un rôle diversifié et véritablement stratégique au sein d'une structure en pleine évolution et dans un environnement technique de premier plan. De réelles perspectives d'évolution sont possibles pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1220/JT à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Entreprise spécialisée dans les composants d'automatismes, avec un fort degré d'innovation et de qualité cherche un

Chef de zone Export

La zone couvre une partie de l'Europe. Vous y proposez une politique adaptée au contexte et aux objectifs de vente. Vous animez les Agents Importateurs, suivez les performances de leurs équipes, gérez les Prescripteurs, les Grands-Comptes, contrôlez les flux logistiques et financiers.

De formation supérieure, vous connaissez la vente à l'export, l'animation d'Agents et avez une expérience en milieu industriel. Qualité relationnelle élevée, autonomie, esprit d'équipe, sens de l'organisation, voilà les clés de votre réussite...

Bien sûr, votre anglais est parfait et vous travaillez en espagnol ou en allemand.

Le poste est basé à Grenoble. Il nécessite 50 % du temps en déplacements.



Merci d'adresser LM + CV + rémunération + photo s/réf. CSI/EXP/ICE à Gilbert SIBOLDI ARCHE CONSEIL - 140 cours Charlemagne 69286 LYON cedex 02.

مكتبة الشغل

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

Notre Groupe bénéficie d'une forte image de marque, "Aux portes du luxe", il fabrique et commercialise, en France comme à l'étranger, une collection étendue d'articles de mode et d'habillement. Pour notre branche "femme" (+ de 500 personnes),

Directeur Général

En liaison étroite avec le PDG du Groupe, vous définissez les grandes options stratégiques et les mettez en œuvre. Associant créativité, charisme et objectivité, vous savez coordonner et impliquer des équipes pluridisciplinaires et concourir ainsi à la croissance commerciale attendue.

À environ 35 ans, impérativement diplômé d'une grande école (de commerce et/ou d'ingénieur), vous avez l'esprit PVE. Vous êtes un professionnel du marketing et vous disposez d'une expérience significative du management d'une entité autonome.

Pour ce poste basé en Bretagne, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et rémunération annuelle, à notre conseil : Clavier PIESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 32 rue Traipilly - 35000 Rennes qui vous garantit discrétion et réponse. Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris.

ORH

Parce qu'elle veut gérer son ambition, une importante société de Travaux Publics (1 200 personnes) implantée dans le quart Nord-Est recherche son futur

Secrétaire général

■ Membre important de la Direction Générale, il devra être ambitieux, savoir anticiper et assumer la croissance de l'entreprise en collaborant à la gestion de ses intérêts.

■ Il assurera avec une large délégation, la gestion des Ressources Humaines, les problèmes financiers et juridiques, la communication et le contrôle de gestion.

Il devra pouvoir avec souplesse et rigueur, tout à la fois, faire face aux problèmes quotidiens et participer à la stratégie ambitieuse à moyen terme de l'entreprise.

■ Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (grande école d'ingénieurs ou de commerce), il aura acquis sur le terrain une expérience probante lui permettant de maîtriser la conduite des hommes et le contrôle de gestion.

■ Poste basé en province.

■ Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous la référence CA 931114 à Jacques Lorenzi Conseil, BP 2059, 51072 Reims Cedex.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens



DUCROS SERVICES RAPIDES, Leader National dans le domaine de la messagerie rapide (2000 pers. - 40 succursales - CA 1 Milliard), poursuit comme axe prioritaire de développement la conquête de nouveaux marchés à l'international. Son implantation en Europe est déjà significative : 6 filiales (RU, Espagne, Benelux, Italie). 1800 pers. - CA 1 Milliard - 1 partenaire en Allemagne. Afin de renforcer les moyens mis en œuvre préalablement pour assurer la réussite de ce challenge, nous créons les postes suivants :

DIRECTEUR DES VENTES HF

RÉSEAU INTERNATIONAL
(Trilingue Français - Anglais - Espagnol)

Rattaché à la Direction Commerciale, vous aurez pour mission essentielle de promouvoir l'ensemble des échanges commerciaux, à l'import comme à l'export, entre la France et les pays composant le réseau DUCROS INTERNATIONAL. Homme de décision, vous saurez vous impliquer à tous les niveaux : • **Fonctionnel** : Mise en place de la stratégie commerciale incluant la définition du budget des ventes Export. • **Opérationnel** : Encadrement et animation de l'équipe commerciale. Organisation d'opérations promotionnelles et d'études de marchés... • **Relationnel** : Suivi des relations avec les Directeurs des ventes, les Directeurs opérationnels ainsi qu'avec la Direction du G.E.I.E. Eurotral. Manager avisé, vous saurez structurer et dynamiser notre force de vente à l'international (4 pers.) dans un souci permanent d'efficacité et de qualité. A 35/40 ans, vous possédez une formation supérieure type école de commerce (H.E.C., ESADE de Barcelone, London Business School...) enrichie d'un 3ème cycle ou d'une expérience significative réussie dans un autre pays Européen. Vous avez pu mettre en œuvre vos talents d'organisateur et de négociateur au sein d'une fonction commerciale dans une activité de logistique. La double Nationalité Européenne constitue un atout supplémentaire.

Poste basé à NIMES. Réf. DV

2 RESPONSABLES COMMERCIAUX

FRANCE / ESPAGNE
(Bilingue Français - Espagnol)

FRANCE / BENELUX / RU
(Bilingue Français - Anglais)

Dans le cadre de la politique commerciale définie par le Directeur des Ventes du Réseau International dont vous dépendez, vous assurez, tant à l'import qu'à l'export, le développement des échanges commerciaux bilatéraux depuis la collecte des informations jusqu'au suivi de leur exploitation et veillez au maintien de la qualité du S.A.V. A l'écoute permanente de vos clients, vous êtes chargé d'identifier leurs besoins et de coordonner les ressources techniques nécessaires pour les satisfaire. A 28/30 ans, vous possédez une formation commerciale supérieure (H.E.C., IAG de Louvain, ESADE de Barcelone, London Business School...) ainsi qu'une première expérience professionnelle (2 à 3 ans) en adéquation avec le poste proposé. Une double culture européenne est indispensable pour mener à bien la mission qui vous a été confiée.

Poste France / Espagne basé à NIMES Réf. RC 1

Poste France / Benelux / RU basé à PARIS Réf. RC 2

Adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) en précisant la référence choisie à DUCROS SERVICES RAPIDES - Direction des Ressources Humaines 1245, route de Saint Gilles - 30009 NIMES.

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives



*date mercredi

Pour agir et pour réfléchir

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

RECTEUR ETUDES

CHIEF DE CALCUL

Manager

مكتبة من الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 24 novembre 1993 XIII

SECTEURS DE POINTE



Boehringer Ingelheim Alimentaire

LEADER EN AVANT-PRODUITS POUR PATISSERIE
RECHERCHE POUR SON CENTRE DE COMPETENCES
SITUÉ EN BANLIEUE DE STRASBOURG

Directeur du Développement et des Achats

VOUS ÊTES TITULAIRE D'UN DIPLOME D'INGÉNIEUR
ET JUSTIFIEZ D'UNE EXPÉRIENCE IDENTIQUE RÉUSSIE DANS UN
GROUPE INTERNATIONAL, DE PRÉFÉRENCE DANS LE DOMAINE
AGRO-ALIMENTAIRE.
LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND
EST INDISPENSABLE.

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, NOUS VOUS PROPOSONS
UNE RÉMUNÉRATION EN RAPPORT AVEC VOTRE MISSION.
CETTE DERNIÈRE - OU L'ASPECT "COORDINATION" EST
PARTICULIÈREMENT IMPORTANT - METTRA EN VALEUR
VOS QUALITÉS DE MANAGER, GESTIONNAIRE,
HOMME DE COMMUNICATION ET ORGANISATEUR.

NOUS VOUS INVITONS À ADRESSER VOTRE LETTRE MANUSCRITE
AVEC C.V., PHOTO ET PRÉTENTIONS À
BIAL - BOEHRINGER INGELHEIM ALIMENTAIRE SA
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - B.P. 169
67304 SCHILTIGHEIM CEDEX. DISCRÉTION ASSURÉE.

.Ingénieurs confirmés



Pour satisfaire nos clients constructeurs européens, américains, japonais,
nous avons conçu un système de production et une stratégie d'implication,
d'innovation, de partenariat, qui visent à atteindre la Qualité Totale.
Nous sommes leader européen et à la pointe de la technologie dans le
chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles.
Nous recherchons pour la Direction Branch, située à LA VERRIÈRE (78),

Ingénieur gestion des documents techniques

Réf. RDB3

Vous serez chargé de l'organisation et de la mise en place du SGDT, en liaison avec les
différentes BR Branche et Divisions, de l'élaboration des procédures de fonctionnement, de
faire vivre le système et de l'adapter aux évolutions de l'organisation.

A 30/35 ans, Ingénieur Mécanicien, vous possédez un diplôme de gestion et une
expérience réussie de la fonction.

Ingénieur Qualité Conception

Réf. RDB4

Vous serez chargé de la mise en place des plans qualité des projets recherche et de leur
réalisation, notamment en ce qui concerne QFD, AMDEC, Plans de validation.

A 28/33 ans, Ingénieur Mécanicien vous possédez une formation intensive en méthodes de
qualité et une expérience réussie de la fonction.

Ouverts à des expériences professionnelles internationales, vous êtes prêts à
travailler dans un domaine compétitif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à VALEO
THERMIQUE HABITACLE - 8, rue Louis Lormand - BP 13 - 78321 LA VERRIÈRE Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation
internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et
de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 26 000 personnes
réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou
centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont
plus de la moitié hors de France.



Important groupe d'enseignement supérieur
et de recherche dans les domaines du
GENIE ELECTRIQUE
(Electronique, automatique et robotique,
informatique, micro-electronique,
télécommunications),
recherche son

DIRECTEUR DES ETUDES

Rattaché au Directeur du Groupe,
vous définissez la pédagogie de l'école
d'ingénieurs (1000 étudiants) et coordonnez
les programmes d'enseignement,
premier et second cycles,
en liaison avec les besoins de l'industrie.
Vous participez à l'élaboration et assurez le suivi
de la réalisation des budgets.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur et
diplômé de l'enseignement supérieur
(3ème cycle ou Doctorat),
vous avez une expérience à la fois de
l'enseignement et de la vie industrielle.

Merci d'adresser votre candidature
sous réf. ALM11418 à
CARIBOU COMMUNICATION,
73 Rue de Lagny - 75020 Paris, qui transmettra.

Notre position de leader mondial en optique
ophtalmique, nous conduit à poursuivre
nos efforts de recherche et d'innovation.
Nous recherchons notre

R esponsable Technologies Traitements

La fabrication d'un verre ophtalmique nécessite de multiples
opérations technologiques, de nature différente.

Techniques du vide, bombardements ioniques, procédés
chimiques (applications de vernis et pigments
photochromiques), diffusion physique... La mise en oeuvre de
ces techniques fait appel au travail d'équipes pluridisciplinaires,
qu'il s'agit d'animer, de coordonner, de gérer.

Vous êtes Ingénieur Physico-chimiste avec une expérience
significative en Recherche et Développement. Vous avez
démontré de réelles capacités de management en animant
des équipes en R & D depuis au moins 5 ans, et avez
développé vos compétences techniques.

Le poste est basé à Saint-Maur (94) sur notre site pilote
R & D au sein du service Développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions) sous la réf. RTT/LM à :
ESSILOR INTERNATIONAL - Service Recrutement Ingénieurs
et Cadres - 147, rue de Paris - 94227 CHARENTON cedex



BECTON DICKINSON

Becton Dickinson, 19 000 personnes dont 3 800 en Europe, est l'un des
leaders mondiaux du matériel médico-chirurgical et de laboratoire. Pour
notre siège européen à Grenoble, nous recherchons un(e)

Responsable Assurance Qualité

Sous la responsabilité du Directeur de la Qualité et des Affaires Réglementaires
Europe, vous :

- serez notre expert technique de la Qualité et assurerez le support des
différentes Divisions européennes. A tous niveaux, en particulier en
matière d'éducation et de formation, ceci conjointement avec les
spécialistes de ces Divisions
- veillerez à ce que les programmes qualité soient cohérents avec les
standards (ISO 9000 ou autres) et les exigences de notre Compagnie
- participerez aux discussions sur les nouvelles réglementations et à
l'établissement de nouveaux standards
- disséminerez l'information dans l'ensemble de la Compagnie sur les
tendances et les textes réglementant la qualité en Europe
- aurez des contacts fréquents avec les membres de la Direction de la
qualité aux Etats-Unis.

Diplôme en PHARMACIE, BIOLOGIE OU CHIMIE, vous avez une
expérience diversifiée d'au moins 10 ans dans le domaine de la qualité,
dont plusieurs années dans le développement et la communication de
systèmes, procédures et programmes qualité.

Vous êtes dynamique, appréciez le travail en équipe et communiquez
aisément. Vous avez un réel sens éthique. Vous maîtrisez parfaitement
l'anglais. Vous parlez, peut-être, d'autres langues européennes. Vous
avez alors toutes les chances de réussir dans cette nouvelle fonction et de
contribuer efficacement à la poursuite de notre expansion.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation avec photo et indications de
salaire, en anglais, à J.-C. BUHLER, Becton Dickinson Europe, 5 Chemin
des Sources, BP 37, 38241 Meylan Cedex.

ENTREPRISE DE SANTE



INGÉNIEUR CENTRE DE CALCUL

Poste basé en région parisienne

Vous avez de réelles compétences en résistance
des matériaux et en calculs thermiques. La
connaissance et la pratique du logiciel NISA est
impérative.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de
formation Ingénieur généraliste (INSA, Arts et
Métiers...) ayant exercé dans l'environnement
Avionique.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. et
prétentions) sous référence 55719 à
EURO RSCG CARRIERES
2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra. Aucun renseignement
ne sera donné par téléphone.

SOPHIA-ANTIPOLIS

Consortium de compagnies pétrolières spécialisé dans la gestion et la promotion d'une carte de paiement
internationale recherche pour participer au développement de son activité en Europe :

Operations Manager h/f Monétique

Au sein d'une équipe dynamique et souple, vous serez chargé d'assurer l'interface entre les services
administratifs et informatiques. Il vous faudra pour cela coordonner l'activité de processing, administrer les
bases de données clients, contribuer au développement marketing de cette carte et assurer les relations avec
les compagnies pétrolières. A 30-35 ans, vous avez une solide connaissance de l'informatique et possédez de
préférence une expérience professionnelle dans le domaine de la monétique. Une parfaite maîtrise de
l'anglais est indispensable. La pratique d'une autre langue Européenne est souhaitée.
Poste à pourvoir rapidement.

Chaffoteaux
et Maury

Directeur des achats

Ingénieur grande école Saint-Brieuc

Filiale du groupe ELFI (14 000 personnes, CA de 13 MdF), notre
société fabrique et commercialise en grande série des
équipements de chauffage domestique. Nous recherchons
aujourd'hui notre Directeur des Achats et Approvisionnements.
Rattaché au Directeur Industriel de l'entreprise (900 personnes),
sa mission est de fournir à l'ensemble des directions les
matières premières, produits finis et semi-finis, équipements et
installations, outillages, sous-traitants et services, au meilleur
rapport qualité/prix. Il anime une équipe d'une douzaine de
personnes et gère un budget de l'ordre de 500 MF. Cette
fonction stratégique s'adresse à un diplômé de l'enseignement
supérieur, plutôt issu d'une grande école d'ingénieurs, âgé de
35/40 ans et ayant impérativement une expérience des achats
de produits en grande série. La maîtrise de l'anglais et des
talents de négociateur, d'animateur et de gestionnaire sont
indispensables pour réussir dans un contexte international.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie
de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions) sous référence 1120.

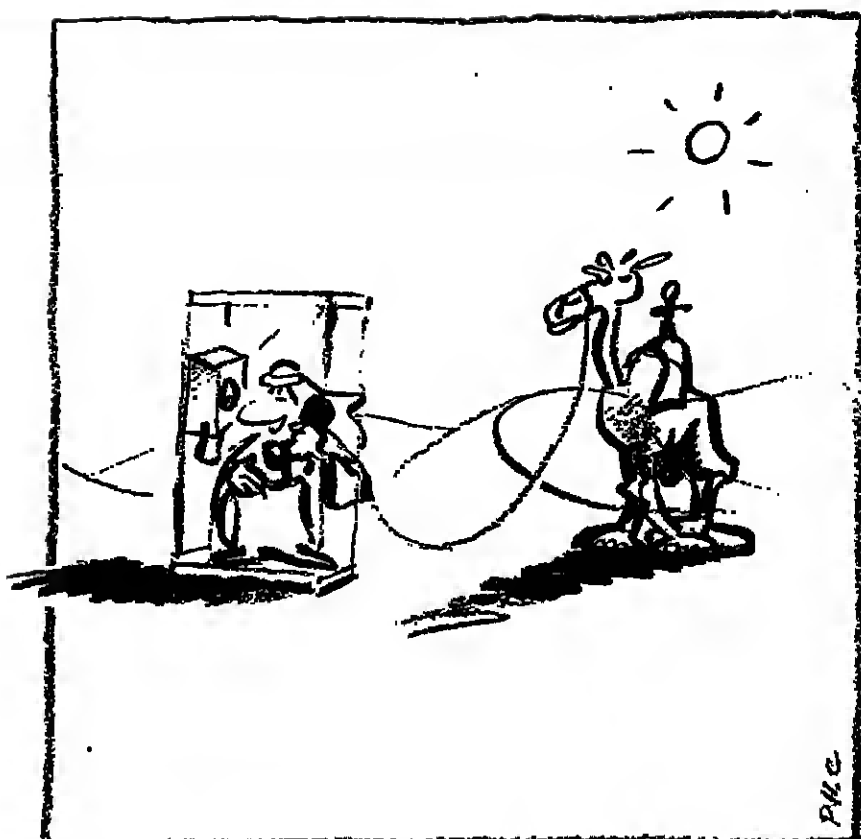


31/33 rue de la Baume, 75008 Paris

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

**SANS COMMUNICATION,
LE MONDE SERAIT BIEN DÉSERT**



Rendre les télécommunications intelligentes, faciliter l'accès à l'information, partout et par tous... grâce à l'apport de l'informatique, les communications entrent dans une ère de mutations majeures. Créer de nouveaux produits, développer de nouvelles compétences et de nouvelles technologies, conquérir de nouveaux marchés : Hewlett-Packard met tout en œuvre pour participer activement à cette révolution et devenir le leader des systèmes ouverts d'information pour les télécommunications.

Pour y parvenir, elle a créé la "Telecommunication System Business Unit" (TSBU). Parce que tout reste à inventer, H-P a besoin de 20 ingénieurs de haut niveau, experts en télécommunications, capables de relever les défis, d'innover en permanence et d'évoluer dans un univers international fortement concurrentiel.

20 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(Supélec, Sup Telecom, Centrale, Mines, Sup Aéro,...)

Si vous maîtrisez l'une des spécialités que nous recherchons et parlez couramment l'anglais, adressez votre candidature en précisant le poste qui vous intéresse à Agnès Gabirout - Service Recrutement - Hewlett-Packard - 38053 Grenoble Cedex 09.

• **Ingénieurs de développement logiciel**, 3 à 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans les domaines Télécom et Réseaux (connaissances C++ et UNIX).

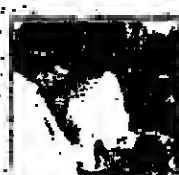
• **Consultant Télécom**, 5 à 7 ans d'expérience en réseaux intelligents, gestion de réseau Télécom - Base de données.

**hp HEWLETT
PACKARD**

DERMATOLOGIE

INGÉNIEURS ISSUS D'UNE GRANDE ÉCOLE OU PHARMACIENS POSÉDANT UNE EXPÉRIENCE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE, PARTICIPER À UN PROJET D'ENVERGURE VOUS MOTIVE ? GALDERMA, LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE À LA POINTE DE LA DERMATOLOGIE, FILIALE DE NESTLÉ ET DE L'ORÉAL, VOUS PROPOSE DE REJOINDRE SON TOUT NOUVEAU SITE DE PRODUCTION "HIGH TECH" IMPLANTÉ PRÈS D'ANNÉCY EN HAUTE SAVOIE.

QUAND ON A
LA RÉUSSITE
DANS LA PEAU,
PLUS RIEN NE PEUT
NOUS APRÊTER.



RESPONSABLE SUPPORT ANALYTIQUE
AU SEIN DU SERVICE ASSURANCE QUALITÉ INTERNATIONALE, VOUS AUREZ EN CHARGE L'ACTIVITÉ SUPPORT ANALYTIQUE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'USINE, DES SOUS-TRAITANTS ET DES DIVERS SERVICES TECHNIQUE-RÉGLEMENTAIRES.

EN RELATION PERMANENTE AVEC NOTRE R&D ET LES UNITÉS DE PRODUCTION, VOUS METTREZ EN PLACE DES NOUVELLES MÉTHODES ANALYTIQUES, INTERVIENDREZ SUR TECHNIQUE PRIVILÉGIÉE POUR L'HOMOLOGATION DES FOURNISSEURS ET LE SUIVI DES ÉTUDES DE STABILITÉ. VOTRE MAÎTRISE DE L'ANGLAIS ET L'ESPAGNOL VOUS PERMETTRA DE RÉDIGER DES DOCUMENTATIONS POUR UNE DIFFUSION INTERNATIONALE. (RÉF. LM/SAI)

INGÉNIEUR PROCESS

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE RESPONSABLE DE PRODUCTION, VOUS METTREZ AU POINT DES PROCÉDÉS INDUSTRIELS POUR INTÉGRER LA FABRICATION DE PRODUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX. SUPPORT TECHNIQUE OPÉRATIONNEL DES ÉQUIPES DE FABRICATION, VOUS ASSUREREZ AINSI L'AMÉLIORATION DES PERFORMANCES EN COÛTS ET/OU QUALITÉ, LA RÉALISATION DE LOTS PILOTES ET, AVEC LE DÉVELOPPEMENT, LES CHANGEMENTS D'ÉCHELLES. VOUS FORMALISEREZ VOS SAVOIR-FAIRE EN RÉDIGEANT EN ANGLAIS LES NOTICES DE FABRICATION POUR NOS 14 FILIALES DANS LE MONDE. (RÉF. LM/PI)

ALORS, POUR VIVRE UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE HAUTEMENT QUALITATIVE, MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE INDIQUÉE À GALDERMA - 20, AV. ANDRÉ MALPAUX - 92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

GALDERMA

OBJECTIF NUMERO 1 : DEVENIR NUMERO 1

Consultants

Production • Finance • Logistique de vente

De formation supérieure Bac + 5, vous possédez une expérience d'au moins 6 ans acquise en entreprise ou société de conseil dans les domaines suivants : production, finance ou logistique de vente. Vous parlez couramment l'anglais et êtes mobile géographiquement.

Au sein de notre groupe international, nous vous proposons de rejoindre notre centre de compétence : progiciel de gestion d'entreprise SAP. Ce progiciel intégré, destiné aux organisations complexes, nécessite une large gamme de services et un savoir-faire éprouvé. C'est pourquoi la pratique

du métier de conseil, de bonnes bases informatiques et une première expérience de mise en place de progiciels (SAP ou autres) seront particulièrement utiles.

Une formation technique sera dispensée aux consultants ne connaissant pas ce progiciel.

Les postes sont à pourvoir courant Février 1994.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CM à Hervé Captier, CAP SESA HOSKINS Centres de compétences 33, quai de Dion Bouton 92814 PUTEAUX cedex.

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOCIÉTÉ

JEU H/F

De formation INSA, ENSAIA, AGRO ou équivalent, complétée éventuellement par un doctorat, ce spécialiste des cultures à grande échelle de cellules et de virus sera chargé, au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes, de la mise au point de procédés de cultures.

Une première expérience en milieu industriel, de préférence pharmaceutique, est indispensable, ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Déposez dès maintenant votre candidature par minitel 3617 EUROMES2 3617 code 75971 ou adressez une lettre manuscrite de candidature, avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 75971 à EUROMESSAGES - BP 188 67022 Strasbourg Cedex qui transmettra.

EUROMESSAGES

Pour passer vos annonces :



**46-62-72-02
46-62-73-90**

FAX : 46-62-98-74

PRIX
MEDICIS E
MICHEL
ONFRA

